

L'Amérique frappée, le monde saisi d'effroi

● Les Etats-Unis ont subi, mardi 11 septembre, la pire attaque de leur histoire ● Le nombre de victimes dépasse celui de Pearl Harbor ● Du World Trade Center au Pentagone, des terroristes défient Washington ● « La liberté se défendra », déclare le président Bush

SOMMAIRE

- **Les Etats-Unis attaqués** : le monde entier saisi d'effroi, le président Bush face à un Pearl Harbor terroriste, le récit d'une journée de terreur en Amérique p. 2-3
- **Panique à Manhattan** : les reportages de nos correspondants, les témoignages de New-Yorkais, comment les deux tours se sont effondrées, les entreprises du World Trade Center p. 4-5
- **Les autres cibles** : au moins 800 morts au Pentagone, le mystère de Pittsburgh, l'angoisse sur la côte Ouest des Etats-Unis p. 6-7
- **Les réactions dans le monde** : l'OTAN en alerte, l'Europe solidaire, condamnation unanime, inquiétude au Proche-Orient, les Américains de Paris sous le choc p. 8 à 10
- **Les marchés** : les Bourses américaines fermées, les marchés mondiaux en chute libre, les valeurs refuges en hausse p. 11
- **La nébuleuse terroriste** : la piste Ben Laden privilégiée, les précédentes attaques contre les Etats-Unis, Pearl Harbor en 1941 p. 12-13
- **Terrorisme et sécurité** : les mesures de prévention, la sécurité aérienne en question, Vigipirate appliqué en France p. 14-15
- **Horizons-Kiosque** : comment les médias américains rendent compte de l'événement, les « une » des quotidiens du 12 septembre p. 16
- **Horizons-Débats** : les points de vue de François Heisbourg, Robert Kagan, Ezra Suleiman et Ronald Tiersky p. 17
- **Horizons-Analyses** : notre éditorial : « La fin d'un rêve » p. 18
- **Horizons-Fictions** : romans de Tom Clancy, goût du désastre d'Hollywood, prédiction de Samuel Huntington : quand la réalité dépasse la fiction p. 19

Ce numéro du Monde est en deux cahiers, le premier entièrement consacré à la tragédie du 11 septembre. *aden* est diffusé, comme d'habitude, à nos lecteurs d'Ile-de-France. Sur notre site www.lemonde.fr, suivi de l'information en continu et dossier multimédia



S. RAMSONJAP

C'est la nuit à Manhattan, au pied des tours devenues cimetières

NEW YORK
de notre correspondant

« Attention, elle s'effondre ! » Un policier new-yorkais, en sueur, le visage écarlate, nous repousse, en courant une rue plus loin, des deux tours jumelles du World Trade Center, les célèbres *Twins*. Des hurlements, des cris : « Oh, my God ! » Des gens pleurent, se prennent dans les bras. Il est 10 h 10 à Manhattan, il ne reste plus qu'une tour en feu. Une épaisse fumée noire et grise enveloppe le sud de Manhattan. Le sol est jonché de papiers déchetés. Tout est masqué par une épaisse couche de poussière grise, très claire. Les rues, les voitures, les gens sont couverts de cette « neige » qui atténue le bruit des pas, des véhicules et rend l'atmosphère encore plus irréelle.

Au milieu des sirènes des ambulances, de la police, des pompiers, les gens ne disent pas un mot, hébétés. Ils se regardent, baissent la tête, pressent le pas pour fuir ou tentent de reprendre leur progression vers ce qui était le World Trade Center. Ceux qui n'ont pas de masque se couvrent le visage. Des blessés, choqués ou en manque d'oxygène,

sont allongés sur le trottoir, entourés, réconfortés. La progression est difficile. Les policiers en nombre mais désemparés interdisent parfois de passer, et puis laissent faire, dépassés par les événements. Nous avançons encore, les rues sont désertes, seuls les pompiers sont là, abattus, découragés.

Soudain, la deuxième tour s'effondre. Nous nous réfugions en courant dans un restaurant dont le patron ouvre les portes. Tout le monde se jette sous les tables. Des pompiers, bouteille d'oxygène sur le dos et masque sur le visage, nous rejoignent. Trois secondes plus tard, la masse de gravats et de poussière s'abat. Le bâtiment tremble, quelques vitres se brisent. Puis le silence. Il fait nuit noire en plein jour. Dehors, on ne voit pas à deux mètres. Une forte odeur de brûlé se répand. L'électricité est coupée. Le patron du restaurant distribue à ceux qui retournent dans la rue des serviettes pour se couvrir le nez et la bouche. Des véhicules de police et de pompiers sortent, noircis et cabossés, du nuage de poussière. Quelques minutes plus tard, le paysage réapparaît, halluci-

nant. New York est mutilée. Les deux tours ont disparu. Elles ont été arrachées, emportées. Il y a une heure, elles étaient encore là, intactes, brillantes au soleil. Les immeubles de bureaux, verre et acier, autour de ce qui était le complexe du World Trade Center sont en flammes, les vitres brisées. Certains sont en partie effondrés. Explosions et détonations se succèdent à chaque minute. Des blocs de ferraille tombent encore au loin, bruits sourds, soulevant des nuages de poussière.

« Vous le croyez, vous ? La guerre en plein cœur de Manhattan... », dit un pompier épuisé en s'asseyant sur le trottoir. Un gaillard de deux mètres couvert de poussière, de boue, les yeux rougis, au bord des larmes. Il donne à son supérieur le nom des cinq camarades qui se trouvaient avec lui dans l'entrée de la tour effondrée et dont il n'a pas la moindre nouvelle.

La nuit, lorsque les *Twins* étaient éclairées, c'était un endroit magique. Aujourd'hui, c'est un cimetière.

Eric Leser

Nous sommes tous Américains

DANS CE MOMENT tragique où les mots paraissent si pauvres pour dire le choc que l'on ressent, la première chose qui vient à l'esprit est celle-ci : nous sommes tous



Américains ! Nous sommes tous New-Yorkais, aussi sûrement que John Kennedy se déclarait, en 1962 à Berlin, Berlinois.

Comment ne pas se sentir en effet, comme dans les moments les plus graves de notre histoire, profondément solidaires de ce peuple et de ce pays, les Etats-Unis, dont nous sommes si proches et à qui nous devons la liberté, et donc notre solidarité.

Comment ne pas être en même temps aussitôt assaillis par ce constat : le siècle nouveau est avancé.

J.-M. C.

Lire la suite page 18



D. BONDAREFF/AP

DE NEW YORK À WASHINGTON Nos reporters racontent

Nos correspondants à New York à Washington racontent la fuite des employés des tours jumelles de New York et du Pentagone dans l'affolement. Scènes de piétinement parmi les blessés, les décombres, la fumée et les secours qui affluent. Récits et témoignages de survivants. Reportages p. 4 à 7

Suspect numéro un



OUSSAMA BEN LADEN

LE NOM du dissident saoudien Ben Laden est fréquemment avancé lorsque les Etats-Unis évoquent les éventuels responsables des attentats. Accusé d'être l'organisateur de plusieurs actions terroristes contre les intérêts américains, il fut l'allié de Washington en Afghanistan.

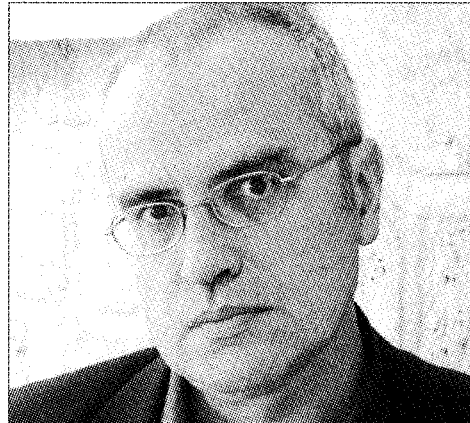
Lire page 12

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 250 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3,30 FL ; Portugal, 200 Esc ; République centrafricaine, 200 F CFA ; République démocratique du Congo, 200 F CFA ; République tchèque, 200 Kč ; Sénégal, 200 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 913 - 7,90 F - 1,20 €



RICHARD MILLET



La voix d'alto

roman

« On retrouve là le meilleur de Millet, son obsession pour les corps et le sexe, l'ambigüité cruauté des relations hommes-femmes, cette mise à distance des salissures et de la trivialité du quotidien. L'un des meilleurs romans de cette rentrée. »

Olivier Le Naire, *L'Express*



Erreur sur la menace

L'AMÉRIQUE vivait depuis quelque temps d'une ambition sinon d'une illusion : rendre son territoire invulnérable à toute attaque venant d'un de ces *rogue states* (Etats voyous) qui, dans la liste des menaces, venaient remplacer l'Union soviétique disparue. Les démocrates, réticents, avaient emboîté le pas aux républicains et lancé le programme de la défense antimissile avant même que le héraut de cette politique, George W. Bush, ne gagne la Maison blanche. Les idéologues du Parti républicain ne se contentaient pas du financement de quelques recherches et de quelques essais. Ils théorisaient leur obsession. Ils voyaient l'avènement dans les relations internationales d'une nouvelle ère qui ne devait plus rien avoir de commun avec la guerre froide.

Plus de dix ans après la chute du mur de Berlin, ils ne voulaient pas seulement définir de nouveaux rapports avec la Russie postcommuniste. Ils voulaient encore la convaincre du danger potentiel représenté par des Etats supposés réfractaires au jeu traditionnel des relations internationales. Ils y avaient presque réussi. Ils concentraient tous leurs efforts sur la remise en cause de traités jugés « obsolètes », qui, au temps de la guerre froide, avaient figé la rivalité Est-Ouest mais avaient en

même temps permis que le conflit idéologique ne débouche pas sur une confrontation armée. Ils voulaient les remplacer par des *gentlemen's agreements* entre gens de bonne compagnie et de bonne volonté. Ils mettaient en doute la dissuasion nucléaire qui, par la menace de destruction réciproque, était censée avoir retenu au bord du gouffre les plus audacieux ou les plus irresponsables (voir Nikita Khrouchtchev au moment de la crise de Cuba en 1962). Ils contestaient la qualité morale de la dissuasion nucléaire – comment justifier la mort des milliers de civils innocents ? – et son efficacité – quel président des Etats-Unis voudrait être placé devant le choix entre déclencher l'apocalypse nucléaire ou accepter la destruction de son pays ?

Le bouclier antimissile ou NMD (pour National Missile Defense) devait apporter la solution de ce dilemme. Face à des Etats en mesure de se doter d'armes de destruction massive, nucléaires, biologiques ou chimiques, mais insensibles à la logique implacable de la dissuasion, les Américains devaient être en mesure de se protéger contre toute agression.

Daniel Vernet

Lira la suite page 18



LA PRESSE INTERNATIONALE

« Troisième guerre mondiale »

Les médias internationaux évoquent la nouveauté d'un conflit général désormais engagé avec un terrorisme insaisissable. L'Amérique doit entièrement réévaluer son dispositif de défense, écrivent les éditorialistes américains. L'expert en stratégie François Heisbourg nomme « hyperterrorisme » la nouvelle menace. Seuls le cinéma et le roman avaient exploré de tels scénarios-catastrophes. Notre rubrique Horizons p. 16 à 19

France-Société.....	21	Aujourd'hui.....	32
Régions.....	25	Météorologie.....	33
Carnet.....	26	Jeux.....	33
Horizons-Débats.....	27	Culture.....	34
Entreprises.....	30	Radio-Télévision.....	35

ATTENTATS Dans un discours à la Nation, prononcé dans la nuit de mardi à mercredi le président George W. Bush a déploré des « milliers » de victimes dans l'attaque terroriste

sans précédent qui a touché, mardi 11 septembre, New York et Washington. ● QUATRE AVIONS des lignes commerciales ont été détournés, trois d'entre eux ont été trans-

formés par des pirates de l'air en bombes volantes qui ont détruit les tours du World Trade Center à New York et une partie du Pentagone à Washington. ● DES SURVIVANTS

étaient toujours sous les décombres mercredi matin. ● EN L'ABSENCE DE REVENDICATION, un responsable américain a fait savoir que les autorités soupçonnaient l'organisation du

milliardaire d'origine saoudienne Oussama ben Laden d'être impliquée dans cette offensive sanglante. Le président Bush a promis de retrouver et punir les coupables.

L'Amérique sous le choc d'un « Pearl Harbor » terroriste

Deux symboles de l'hyper-puissance américaine, les tours du World Trade Center, à New York, et l'immeuble du Pentagone, à Washington, ont été attaqués mardi 11 septembre. Des milliers de vies ont brusquement été fauchées. Le président s'est engagé à traduire les coupables en justice

À UNE AMÉRIQUE traumatisée par une série d'attaques terroristes qui ont fait des milliers de morts à New York et à Washington, mardi 11 septembre, le président George W. Bush a promis que les Etats-Unis retrouveraient les coupables et se feraient justice. S'adressant à la nation dans la soirée, après ce que la presse qualifie de pire attaque depuis Pearl Harbor, M. Bush a formulé un avertissement à certains Etats, sans les nommer : « Nous ne ferons aucune distinction, a-t-il dit, entre les terroristes (...) et ceux qui les protègent. » Quelques heures plus tôt, dans une attaque sans précédent qui a momentanément paralysé les Etats-Unis, des pirates avaient détourné quatre avions des lignes intérieures qu'ils ont écrasés contre des symboles de la puissance américaine : le World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington.

● **Quatre avions détournés** Les compagnies américaines American Airlines et United Airlines ont confirmé que quatre de leurs appareils - partis de Boston (Massachusetts), Dulles (en Virginie, près de Washington) et Newark (dans le New Jersey, près de New York) - avaient été détournés par des pirates de l'air mardi matin. Les quatre vols transportaient 233 passagers et 43 membres d'équipage, tous présumés morts. Selon la chaîne de télévision CBS, le Boeing 767 du vol 11 d'American, parti de Boston pour Los Angeles, avec 81 passagers et 11 membres d'équipage, s'est écrasé peu avant 9 heures, heure locale, sur la tour nord du World Trade Center (WTC) à New York. Moins de vingt minutes plus tard, le Boeing 767 du vol 175 d'United, assurant la liaison Boston-Los Angeles, avec 56 passagers et 9 membres d'équipage, s'écrasait sur la tour jumelle du WTC.

C'est ensuite en Virginie, près de Washington, que des pirates de l'air ont dirigé sur le Pentagone, le bâtiment du ministère de la défense, le Boeing 757 du vol 77 d'American (Dulles-Los Angeles), transportant 58 passagers et 6 membres d'équipage.

Enfin, à peu près simultanément, le vol 93 d'United (Newark-San Francisco) - un Boeing 757 comprenant 38 voyageurs et 7 membres d'équipage - s'est écrasé en Pennsylvanie, non loin de Pittsburgh. Selon des sources non confirmées, il aurait pu être abattu par un chasseur américain



alors que les pirates le dirigeaient vers une centrale nucléaire.

● **Panique à Manhattan** (pages 4 et 5). Les deux avions qui sont allés s'écraser sur le World Trade Center en projetant de gigantesques boules de feu ont touché le bâtiment à un moment de la matinée où l'activité commence à être intense. Les tours accueillent habituellement près de 50 000 personnes. Elles ont mis quelques minutes à s'effondrer, effaçant du profil avancé de la ville ce qui en faisait l'orgueil et les deux points les plus élevés dans le ciel de New York. Des débris incandescents ont été projetés dans tout le quartier. Très vite, la ville s'est figée : aéroports, aérogras, commerces, transports routiers, taxis, avant que le quartier, celui de Wall Street, ne soit bouclé et que les secours n'arrivent. Partout avaient lieu des scènes d'horreur et de panique. L'état d'urgence a été décrété à New York.

● **Attaque au Pentagone**

(page 6). Plus grand bâtiment du monde, le Pentagone, face à Washington, abrite le ministère de la défense et ses vingt mille fonctionnaires. Le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, était à son bureau lorsque le Boeing 757 s'est abattu sur le bâtiment. Il est sorti indemne de l'attentat. Une aile du Pentagone s'est effondrée puis a pris feu sous le choc. Une épaisse colonne de fumée grise s'en est dégagée, se dirigeant de l'autre côté du Potomac, vers Washington, la capitale fédérale, où l'état d'urgence était décrété : tous les fonctionnaires étaient évacués des bâtiments du gouvernement, ainsi que de la Maison Blanche que le président avait quittée le matin pour une tournée en Floride. La rumeur d'un attentat au département d'Etat - une voiture piégée à l'extérieur - était démentie. Aux Etats-Unis et partout où elles sont déployées dans le monde, les forces armées américaines ont été mises en état d'alerte maximale.

● **L'hypothèse islamiste** (page 12). En l'absence de revendication, les responsables américains sont prudents. Ils se sont refusés, mardi, à désigner un coupable. Mais commentateurs de presse, élus et experts évoquaient la piste islamiste, cette nébuleuse d'associations et de groupes, plus ou moins autonomes, fonctionnant sous l'égide du dissi-

dent saoudien Oussama Ben Laden. Les talibans afghans, qui abritent Ben Laden, ont nié toute responsabilité, qu'il s'agisse de leur régime ou de leur hôte. A Kaboul, la capitale afghane, le secteur de l'aéroport a essuyé des tirs en pleine nuit ; les Etats-Unis ont démenti être mêlés en quoi que ce

soit à ces incidents ; ils pourraient avoir été le fait des partisans d'Ahmed Shah Massoud, le chef des opposants aux talibans, lui-même blessé la veille dans un attentat. A Londres, Abdel-Bari Atwan, le rédacteur du journal arabe *al-Qods-al-Arabi*, estimait que le milliardaire islamiste était « pres-

que à coup sûr » derrière les attentats. Il rappelait qu'Oussama Ben Laden avait averti il y a trois semaines que ses partisans déclencheraient une attaque sans précédent contre les intérêts américains en raison du soutien des Etats-Unis à Israël. A Washington, l'influent républicain sénateur Orrin Hatch,

sions possibles de l'affaire sur le conflit en cours. Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a fait part de sa solidarité dans le drame vécu par l'allié américain. Le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a adressé à M. Bush « les condoléances du peuple palestinien ». Alors que certains à Washington n'excluaient pas la participation aux attentats de groupes radicaux palestiniens, appuyés par des pays comme l'Iran ou l'Irak, le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) - dont la responsabilité a, un moment, été évoquée - a démenti toute implication. Dans les territoires palestiniens et ici et là dans le monde arabe, cependant, certains ne cachaient pas leur joie de voir touché le puissant allié d'Israël.

● **Un séisme sur les marchés financiers** (page 11). A peine ouverts mardi matin, les marchés financiers américains ont été immédiatement fermés. Leur réouverture devait avoir lieu mercredi, même si certaines des sociétés les plus actives dans ce secteur ont été gravement touchées par les attentats. En Europe et en Asie, en revanche, les marchés d'actions enregistraient un véritable séisme, tous à la baisse, tandis que l'ensemble des valeurs refuges, de l'or au franc suisse en passant par les obligations, étaient en hausse. Le pétrole a enregistré une hausse brutale, passant parfois le cap des 32 dollars le baril. Les conjoncturistes américains voient dans ces événements un facteur de nature à accroître le marasme actuel.

● **La solidarité des alliés européens** (page 8 et 10). Les gouvernements des Quinze et la Commission européenne ont dénoncé « l'acte de barbarie » dont ont été victimes les Etats-Unis. Ils ont fait part de leur solidarité avec M. Bush et avec le peuple américain. Ils ont exprimé leur volonté de participer à la lutte contre le terrorisme. L'OTAN a été placée en état d'alerte maximale.

Ailleurs, de Moscou à Pékin, les condamnations ont été unanimes.

● **Mesures de sécurité en France** (page 14). Le président Jacques Chirac a exprimé « l'immense émotion » de la France et le premier ministre, Lionel Jospin, sa « tristesse horrifiée devant des attentats monstrueux ». Le gouvernement a fait valoir qu'il n'y avait pas de menace identifiée contre la France mais a néanmoins décidé de réactiver le plan de sécurité Vigipirate à son seuil maximal. - (AFP, Reuters.)

George W. Bush : « La liberté se défendra, nous punirons les responsables »

LE PRÉSIDENT Bush est intervenu trois fois au cours de la journée de mardi.

- **A 9 h 30, à Sarasota, en Floride** : « Nous avons vécu aujourd'hui une tragédie nationale. Deux avions se sont écrasés sur le World Trade Center. Il s'agit, semble-t-il, d'une attaque terroriste dirigée contre notre pays. J'ai parlé au vice-président, au gouverneur de la ville de New York, au directeur du FBI, et j'ai donné l'ordre que tous les moyens soient mis en place au gouvernement fédéral pour aider les victimes et leur famille et mener une enquête d'envergure afin que soient recherchés et retrouvés les auteurs de cet acte. Le terrorisme ne sera pas toléré contre notre nation. »



VERBATIM

- **Dans l'après-midi, sur la base de l'Air Force à Barksdale, en Louisiane** : « La lâcheté sans visage s'en est prise ce matin à la liberté, et la liberté se défendra. Je veux rassurer le peuple américain, car tous les moyens ont été mis en œuvre au gouvernement fédéral afin qu'il aide les autorités locales à sauver des vies et à assister les victimes. Ne nous y trompons pas :

les Etats-Unis poursuivront et puniront les responsables de ces viles attaques. (...) J'ai pris toutes les précautions de sécurité qui s'imposent afin de protéger le peuple américain. Nos militaires sont en alerte à l'intérieur du pays et dans le monde entier. Nous avons également pris les mesures indispensables de sécurité pour que le gouvernement continue d'exercer ses fonctions. Nous avons été en contact avec les responsables du Congrès et avec les dirigeants étrangers, afin de leur donner l'assurance que nous ferions le nécessaire pour protéger l'Amérique et les Américains. »

- **A 20 h 30, de retour dans le bureau Ovale** : « Aujourd'hui, nos concitoyens, notre mode de vie, notre liberté même ont subi une succession d'actes terroristes délibérés et meurtriers. Les victimes se trouvaient dans des avions et des bureaux : c'était des secrétaires, des hommes et des femmes d'affaires, des militaires et des fonctionnaires fédéraux, des mères et des pères, des amis et des voisins. Des milliers de vies ont brusquement été fauchées par des actes de terreur pernicieux et méprisables. Les images d'avions percutant en vol des immeubles, d'incendies, de structures énormes qui s'effondrent nous ont emplis de stupeur, d'une terrible tristesse et d'une colère calme mais sans faille. Ces meurtres en masse

visaient à effrayer notre nation et à la plonger dans le chaos et le repli. Mais ils ont échoué. Notre pays est fort. Un grand peuple s'est levé pour défendre une grande nation. Les attentats terroristes peuvent ébranler les fondations de nos immeubles les plus hauts, pas les fondations de l'Amérique. (...) »

« Aujourd'hui, notre pays a vu le mal, ce qu'il y a de pire dans la nature humaine. Nous y avons répondu par ce qu'il y a de meilleur en Amérique : l'audace de nos sauveteurs, les soins portés à autrui. (...) Le gouvernement continue de fonctionner sans interruption. Les agences fédérales qui avaient dû être évacuées dans la journée à Washington sont rouvertes ce soir pour le personnel indispensable, et elles le seront normalement demain. Nos institutions financières restent solides et l'économie américaine continuera également de tourner. »

« Les recherches sont en cours pour retrouver ceux qui se cachent derrière ces actes funestes. J'ai donné l'ordre que toutes les polices et les agences de renseignements s'attellent à retrouver les responsables et à les traduire en justice. Nous ne ferons pas de distinction entre les terroristes et ceux qui les protègent. »

« Personne n'oubliera jamais cette journée. »

« Je n'ai pas d'information sur la cause de la chute de cet appareil », a-t-il dit.

Arrivé à 15 heures dans le Nebraska, M. Bush a mis une heure, semble-t-il, à décider de revenir à Washington et de démontrer que, comme il l'avait dit en Louisiane, toutes les mesures étaient pri-

mercredi midi. La liste des lieux dont l'accès était interdit s'étendait à tout le territoire : le parc d'attraction Disney d'Orlando, en Floride, les tours Sears à Chicago, le Kennedy Space Center, le mont Rushmore. Les forces armées amé-

Le président Bush a reçu le soutien d'une classe politique ressoudée

WASHINGTON

de notre correspondant

Ce qui s'est produit, mardi 11 septembre au matin, sur la Côte est des Etats-Unis, n'avait pas encore trouvé son nom lorsque les habitants de New York, de Boston, de Washington ou de Philadelphie sont allés se coucher mardi soir. C'était, évidemment, beaucoup plus qu'un attentat. Mais pouvait-on qualifier d'acte de guerre une agression commise, comme l'a relevé George Bush, par un ennemi « sans visage » ?

Dans sa toute première intervention, faite devant des élèves et des enseignants de Floride auxquels il devait adresser un discours sur l'illettrisme, le président a parlé de « tragédie ». Quelques heures plus tard, tout fatalisme avait disparu de son propos ; M. Bush promettait de « pourchasser et punir » les responsables des tueries de New York et de Washington, et assurait que tout serait fait « pour protéger l'Amérique et les Américains ». Mardi soir, pourtant, les Américains ne savaient pas même combien d'entre eux avaient été tués. Ils comprenaient que les chiffres étaient élevés « des milliers », avait prévenu M. Bush, mais que leurs dirigeants ne pouvaient ou

n'osaient pas les leur dire.

Lorsqu'il est arrivé à l'école primaire de Sarasota, en Floride, vers 9 heures, le président des Etats-Unis a été informé du fait qu'un avion venait de percuter l'une des tours du World Trade Center à New York. Après avoir parlé au téléphone avec sa conseillère pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, il a décidé de commencer le discours prévu. Quand le secrétaire général de la Maison Blanche, Andy Card, lui a glissé à l'oreille que l'autre tour avait été frappée à son tour, il a décidé d'informer le pays d'une « apparente attaque terroriste » et d'interrompre son voyage. Il a quitté la Floride, officiellement, à destination de Washington. La décision était-elle déjà prise, en fait, de mettre le chef de l'Etat à l'abri d'une attaque éventuelle, ou bien est-ce l'opération sur le Pentagone, un quart d'heure plus tard, qui l'a fait changer de cap ? M. Bush, en tout cas, n'est pas allé à Washington, mais a rejoint la base aérienne de Barksdale, en Louisiane.

A ce moment, la crise changeait de dimension. Dans la capitale fédérale, Donald Rumsfeld, secrétaire à la défense, avait gagné le centre de commandement natio-

nal, secteur du Pentagone prévu pour résister à toute espèce de menace. A la Maison Blanche, la plus grande partie du personnel quittait les lieux, tandis que le vice-président, Richard Cheney, et Mme Rice étaient installés eux aussi dans une salle de communication et de commandement protégée. Les immeubles gouvernementaux de Washington étaient en cours d'évacuation. La force de sécurité du Congrès et le Service secret, chargé de la protection des personnalités, se présentaient au Capitole pour emmener les dirigeants du Sénat et de la Chambre en lieu sûr. Et le président des Etats-Unis ne pouvait pas rentrer chez lui. Selon les explications données, mardi soir, dans son entourage, l'armée de l'air, considérant qu'elle n'avait pas vérifié l'identité de tous les appareils en vol au-dessus du territoire, a exigé que le chef de l'Etat et commandant en chef des armées quitte la Louisiane pour rejoindre non pas la Maison Blanche, mais le Commandement aérien stratégique, sur la base d'Offutt, dans le Nebraska.

Tout trafic aérien était interdit aux Etats-Unis ; les aéroports étaient fermés, d'abord, jusqu'à la fin de l'après-midi, puis jusqu'à

mercredi midi. La liste des lieux dont l'accès était interdit s'étendait à tout le territoire : le parc d'attraction Disney d'Orlando, en Floride, les tours Sears à Chicago, le Kennedy Space Center, le mont Rushmore. Les forces armées amé-

Un acte de guerre commis par un ennemi « sans visage »

ricaines étaient mises en alerte maximum. Les ambassades et les consulats américains avaient consigné de fermer leurs bureaux. L'Amérique se tétanisait. A 13 heures, un sénateur (républicain) de Virginie, John Warner, ancien officier de marine, était le premier à dire : « Pearl Harbor ».

L'information, en apparence, la plus facile à établir paraissait inaccessible. Des heures se sont passées à identifier les avions de ligne détournés, les compagnies auxquelles ils appartenaient, leurs modèles, le nombre de passagers qu'ils transportaient. Tel appareil,

dont on pensait qu'il avait été détourné sur New York, avait en fait frappé à Washington. Certains avaient cru voir un Boeing 747, « Jumbo Jet », s'écraser sur le Pentagone. Le plus mystérieux était le sort du vol United Airlines 93, parti de Newark, dans le New Jersey, et qui s'est écrasé près de Pittsburgh, en Pennsylvanie. Un parlementaire ayant obtenu des renseignements des services de sécurité a avancé que cet avion avait été détourné vers Camp David, lieu de villégiature présidentielle, dans le Maryland. Ne s'agissait-il pas plutôt de la deuxième attaque annoncée sur Washington, et l'appareil, dont un passager aurait signalé le détournement grâce à son téléphone portable, n'a-t-il pas été abattu par l'armée de l'air ? Interrogé mardi soir, le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer, n'a pas confirmé cette hypothèse, mais il a évité de la démentir. « Je n'ai pas d'information sur la cause de la chute de cet appareil », a-t-il dit.

Arrivé à 15 heures dans le Nebraska, M. Bush a mis une heure, semble-t-il, à décider de revenir à Washington et de démontrer que, comme il l'avait dit en Louisiane, toutes les mesures étaient pri-

ses afin de garantir que « l'Etat continue de fonctionner ». A Washington, les responsables des deux Chambres, démocrates et républicains confondus, avaient déjà exprimé leur totale solidarité « derrière » lui. Bill Clinton, en voyage en Australie, a invité les Américains à « se rassembler derrière le président et à soutenir les actions qu'il va, sans aucun doute, engager dans les jours qui viennent ». Tous les responsables ou anciens responsables politiques qui prenaient la parole l'assuraient de leur appui.

Arrivé à la base d'Andrews, près de Washington, au début de la soirée, M. Bush a avancé d'une demi-heure l'allocution télévisée qu'il avait annoncée pour 21 heures. Peu avant, M. Rumsfeld avait réuni la presse pour faire savoir que le Pentagone reprendrait son activité dès mercredi matin. Les dirigeants du Congrès se réunissaient sur les marches du Capitole et chantaient « Que Dieu bénisse l'Amérique ! ». A New York, M. Giuliani refusait toujours de répondre à la question : combien de personnes sont-elles ensevelies sous les gravats du World Trade Center ?

Patrick Jarreau



■ **NEW YORK, WORLD TRADE CENTER.** Mardi matin, vers 9 heures, alors que l'activité devient intense dans les bureaux du World Trade Center, où près de 50 000 personnes travaillent quotidiennement, deux Boeing 767 frappent coup sur coup les deux tours jumelles. Horreur, panique : une personne se jette du building, avant que les tours ne s'écroulent définitivement, à peine une heure plus tard.

« America under attack », en direct sur les écrans du monde entier

LA PREMIÈRE FRAPPE – le premier avion – personne ou presque ne l'a vu, aucune caméra ne l'a montrée. A 8 h 48, heure de New York (14 h 48 à Paris), on

RÉCIT

Une épouvantable journée d'horreur qui a changé la face de New York

entend une énorme explosion, très haut, au niveau des étages supérieurs de l'une des tours jumelles du World Trade Center, la tour nord. Les 92 personnes qui se trouvaient à bord du Boeing 767 de l'American Airlines, passagers, membres d'équipage et terroristes, sont déjà morts. Tout le haut de la tour est en feu, et un immense panache de fumée commence à salir le ciel jusque-là limpide. Les télévisions entrent en jeu, l'Amérique et déjà une bonne partie du monde, incrédules regardent le spectacle, tandis qu'à l'intérieur de la tour, des milliers de personnes tentent d'échapper à l'enfer. Dix-huit minutes plus tard, une seconde frappe fait basculer l'événement dans l'incompréhensible. Les New-Yorkais l'ont vu d'en bas, des millions de téléspectateurs au beau milieu de leur écran : un second avion, un Boeing lui aussi, avance tout droit, presque tranquillement, vers la seconde tour. L'explosion, l'énorme boule de feu, les torrents de fumée noire, les débris qui tombent, l'horreur, cette fois, est sur tous les écrans.

Un peu plus de dix ans plus tôt,

les Américains contemplaient, stupéfaits, le ciel nocturne de Bagdad attaquée par leurs propres missiles de croisière, à l'heure du *prime time*. Cette fois, dans la clarté du matin, c'est le cœur de l'Amérique, l'un de ses symboles, qui est frappé par un ennemi inconnu. « Je croyais que nous étions en sécurité », explique une femme entre deux sanglots. Aux fenêtres qui crachent toujours autant de fumée, à plusieurs centaines de mètres de hauteur, des gens agitent le bras, comme pour appeler des secours. D'autres se lancent dans le vide, et parmi eux un homme et une femme qui se tiennent par la main.

Déjà, le monde réagit et la réaction la plus rapide est celle de l'argent : les cours du pétrole flambe, la Bourse de Londres vacille. Le New York Stock Exchange, Wall Street, à deux pas des tours en flammes, n'a pas ouvert, et n'ouvrira pas de la journée. A 9 h 30 locales, George W. Bush apparaît. Il est en Floride, à Sarasota. C'est la première fois, depuis qu'il est président, qu'il subit véritablement l'épreuve du feu. Le discours est bref, sobre. Il parle de « tragédie nationale », d'une « apparente attaque terroriste contre notre pays », et termine par un moment de silence en hommage aux victimes.

Mais quelques minutes plus tard, tout bascule à nouveau. A Washington, une énorme explosion secoue un pan du colossal bâtiment du Pentagone. Un avion de ligne, à nouveau, détourné, comme les deux précédents. Après le temple du commerce, le sanctuaire de la guerre, après

New York, Washington, le centre du pouvoir. C'est une offensive en règle contre le pays tout entier. CNN traduit, ou crée, le sentiment général : « America under attack », « L'Amérique attaquée » : c'est la manchette qui désormais barrera ses écrans, au-dessous des images de fumée, de ruine et de désolation. Qui « attaque » l'Amérique ? On commence à parler de Ben Laden, du Proche-Orient, à se perdre en conjectures sur l'extraordinaire organisation, l'impressionnante logistique nécessaire pour réaliser ces trois frappes presque simultanées.

Quelques heures plus tard, pourtant, on saura qu'une femme, Barbara Olson, a téléphoné à son mari, un juriste très connu à Washington, depuis l'avion qui allait s'écraser sur le Pentagone. Les terroristes, disait-elle avant de mourir, ne sont armés que de couteaux et de cutters, ils ont regroupé tous les passagers, mais aussi l'équipage, à l'arrière de l'appareil. Des couteaux et des cutters, pour attaquer le plus grand bâtiment du monde, d'où les Etats-Unis peuvent en principe lancer des frappes sur n'importe quel point du monde...

A Washington, le Pentagone – où travaillent plus de 20 000 personnes – est en train d'être évacué (il semble qu'il ait commencé à l'être avant même l'impact de l'avion), mais aussi la Maison Blanche et le Congrès, et ensuite l'ensemble des bâtiments publics. La panique commence à gagner. On parle d'une explosion au Congrès (ce sera démenti), d'une voiture piégée qui saute devant le département d'Etat (également démenti),

quelques personnes affirment même avoir vu de la fumée sortir de la Maison Blanche. Mais entre-temps, c'est à New York qu'un nouveau pas dans l'inimaginable a été franchi : à 10 h 05, la tour sud du World Trade Center, celle qui avait été frappée par le second avion s'est effondrée sur elle-même, après qu'on l'a presque vue s'ouvrir du haut en bas. Un colossal nuage de poussière, de débris, de fumée, noie New York et ses gratte-ciel, qui semblent soudain petits et fragiles. Des dizaines, sans doute des centaines de pompiers et de policiers sont tués. L'autre « twin », la tour nord

de l'île sont invités à « marcher vers le nord ». Tous les vols vers l'Amérique du Nord, et aussi, pour la première fois dans l'histoire, tous les vols à l'intérieur du pays, (plusieurs dizaines de milliers) sont suspendus. Mais – on l'apprend avec un grand retard – il y a eu entre-temps une quatrième attaque. Un quatrième avion, un quatrième Boeing, appartenant, comme les autres, à une compagnie américaine, a été détourné. Mais celui-ci s'est écrasé dans la région de Pittsburgh, en Pennsylvanie, presque exactement au moment où le troisième avion s'abattait sur le Pentagone. Se diri-

ter un plus grand désastre ?

Les informations officielles sont rares, quasi inexistantes. On ne sait rien sur le nombre des victimes – sinon celles qui sont mortes dans les quatre avions : 266. Le maire de New York, Rudy Giuliani, se refuse à « spéculer » sur le sujet, ajoutant simplement : « Il y en a plus qu'aucun de nous ne peut le supporter ».

Peu après une heure de l'après-midi, le président Bush, qui a quitté Sarasota, non pour Washington, mais pour la base militaire de Barksdale, dans le Nebraska, prend à nouveau la parole. Le ton, cette fois, a changé. « Les forces armées américaines dans le monde entier ont été mises en état d'alerte ». « Les Etats-Unis vont pourchasser et punir ceux qui sont responsables de ces lâches actions ». Quelques heures plus tard, des explosions dans un ciel noir se substituent sur les écrans de télévision aux images des « twin towers » qui n'en finissent pas de brûler. C'est Kaboul. Les Etats-Unis auraient-ils, déjà, attaqué, entrepris de se venger ? Non, indiqueront plus tard des officiels. Mais quand, au soir de cette invraisemblable journée, George Bush, enfin rentré à la Maison Blanche, s'adressera officiellement à la nation américaine, il parlera des « milliers de vies interrompues soudain par le mal », mais aussi de « la résolution d'acier » et de la « colère » de l'Amérique : nous ne ferons « aucune distinction entre les terroristes qui ont commis ces actes et ceux qui les abritent ». La peur va changer de camp.

Jan Krauze

Après le temple du commerce, le sanctuaire de la guerre, après New York, Washington, le centre du pouvoir. C'est une offensive en règle contre le pays tout entier

s'écroulera 23 minutes plus tard, dans une nouvelle éruption de débris. « L'ennemi », toujours invisible, toujours inconnu, a changé, définitivement peut-être, la face de New York.

A Washington aussi, une portion du Pentagone s'est effondrée. Le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, qui se trouvait dans un autre secteur du bâtiment, veut aider à secourir des blessés, avant qu'on ne l'emmène vers les sous-sols du bâtiment, les postes de commandement sous-terrains.

A Manhattan, l'immeuble des Nations unies est évacué, et tous les gens qui se trouvent à la pointe

geait-il vers Camp David, 135 km plus au sud, ou bien vers la Maison Blanche ou le Capitole, comme le supposeront plus tard des sénateurs ? Que s'est-il passé à bord. Là encore, un passager, réfugié dans les toilettes, a lancé un appel sur son téléphone portable « nous sommes détournés, nous sommes détournés ». Un autre a parlé à sa mère, expliqué que « trois hommes ont pris le contrôle », qu'ils « disent qu'ils ont une bombe ». Et ensuite : une hypothèse, forcément, se fait jour, même si elle n'est guère évoquée ouvertement : l'avion n'aurait-il pas été abattu préventivement, pour évi-

P R A D A

Prada Tel +39 02 546701

Des milliers de morts, sans doute, dans les décombres des tours jumelles

Les survivants témoignent de scènes de panique, de piétinements, d'une foule d'employés tentant d'évacuer les bâtiments par des escaliers plongés dans l'obscurité et envahis par une épaisse fumée. Sur les trottoirs, les New-Yorkais suivent ces scènes de guerre devant des postes de télévision

NEW YORK

de notre correspondant

La journée promettait d'être radieuse, mardi 11 septembre, à Manhattan. Après les violents ora-

REPORTAGE

« Nous avons entendu une énorme détonation, et tout le bâtiment a tremblé »

ges de la veille, le ciel était bleu, limpide : pas un nuage. La chaleur était supportable, comme une annonce de l'été indien. Dans les rues, les gens se pressaient, comme toujours, mais semblaient joyeux, insouciant. L'atmosphère a changé quand une gigantesque colonne de fumée venant du sud, du haut d'une des deux tours jumelles, très visibles, du World Trade Center, s'est répandue dans le ciel. Les pas se sont ralentis, les visages reflétaient l'incompréhension, puis la crainte, quand environ un quart d'heure plus tard l'autre tour s'est aussi retrouvée en flammes.

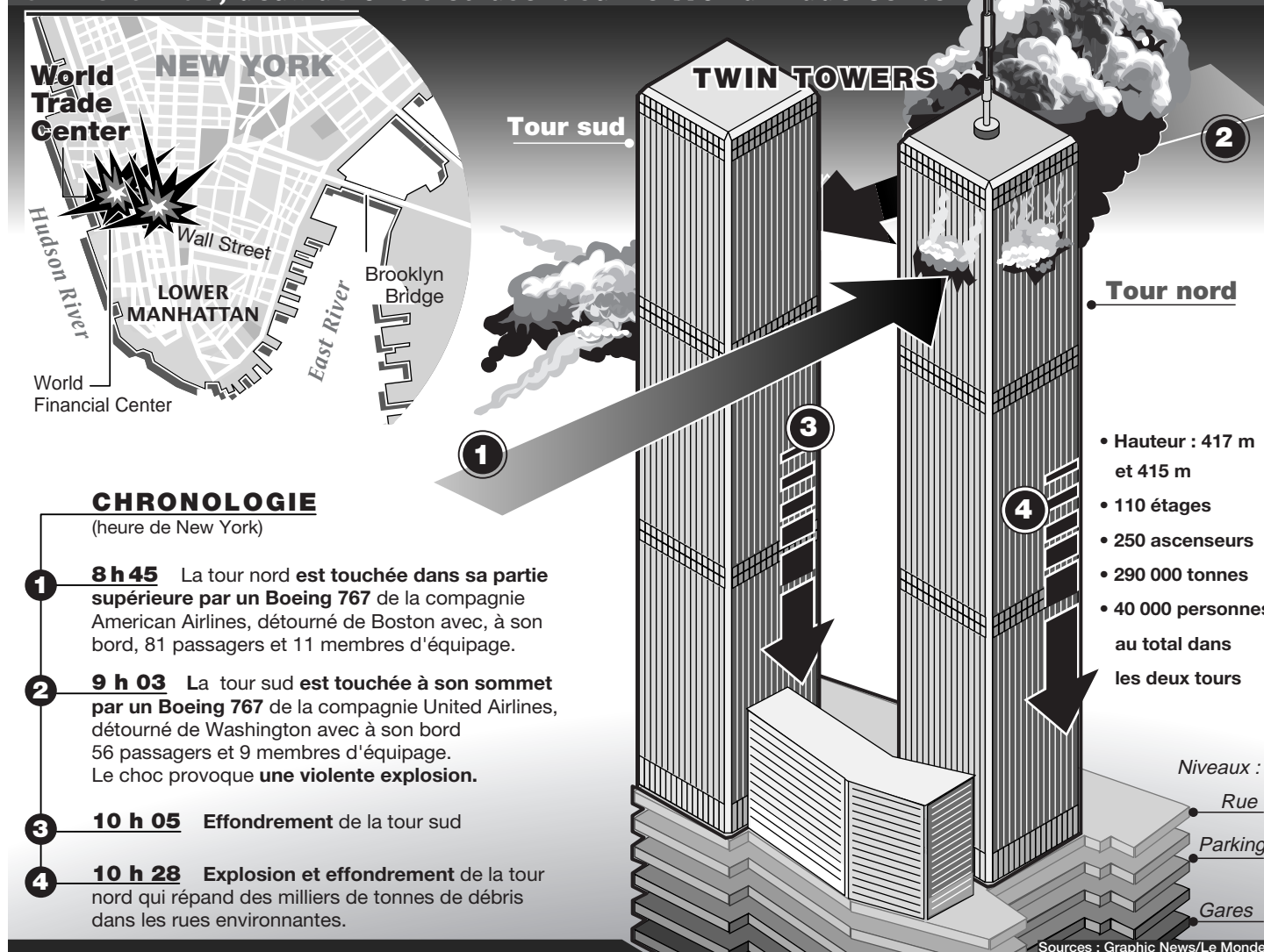
Dans les « Twins » (jumelles) du World Trade Center, d'après le récit des survivants, au même moment, c'est la panique. Dans les étages qui n'ont pas été détruits par les avions ou isolés au-dessus, des milliers de personnes tentent d'évacuer les lieux dans l'obscurité et par les escaliers. Des chaînes humaines se forment, les gens tombent, se bousculent, se piétinent, s'aident, se soutiennent.

TREMBLEMENT DE TERRE

« Nous avons entendu une énorme détonation, et tout le bâtiment a tremblé. Cela nous a pris une heure pour descendre les escaliers et quand nous sommes arrivés en bas, il y avait des pompiers qui montaient avec beaucoup d'équipements », explique Ciara Linnane, journaliste à l'agence financière AFX, dont les bureaux se trouvaient au 52^e des 110 étages de la tour. « Il y avait de la fumée dans les escaliers, dans le couloir. Quand nous sommes arrivés dans le hall, il était complètement détruit, il y avait du verre et de l'eau partout. Nous avons dû courir à travers le hall. Le bâtiment était très instable », ajoute-t-elle.

Dans les rues, les gens s'aggluti-

8 h 45-9 h 03, deux avions s'écrasent sur le World Trade Center



ment autour des postes de télévision installés sur le trottoir par les commerces et les restaurants. Ils regardent vers le ciel, la fumée. Soudain, un cri : il est 10 heures, la tour sud, la dernière touchée, un peu moins d'une heure auparavant, s'effondre. Dans un grondement semblable à un tremblement de terre, le sommet du bâtiment craque, puis les quelque 420 mètres de béton et de verre dégringolent, comme au ralenti, projetant des débris partout à la ronde. Un énorme nuage de fumée, très épaisse, s'élève lentement et recouvre la pointe sud de Manhattan. Les gens pleurent, se

serrent dans les bras les uns les autres, ne veulent pas y croire.

Vingt-cinq minutes plus tard, l'autre tour, la plus grande, celle qui fut un temps la plus haute du monde, s'effondre à son tour. Les abords de l'esplanade où s'élevaient les « Twins » sont transformés en un paysage lunaire, noyés sous les décombres et la poussière. Les bâtiments adjacents sont en feu et le resteront toute la journée. Peu avant 18 heures, un troisième immeuble appartenant au World Trade Center, le « Building 7 », de 47 étages, s'écroule sur lui-même dans un nuage de fumée.

Des centaines – et plus sûrement

des milliers – de personnes n'ont pas pu évacuer les deux grandes tours avant qu'elles s'écroulent. Des policiers, des pompiers, des secouristes ont été écrasés sous les débris.

« CHIFFRE TERRIFIANT »

Selon les premiers bilans, établis mardi en fin de journée, au moins 265 pompiers et 88 policiers étaient considérés comme disparus. Les premiers blessés ont mis beaucoup de temps à rejoindre les hôpitaux. L'effondrement des bâtiments a rendu l'accès incroyablement difficile aux sauveteurs, qui ont subi des pertes considérables.

« Des milliers de personnes ont été victimes de l'effondrement de la première tour du World Trade Center », a indiqué à l'AFP le père Roger Fawcett, porte-parole du Saint Vincent Hospital, dans le quartier de Greenwich Village, très proche du lieu de la catastrophe. « Une station de triage des blessés avait été installée en bas d'un escalier devant le World Trade Center et tout s'est effondré », a expliqué le prêtre. « De nombreux membres du personnel médical avaient été dépêchés sur place après que les tours jumelles eurent été touchées de plein fouet par des avions. Et nombre d'entre eux ont été tués », a-t-il

ajouté. « Des centaines de personnes sont brûlées de la tête aux pieds », a affirmé le docteur Steven Stern du même établissement.

Le maire de New York, Rudolph Giuliani, a commencé à préparer la population au pire, évoquant un « chiffre terrifiant » de victimes, mais en soulignant qu'il faudrait attendre un jour ou deux pour établir un bilan. Les morts, déclarait-il mardi en milieu de journée, vont se compter « en centaines, peut-être en milliers ». Dans l'après-midi, les hôpitaux de New York étaient submergés. « Le nombre de blessés ne cesse de grandir. C'est quelque chose qui vous donne des cauchemars », commentait le docteur Luis Marcos, président de l'Association des hôpitaux new-yorkais.

UN VIDE BÉANT

Plus au nord de Manhattan, pas toujours conscientes de la tragédie qui se déroulait à quelques kilomètres, des centaines de milliers de personnes se retrouvaient dans les rues et tentaient de rentrer chez elles en début d'après-midi. La plupart des magasins avaient fermé leurs portes et les bâtiments officiels avaient été vidés après l'effondrement des deux tours.

Par mesure de sécurité, deux autres emblèmes de la ville, l'Empire State building et la Chrysler Tower, ainsi que le bâtiment des Nations unies, avaient été également évacués. La gare centrale de New York, où convergent tous les trains de banlieue, était fermée. Les bus et les métros avaient cessé de circuler. Toutes les routes, les ponts et les tunnels menant à l'île de Manhattan étaient coupés dans le sens de l'entrée. Le réseau téléphonique étant endommagé et les portables inutilisables, des files d'attente interminables se formaient devant les cabines téléphoniques.

Par-ci, par-là, un visage portait des traces de larmes. Un peu plus tard, en fin de journée, tout au sud d'un Manhattan vide et silencieux, la fumée dissimulait difficilement un vide béant. A cet endroit se dressaient les deux impressionnantes tours du World Trade Center. C'était avant que le mardi 11 septembre 2001 ne devienne, à New York, un jour de guerre.

Eric Leser

« Mais ils sont tous morts !
Où sont les blessés ? Où êtes-vous ? »

NEW YORK

de notre correspondant

Mark Heath filme tout. Anesthésiste à l'hôpital de Columbia, le jeune médecin aime se balader

TÉMOIGNAGE

« Mon Dieu, c'est la fin, ça y est moi aussi je vais mourir »

dans les rues de New York avec son caméscope. C'est pour cette raison qu'il se réveille tôt, tous les matins. A New York depuis trois ans, il aime particulièrement filmer les gratte-ciel, et aussi les enfants qui jouent, les gens qui marchent, les rivières...

« Mardi 11 septembre, cela fait 9, comme le mois, et 11, comme la date, vous comprenez ? 911, le numéro des urgences à New York ! ». Il se préparait à partir

pour l'hôpital, lorsqu'il a vu sur CNN l'attentat contre l'une des tours du World Trade Center. Il a enfilé sa tenue bleue de médecin, pris son caméscope, il est descendu dans la rue et a arrêté une ambulance qui l'a amené en bas de Manhattan.

« JE SUIS MÉDECIN... »

« On se croirait à Beyrouth », dit-il à proximité du World Trade Center. Il est sorti de l'ambulance et sans cesser de filmer, il crie : « Je suis médecin, quelqu'un a besoin d'un médecin ? ». Il se met à chercher : « Je ne trouve personne, ils sont tous morts », dit-il, tandis que le film montre des débris humains dispersés sur toute la place. Et, de plus en plus désespéré, il lance : « Mais ils sont tous morts ! Où sont les blessés ? Où êtes-vous ? ».

« Toi aussi, tu vas mourir si tu ne bouges pas tes fesses d'ici ! », s'exclame John Cohen, chef des secours d'urgence de la ville de

New York, qui le pousse brusquement derrière une voiture. A l'abri derrière le véhicule, il pointe son appareil vers le ciel au moment où l'autre tour s'écroule. « Mon dieu, c'est la fin, ça y est moi aussi je vais mourir, quelle horreur, quelle horreur, au revoir mes bébés, au revoir mon amour, au revoir je t'aime ! » Les images s'arrêtent, plus rien que le noir.

Puis on voit sa main nettoyant l'objectif toujours tourné vers le ciel et, sur l'image des dizaines de personnes sautant par les fenêtres. Il se lève, reprend son travail. « Je suis médecin... ». Personne ne répond. « Ils sont tous morts ! ».

Mark Heath ira ensuite apporter ces images à CNN, d'où il repartira, sans vouloir donner d'entretien, son caméscope délabré à la main : « Je ne suis pas venu pour parler à l'antenne. Il faut que je parte, les gens ont besoin de moi ».

A. B.-P.

Vers minuit, les deux premiers rescapés des décombres

Il était tard dans la soirée de mardi, à New York, lorsque le maire de la ville, Rudolph Giuliani, a annoncé que les sauveteurs venaient de sortir les deux premières personnes vivantes des décombres du World Trade Center. « Nous avons été capables de sortir deux personnes, des policiers de l'Autorité portuaire. Je ne sais pas dans quel état ils sont. Ils ont été hospitalisés ». Au moins « deux personnes prises sous les décombres sont capables de communiquer avec nous grâce à des téléphones cellulaires et ont dit qu'il y en avait d'autres », a ajouté le maire.

Environ deux mille sauveteurs ont travaillé, la nuit tombée, à la lueur de puissantes lampes alimentées par des groupes électrogènes. Pendant cette même conférence de presse, le chef des pompiers de la ville, Tom von Essen, a indiqué qu'au moins 300 pompiers étaient portés disparus et estimé que « la plupart d'entre eux sont morts ». – (Corresp.)

« Circulez vers Broadway,
et ne regardez surtout pas sur votre gauche ! »

NEW YORK

de notre correspondant

9 h 30 (heure de New York), mardi 11 septembre : les rues de Manhattan sont vides. Pas de voitures.

REPORTAGE

« Au fait, vous savez qui nous a fait ça et pourquoi ? »

Pas de taxis. Pas de bus. Une ville fantôme remplie de fantômes. Pas la moindre trace de la frénésie new-yorkaise habituelle. Juste les sirènes d'ambulances et les cris de secours de voitures de police. Et des gens. Des gens par centaines, des milliers de gens marchant dans les rues. Pas comme les New-Yorkais – à toute allure –, mais lentement, très lentement.

« ET BUSH ? OÙ EST-IL ? »

On reconnaît ceux qui viennent d'en bas de la ville : ils sont couverts de poussière et portent un masque sur le visage ou autour du cou. Les autres aussi ont le regard vide. Ils marchent sans parler, ils obéissent sans discuter aux ordres des policiers. « Allez à la sortie de la 31^e rue », hurle un policier devant la gare de Pennsylvanie, sur la 8^e avenue. Ils y vont, docilement, silencieusement. Ils sont commotionnés, choqués. La ville entière est choquée.

Devant le comptoir de Bruce's Hamburgers, à Times Square, des gens, tranquilles, mangent leur sandwich en écoutant la radio. « Je

me demande combien il y a de morts », dit un homme à son voisin. La radio lui donne une réponse par la voix du maire, Rudolph Giuliani : « Il est impossible de déterminer le nombre de morts dans notre ville après les attentats », dit le maire, qui a dû par ailleurs annuler les primaires de New York prévues pour ce mardi 11 septembre ; « Tout ce que je peux vous dire est que ce sera plus que nous ne pouvons supporter. »

« Et Bush ? demande une vieille dame, où est-il, au lieu d'être à Washington ? Je ne me sens pas du tout en confiance avec ce petit Bush », ajoute-t-elle – commentaire qui fait l'unanimité dans cette ville démocrate où le président n'a décidément pas la cote.

En état de choc aussi, Mathew Cornelius, rencontré dans la rue à Soho, marchant lui aussi comme un mort-vivant. Ce jeune homme de vingt et un ans travaillait dans la tour B du World Trade Center. « Mon bureau se trouve au 65^e étage de la tour B. Je suis arrivé ce matin, comme tous les matins, à 8 h 40. J'allais au frigo pour y mettre mon déjeuner lorsque j'ai entendu une énorme explosion et une onde de choc, comme un tremblement de terre. Nous n'avions pas remarqué ni entendu l'avion. Nous avons regardé par la fenêtre et nous avons vu un trou béant là où se trouvait la tour jumelle », raconte Mathew, qui fait une pause et reprend : « Les pompiers ont fait un excellent boulot ; aussitôt après l'explosion, ils étaient là et ils nous ont demandé d'évacuer le bâtiment. Nous avons commencé à descendre par les esca-

liers, sans panique ; nous étions très nombreux et il aura fallu une bonne demi-heure pour arriver au 38^e étage. C'est là que nous avons entendu un avion puis une nouvelle explosion, cette fois apparemment dans notre bâtiment. Puis la fumée, la fumée partout, c'est à ce moment-là que les gens ont commencé à paniquer et à se mettre à courir. »

A 9 h 15, Mathew se trouve au 10^e étage et au milieu de beaucoup d'eau. Il réussit à sortir du bâtiment et un pompier lui dit aussitôt : « Circulez vers Broadway et ne regardez surtout pas à votre gauche ! »

« C'ÉTAIT HORRIBLE »

Mathew se dirige vers Broadway mais regarde à gauche : il le regrette amèrement. « C'était horrible, dit-il, la tête dans les mains. Je ne pourrai plus jamais dormir sans voir les déchets humains devant les bâtiments, les mains, les pieds, une tête : horrible... J'aurais dû écouter le pompier. » « Moi, je suis vivant, reprend-il, même pas blessé ; je peux boire mon café, et maintenant je me sens mieux de vous avoir raconté cette histoire. »

Soudainement les yeux pleins de larmes, il ajoute : « Mais mes collègues ? Je n'en ai trouvé aucun en sortant ; et cet homme en chaise roulante, qui travaillait au 64^e ? Qui a pu le sauver ? Personne, j'imagine. A votre avis, combien de personnes ont pu en réchapper ? Nous étions 50 000 à travailler dans les tours, vous savez. Au fait, vous savez qui nous a fait ça et pourquoi ? »

Afsané Bassir Pour

NOUVELLE ADRESSE
22, RUE QUENTIN BAUCHARD
(angle Champs-Élysées)

club 79
OUVERT TOUS LES JOURS

MÊME AMBIANCE - NOUVEAU DÉCOR
THÉ DANSANT SOIRÉE "DANCE"
TOUS LES JOURS VENDREDI ET SAMEDI
de 14h30 à 19h de 22h à l'aube

SOIRÉE RÉTRO
Du dimanche au jeudi à 21h30
Tél. 01 47 23 68 75



STAN HONDA/AFAP

■ **NEW YORK, 10 h 14.** La première des deux tours du World Trade Center vient de s'écrouler. Dans une rue jonchée de gravats, un homme hébété tente, dans une atmosphère saturée de poussière grise, de se protéger la bouche pour respirer en s'éloignant lentement des lieux du drame.

« Personne ne souriait à personne, tout le monde était en état de choc »

VOICI quelques témoignages de New-Yorkais recueillis par téléphone, quelques heures après le drame qui a frappé les bâtiments du World Trade Center (WTC).

TÉMOIGNAGES

« J'ai pris deux photos, et tout d'un coup il n'y avait plus qu'une tour... »

● **Arthur Hoey, architecte** : « Quand j'ai vu ce qui se passait à la télé, je suis allé à Washington Square Park, pas loin de chez moi, pour voir la fumée qui sortait du WTC. J'ai pris deux photos et, tout d'un coup, il n'y avait plus qu'une tour. Autour de moi, beaucoup de gens, dont pas mal d'étudiants de la New York University, sont tombés à genoux en sanglotant. C'était très dur. Personnellement, je suis encore très secoué. Il n'y a pas de transports en commun, les ponts et les tunnels pour entrer et sortir de Manhattan sont fermés. Ce matin, les chasseurs de l'US Air Force sifflaient au-dessus de nos têtes en moyenne toutes les vingt minutes. On n'a pas l'habitude de les entendre, par ici. Par moments en les entendant arriver, je me suis dit : "Pourvu que ce soient les nôtres ! C'est une zone de guerre !" »

● **Kathleen Ferrell, conseiller juridique dans un grand cabinet d'avocats** : « J'ai vu la première tour s'effondrer depuis Greenwich Village. Une vision d'horreur. Après, mon mari est allé voter (aux primaires des municipales de New York). Moi je suis allée au bureau, à Midtown, près de Grand Central Station, à pied : le métro était fermé, les bus bourrés à craquer d'évacués. Dans la rue, je marchais avec plein de gens couverts de poussière, qui remontaient de Downtown. Au milieu, les véhicules de secours, les ambulances, couverts de poussière aussi, sirènes hurlantes. On attrapait par-ci par-là des bribes d'informations à la radio, par la fenêtre d'une voiture, en passant devant un café. Les gens essayaient désespérément d'utiliser leur téléphone portable, ou faisaient la queue aux cabines. Personne ne souriait à personne, tout le monde était en état de choc. Les gens sont sonnés, mais assez calmes, ce n'est pas le chaos. Ni colère ni désespoir. Plutôt un sentiment de choc, d'incrédulité. Et une profonde tristesse, à cause de tous ceux qui sont morts. »

» Au bureau, toutes nos salles de réunion ont été transformées en salles de TV et la plupart des gens s'y sont réunis pour regarder les informations à la télé. En début d'après-midi, certains transports se sont remis à fonctionner pour les gens qui habitent en dehors de Manhattan. Je

suis rentrée chez moi, moitié en bus moitié à pied, et j'attends des gens qui vont sans doute dormir ici car ils ne peuvent pas rentrer chez eux. D'autres s'organisent pour dormir au bureau.

» Les supermarchés n'ont plus d'eau minérale ; beaucoup ont fermé. Apparemment, les gens se sont comportés comme pour les cyclones. On spéculait beaucoup, dans les conversations, sur l'identité des responsables ; les gens savent que c'est du terrorisme, mais ils font un peu attention car ils se souviennent de la confusion initiale dans l'attentat d'Oklahoma City. Et puis, ici, on parle souvent du "terrorisme du Proche-Orient", mais sans vraiment savoir de quoi il s'agit... »

» Un bâtiment de soutien au World Trade Center vient de s'effondrer à son tour. Ça y est, les sirènes reprennent... »

● **John S., banquier à Manhattan** : « Nous avons passé la journée à essayer de rassurer nos salariés mais, en dépit de tous nos efforts, je suis sûr que nos propos sont tombés dans le vide. J'ai rarement vu une telle combinaison d'angoisse, de colère et d'impuissance. La seule bonne chose de cette journée, et c'était incroyable, a été lorsque je suis allé donner mon sang. La queue faisait le tour du pâté de maison et le centre de transfusion commençait à renvoyer les donneurs. Ce qui est terrifiant, c'est de penser que le pire peut encore venir, d'autres actes de terrorisme par imitation, ou, sans doute pire encore, succomber à la peur. »

● **Lettre (par e-mail) de Friess Associates, petite firme de Wall Street** : « Chers clients, actionnaires et amis. Comme vous, nous sommes stupéfaits (stunned) par la tragédie qui est en train de se dérouler. Nos prières accompagnent ceux d'entre vous dont les être chers y ont été exposés. Nos vies à tous ont changé aujourd'hui. Ceux qui connaissent personnellement George Bush et Dick Cheney parient sur une riposte très dure au terrorisme. Comme Pearl Harbor, que cette tragédie nous unisse tous. Nous vous informerons ultérieurement de nos prévisions d'investissement. La valeur nette des actifs du fonds sera disponible à la clôture le jour où les échanges reprendront. Nous ne pouvons pas verser assez de larmes pour ceux qui sont morts aujourd'hui. Beaucoup de nos amis se trouvaient dans ces immeubles. Nous savons maintenant que certains ont disparu, nous prions pour que d'autres soient sains et saufs. Les valeurs boursières sont importantes mais dérisoires à côté du cauchemar qui a frappé tant d'innocents aujourd'hui. Nous espérons que vous vous joindrez à nos prières pour eux. »

Sylvie Kauffmann

Emblèmes de puissance et de richesse, les « Deux Sœurs » de New York se sont effondrées sous l'impact

L'ARCHITECTE qui les avait construites, Minoru Yamasaki, les avait présentées comme un symbole de paix. Les tours jumelles du World Trade Center (WTC), surnommées les « Twin Sisters », étaient devenues les emblèmes du commerce international, de la richesse et de la puissance américaines. Elles étaient d'ailleurs fréquentées par près de 100 000 visiteurs chaque jour et par 40 000 à 50 000 personnes représentant de 300 à 500 firmes. Leurs silhouettes étaient devenues les pièces maîtresses du « Skyline » de New York, célèbre crête des gratte-ciel de Manhattan.

Les deux tours, les plus hautes de la ville, suivies par l'Empire State Building, étaient flanquées de cinq bâtiments de moindre importance et abritaient l'un des plus grands centres commerciaux de la ville, ainsi que des hôtels de grand luxe (Vista et Marriott), des salles de réunions, de conférences et d'expositions. Mais aussi, mais surtout, un centre financier stratégique.

EFFET DE LEVIER

Si la double silhouette était universellement appréciée, elle passait pour moins élégante que celle de certaines tours concurrentes, comme l'Empire State Building ou le Chrysler Building. On pouvait prendre un verre et admirer la vue du haut de ses quelque 420 mètres. En 1974, un fanambule français, Philippe Petit, avait franchi, à cette hauteur, les 40 mètres qui séparaient les deux tours. Elles avaient été conçues à l'épreuve du feu, du vent et des tremblements de terre. L'explosion, le 26 février 1993 (lire page 13), d'un camion bourré d'explosifs avait fait six morts, un millier de blessés et causé d'importants dommages à l'édifice, sans toutefois le mettre en péril. Mais les tours jumelles ne pouvaient pas résister au choc de deux avions de

175 tonnes lancés à pleine vitesse...

Pour être techniquement sophistiquée – sécurité oblige –, la construction des édifices était classique. Leur façade était faite d'éléments préfabriqués, en acier, étayés par des poutres du même métal, de plus de 1 mètre d'épaisseur. Cette structure, relativement légère, était calculée pour absorber les effets de la poussée du vent, si fort qu'il puisse être, sans la transmettre au cœur du bâtiment, dont le noyau central en supportait le poids. Les planchers, eux aussi préfabriqués,

supérieurs (quelque 2 500 tonnes par plancher) seraient alors tombés sur une structure incapable de supporter l'effet de cette énorme masse. D'où l'écrasement successif et rapide des étages inférieurs, donnant l'impression – fautive – d'un château de cartes s'effondrant sur lui-même. Une image devenue familière depuis les implosions programmées de grands ensembles d'habitation vétustes.

A cet effet d'écrasement, en lui-même phénoménal, s'est ajouté, précise l'architecte-ingénieur Marc

200 000 tonnes d'acier, 413 000 tonnes de béton...

Conçues par une équipe d'architectes américains – Minoru Yamasaki (1912-1986), fils d'émigrants japonais, né à Seattle, associé à sa demande à la firme Emery Roth and Sons ainsi qu'aux ingénieurs John Skilling et Leslie Robertson –, les deux tours du World Trade Center de New York avaient été construites entre 1966 et 1973. A l'époque, le double bâtiment, qui, prévu pour coûter 350 millions de dollars, devait finalement en nécessiter plus du double, était le plus haut du monde avec ses quelque 420 mètres et ses 110 étages de 3 800 m² chacun. C'était une véritable ville verticale, au sud de l'île de Manhattan, avec ses 43 000 fenêtres, ses 750 000 m² de planchers, ses 239 ascenseurs, ses 71 escaliers roulants... Près de 1 million de mètres cubes excavés et servient de terrassement aux 12 hectares de Battery Park, créé à l'extrémité de Manhattan. Les fondations furent ancrées sur le roc à 23 mètres de profondeur ; 200 000 tonnes d'acier et 413 000 tonnes de béton furent englouties dans ces structures cyclopiennes.

étaient également métalliques. On les a vus s'effondrer les uns sur les autres avec une rapidité incroyable, comme à la suite d'une sorte d'implosion.

Des architectes et des ingénieurs actuellement confrontés à la construction d'immeubles de grande hauteur, et en connaissant les aspects structurels, avancent l'explication suivante, qui écarte cette idée d'implosion : le noyau central de la tour, composé pour une large partie de béton, aurait explosé sous l'impact colossal causé par le choc des avions. Dans un second temps, le poids considérable des étages

Mimram, l'effet de « moment de renversement », terme de physique qui, pour simplifier, désigne l'effet de levier subi par la tour dans ses parties élevées, soit approximativement entre les 60^e et 80^e étages. Ainsi l'effet aurait-il été moindre si les appareils avaient frappé les édifices dans leurs parties inférieures. En effet, la hauteur du point d'impact multiplie d'autant le choc de plusieurs milliers de tonnes provoqué par la masse et la vitesse de l'avion. Sans pouvoir avancer de chiffres précis, les ingénieurs parlent de forces proprement inimaginables induites par ce double effet

d'écrasement et de renversement.

Or il pourrait y avoir dans l'avenir de nouvelles et terribles surprises. Cette double action, sans compter celle du feu (on ignore les effets de la propagation de la chaleur dans les nombreuses conduites verticales), aura nécessairement bouleversé la totalité du sous-sol, sous et autour des tours, détruisant ou endommageant tous les circuits souterrains, métro, égouts, conduites d'eau ou de gaz. Le sol à proximité des immeubles voisins s'est trouvé, à la suite de la catastrophe, comme « liquéfié », fragilisant vraisemblablement les fondations des édifices qui n'auraient pas été atteints par la chute et les projections de débris incandescents. Au-delà des deux tours, c'est bien tout le quartier de Wall Street qui pourrait alors avoir été sérieusement ébranlé.

CATASTROPHE IMPARABLE

Des mois ou sans doute des années seront nécessaires pour étudier dans les détails l'effet d'une catastrophe imparable dans un bâtiment exigeant un maximum de lumière et composé, pour toutes structures extérieures, de verre, d'acier et d'aluminium.

Les ingénieurs signalent cependant, avec prudence, qu'un attentat similaire aurait sans doute moins de conséquences dramatiques sur une structure de béton fermée, barrage ou centrale atomique. Mais, pour des tours de bureaux ou d'habitations, ils ne voient aucune parade technique face à de telles attaques. Les plus inquiets soulignent qu'en cas de guerre toutes les villes construites sur le principe des immeubles de grande hauteur pourraient rencontrer une semblable fin sous l'effet de puissants missiles.

Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux

Le World Trade Center : 350 sociétés, 50 000 salariés, un centre commercial et une gare souterraine au cœur de Wall Street

ELLES ÉTAIENT devenues le symbole de New York. Construites au bout de l'île de Manhattan, dans la baie de l'Hudson, les deux tours jumelles de 110 étages du World Trade Center – les « Twins » comme les nommaient les New-Yorkais – étaient aussi la vitrine de la finance et de l'économie américaines, et l'emblème d'une conception de la mondialisation.

Plus de 350 sociétés internationales, dont de nombreux établissements financiers comme l'assureur Allianz, la Deutsche Bank, la Bank of America ou le Crédit suisse y avaient installé leurs bureaux. Des antennes gouvernementales comme celle du conseiller financier de l'ambassade de France, qui venait de quitter le centre il y a une semaine, des administrations américaines, les autorités portuaires de New York et du New Jersey y avaient aussi élu domicile.

Dans cet énorme complexe immobilier, représentant 10 % des surfaces de bureaux du bas Manhattan, avaient été implantés aussi le plus grand centre commercial de l'île et le plus grand centre de réunions et de congrès, le tout desservi par une importante gare souterraine. Chaque jour, 200 000 personnes, dont 50 000 salariés, pas-

saient par le World Trade Center.

Aucun bilan n'est encore disponible. La banque Morgan Stanley Dean Witter, qui était le premier occupant des tours, louant pour elle seule 12,5 % des surfaces, risque d'être durement touchée. Plus

attaqué », commentait un observateur.

Le Crédit agricole pourrait aussi être lourdement éprouvé (lire ci-dessous). Trois collaborateurs de l'agence de promotion économique de la région lyonnaise, instal-

La banque Morgan Stanley Dean Witter, premier occupant des tours, louait pour elle seule 12,5 % des surfaces. Plus de 1 000 personnes travaillaient dans ses bureaux

de 1 000 personnes travaillaient dans ses bureaux, siège des activités de banque de détail. La banque n'indiquait pas, mardi soir, le nombre de personnes dont elle était sans nouvelles. « Priorité à nos employés et à nos familles », assurait une porte-parole. « Les équipes de Londres, qui travaillaient tous les jours avec leurs collègues new-yorkais, sont en pleurs », rapportait un membre de l'équipe parisienne. Une cellule de crise a été mise en place à New York. « C'est le cœur de Wall Street et de la finance qui est

lée dans la tour, étaient portés disparus, selon le président de l'agence, Robert Maury. Le groupe de réassurance la SCOR et la Coface, qui avaient loué des bureaux dans les deux tours, n'ont pas donné d'informations.

Christian Blanc, l'ex-président d'Air France, l'a, lui, échappé belle. Président de Merrill Lynch France, il était à New York mardi, à l'Hôtel Marriott du World Trade Center. Il avait quitté tôt dans la matinée, environ une heure avant les événements, pour se rendre à un rendez-

vous. Selon des proches joints mardi soir par *Le Monde*, M. Blanc est « choqué, mais sain et sauf ». Conçu par l'architecte japonais Minoru Yamasaki, le World Trade Center avait été lancé, au milieu des années 1960, par les autorités new-yorkaises pour abriter les entreprises privées et gouvernementales tournées vers le commerce international, et également pour redynamiser l'économie du centre de Manhattan, alors en déclin. Six cents millions de dollars avaient été investis entre 1966 et 1973 pour construire ces deux tours d'environ 420 mètres de haut, qui étaient les plus hautes de Manhattan.

Après des débuts difficiles, pendant lesquels les autorités américaines durent le soutenir à bout de bras, le World Trade Center était rapidement devenu un succès. Sa formule – offrir de nombreux services associés, comme des aides pour trouver des partenaires à l'étranger, faciliter les échanges, des bureaux de traduction, des centres de télécommunications – avait attiré de nombreuses entreprises. Le World Trade Center de New York était devenu la figure de proue d'une vaste organisation regroupant 300 centres de bureaux, dans une centaine de pays différents, et comptant plus de 140 000 entreprises affiliées.

A New York, la réussite financière et touristique du World Trade Center avait fait rapidement école : le World Financial Center, en 1988, était venu s'adosser à l'ensemble, créant un vaste centre financier, accueillant les plus grandes sociétés mondiales, à deux pas de Wall Street. Propriété des autorités portuaires de New York et du New Jersey, le World Trade Center avait été vendu, en juillet, pour 3,2 milliards de dollars à un fonds d'investissement, Silverstein Properties.

Considéré comme un haut lieu symbolique de la puissance économique américaine, le World Trade Center avait été l'objet d'un attentat au camion piégé, le 26 février 1993 (lire page 13). Après cette première attaque terroriste attribuée à un groupe islamiste, les consignes de sécurité avaient été renforcées dans les deux tours.

Pascale Santi

Martine Orange

Le Crédit agricole s'inquiète du sort d'« une centaine de personnes manquantes » dans l'une de ses filiales

L'ÉMOTION était énorme, mardi 11 septembre au soir, dans les bureaux parisiens du Crédit agricole. Les équipes de la banque française sont « retournées, en état de choc ». Certains salariés étaient en ligne, mardi, en début d'après-midi, avec des correspondants américains quand, tout à coup : « Plus rien ! », commente un membre de la banque.

Pas moins de 153 personnes travaillaient dans les bureaux de Carr Futures, une filiale de Crédit agricole Indosuez (CAI), la banque des grands clients internationaux du Crédit agricole, installée dans l'une des deux tours du World Trade Center. Environ 120 à 130 personnes se trouvaient dans la tour, pré-

sentant une porte-parole de la banque à Paris, certaines au 92^e étage, d'autres dans les étages inférieurs. « Une cinquantaine d'entre elles ont été évacuées, une centaine de personnes sont manquantes », indiquait, mardi soir, la direction de la communication de CAI. « Les salariés sont atterrés », commentait-on au siège de CAI, qui était peu optimiste sur le sort de ses salariés « manquants », sans en dire davantage. Une cellule de crise a été mise en place au siège de Carr Futures, à Chicago, une autre à Paris.

Le Crédit agricole a publié une information laconique, « Spécial New York » sur son site Internet. « A l'heure actuelle, Crédit agricole Indosuez ne possède pas d'autres

informations que celles de la télévision, car les lignes téléphoniques avec les bureaux de New York sont coupées. Néanmoins, les contacts que nous avons pu avoir nous laissent croire qu'une partie des effectifs de Carr Futures présents sur le Floor, situé à proximité du World Trade Center, a pu être évacuée. Concernant le personnel du World Trade Center, nous n'avons aucune autre information. »

Carr Futures publie, lui aussi, une information, signée de son président, Didier Varlet, sur son site Web, qui adresse « ses pensées et prières aux familles touchées par cette tragédie ».

La puissance militaire américaine a été frappée au cœur

L'attaque du Pentagone aurait fait jusqu'à huit cents morts. Un Boeing 757 d'American Airlines s'est écrasé sur le bâtiment avec 58 passagers à bord. Un quatrième avion a explosé près de Pittsburgh sans atteindre sa cible. Les services de renseignement sont sur la sellette

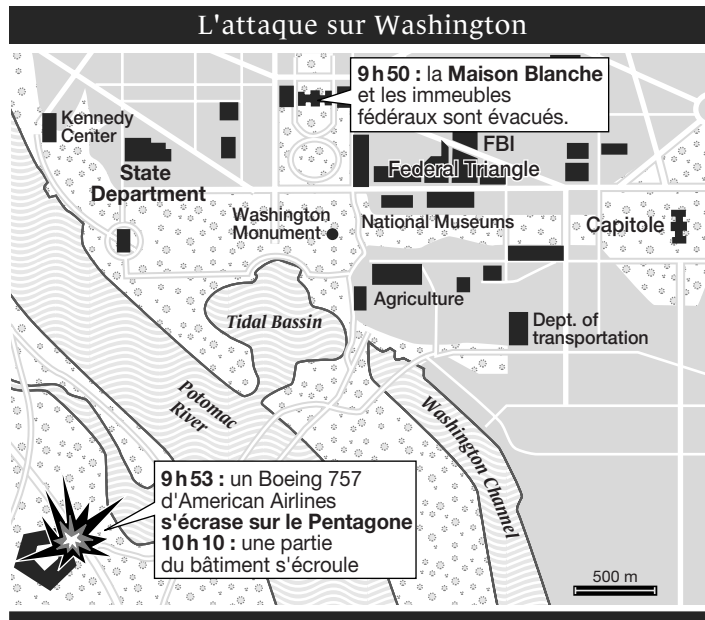
WASHINGTON

de notre correspondant

Un avion de ligne s'est enfoncé dans l'une des façades du Pentagone, à l'ouest, regardant vers le célèbre cimetière militaire d'Arlington, en Virginie, en lisière de Washington. Il était entre 9 h 35 et 9 h 45, mardi 11 septembre, une heure à laquelle les militaires et les civils travaillant au grand quartier général des armées sont à leurs postes. Le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, était lui aussi dans son bureau, situé à l'opposé du côté visé par l'attentat.

D'après un porte-parole militaire, M. Rumsfeld s'est dirigé vers le bâtiment touché et a commencé à porter secours aux victimes, puis il a vite été évacué par les officiers chargés de sa sécurité, qui l'ont emmené au centre national de commandement, un bunker situé sous son bureau.

Pendant ce temps, les personnels, quelque vingt-trois mille hommes et femmes, étaient invités à quitter les bâtiments et emmenés vers les parkings environnants, d'où il leur était impossible de bouger. Toute la zone du Pentagone était bouclée par l'armée et la police. Une épaisse



fumée s'élevait au-dessus d'Arlington. Pendant dix ou quinze minutes, les habitants de Washington sont restés dans l'incertitude quant à la raison de ce choc et de cet incendie.

Certains témoins, interrogés par les chaînes de télévision, ont

commencé ensuite à décrire la descente accélérée d'un avion vers le Pentagone. La taille de l'appareil variait selon les témoignages, et ceux qui parlaient d'un avion de ligne n'avaient pas eu le temps de voir à quelle compagnie il appartenait. Parmi les personnels éva-

cués, cependant, il a été question d'un deuxième avion en route vers Washington.

Des chasseurs F 16 ont survolé la capitale et, particulièrement, la zone militaire d'Arlington, où est situé le Pentagone.

En fin de journée seulement, il a été à peu près acquis que l'appareil qui avait frappé le cœur de la puissance militaire américaine était un Boeing 757 de la compagnie American Airlines, qui venait de quitter Dulles, l'un des deux aéroports de la capitale, avec à son bord cinquante-huit passagers, un équipage de cabine de quatre personnes et deux pilotes.

CINQ « CERCLES » CONCENTRIQUES

Le choc a détruit de part en part l'un des côtés du bâtiment extérieur, le Pentagone étant construit en cinq « cercles » concentriques. Les pompiers ont mis dix heures à maîtriser l'incendie, sans parvenir à l'éteindre complètement mardi soir.

Alors que tous les hôpitaux de la région étaient mis en alerte, les blessés qui y ont été amenés dans l'après-midi se comptaient à moins de cinquante, ce qui augurait du pire. Dans la soirée, la chaî-

ne CNN avançait le chiffre de huit cents morts ; aucun responsable, M. Rumsfeld compris, n'acceptait de se prononcer sur le nombre de militaires et de civils tués.

été, et les responsables de ces unités étaient incapables de dire combien de personnes exactement avaient réintégré leurs bureaux après cette rénovation. En fin

Des pirates de l'air armés de couteaux

Une figure de l'establishment washingtonien, Barbara Olson, collaboratrice de CNN et épouse de l'avocat du gouvernement fédéral auprès de la Cour suprême, Ted Olson, se trouvait dans l'avion qui s'est écrasé sur le Pentagone. Avant le crash, elle a pu appeler son mari à deux reprises depuis son téléphone portable. Elle lui a indiqué, selon CNN, que les pirates de l'air avaient regroupé les passagers à l'arrière de l'appareil, ainsi que le pilote. Ils n'étaient armés que de couteaux et de cutters, a-t-elle dit. « Qu'est-ce que je peux faire ? », aurait-elle demandé avant que l'avion ne s'écrase. Le Boeing 757 d'American Airlines avait décollé peu auparavant de Washington, à destination de Los Angeles, avec 58 passagers et 6 membres d'équipage à bord.

Barbara Olson, ancien procureur fédéral, est l'auteur d'un livre très critique sur Hillary Clinton et préparait la sortie de *Final Days* (« Derniers Jours »), un ouvrage sur les derniers jours de Bill Clinton à la Maison Blanche. Son mari avait été l'avocat de George Bush devant la Cour suprême lors du contentieux électoral de Floride en décembre.

L'explosion de l'avion a ouvert une brèche sur toute la hauteur du bâtiment. Cette partie du Pentagone est occupée par les états-majors et les personnels administratifs de la flotte et du corps des marines. Des travaux y ont été menés cet

d'après-midi, les médias ont diffusé un numéro de téléphone, que les personnes travaillant dans ce bâtiment étaient invitées à composer pour signaler qu'elles étaient en vie.

Patrick Jarreau

A Washington, fausses informations, rumeurs et état d'urgence

WASHINGTON

de notre correspondant

L'état d'urgence a été déclaré mardi 11 septembre dans la capitale des Etats-Unis, Washington, et dans les deux Etats limitrophes de Virginie et du Maryland. Entre 9 h 35 et 9 h 45, quelque quarante minutes après que le premier avion de ligne détourné se fut écrasé sur une des deux tours du World Trade Center de New York, le Pentagone, situé sur la rive droite du Potomac, en Virginie, était frappé à son tour. La décision était prise aussitôt d'évacuer l'immense quartier général des forces armées.

Quelques minutes plus tard, la Maison Blanche, résidence du président des Etats-Unis, alors en voyage en Floride, était elle aussi évacuée. Des rumeurs étaient vite colportées par les chaînes de télévision : un incendie se serait déclaré sur le Mall, le vaste espace central de Washington, qui va du mémorial de Lincoln au Capitole, la colline où siège le Congrès ; une voiture piégée aurait explosé devant le département d'Etat, situé non loin. Ces informations étaient fausses, mais il était bien vrai, en revanche, que les principaux bâtiments gouvernementaux – le département d'Etat, celui de la justice, celui du Trésor, notamment – étaient évacués et que la police du Congrès appliquait les mêmes consignes au Sénat et à

la Chambre. C'est à ce moment qu'un appareil de transport a fait son apparition au-dessus de la ville, survolant en particulier la Maison Blanche, avant de s'éloigner.

Ce survol, tout à fait inhabituel, a contribué à affoler les fonctionnaires qui avaient quitté leurs bureaux ou qui s'approprièrent à le faire. La panique s'est répandue d'autant plus vite que certains officiers de police, pour convaincre les gens de quitter les immeubles, avaient expliqué qu'un avion détourné était en route vers Washington et qu'on ignorait vers quelle partie de la ville il se dirigeait.

GARE, AÉROPORTS, ÉCOLES... FERMÉS

Les employés des ministères, les collaborateurs des multiples institutions et organisations nationales et internationales de la capitale se sont répandus dans les rues. Nombre d'entre eux ont pris leur voiture dans l'idée de fuir ce qui leur semblait être devenu un piège : une ville à la merci d'une attaque aérienne imminente.

Les camions de pompiers et les ambulances qui tentaient de gagner le Pentagone faisaient hurler leurs sirènes, de même que les véhicules de la police de la ville qui se dirigeaient vers les carrefours. Bientôt, tout le centre de Washington a été bloqué par les embouteillages. Les téléphones portables se

révélaient inutilisables en raison de la masse des appels. Des files d'attente se formaient devant les cabines de téléphone publiques.

Alors que l'ordre d'évacuation était étendu à l'ensemble des bâtiments administratifs et que la gare, après les deux aéroports de la ville, était fermée, le maire, Anthony Williams, a annoncé, à 13 h 30, qu'il avait décidé de déclarer l'état d'urgence.

Les universités fermaient les unes après les autres ; les lycées et les écoles faisaient savoir que les cours s'arrêteraient une ou deux heures plus tôt que d'habitude et que les parents pouvaient venir chercher leurs enfants quand ils le voulaient. Les musées et les monuments étaient fermés. Les transports en commun, particulièrement le métro, étaient maintenus. Le maire demandait aux habitants de rentrer chez eux et de ne pas encombrer les rues. Les gouverneurs du Maryland et de la Virginie décrétaient, à leur tour, l'état d'urgence.

Mardi, en fin d'après-midi, Washington était une ville morte. On n'y rencontrait que de rares passants et pratiquement pas de voitures, sauf celles des policiers, qui barraient l'accès de vastes périmètres autour des principaux bâtiments officiels. Les magasins et les restaurants étaient presque tous fermés.

P. J.

L'avion-suicide a échappé aux radars avant de plonger sur le « bunker »

ABRITANT quelque 24 000 personnes qui s'y relaient jour et nuit, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, le Pentagone offre l'aspect d'un bâtiment de béton octogonal austère, uniformément gris et au toit d'un seul tenant. C'est le « cerveau » et le système nerveux de la défense américaine depuis son édification en pleine seconde guerre mondiale. Il a été l'objet de plusieurs agressions mineures, notamment durant le conflit vietnamien, en signe de protestation contre la politique de Washington. Mais, contre lui, mardi 11 septembre, les terroristes ont jeté, avec son équipage et ses passagers, un biréacteur Boeing 757 détourné par eux.

Partageant les locaux avec le cabinet civil et militaire du secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, les trois armées américaines, le corps des marines et leurs services communs logent au Pentagone leurs états-majors, les moyens de commandement et de soutien et, en particulier, à l'abri de pièces cloisonnées ou dans des sous-sols, dont l'accès est strictement réservé aux personnels munis de badges spéciaux, les ordinateurs et les systèmes de communication nécessaires à la conduite des opérations.

On y trouve aussi des annexes des services de renseignement et d'analyse stratégique dont les sièges se situent principalement dans le district de Washington, en Virginie, dans le New Jersey.

Défendu par de modestes moyens antiaériens, ce bunker est relié en permanence au réseau, complexe et maillé, de la défense

aérienne des Etats-Unis, censée prévenir le territoire de toute attaque éventuelle et organiser la riposte.

« TOILE D'ARAIGNÉE »

Mais cette « toile d'araignée », même si elle a été tissée de façon à connecter les radars militaires à ceux du contrôle fédéral de la navigation aérienne commerciale et à

et qui, pour une raison technique inopinée, une panne ou sous le coup d'un acte de piraterie, doivent modifier brutalement leur trajectoire. C'est en particulier le cas d'un avion qui croise à très basse altitude (les radars peuvent alors présenter des zones aveugles de détection ou des « lobes » de vulnérabilité dus à la courbure naturelle de la Terre) et

Les insuffisances du « renseignement humain »

C'est le général Norman Schwartzkopf, l'ancien commandant en chef de la guerre du Golfe, qui, le premier, a mis en cause l'insuffisance du « renseignement humain » pour expliquer la vulnérabilité des Etats-Unis face au terrorisme. « Le renseignement qui fait appel à la haute technologie, aux écoutes, aux satellites, c'est très bien, mais nous ne pouvons pas frapper les terroristes si nous n'avons pas d'espions », a-t-il déclaré sur NBC. L'ex-candidat à la candidature républicaine à la Maison Blanche, John McCain a abondé dans ce sens sur ABC.

James Baker, ancien secrétaire d'Etat, proche de George Bush, est allé plus loin en accusant les investigations du Congrès sur les services de renseignement d'avoir « désarmé [les Etats-Unis] en termes de renseignement humain ». « Ce n'est pas le moment de montrer du doigt qui que ce soit ou quelque institution que ce soit », a déclaré au contraire, sur CNN, Madeleine Albright, ancienne secrétaire d'Etat de Bill Clinton. Pour M^{me} Albright, qui avait connu les attentats contre les ambassades américaines en Afrique, il ne peut pas exister d'« assurance totale » contre le terrorisme. – (Corresp.)

ceux des aéroports, n'est pas étanche à 100 %, aux Etats-Unis comme dans bien d'autres pays.

Les mesures classiques de sécurité aérienne, sauf à être renforcées au départ, dans les aéroports mêmes, sont peu adaptées en réalité à la détection en continu, puis à la surveillance militaire d'intrusions qui seraient le fait d'avions dont l'équipage a déposé un plan de vol

dont l'équipage a interrompu, à la suite d'une défaillance mécanique, sous la menace ou volontairement, tout contact régulier avec le sol.

Malgré ses équipements sophistiqués, le Pentagone peut avancer de tels arguments pour expliquer qu'il n'a pas été en mesure de prendre à temps les précautions qui s'imposaient pour évacuer son personnel au travail.

Il reste que cinquante-sept minutes se sont écoulées entre l'attaque contre la première tour du World Trade Center à New York et celle qui visait le Pentagone à Washington. Ce qui semble indiquer que le Boeing 757 vol 57 de la compagnie American Airlines, parti de l'aéroport Dulles dans la capitale en direction de Los Angeles avec 64 occupants, n'a pas alors été perçu comme une menace potentielle. Il y a eu une faille dans le dispositif d'alerte et de sécurité, interne au Pentagone, à un niveau d'évaluation des risques encourus et des urgences à prendre que des enquêteurs devront déterminer. Cette carence est indépendante de celle – bien réelle aussi – du renseignement sur les mouvements terroristes.

Les experts doutent, pour autant, que le Pentagone, suffisamment alerté dans les délais, puisse ordonner une riposte ajustée contre le comportement anormal d'un avion-kamikaze. Une interception en vol, sur décollage d'un avion de combat ou par une batterie antiaérienne, est difficilement crédible. A plus forte raison, un ordre de destruction. C'est ce qui a fait dire, après coup, au sous-chef des opérations à l'état-major de l'armée de l'air française, le général Patrice Klein, qu'il n'est pas certain que, confrontés à une telle situation, d'autres pays auraient fait mieux. Une telle initiative est du ressort, aux Etats-Unis ou ailleurs, de ce qu'on appelle « la haute autorité » de la défense aérienne, c'est-à-dire du chef de l'Etat s'il est joignable.

Jacques Isnard

Le quatrième avion aurait peut-être été abattu avant d'atteindre sa cible

Camp David ou Washington était sans doute visé

NEW YORK

de notre correspondant

Le quatrième avion détourné mardi 11 septembre dans la matinée ne s'est pas écrasé sur un bâtiment dans une grande ville américaine. Le Boeing 757 d'United Airlines (UAL) du vol 93, qui transportait des passagers de Newark (New Jersey) à San Francisco, s'est abattu dans une zone boisée de Pennsylvanie, peu après que deux autres appareils eurent heurté les tours du World Trade Center à New York. Le lieu du crash a donné à penser à certains enquêteurs que la cible visée était peut-être la retraite présidentielle de Camp David, à 140 kilomètres au sud-est de là, dans le Maryland.

L'appareil transportait 45 personnes. « Selon les premières indications, il n'y a pas le moindre survivant », a déclaré Pam Ickes, porte-parole de l'agence de management du comté de Somerset, où l'avion s'est écrasé. Il y a un grand champ de débris et un énorme cratère. »

Le crash s'est produit peu après 10 heures, à 130 kilomètres environ de Pittsburgh. United Airlines a indiqué que l'appareil transportait à son bord 38 passagers, 2 pilotes et 5 membres d'équipage. L'un des passagers, Mark Bingham, trente et un ans, un chargé de relations publiques de l'Etat de Californie, a réussi à téléphoner à sa mère, Alice Hoglan, à l'aide de son téléphone cellulaire. « Trois hommes ont pris le contrôle. Ils disent qu'ils ont une bombe. Je t'aime beaucoup, beaucoup, au cas où je ne vous verrai plus », a-t-il dit à sa mère.

Ces propos ont été rapportés par les télévisions locales, à San Francisco. « Il y avait beaucoup d'agitation en arrière-plan lorsqu'il a téléphoné. Beaucoup de voix, mais je n'ai pas pu les distinguer les unes des autres », se souvient M^{me} Hoglan. Elle a confié avoir été incrédule dans un premier temps : « Il m'a alors dit : "C'est vrai, nous avons réellement été détournés". » « Je lui ai dit que je le croyais. Je lui ai dit que je l'aimais », a-t-elle ajouté. La communication a alors été coupée.

Apparemment, un autre passager – à moins que ce ne soit le même – aurait aussi téléphoné quelques minutes avant le crash à un contrôleur aérien. Glenn Cramer, contrôleur dans le comté de Westmoreland, a reçu peu avant 10 heures un appel d'un passager du vol 93 affirmant que l'appel n'était pas un canular, qu'il s'était enfoncé dans les toilettes et que

l'avion avait été détourné. L'homme a déclaré que l'avion perdait de l'altitude. Il a ajouté avoir entendu une explosion, vu de la fumée blanche et le contact a été perdu.

L'existence d'un lien entre cet accident et les attaques qui ont touché New York et Washington n'a pas été immédiatement établie. Les circonstances dans lesquelles l'avion s'est écrasé restent mystérieuses. Il était manifestement programmé par les terroristes pour s'écraser à Washington, peut-être sur la Maison Blanche, ou sur Camp David.

Les radars montrent que l'avion

Une hypothèse évoquée dans des milieux proches du Pentagone est que l'avion a été abattu par la sécurité aérienne américaine au-dessus d'une zone peu habitée pour l'empêcher de faire plus de dégâts

avait pratiquement atteint Cleveland, dans l'Ohio, avant de faire presque un demi-tour brutal et de prendre la direction de Washington en ligne droite, survolant la Pennsylvanie et la région de Pittsburgh. Alertés, les services secrets auraient alors décidé de retarder le retour à Washington de M. Bush, qui aurait alors été dirigé vers la base militaire du Nebraska.

Les terroristes qui ont pris le contrôle de l'appareil ont peut-être été incapables de le piloter ou de contraindre les pilotes à obéir à leurs instructions. Une autre hypothèse évoquée dans des milieux proches du Pentagone est que l'avion aurait été abattu par la sécurité aérienne américaine au-dessus d'une zone peu habitée pour l'empêcher de faire plus de dégâts. Rien ne permet pour l'instant d'étayer l'une de ces hypothèses.

Eric Leser



TOM HORAN/AP

Le ciel de Los Angeles s'est tout à coup vidé d'avions

LOS ANGELES
correspondance

Le signe le plus visible, en Californie, de l'impact de l'attaque terroriste commise à New York et Washington mardi 11 septembre, c'est le ciel de Los Angeles exceptionnellement vide d'avions, puisque le trafic aérien de l'aéroport international, comme partout aux Etats-Unis, est banni pour le moment.

La Côte Ouest s'est retrouvée paralysée comme l'ensemble du pays. Tous les bâtiments publics ont été évacués, les studios Sony, Warner Bros ont fermé, ainsi que les parcs d'attraction de Disney et d'Universal, les ports de Los Angeles et de Long Beach, les musées, les

télévision, prévue pour dimanche prochain au Shrine Auditorium, est reportée à une date indéterminée.

Toutes les compétitions sportives ont été annulées, ainsi que plusieurs concerts, dont celui de Madonna, des Black Crowes et la soirée du Hollywood Bowl conduite par Esa-Pekka Salonen. Et Disney a reporté à l'an prochain la sortie de *Big Trouble*, film de Barry Sonnenfeld où il est question d'explosifs transportés clandestinement par avion.

De nombreux Californiens se trouvaient à bord des quatre avions de ligne détournés, puisque trois des appareils étaient en route vers Los Angeles, et le quatrième – qui s'est écrasé dans un champ près de Pittsburgh en Pennsylvanie – avait décollé de Newark (New Jersey) en direction de San Francisco.

Les familles et amis des passagers disparus ont été dirigés vers un centre de crise prévu à cet effet par les deux compagnies aériennes.

A bord du vol American Airlines qui a quitté l'aéroport de Washington/Dulles à destination de Los Angeles avant de s'écraser sur le Pentagone, se trouvait Barbara Olson, 46 ans, figure blonde connue du petit écran américain, qui avait beaucoup commenté récemment l'affaire Condit, sur Fox et sur Larry King Live de CNN. David Angell, producteur de la série populaire *Frasier*, se trouvait également avec son épouse à bord d'un des avions détournés.

LA COMMUNAUTÉ ISLAMIQUE

Dans Los Angeles, la communauté islamique s'est inquiétée aussitôt des répercussions négatives. « Les musulmans doivent faire particulièrement attention maintenant », déclarait cet homme venu prier dans une mosquée de Wilshire Boulevard, soulignant que chaque organisation musulmane locale avait condamné les attentats.

Au centre islamique de Californie du sud, qui a reçu des appels, des fax d'insultes et de menaces toute la journée, l'acteur Edward James Olmos est venu exprimer sa compréhension. « Les musulmans font partie de notre communauté. Il ne faut pas tirer des conclusions trop vite. J'espère que nous avons appris une leçon importante avec les camps d'internement pour Japonais... », explique l'acteur, évoquant les injustes répercussions de Pearl Harbor sur les Américains d'origine japonaise pendant la deuxième guerre mondiale.

Dans un café, plus bondé que d'habitude, du quartier de West Hollywood, les consommateurs agglutinés devant la télé, applaudissaient bruyamment à l'annonce de détonations dans la capitale afghane de Kaboul. « Il faut bien qu'on leur réponde ! », explique Hampton Rowe, 23 ans, un peu excité. Mais la plupart des clients présents exprimaient leur stupeur en silence, plutôt que de la colère.

Claudine Mulard

Internet supplée les défaillances du téléphone

Internet a aidé les New-Yorkais à rester en liaison les uns avec les autres et avec le reste du monde. Alors que les liaisons téléphoniques étaient saturées, Internet, qui utilise des voies parallèles quand il rencontre un blocage, est resté performant. Il fonctionnait presque normalement mardi soir, selon Matrix.Net, une société informatique basée à Austin.

« Il y a eu une baisse marquée pendant un court moment dans la matinée, mais dans l'ensemble, Internet a fonctionné assez bien », a indiqué pour sa part Bill Johns, technicien dans une autre société Internet, Keynote Systems. Les agences gouvernementales, les organes de presse et les particuliers ont ainsi pu continuer à communiquer durant la pire attaque terroriste de l'histoire des Etats-Unis. – (AFP.)

WASHINGTON, 15 h 42.

Un hélicoptère survole la partie du Pentagone frappée par le Boeing d'American Airlines, toujours en feu six heures après l'attentat. Ce côté du bâtiment abrite les états-majors et les personnels administratifs de la flotte et du corps des marines. Le monument dédié à George Washington est visible sur la droite, à travers le nuage de fumée. Sur la gauche, on peut aussi deviner le toit de la Maison Blanche.

Paroles de New-Yorkais : « On a cru à une explosion nucléaire »

● **Florence Magne**, Française (Manhattan) : « On a cru à une explosion nucléaire. Tout le monde est descendu dans la rue, il y avait une foule énorme. J'ai alors clai-

TÉMOIGNAGES

« Je n'arrive pas à le croire... C'était la fin du monde, la fin du monde »

ment vu le deuxième avion se fracasser sur le côté de la deuxième tour. J'ai récupéré mes enfants à l'école et nous sommes rentrés à la maison. Je ne sais pas si je dois rester ou partir, d'autant qu'à la télévision on évoque la possibilité d'armes chimiques dans les avions... C'est difficile de dire ce que j'ai ressenti en découvrant Manhattan sans les Twins Towers. Manhattan est défigurée. »

● **Clément Bernard** (Manhattan) : « On ne savait plus quoi faire. Tout le monde courait vers les téléphones. Les portables ne fonctionnaient plus. Dehors c'était la nuit, la poussière suffocante, les cendres. Puis tout le monde est parti vers le nord (de Manhattan) dans le calme.

Mais l'obscurité, la cendre, l'automne curieusement vide, plus tard des avions de chasse dans le ciel donnaient une impression de guerre. Demain ? Personne ne sait ce qui se passera. Comment les Etats-Unis vont réagir. Ce qu'il adviendra de la planète. On ouvre le domaine de tous les possibles. »

● **Natacha Aubier**, décoratrice (New York) : « J'ai voulu rentrer chez moi, à Brooklyn. C'était comme dans un film, il n'y avait plus de voitures, plus de bus, ni de métros. Les gens couraient partout. Tout le monde criait. Tout le monde courait. Je ne pouvais pas croire ce que je voyais. Ça sentait le brûlé, tout était poussiéreux, lourd. Les gens sortaient de partout, les yeux hébétés. Du sang coulait sur leurs visages blancs, comme des statues vivantes. Brooklyn était recouvert de cendres, comme si un volcan avait explosé. Il y avait des bus et des camions qui faisaient des allers et retours, on avait dû les réquisitionner pour les victimes, ils les remplissaient visiblement avec tout ce qu'ils pouvaient. Je n'arrive pas à le croire, les mots ne viennent pas. C'était la fin du monde, la fin du monde. »

● **Anne**, Française (New York) : « Des files se formaient devant les

cabines téléphoniques, des gens se regroupaient devant les postes de télévision aux terrasses et dans les bars. J'ai entendu un grand type pâle déclarer à un autre : « Maintenant, ce sont les Palestiniens à Gaza, qui vont se réjouir et applaudir ».

● **Adrienne**, artiste peintre (New York) : « J'ai tout de suite pensé : c'est une attaque terroriste. Ma voisine m'a regardée, incrédule : « Comment pouvez-vous penser à un truc comme ça ? Vous êtes Israélienne ? ». Non, mais cela me semblait évident. L'Amérique est vulnérable. Dommage qu'elle le réalise de cette façon-là. »

● **Jamie Metzl** (Washington) : « Comme c'est étrange d'être en guerre avec un ennemi invisible. Combien de familles, ce soir, sont assises chez elles, espérant que leur téléphone va sonner et que leurs fils, mari, ou femme, va s'excuser pour n'avoir pas appelé plus tôt ? Nous sommes tous en deuil. »

● **M.G.**, financière (Manhattan) : « Tout ce qu'on peut faire à cet instant présent, c'est de prier pour tous ceux qui sont encore sous les décombres, ceux qui ont perdu des êtres aimés et puis le personnel des secours. »

Provimi : premier semestre 2001

Premiers résultats en tant que société cotée,
Chiffre d'Affaires + 34 % - Résultats d'Exploitation + 22 %

Le Conseil d'administration de la société Provimi s'est réuni le 10 septembre 2001 sous la présidence de Wim Troost afin d'examiner les comptes consolidés pour le premier semestre 2001. Les comptes consolidés au 30 juin 2001 constituent le premier arrêté comptable du groupe Provimi, leader mondial dans le secteur de la nutrition animale, depuis sa cotation à la Bourse de Paris Euronext le 2 juillet 2001 consécutivement à la scission du groupe Eridania Béghin Say.

• Le chiffre d'affaires net des six premiers mois a augmenté de 34 % en terme réel par rapport à la même période de l'année 2000. En tenant compte du retraitement pro forma des acquisitions, la progression a été de 19,6 %. Les ventes ont augmenté dans la totalité des zones géographiques avec notamment une forte hausse en Europe centrale et orientale qui, en plus de développements favorables du marché local, a bénéficié des mesures de restriction de l'exportation en vigueur dans certains pays de l'Union Européenne.

• Le résultat d'exploitation a augmenté de 22 % par rapport à la même période de l'année précédente. Comparé au retraitement pro forma des acquisitions, le résultat opérationnel montre une hausse de 3,3 %. Par ailleurs, d'excellentes performances ont été enregistrées en Europe centrale et orientale alors que l'épidémie de fièvre aphteuse a eu un impact négatif dans plusieurs pays de l'Union Européenne.

• Le résultat net part du groupe s'est élevé à 5,6 millions d'euros, en repli d'un tiers par rapport au résultat pro forma du premier semestre 2000. Cette évolution traduit une augmentation des frais financiers, des éléments exceptionnels relatifs à la scission ainsi qu'à l'impact de l'épidémie de fièvre aphteuse. Ces coûts supplémentaires ont été partiellement compensés par un faible taux d'impôt sur les sociétés.

• Le ratio dette-capital au 30 juin 2001 s'élevait à 0,93 (par rapport à 0,87 au 31 décembre 2000) du fait des investissements, des versements de dividendes et de certains facteurs saisonniers.

Chiffres Clés

(en millions d'euros)	30.06.2001	30.06.2000*	Δ %
Chiffre d'affaires	752,2	629,1	+19,6
Résultat d'exploitation	43,9	42,5	+ 3,3
Résultat courant avant impôts	21,1	26,1	- 19,2
Résultats net, part du groupe	5,6	8,4	- 33,3

	30.06.2001	31.12.2000
Capitaux propres	532,0	519,9
Endettement financier net	493,9	450,5
Ratio dette-capital	0,93	0,87

Par secteur d'activités (en millions d'euros)	30.06.2001	Chiffre d'affaires 30.06.2000*	Δ %
USA	128,8	118,1	+ 9,1
France	72,6	70,0	+ 3,7
Union européenne hors France	238,3	207,6	+14,8
Europe Centrale et orientale	220,7	152,9	+44,3
Reste du monde	91,8	80,5	+14,0
Total	752,2	629,1	+19,6

Par secteur d'activités (en millions d'euros)	Résultats d'exploitation		
	30.06.2001	30.06.2000*	Δ %
USA	9,1	7,7	+18,2
France	5,7	6,1	-6,6
Union européenne hors France	4,3	10,4	-58,7
Europe Centrale et orientale	18,4	11,8	+ 55,9
Reste du monde	6,4	6,5	-1,5
Total	43,9	42,5	+ 3,3

*Données pro forma non auditées. La scission impose de pouvoir comparer les résultats réels par rapport à des chiffres pro forma, qui admettent que la société Provimi a opéré en tant qu'entité scindée depuis le 1^{er} janvier 2001. Ainsi, certaines acquisitions majeures ayant été réalisées au cours de l'année 2000 ont été traitées au sein des comptes de l'exercice 2000 comme si elles avaient été effectuées depuis le début de l'année. De plus, certains éléments de coût tels que les frais financiers, les impôts ainsi que l'amortissement des écarts d'acquisition, ont dû être recalculés.

Principaux points opérationnels

- Acquisition d'entreprises en Pologne, en France ainsi qu'en République tchèque au cours de la période prise en compte.
- Acquisition d'entreprises en Grèce, en Australie ainsi qu'en Bulgarie après le 30 juin 2001.
- Début de la croissance des capacités de production en alimentation pour poissons au Chili et au Danemark ainsi que dans celui des aliments secs pour animaux de compagnie en République tchèque.
- Accroissement des capacités de Recherche et Développement au Brésil, en Inde, aux Pays-Bas et au Danemark.

Perspectives pour 2001

- Les résultats d'exploitation des sociétés du groupe au premier semestre ont dépassé les objectifs (croissance minimum de +10%) à l'exception des sociétés dans l'Union européenne du fait de l'impact de l'épidémie de fièvre aphteuse. L'épidémie est désormais éradiquée sauf au Royaume Uni.
- L'activité au second semestre est généralement plus soutenue qu'au premier, en raison de critères de saisonnalité. Le second semestre 2001 intègrera également l'activité des diverses acquisitions de l'année.
- Les objectifs de croissance à la fois du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation sur l'année entière devraient être atteints.
- L'objectif à moyen terme est d'atteindre une marge opérationnelle de l'ordre de 8 %.
- Le groupe est prêt pour des acquisitions majeures dès le début 2002.

Le groupe Provimi occupe une présence mondiale dans la totalité des types de nutrition animale et est un leader dans tous les marchés sur lesquels il opère. Le groupe emploie 6 225 personnes et a enregistré un chiffre d'affaires en l'an 2000 de 1,3 million d'Euros. Provimi possède 77 centres de production répartis dans 25 pays et exporte à destination de plus de 100 pays. Il fabrique et fournit une assistance technique pour la totalité des espèces, (les ruminants, la volaille, les porcs, les poissons ainsi que les animaux de compagnie).

Informations complémentaires

Adrian Steed - Directeur financier - Tél. + 33 1 41 43 10 40 - asteed@nl.provimi.com
Steven Maisel - Chargé de relations avec les investisseurs et les sociétés - Tél. + 33 1 41 43 10 41 - smaisel@nl.provimi.com
Tarick Dali - Relations Presse - Tél. + 33 1 40 70 11 89 - dali@dgm-conseil.fr
 Le présent communiqué de presse ainsi que la présentation générale destinée aux analystes pour les réunions devant se tenir à Paris et à Amsterdam le 11 septembre 2001 sont disponibles sur le site www.provimi.com



Les Quinze et l'OTAN se réunissent en conseils extraordinaires

A Bruxelles, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord a manifesté sa solidarité avec les Etats-Unis. Le ministre belge des affaires étrangères, Louis Michel, a convoqué pour mercredi les ministres des affaires étrangères de l'Union

BRUXELLES

de notre bureau européen

Bien que l'OTAN ait pour principe de ne jamais discuter des mesures de sécurité destinées à protéger ses installations, celles-ci avaient visiblement été multipliées, mardi 11 septembre, autour des bâtiments de l'Alliance atlantique situés dans les faubourgs de Bruxelles, alors que les drapeaux de tous ses membres étaient en berne. Des forces armées de police gardaient attentivement les entrées en fin de soirée, pendant que le Conseil de l'Atlantique nord tenait une réunion urgente pour exprimer sa solidarité avec les Etats-Unis.

Peu de temps après l'annonce des attentats de New York, le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Lord Robertson, a invité le « personnel non essentiel » à quitter les locaux de l'OTAN et à « ne pas venir travailler mercredi », cette consigne étant étendue au personnel du quartier général du Shape (le quartier général des forces armées de l'organisation), à Mons.

Lord Robertson a ensuite fait la déclaration suivante : « Je condamne avec la plus grande vigueur les attaques qui viennent de se produire aux Etats-Unis. Mes sympathies et celles de l'Alliance vont au peuple américain, aux victimes et à leurs proches. Ces actes barbares sont autant d'atteintes intolérables à la démocratie et soulignent la nécessité pour la communauté internationale et les membres de cette Alliance de faire front commun pour combattre le fléau du terrorisme. »

Dans la soirée, ce message était réaffirmé par le Conseil de l'Atlantique nord : « Le massacre insensé d'un si grand nombre de civils innocents constitue un acte de violence inacceptable, et sans précédent à l'ère moderne. Il souligne qu'il est urgent d'intensifier le combat contre le terrorisme, un combat dont les membres de l'Alliance – et en vérité toutes les nations civilisées – doivent sortir vainqueurs. Tous les alliés sont unis dans leur détermination à lutter contre ce fléau. »

Lord Robertson s'est refusé à répondre à la question de savoir si les actes perpétrés contre l'Améri-

ca pouvaient relever de l'article 5 du traité de Washington, lequel prévoit qu'une attaque armée contre l'une des parties signataires, survenant en Europe ou en Amérique du Nord, « sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties », ce qui signifie que les pays membres pourront utiliser la force armée pour venir en aide au pays agressé.

La relative ambiguïté de ce texte a été précisée par le « concept stratégique » lié au traité de Washington (1999) : « toute attaque contre le territoire des alliés, quelle que soit son origine, sera couverte par les articles 5 et 6 du traité de Washington ». Les intérêts de sécurité de l'Alliance, est-il ajouté, peuvent être affectés par d'autres risques, « dont des actes de terrorisme, de sabotage et de crime organisé, et par l'interruption de l'approvisionnement en ressources vitales ».

Ces précisions signifient que Washington pourrait être en mesure d'en appeler à la solidarité armée agissant de ses alliés en cas de besoin, bien que Lord

Robertson ait souligné qu'il était trop tôt pour dire si l'attaque contre New York et Washington pouvait être assimilée à un acte de guerre. Quel groupe pourrait être à l'origine de ces attaques ? Là encore, Lord Robertson a estimé qu'il était prématuré d'apporter la moindre réponse : « Les Américains ne savent pas [encore], nous ne savons pas », s'est-il borné à préciser.

A Bruxelles, les mesures de sécurité ont été quasi inexistantes aux alentours des bâtiments européens. Aucune mesure d'évacuation n'a été prise, les fonctionnaires du Conseil, de la Commission et du Parlement européens, étant simplement libres de rentrer chez eux.

Le président de la Commission, Romano Prodi, accompagné du premier ministre belge, Guy Verhofstadt, dont le pays préside l'Union européenne (et qui, à ce titre, devait avoir un contact dans la soirée avec le président George Bush), du Haut Représentant de l'Union pour la politique extérieure et de sécurité, Javier Solana, et

du ministre belge des affaires étrangères, Louis Michel, se trouvait en visite à Yalta, pour un sommet Ukraine-Union européenne.

Louis Michel a cependant convoqué un conseil extraordinaire des ministres des affaires étrangères,

Une attaque armée contre l'un des signataires « sera considérée comme dirigée contre toutes les parties » (article 5 du traité)

qui se tiendra mercredi en fin de matinée, à Bruxelles. M. Prodi s'est déclaré « horrifié » par les « tragédies de New York et Washington », et a adressé sa profonde sympathie au président Bush, aux familles des victimes et au peuple

américain. « Les Européens se tiennent aux côtés des Etats-Unis et de tous les peuples du monde attachés à la paix pour condamner de la manière la plus ferme, et pour résister au terrorisme », a-t-il déclaré. Javier Solana, de son côté, a dénoncé des « actes barbares de terrorisme » et, tout en faisant part de sa solidarité au peuple américain et aux familles des victimes, il a indiqué que des consultations se déroulaient entre les deux côtés de l'Atlantique.

Au quartier général de la défense européenne, situé dans le bâtiment du conseil des ministres, les agents du « centre de situation » (cellule de crise), sont restés mobilisés toute la nuit, alors que le reste du personnel quittait les lieux.

Chris Patten, commissaire européen chargé des relations extérieures, a pour sa part assuré : « Nous regardons tous ces événements aux Etats-Unis avec une horreur absolue. Nos prières et notre profonde sympathie vont à nos amis américains. »

Laurent Zecchini

Toute la classe politique française exprime son épouvante et son indignation

● **François Hollande (PS)** : le premier secrétaire du PS a condamné « la folie terroriste qui vient de frapper le peuple américain dans son cœur même ». « Aucun fait ne peut justifier un acte de cette horreur et de cette dimension », a-t-il indiqué à l'AFP, en appelant à « la mobilisation internationale pour apporter une solidarité à l'égard des Etats-Unis, mais aussi une action vigoureuse contre le terrorisme à l'échelle de la planète ». De son côté, **François Loncle**, le président (PS) de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a estimé que « la réalité a dépassé complètement la fiction cinématographique ». « Il y a urgence à ce que la communauté internationale, et en particulier les Etats-Unis, s'occupe un peu plus et un peu mieux des affaires du monde », a-t-il par ailleurs déclaré.

● **Robert Hue (PCF)** : le secrétaire national du Parti communiste français a exprimé son « sentiment d'épouvante » et son « extrême indignation ». Il s'est dit « persuadé que la France contribuera à ce que la communauté internationale puisse faire face à cette situation d'une extrême gravité avec la fermeté, le sang-froid et l'esprit de responsabilité qu'elle exige ».

● **Dominique Voynet (Verts)** : la secrétaire nationale des Verts a exprimé son « horreur » et son « indignation face aux actes de terrorisme qui viennent de frapper deux symboles de la puissance des Etats-Unis ». « Par leur ampleur et leur gravité, ces actes témoignent de l'extension au cœur des pays développés d'un terrorisme sophistiqué qui s'inscrit dans une logique de guerre et de mondialisation des conflits », a-t-elle déclaré.

● **Jean-Pierre Chevènement (MDC)** : l'ancien ministre de l'intérieur et candidat à l'élection présidentielle a estimé que « ces attentats monstrueux (...) soulèvent la stupeur et l'horreur ». « Quelles que soient ses motivations, le terrorisme doit toujours entraîner une condamnation ferme et sans aucune restriction », a-t-il ajouté.

● **Michèle Alliot-Marie (RPR)** : la présidente du RPR a estimé que « le terrorisme est devenu la menace majeure dans le monde ». « D'où qu'il vienne », le terroriste « doit être condamné et combattu, avec la plus extrême fermeté et la plus grande unité de la part des gouvernements démocratiques », a-t-elle ajouté. De son

côté, **Pierre Lellouche**, député RPR de Paris, a évoqué « une guerre mondiale larvée ».

● **François Bayrou (UDF)** : le président de l'UDF et candidat à l'élection présidentielle a jugé que « l'attaque généralisée contre les Etats-Unis est le début d'un état de guerre qui touche tous les pays libres ». « C'est Pearl Harbor en

pire », a-t-il estimé. Pour M. Bayrou, qui a annoncé à l'AFP qu'il annulait tous ses déplacements de campagne prévus cette semaine, « il est nécessaire que les pays libres fassent preuve entre eux de la solidarité la plus active et, à l'intérieur de chacun de nos pays, que règne un climat d'union nationale ».

● **Alain Madelin (DL)** : le pré-

sident de Démocratie libérale, en campagne pour l'élection présidentielle de 2002, a fait part de son « horreur absolue » et qualifié les attentats qui ont frappé les Etats-Unis d'« actes de guerre d'une barbarie inqualifiable ». « Il faut savoir d'où vient ce cauchemar », a-t-il poursuivi, ajoutant que « cela montre que l'idée de se protéger d'un certain nombre d'Etats voyous est une vraie nécessité ».

● **Charles Pasqua (RPF)** : le président du Rassemblement pour la France a estimé que « le fait que cela arrive aux Etats-Unis alors qu'ils ont la meilleure organisation du monde, les meilleurs services de renseignement... en dit long sur l'organisation qu'ils ont en face d'eux », en ajoutant : « Une telle opération n'est pas le fait d'apprentis, il faut une planification et des moyens importants. »

● **L'extrême droite**, Jean-Marie Le Pen (FN) a déclaré que les attentats montraient « la nécessité de mettre le terrorisme hors la loi ». De son côté, Bruno Mégret (MNR) a dénoncé « une nouvelle fois les dangers du terrorisme islamique ».

Jacques Chirac : « Ce qui s'est produit aux Etats-Unis nous concerne tous »

Voici le texte intégral de la déclaration télévisée du président Jacques Chirac après les attentats terroristes de New York et de Washington, mardi 11 septembre.

Mes chers compatriotes,

Les attentats qui ont frappé aujourd'hui les Etats-Unis d'Amérique sont une épouvantable tragédie. Jamais aucun pays dans le monde n'a été la cible d'attentats terroristes d'une telle ampleur et d'une telle violence.

Je voudrais dire au peuple américain la solidarité de tous les Français dans cette dramati-

que épreuve. Nos pensées vont en particulier à toutes les victimes, à leur famille et à leurs proches.

Ce qui s'est produit aux Etats-Unis nous concerne tous. J'imagine les sentiments que chacun d'entre vous éprouve ce soir, sentiments d'horreur et peut-être d'inquiétude. Et j'ai pensé qu'il était de mon devoir de vous parler.

Nous ne connaissons à ce stade ni les auteurs ni les raisons de ces actes barbares.

La situation requiert néanmoins sang-froid mais aussi vigilance et mobilisation. C'est pourquoi j'ai réuni ce soir à l'Elysée un conseil restreint avec le premier ministre et les ministres des affaires étrangères, de la défense, de l'intérieur, des transports.

Les mesures de précaution qui s'imposent ont été prises immédiatement par le gouvernement, et le plan Vigipirate, que vous connaissez, est mis en œuvre.

Nous agissons avec le premier ministre bien sûr en étroite concertation, et évidemment tous les pouvoirs publics sont mobilisés.

Par ailleurs, je suis en contact avec les responsables européens afin que nos décisions soient bien coordonnées. Je viens en particulier de m'entretenir longuement avec le chancelier allemand [Gerhard] Schröder et le premier ministre britannique Tony Blair.

La France sait qu'on ne peut lutter efficacement contre le terrorisme que par une action déterminée et collective, et elle fera ce qui doit être fait.

« Une déclaration de guerre au monde civilisé », selon Gerhard Schröder

BERLIN

de notre correspondant

Session parlementaire budgétaire suspendue, appel à la fermeture des bureaux de Francfort où est notamment installée la Banque centrale européenne, annulation des vols de Lufthansa vers les Etats-Unis, le Canada et le Moyen-Orient, renforcement des mesures de sécurité devant les ambassades américaines et israéliennes et annulation du voyage en Scandinavie du président Johannes Rau sont quelques-unes des mesures prises dans l'après-midi et en début de soirée après les attentats de New York et de Washington.

La quasi-totalité des chaînes de télévision ont interrompu leurs programmes habituels et les ont remplacés par des images d'actualité accompagnées de commentaires de spécialistes du Proche-Orient, des Etats-Unis ou du terrorisme. L'un d'eux, Berndt Schmidbauer, ancien coordinateur des services secrets allemands, a estimé qu'il était désormais urgent de résolument faire face aux défis du terrorisme international. « La coopération devra cette fois être sérieuse », a-t-il estimé, en évoquant le sommet antiterroriste de Charm-el-Cheikh, qui n'avait pas été suivi d'effet, bien que tous les services spécialisés possèdent énormément d'informations susceptibles d'être mises en commun. Tout en soulignant n'avoir aucun indice, un autre spécialiste de la lutte antiterroriste a estimé que l'Allemagne n'était pas à l'abri d'attaques analo-

gues car, a-t-il dit, « la globalisation ouvre toutes les frontières ». Le ministre de l'intérieur, Otto Shilly, a lui aussi précisé qu'il n'avait aucune information permettant de croire à une attaque prochaine contre l'Allemagne, mais qu'il fallait néanmoins rester « vigilant ». En fin d'après-midi, le chancelier Schröder a réuni un conseil de sécurité pour discuter de la situation et des mesures à prendre.

RASSEMBLEMENTS SPONTANÉS

Face aux attentats anti-américains, la réaction spontanée de la classe politique allemande a été de serrer les rangs dans un réflexe d'union nationale, illustrant le mot du chancelier Schröder pour qui les attentats constituent « une déclaration de guerre au monde civilisé ». Dans la rue, des centaines de personnes se sont spontanément rassemblées sur une grande place de Munich ; à Berlin, ils étaient plusieurs dizaines à s'être réunis devant l'ambassade américaine, entourée de barrières de protection depuis les attentats anti-américains du Kenya et de Tanzanie. « Au côté du peuple américain », comme disait l'un d'eux, beaucoup étaient venus déposer un bouquet de fleurs ou allumer une bougie en hommage aux victimes. L'un de ces manifestants portait une pancarte sur laquelle on pouvait lire, en anglais : « S'il vous plaît, pas de revanche, pas de guerre. »

Georges Marion

« Le nouveau fléau de notre monde », estime Tony Blair

A Londres, la City est en état de choc

LONDRES

de notre correspondant

Lorsque l'Amérique vit une immense tragédie, la Grande-Bretagne la partage plus intensément que d'autres nations. Allié privilégié des Etats-Unis, le gouvernement travailliste leur a manifesté publiquement mardi 11 septembre, notamment à deux reprises par la voix de Tony Blair, une solidarité sans faille, mêlée de colère et d'émotion.

Le premier ministre s'appretait à prononcer, à la tribune du congrès annuel des syndicats à Brighton, un discours très attendu sur la réforme des services publics, lorsqu'il fut informé du drame.

Il remplaça son discours par une brève et forte allocution dite d'une voix légèrement tremblante. Se déclarant « terriblement choqué », M. Blair a ajouté : « Ce terrorisme de masse est le nouveau fléau de notre monde d'aujourd'hui. Il est perpétré par des fanatiques qui sont complètement indifférents au caractère sacré de la vie humaine. Il est du devoir des démocraties de se rassembler et de combattre ensemble pour éradiquer totalement ce fléau. »

Rentré aussitôt à Londres, M. Blair présida une réunion du comité d'urgence de son cabinet, baptisé « Cobra », au 10, Downing Street, avant de s'exprimer à nouveau dans des termes similaires : « Ce n'est pas une bataille entre les Etats-Unis et le terrorisme

mais entre le monde libre et démocratique et le terrorisme. » Il a assuré que la Grande-Bretagne se tiendrait « au coude-à-coude avec nos amis américains dans ces heures tragiques ».

Londres a offert à Washington « toute l'aide possible » pour retrouver les auteurs de ces attaques « effroyables » et les « conduire devant la justice ».

Le premier ministre a aussi annoncé « la mise en état d'alerte maximale » de la police et de l'armée britanniques

Apparemment soucieux de coordonner une réponse internationale au terrorisme, Tony Blair a eu à ce sujet mardi des entretiens téléphoniques avec Jacques Chirac, Lionel Jospin, Gerhard Schröder et Vladimir Poutine.

Le premier ministre a aussi annoncé « la mise en état d'alerte maximale » de la police et de l'armée britanniques. La sécurité, déjà

très stricte, a été renforcée autour des bâtiments gouvernementaux civils et militaires.

Le survol aérien du centre de Londres a été suspendu ainsi que les vols privés « sauf autorisation spéciale ». British Airways a annulé tous ses vols en direction et en provenance des Etats-Unis.

Les attaques anti-américaines ont mis la City en état de choc, du fait des liens étroits entre les milieux d'affaires londoniens et new-yorkais. Les salariés des antennes britanniques de plusieurs grandes compagnies américaines, comme Morgan Stanley et Merrill Lynch, tentaient vainement d'avoir des nouvelles de leurs collègues du World Trade Center.

Cette agitation angoissée n'a pas empêché certains « traders » de profiter de la situation pour mener en toute incécence des transactions sur telle ou telle valeur dont ils anticipaient l'évolution dans le sillage du drame.

Plusieurs bâtiments ont été évacués par précaution, dont le London Stock Exchange. La Bourse a clôturé en très forte baisse (-5,72 %), l'indice Footsie subissant son plus grand recul depuis le krach d'octobre 1987. Enfin, « par respect pour les victimes », le Parti conservateur a reporté de vingt quatre heures – à jeudi – l'annonce du nom de son futur leader.

Jean-Pierre Langellier

Code de commerce Litec - 2002

14^e éd. par M.-J. CAMPANA, Professeur à l'Université de Nanterre

199 F
30,34 €

En vente en librairie

Litec
Groupe LexisNexis



MOHAMED ZATARI/AP

■ **LIBAN, 14 H 37.** Deux militants Palestiniens du camp de réfugiés Ain el-Héloué, dans la banlieue de Sidon, manifestent leur joie dans la rue après la série d'attentats qui ont frappé les Etats-Unis. Alors que la circulation ne s'est pas interrompue, et devant de nombreux passants, ils tirent en l'air des rafales de kalachnikov. Un peu plus tard, l'Autorité palestinienne, à Gaza, donnait comme consigne d'empêcher les manifestations de liesse.

Israël déclare une journée de deuil national

Des équipes de sauveteurs de l'armée devaient partir pour les Etats-Unis

JÉRUSALEM

Correspondance

Les drapeaux étaient en berne, mercredi 12 septembre, en Israël, signe du « deuil national » annoncé la veille par le premier ministre, Ariel Sharon. Une minute de silence devait être observée dans les écoles et les réunions publiques. Tous les événements à caractère festif ont été annulés. « Nous partageons la douleur du peuple américain », a déclaré M. Sharon après une réunion du cabinet restreint de sécurité, spécialement convoqué à la suite de la catastrophe qui a frappé les Etats-Unis.

Le ministère de la santé a appelé les Israéliens de groupe sanguin « O » à venir, pendant la nuit, donner du sang, qui devait être acheminé aux Etats-Unis dès mercredi. En

outre, des équipes de sauveteurs de l'armée israélienne, qui ont déjà participé aux secours portés aux Américains lors de l'explosion de l'ambassade américaine au Kenya, le 7 août 1998, devaient partir dans la matinée pour les Etats-Unis. Le gouvernement israélien et la grande majorité des hommes politiques ont fait preuve d'une très grande prudence, évitant toute comparaison avec les actes de terrorisme palestinien perpétrés en Israël et se gardant de désigner une responsabilité palestinienne dans la tragédie américaine.

« Le combat contre le terrorisme est une lutte internationale du monde libre contre les forces des ténèbres qui cherchent à détruire notre liberté et notre mode de vie. Je crois qu'ensemble nous pouvons vaincre les forces du mal. En cette heure difficile, tous les Israéliens se tiennent aux côtés du peuple américain », a déclaré M. Sharon lors d'une brève conférence de presse. A une journaliste de la télévision israélienne qui l'interrogeait sur les implications politiques locales de cet attentat, M. Sharon ne laissant pas son interlocutrice terminer sa question, a répondu que « ce n'était pas le moment », qu'il fallait « attendre de savoir avant de faire des commentaires et d'agir ».

Ehoud Barak, l'ancien premier ministre, a lui aussi été relativement prudent. Il a proposé la tenue d'un sommet mondial qui réunirait tous les pays occidentaux ainsi que « quelques Etats islamistes », à l'exclusion de ceux qui « abritent des terroristes ». Néanmoins, si M. Barak s'est déclaré satisfait de la condamnation de cette catastrophe par le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, il n'a pas manqué de dire que celui-ci était impliqué dans des actions terroristes. Un autre ancien premier ministre, Benyamin Nétanyahou,

désormais à la droite du Likoud, a appelé les Etats-Unis à mener le combat contre « les Ben Laden, Arafat, et Saddam Hussein dans le monde ».

Si tout le monde ou presque, ici, fait observer qu'il est trop tôt pour savoir quelles seront les conséquences de cette tragédie sur le conflit israélo-palestinien, certains, dans les coulisses du pouvoir, ne cachent pas que « si des gens du Proche-Orient, a fortiori des Palestiniens s'avaient été impliqués, cela aurait des conséquences dramatiques dans la région. De toute façon, il est clair désormais que ceux qui choisissent le terrorisme en paieront le prix », ajoutent-ils. Mardi soir, un diplomate étranger estimait que cet électrochoc « peut, soit embraser la région, soit au contraire éteindre l'incendie ». A la radio israélienne, mer-

Le gouvernement s'est gardé de désigner une responsabilité palestinienne dans la tragédie américaine

credi matin, le ministre des affaires étrangères, Shimon Pérès a exprimé l'espoir que M. Arafat comprendra que le moment est venu « d'abandonner le terrorisme ».

Au niveau interne, cette catastrophe a relancé le débat sur l'existence du Mouvement islamiste israélien. Ce débat avait commencé dimanche, après l'attentat commis à Naharya par un Arabe israélien appartenant à ce parti politique. Le lendemain, Abdell Malik Dahamshé, l'un de ses députés, déclarait au quotidien *Maariv* qu'il était prêt à devenir « shahid » (martyr) pour sauver les lieux saints de l'islam, dont la mosquée Al Aqsa à Jérusalem. Après la catastrophe américaine, plusieurs députés ou ministres du Likoud ont renouvelé leur demande de mise « hors la loi » du Mouvement islamiste.

Les services de sécurité israéliens craignent que la vague d'attentats qui a frappé les Etats-Unis n'entraîne une recrudescence de ceux perpétrés en Israël et une évolution dans le choix des cibles. Les ambassades israéliennes du monde entier ont été évacuées de la plupart de leurs employés. A New York, une cellule d'urgence a été mise en place pour les milliers d'Israéliens qui habitent la métropole américaine. Outre la fermeture de son espace aérien, maritime et terrestre, l'armée, en état d'alerte maximale et permanent depuis des mois, n'a pas pris de mesures particulières. En mai, la chasse israélienne avait abattu un petit avion non identifié venu du Liban craignant justement qu'il n'aille volontairement s'écraser sur l'agglomération de Tel-Aviv.

Catherine Dupeyron

Yasser Arafat est sous le choc, Naplouse exulte

JÉRUSALEM, RAMALLAH

de notre envoyé spécial

Des Palestiniens ont bruyamment exprimé, mardi 11 septembre au soir, à Naplouse, leur joie

REPORTAGE

Ordre avait été donné aux forces de sécurité d'empêcher les rassemblements

de voir l'allié américain d'Israël frappé par la plus grave catastrophe de son Histoire. Des centaines de personnes sont descendues dans les rues de cette grande ville de l'antique Samarie, certains tirant en l'air à coups de kalachnikovs, d'autres criant : « Que Ben Laden bombarde Tel-Aviv maintenant ! »

A Jérusalem-Est, la partie arabe de la Ville sainte, environ deux cents personnes s'étaient rassemblées dans la grande rue longeant la porte d'Hérode, au pied des murs de la Vieille Ville. Agitant des drapeaux palestiniens, distribuant des sucreries aux passants et aux automobilistes, les manifestants dansaient dans la rue. « J'espère que l'Amérique souffrira encore plus dans un proche avenir ; ce que les Américains viennent de vivre n'est rien à côté de la souffrance du peuple palestinien », remarquait Omar, un commerçant.

Cette attitude extrême, qui n'est malgré tout que celle d'une poignée de manifestants, contraste avec celle de l'Autorité palestinienne, qui a immédiatement pris des mesures pour éviter que se propage une vague de manifestations de joie en Cisjordanie et à Gaza. D'ailleurs, à part Naplouse et une rue de Jérusalem-Est, ni Gaza ni Ramallah ne se sont collectivement réjouis du désastre aux Etats-Unis. Ordre avait en effet été donné aux forces de sécurité palestiniennes d'empêcher de telles manifestations. La radio palestinienne a indiqué que la police faisait son possible pour prévenir des

rassemblements afin de ne pas donner la possibilité aux journalistes et aux télévisions de rapporter ou de filmer ce qui pourrait donner une image désastreuse de leur peuple.

A Gaza, Yasser Arafat est apparu au seuil de ses bureaux, choqué par l'ampleur de la catastrophe. Le président de l'Autorité palestinienne a déclaré : « C'est incroyable, incroyable, incroyable ! Nous sommes sous le choc. J'envoie mes condoléances, les condoléances du peuple palestinien, au président Bush, à son gouvernement et au peuple américain pour cet acte terrible. »

Dans les rues de Ramallah cependant, même si aucune manifestation n'a eu lieu, la passion semblait souvent l'emporter sur la raison, la haine sur la compassion parmi les Palestiniens interrogés au hasard. Pour eux, une seule cho-

se compte, même de la part de personnes s'exprimant avec calme sur l'événement : Washington est le plus proche ami des Israéliens et est responsable de la souffrance du peuple palestinien.

« JE HAIS L'AMÉRIQUE ! »

Sur la place des Lions, le cœur de cette seconde « capitale », avec Gaza, de l'Autorité palestinienne, un policier en uniforme réglant la circulation, déclarait simplement : « J'espère que l'islam vaincra ! » A ses côtés, un groupe d'étudiants de l'université de Bir Zeit se disait « heureux » de la tragédie américaine. « Si c'est Ben Laden qui a fait cela, il l'a peut-être fait avant tout pour lui car il déteste l'Amérique, mais ça tombe très bien, ça arrive au bon moment pour nous ! », déclarait Salim, vingt-trois ans : « Ce que les Américains viennent de vivre, c'est ce qui nous arrive tous

les jours, quand nous sommes bombardés par les Israéliens. »

Sur l'une des grandes artères de la ville, un groupe d'hommes discutaient bruyamment de l'événement. Ils travaillaient en Israël et sont au chômage depuis le bouclage des territoires occupés. Sadek, la cinquantaine, remarquait : « J'espère que les Etats-Unis vont s'effondrer. Les avions israéliens qui nous bombardent sont des avions de marque américaine. L'Amérique est responsable de la dégradation de la situation dans tout le Proche-Orient ! Les Etats-Unis seraient tout à fait capables, s'ils le voulaient, de mettre fin au conflit. » « J'espère que les responsables de ces attentats sont des Palestiniens. J'en serais très fier, renchérissait Hassan, trente-cinq ans. C'est un juste retour des choses, je hais l'Amérique ! »

Bruno Philip

A l'exception notable de l'Irak, les gouvernements arabes condamnent les attentats

À L'UNISSON de l'ensemble des dirigeants et gouvernements des pays du Proche-Orient – à l'exception notable de l'Irak –, l'Iran, la Libye et la Syrie, que Washington continue d'inclure dans la liste des pays qui soutiennent le terrorisme, ont condamné en termes très clairs l'offensive terroriste qui a visé mardi 11 septembre les Etats-Unis.

Le chef de la Jamahiriya libyenne, le colonel Mouammar Kadhafi, l'a qualifiée de « terrible » et a affirmé que son pays était prêt à fournir une aide au peuple américain malgré les « différends politiques » qui l'opposent aux Etats-Unis. Ces différends « ne devraient pas constituer un obstacle psychologique à l'envoi d'une aide humanitaire au peuple américain et à toutes les personnes en Amérique qui ont été profondément touchées par ces attaques terribles », a déclaré le colonel Kadhafi, ajoutant : « Il est de notre devoir humanitaire de nous tenir aux côtés du peuple américain. »

Le président iranien, Mohammad Khatami, au nom du gouvernement et du peuple iraniens, a lui aussi condamné les attentats. « Au nom du gouvernement et de la nation iranienne, je condamne les attaques terroristes contre les centres publics dans les villes américaines », a-t-il dit dans une déclaration diffu-

sée par l'agence officielle IRNA. « Je condamne le terrorisme, et c'est notre devoir islamique d'en connaître et d'en détruire les racines », a poursuivi le président iranien. « Ma profonde sympathie va à la nation américaine, et particulièrement à ceux qui ont souffert des attentats et aussi aux familles des victimes. » Fait sans précédent, dans la soirée, la télévision iranienne a présenté plusieurs reportages spéciaux en direct de New York et interrompu d'autres émissions pour informer les spectateurs.

« LE COW-BOY AMÉRICAIN »

La Syrie « condamne les attentats destructifs qui ont été dirigés contre des civils innocents aux Etats-Unis », a déclaré un porte-parole officiel. « La Syrie exprime sa sympathie au peuple américain et aux familles des victimes de ces attentats », a-t-il ajouté.

L'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar, les Emirats arabes unis et Oman ainsi que le Yémen et le Liban ont dénoncé ces actes « terroristes ». Le président égyptien Hosni Moubarak s'est déclaré « profondément attristé ». La Jordanie, dont le roi, Abdallah II, a annulé une visite aux Etats-Unis, a jugé que ces attentats étaient « en contradiction avec tou-

tes les valeurs religieuses et humaines ». Le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa les a qualifiés de « regrettables ».

Dans certains pays, les réactions publiques différaient de celles des gouvernements. Dans les rues du Caire, de nombreux Egyptiens, mécontents de la politique américaine au Proche-Orient, se disaient, mardi, satisfaits. Et dans les camps de réfugiés palestiniens du Liban, des dizaines d'habitants ont tiré en l'air des salves pour manifester leur joie en apprenant la nouvelle des attentats.

En Irak, la télévision publique a indiqué dans la soirée que « le cow-boy américain récolte les fruits de ses crimes contre l'humanité. C'est un jour noir pour l'Histoire de l'Amérique, qui goûte à la défaite amère de ses crimes et de son mépris pour la volonté des peuples à mener une vie libre et décente », a-t-elle dit. « Les explosions massives dans les centres du pouvoir d'Amérique, notamment au Pentagone, infligent un douloureux camouflet aux hommes politiques américains qui doivent mettre un terme à leur hégémonie et à leur tentative d'imposer leur loi à tous les peuples », a ajouté le commentateur, estimant que les attentats traduisaient « un rejet de la politique irréflective » des Etats-Unis. – (AFP, Reuters.)

Le SIAAP et les 23 espèces de poissons de la Seine souhaitent bonne chance aux meilleurs pêcheurs du monde

Chaque jour, le SIAAP épure les eaux usées de 8 millions de Franciliens, avant de les rendre à la Seine.

SIAAP SYNDICAT INTERDÉPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMÉRATION PARISIENNE

PARIS 2001

Les Algériens condamnent l'empressement des Français à désigner les Arabes, et les Chinois évoquent Belgrade et l'Irak

De l'Asie à la Suisse, les condamnations sont officiellement unanimes

● **JAPON** : le premier ministre, Junichiro Koizumi, a qualifié les attaques terroristes sur New York et Washington d'actes « lâches et impardonnables ». Le Japon est directement touché par l'attaque des tours du World Trade Center, où se trouvait le siège d'une trentaine d'entreprises nipponnes, banques et compagnies d'assurances. A Tokyo, la revendication de l'attentat par l'Armée rouge japonaise, faite par téléphone à un journal jordanien, laisse sceptique. A la suite de l'arrestation en novembre de son chef, Fusako Shigenobu, une femme de cinquante-cinq ans dont le procès a commencé, ce qui reste du groupuscule - auteur de plusieurs actions terroristes retentissantes dans les années 1970, en liaison avec le Front populaire de libération de la Palestine - semble largement impuissant.

● **CHINE** : les autorités de Pékin se sont déclarées « horrifiées ». Le président Jiang Zemin a envoyé à George Bush un message lui exprimant sa « sympathie » après « les attaques désastreuses » dont les Etats-Unis ont été la cible. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré que le « peuple chinois » était « choqué » et rappelé que le gouvernement a « constamment condamné et lutté contre toute forme de terrorisme ». Mais, sur Internet, les réactions de noyaux ultranationalistes sont révélatrices de l'existence d'un anti-américanisme virulent : « Quand les Américains bombardent l'Irak, ce n'est pas du terrorisme ? Quand les

Américains bombardent l'ambassade chinoise de Belgrade, ce n'est pas du terrorisme ? Pourquoi donc ne pourrait-on pas bombarder les Etats-Unis ? » Les autorités n'ont pas gommé cette littérature cybernétique enragée, alors qu'elles sont promptes à le faire quand s'affi-

A Kuala Lumpur, les tours jumelles Petronas, les plus hautes de la planète, ont été évacuées

chent des pétitions démocratiques ou favorables à la secte persécutée Fa Lun Gong.

● **ASIE DU SUD-EST** : en Malaisie, le premier ministre, Mahathir Mohamad, a exprimé son « inquiétude » à l'égard de « représailles » américaines. « A la suite de ces attaques, l'Amérique va, bien entendu, riposter. Ces représailles vont entraîner la mort de beaucoup de gens et seront suivies de contre-attaques », a déclaré le chef du gouvernement, qui a souvent critiqué la puissance américaine. A Kuala Lumpur, les tours jumelles Petronas, les plus hautes de la planète, ont été évacuées mercredi à la suite d'une alerte à la bombe. De son côté, le ministre indonésien des affaires étrangères, Hassan Wirayuda, a qualifié de « brutales et inhumaines » les atta-

ques contre le World Trade Center et contre le Pentagone. Le gouvernement a pris des mesures supplémentaires pour protéger l'ambassade américaine de Djakarta, et la présidente, Megawati Sukarnoputri, devait renoncer à une visite officielle à Washington le 17 septembre. Le gouvernement thaïlandais a renforcé la sécurité autour des chancelleries américaine, israélienne, canadienne et britannique, et le premier ministre, Thaksin Shinawatra, a déclaré que la Thaïlande était « prête à apporter toute l'assistance possible pour alléger les souffrances des victimes de ces actes terroristes ».

● **CANADA** : le premier ministre, Jean Chrétien, a exprimé son « horreur ». Il s'est déclaré incapable de « comprendre quels esprits maléfiques avaient pu concevoir une agression aussi lâche et barbare contre des milliers de personnes ».

● **ALGÉRIE** : le président Bouteflika a condamné cet attentat dans un message de condoléances adressé lundi soir à son homologue américain, mais, à la même heure, sur la chaîne de télévision nationale, les invités du journal télévisé critiquaient « l'empressement des médias français », en particulier des télévisions françaises, très

regardées en Algérie, à désigner « les Arabes et les musulmans » comme étant les auteurs des attentats de New York et de Washington.

● **VATICAN** : de sa résidence de Castelgandolfo, le pape a exprimé son « horreur indicible » devant des « attaques terroristes inhumaines ». Dans un télégramme au président Bush, il assure toutes les victimes et les citoyens des Etats-Unis de sa prière « en ce moment sombre et tragique » et condamne vivement « la violence, qui ne construit rien ».

● **SUISSE** : le président de la Confédération helvétique, Moritz Leuenberger, s'est dit « effaré par cet acte gigantesque de haine contre une démocratie libérale et tolérante ». A Genève, la Mission des Etats-Unis auprès des organisations internationales a été évacuée par précaution, tandis que les responsables de la sécurité de l'ONU ont décidé de suspendre toutes les séances en cours. Les cloches des églises devaient sonner mercredi 12 septembre à 13 heures, et des célébrations oecuméniques étaient prévues en fin de journée dans tout le pays.

(De nos correspondants.)



■ **SARASOTA (FLORIDE), 9 H 30**. Le président Bush fait une pause au cours de sa première intervention après l'attaque du World Trade Center. Dans ce bref discours, il déclare qu'« il s'agit apparemment d'un attentat terroriste ».

Vladimir Poutine : « Un défi lancé à toute l'humanité »

MOSCOU

correspondance

« C'est un défi qui a été lancé à toute l'humanité », selon Vladimir Poutine. Réagissant promptement aux attentats perpétrés aux Etats-Unis, le président russe a appelé la communauté internationale à s'unir dans la lutte contre le terrorisme, « peste du vingt et unième siècle ». Cette « agression sans précédent du terrorisme international » dépasse « les frontières des Etats-Unis », a-t-il ajouté, dans une allocution sur la chaîne de télévision RTR. Le président, pour qui la guerre en Tchétchénie est uniquement affaire de lutte contre le terrorisme, a également évoqué « l'actualité de la proposition russe d'unir les efforts de lutte contre le terrorisme ». De « tels actes inhumains ne doivent pas rester impunis », avait auparavant écrit M. Poutine dans un télégramme à son homologue américain, « la série d'actes terroristes barbares, dirigés contre des innocents, provoque chez nous indignation et révolte ».

Les troupes du ministère de l'intérieur ont été mises en état d'alerte et la sécurité des bâtiments officiels importants a été renforcée. Devant l'ambassade américaine - fermée mercredi -, des gerbes de fleurs ont été déposées par des Moscovites. Lesquels se sont aussi précipités dans les bureaux de change, obtenant, pour un dollar, entre 15 et 23 roubles mercredi matin, contre 29 roubles la veille.

La classe politique au pouvoir a, dans son ensemble, appelé à la lutte contre le terrorisme, en invoquant la Tchétchénie. M. Poutine a eu un échange téléphonique mardi soir avec le chancelier allemand Gerhard Schröder puis avec le premier ministre britannique Tony Blair pour évoquer la nécessité de « résister au terrorisme international », selon Interfax. « On ne nous écoutait pas toujours, mais aujourd'hui il est évident que l'union des efforts peut mettre un terme à cette menace », a ainsi affirmé Sergueï Iastrajemski, l'adjoint du président chargé de l'information sur la Tchétchénie.

LES TCHÉTCHÈNES « COMPATISSENT »

« La tragédie américaine change toute la politique mondiale, estime un éditeur de la revue *Zvezdas*, la Russie se retrouve dans une double situation. D'une part, ses appels, dans tous les forums internationaux, à lutter contre le terrorisme, seront entendus (...). D'autre part, le monde occidental ne pourra plus reprocher à Moscou les violations des droits de l'homme en Tchétchénie. Désormais, diplomates et hommes politiques russes ont malheureusement la possibilité d'avoir plus de poids dans la communauté internationale. »

De son côté, le président indépendantiste tchétchène a vivement condamné les attentats : « Je suis choqué. Qui a pu lever sa main pour commettre ce crime ?, s'interroge Aslan Maskhadov,

sur le site Internet de son porte-parole, nous tous en Tchétchénie compatissons à la peine et à la tragédie des Américains. Je veux assurer les Etats-Unis et le président Bush personnellement que nous condamnons tout acte terroriste. »

Les Izvestias rappellent que l'attentat contre le commandant Massoud a eu lieu à la veille des attentats perpétrés aux Etats-Unis. Or, l'aversion des talibans et de Ben Laden « avait un réseau puissant d'agents sur le territoire contrôlé par les talibans ». Avant les événements aux Etats-Unis, Moscou s'inquiétait de l'éventuelle disparition du commandant Massoud, dernier rempart contre les talibans face aux anciennes républiques socialistes d'Asie centrale, et donc face à la Russie. Evoquant les différentes hypothèses quant aux attentats survenus aux Etats-Unis, le politologue Igor Bouinine note que « si l'Afghanistan est reconnu coupable, la Russie deviendra un allié des Etats-Unis ».

Enfin, le secrétaire adjoint américain à la défense, Douglas Feith, en visite à Moscou, a admis que le système de défense anti-missiles projeté par Washington ne serait pas apte à parer la chute d'avions sur New-York. Mais il a aussi déclaré, selon Interfax, que si un missile atteignait New-York, les dommages seraient encore plus graves que ceux survenus mardi.

Marie-Pierre Subtil

A Paris, des Américains désemparés

TASSÉS sur leurs sièges face au comptoir du Harry's New York Bar, près de la place de l'Opéra, Evelyn et Tom ont les yeux rivés sur leur scotch. Il y a quelques heures, un bar-

REPORTAGE

Ils s'inquiètent des leurs ont du mal « à réaliser », et regardent CNN sans rien dire

man d'un café proche du Musée d'Orsay leur a appris la catastrophe. Au début, ils ont ri, pensé à une très mauvaise blague. « Unbelievable », répète Evelyn. Retraitee de la Banque mondiale, cette femme posée, en villégiature à Paris, essaie de comprendre « pourquoi les terroristes détestent tant les Américains ». En vain. Elle se souvient de l'attentat d'Oklahoma. « Mais là, cela dépasse toutes les bornes. » Puis, après un silence : « Nous ressentons la même chose que lors de l'assassinat de J. F. Kennedy. J'ai mal au ventre rien que d'y penser. »

Sombre, son compagnon pense à son frère, sa sœur, ses neveux et nièces, tous habitants de New York. Il n'a pas pu le joindre, les lignes sont saturées. « Il faut répondre, Bush doit créer un mouvement pour contre-attaquer », lâche-t-il. Mais attaquer qui ? « De toute façon, ils ont détruit le Pentagone, là où sont réunis nos meilleurs experts de l'armée », s'inquiète Evelyn. Derrière eux, une jeune femme, accompagnée d'un ami français, cherche fébrilement des compatriotes. Les yeux rougis, elle est comme électrisée. Elle vient de voir les ima-

ges à l'hôtel. Elle aimerait « être déjà là-bas », près d'eux. « Est-ce que vous réalisez que les Etats-Unis n'ont jamais été attaqués depuis Pearl Harbor ? »

Le petit bar s'emplit doucement. Shirland et ses amis sont désemparés : le beau voyage de cette Américaine pimpante, venue retrouver son premier *boy friend*, trente ans après, tourne court. Cet après-midi, alors que le petit groupe tardait à se séparer à l'aéroport, elle a appris la catastrophe par l'agent de la compagnie aérienne, en même temps que l'annulation de son vol de retour. « C'était fou, comme dans un film. » Depuis, elle a vu les images que CNN a passées en boucle toute la journée. « Mais ça n'a pas encore de sens dans mon esprit. » Pleurer ? Rire ? Shirland ne sait plus. « Je viens de passer les deux semaines les plus belles de ma vie. Et je suis ici, maintenant, sans comprendre. » Pour son ami, un Américain installé à Paris, « c'est clair, c'est la guerre, il n'y a pas d'autre mot ».

« ON EST UNE CIBLE POTENTIELLE »

A l'église américaine de Paris, quai d'Orsay, dans le 7^e arrondissement, l'ambiance est recueillie mais tendue. Le lieu de culte est fermé mais le centre communautaire qui le jouxte a laissé ses portes ouvertes. « Etant donné les événements tragiques aux Etats-Unis, nous vous demandons de bien vouloir accepter le contrôle de vos sacs », prévient une affiche à l'entrée. Un responsable de l'église surveille les allées et venues, un autre fouille les sacs. « On est une cible potentielle », souligne un passeur. Après consultation de l'ambassade américaine, aucune autre mesure de sécurité n'a été prise. Les cours

et la « soirée pizza » du mardi soir ont été maintenus. « Demain, nous organiserons sans doute un service, explique l'un des responsables de l'église. Ce soir, nous sommes là pour écouter ceux qui ont besoin de parler. »

La plupart des visiteurs apprennent la tragédie en arrivant. Comme Christine, vingt et un ans, en quête d'un logement à Paris, venue consulter les petites annonces. « C'est incroyable que l'on puisse haïr les Américains au point de vouloir les tuer de cette manière », affirme la jeune femme, originaire du Minnesota. Luke, photographe indépendant, âgé de cinquante-deux ans, a appris la nouvelle par un ami qui lui a téléphoné d'Espagne. Incapable de comprendre les informations diffusées par la télévision française dans son hôtel, il est venu à l'église pour en savoir plus. Fort de plusieurs mois passés dans l'Afghanistan des talibans et en Israël, il se montre fataliste : « Etant donné la partialité des positions américaines, on pouvait s'attendre à des attentats. Mais pas de cette ampleur. »

Pas d'attroupement devant la porte d'entrée de l'American University of Paris, avenue Bosquet, dans le 7^e arrondissement. L'administration de cet établissement privé, qui accueille 300 étudiants américains, encourage la dispersion des élèves. La bannière étoilée a été ôtée de la façade. Deux agents de sécurité fouillent les sacs. Paul Marcille, le doyen, a reçu des consignes strictes de l'ambassade des Etats-Unis. Le regard vague, comme sonnés, quelques étudiants arpentent le trottoir, téléphone portable à l'oreille. Les lar-

mes aux yeux, une jeune fille peste : « Je ne peux joindre personne. Ni ma mère, qui devait arriver à New York en avion à 9 heures ce matin, ni mon père, qui attendait, ni mes amies, qui habitent à deux blocs du World Trade Center... » Elle a appris la nouvelle à la télévision de la cafétéria, comme Hugh, dix-neuf ans. « Pendant quatre heures, nous avons regardé CNN, sans rien dire, raconte le jeune homme. Ce qui domine, c'est le dégoût. » La responsable de la formation permanente s'interroge : « Comment la CIA, le FBI ont-ils pu n'avoir aucun écho du complot ? Les USA ont pris un coup. On se sent plus fragile désormais. Et New York ne sera plus jamais la même ville. Il faudra des années avant qu'elle retrouve son exubérance... »

Au sous-sol du pavillon américain de la cité universitaire, dans le 14^e arrondissement, Sarah pleure en silence. Sur TF1, les images de l'effondrement du World Trade Center passent en boucle. « Je voudrais être là-bas, avec les miens, avec tous les Américains », dit-elle. A ses côtés, devant la télé, Aileen Bramhall s'est installée sur le canapé. Portable à main gauche, mouchoirs à main droite. « J'ai grandi parmi les gens qui travaillent dans le World Trade Center. J'ai pu appeler mon père, il est sain et sauf. Mais parmi les morts, il y en a forcément que je connais. » Elle porte les cheveux lisses et mi-longs, dit venir d'un milieu aisé. « Comment des gens peuvent-ils avoir le cœur si noir ? Sur les images, on voit la statue de la Liberté qui regarde Manhattan s'écrouler. Je ne veux pas y croire. »

Séquence société

PRÉFECTURE DE LA MEUSE

Direction des libertés publiques et de la réglementation.
Bureau de l'environnement et de l'urbanisme

AVIS

T.G.V. Est Européen
- unité hydrographique "MEUSE" -
Enquête publique au titre de la législation sur l'eau

En application des dispositions du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, il sera procédé à une enquête publique sur le projet présenté par Réseau Ferré de France situé - 30, rue de Cambrai à PARIS - tendant à obtenir l'autorisation de réaliser au titre de la législation sur l'eau, des installations, ouvrages, travaux et aménagements dans le cadre de la construction de la ligne à Grande Vitesse Est Européenne.

Ce projet linéaire de grande ampleur a été découpé en unités hydrographiques homogènes. La présente enquête concerne l'unité hydrographique "MEUSE".

Le siège de la commission d'enquête est fixé à la sous-préfecture de COMMERCY.

L'enquête sera ouverte à la mairie des communes de RAMBLUZIN ET BENOÎTE VAUX, RÉCOURT LE CREUX, TILLY SUR MEUSE, THILLOMBOIS, BOUQUEMONT, WOIMBEY, BANNONCOURT, LACROIX-SUR-MEUSE, ROUVROIS SUR MEUSE, MAIZEY, DOMPCEVRIN, LES PAROCHES, SAINT MIHIEL, LAMORVILLE, VALBOIS, CHAILLON, VIGNEULLES LES HATTONCHÂTEL et à la sous-préfecture de COMMERCY où le dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés pendant 34 jours consécutifs du lundi 1^{er} octobre 2001 au samedi 3 novembre 2001 inclus.

Toute personne pourra prendre connaissance de ce projet dans les mairies concernées, à la préfecture de la Meuse (bureau de l'environnement et de l'urbanisme) et à la sous-préfecture de COMMERCY aux jours et heures habituels d'ouverture.

Les intéressés pourront consigner leurs observations sur le registre ouvert à cet effet dans les mairies précédemment citées et à la sous-préfecture de COMMERCY ou les adresser, pendant toute la durée de l'enquête, au président de la commission d'enquête au siège de l'enquête.

Sont désignés membres de la commission d'enquête :

- M. Dominique THIÉBAUD, pédologue libéral, président de la commission d'enquête,
- M. Jacques LANGLAIS, géomètre-expert, président suppléant,
- M. André NALY, ingénieur retraité, membre titulaire,
- M. Michel DELON, gérant de société, membre suppléant.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations, aux lieux, jours et heures suivants :

- LACROIX SUR MEUSE :
- le samedi 6 octobre 2001 de 9 heures à 12 heures.
- THILLOMBOIS :
- le samedi 13 octobre 2001 de 9 heures à 12 heures.
- CHAILLON :
- le samedi 20 octobre 2001 de 9 heures à 12 heures.
- BANNONCOURT :
- le samedi 20 octobre 2001 de 14 heures à 17 heures.
- RÉCOURT LE CREUX :
- le mercredi 24 octobre 2001 de 9 heures à 12 heures.
- LAMORVILLE :
- le samedi 27 octobre 2001 de 9 heures à 12 heures.
- ROUVROIS SUR MEUSE :
- le mardi 30 octobre 2001 de 9 heures à 12 heures.
- à la sous-préfecture de COMMERCY :
- le lundi 29 octobre 2001 de 9 heures à 12 heures.

Une copie du rapport dans lequel la commission d'enquête énonce ses conclusions motivées sur le projet de l'opération sera déposée à la mairie des communes de RAMBLUZIN ET BENOÎTE VAUX, RÉCOURT LE CREUX, TILLY SUR MEUSE, THILLOMBOIS, BOUQUEMONT, WOIMBEY, BANNONCOURT, LACROIX-SUR-MEUSE, ROUVROIS SUR MEUSE, MAIZEY, DOMPCEVRIN, LES PAROCHES, SAINT MIHIEL, LAMORVILLE, VALBOIS, CHAILLON et VIGNEULLES LES HATTONCHÂTEL.

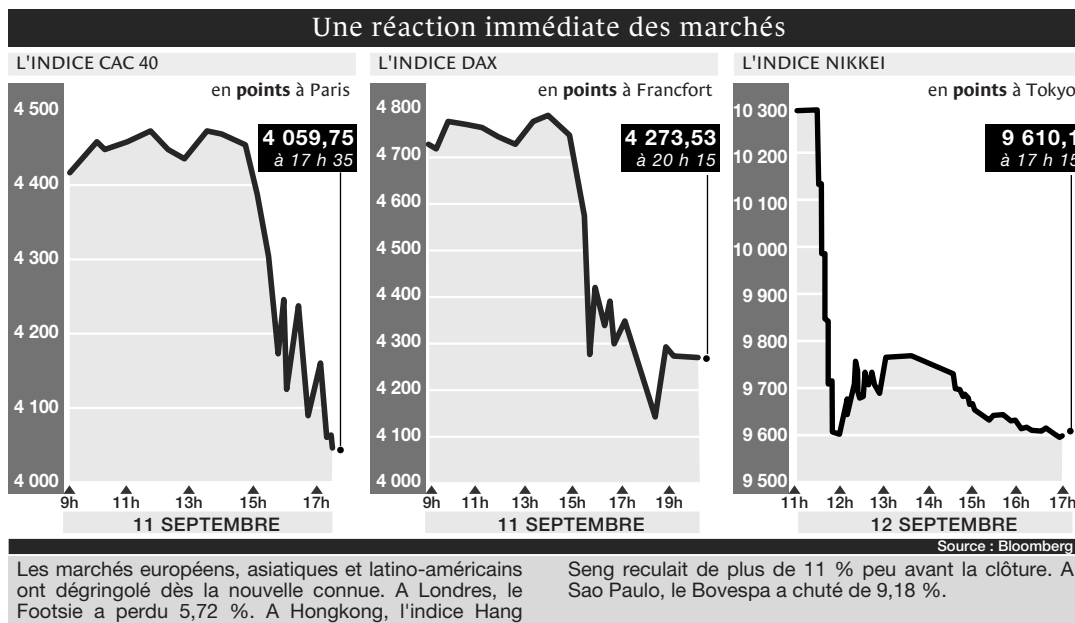
Une copie de ce même document sera en outre déposée à la préfecture de la MEUSE au Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme où toute personne physique ou morale concernée pourra en demander communication, ainsi qu'en sous-préfectures de VERDUN et COMMERCY.

Les Bourses mondiales cèdent à la panique

Alors que les marchés américains sont restés fermés mardi, les investisseurs ont massivement vendu leurs actions sur les autres places financières. Ils se sont reportés sur les valeurs refuges : l'or et surtout les emprunts d'Etat. Les Banques centrales sont intervenues pour calmer les esprits

LA CATASTROPHE qui s'est abattue sur les Etats-Unis a paralysé, mardi 11 septembre, toutes les salles de marché américaines et un vent de panique a soufflé sur l'ensemble des places mondiales. Alors que les marchés américains avaient pris la décision de ne pas ouvrir mardi - Wall Street n'est qu'à quelques centaines de mètres du World Trade Center -, les investisseurs, déstabilisés, ont vendu leurs titres sur les autres Bourses, qui ont toutes perdu entre 4 % et 10 %. Mercredi 12 septembre, la panique continuait sur les Bourses mondiales : Tokyo a clôturé en baisse de 6,63 %, malgré l'intervention de la Banque du Japon (BoJ) qui a tenté de redresser la situation en injectant massivement des liquidités pour stabiliser des marchés financiers. Alors que l'indice Nikkei, à Tokyo, plongeait sous le seuil des 10 000 points, après une ouverture retardée de trente minutes, la BoJ a procédé à deux injections successives de 1 000 milliards de yens (9,2 milliards d'euros) chacune de liquidités sur le marché monétaire à court terme à travers l'achat de bons du Trésor.

La Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne avaient également fait savoir, mardi, qu'elles se tenaient prêtes à intervenir en fournissant aux marchés les liquidités nécessaires, ce que la BCE a fait dès mercredi matin. Les places asiatiques ont toutes dégringolé. A Séoul, la Bourse a perdu 12,02 %. Les marchés européens ont ouvert en baisse mercredi. L'in-



Les marchés européens, asiatiques et latino-américains ont dégringolé dès la nouvelle connue. A Londres, le Footsie a perdu 5,72 %. A Hongkong, l'indice Hang Seng reculait de plus de 11 % peu avant la clôture. A Sao Paulo, le Bovespa a chuté de 9,18 %.

dice CAC 40, qui a ouvert en chute de 4,71 %, a rebondi après l'intervention de la BCE. Le Footsie et le Dax perdaient respectivement 2,16 % et 1,30 % à l'ouverture. A Francfort comme à Paris, la décision avait été prise, mercredi, de ne pas coter les valeurs américaines.

SÉANCES ÉCOURTÉES

Mardi, les responsables des marchés américains avaient paré au plus pressé en décidant de ne pas activer les transactions. Le Chicago Board of Trade (CBOT), où s'échange le blé, le maïs, le soja, les obligations du Trésor, certains indices

boursiers et des métaux, le New York Stock Exchange, où se traitent les grandes valeurs américaines, le Nasdaq des sociétés technologiques, mais aussi Instinet, la plateforme américaine électronique de transactions : tous avaient fermé leurs portes. Les Bourses latino-américaines ont pour leur part écourté la séance peu après les attentats. L'indice Mexico Bolsa Index de la Bourse mexicaine cédait 5,55 %, à 5 531,02 points.

En Europe, seule Lisbonne a suspendu très rapidement ses opérations, mardi après-midi. Les transactions ont été bloquées à 15 h 55,

alors que l'indice vedette de la Bourse, le PSI-20, perdait 3,06 %, à 7 038 points. Par précaution, le London Stock Exchange a évacué l'immeuble qui abrite la Bourse, la plus grande d'Europe, mais il a finalement continué à fonctionner jusqu'à la clôture des transactions. L'indice Footsie a fini sur une chute de 5,72 %, à 4 746,00 points.

Les autres places, qui avaient pris la décision de rester ouvertes, mardi, ont aussi vu leurs cours s'effondrer. La Bourse de Paris a perdu 7,39 %, à 4 059,75 points, son plus bas niveau depuis mars 1999. L'indice de la Bourse de Milan, le Mib 30

a terminé sur une chute de 7,79 %, à 29 106 points, son plus bas niveau depuis novembre 1998. L'indice SMI de la Bourse suisse a terminé en perte de 7,07 %. La Bourse d'Amsterdam, où les échanges ont été interrompus pendant un quart d'heure dans l'après-midi en raison d'une forte baisse des cours, a plongé de 6,95 %, à 449,94 points. En Allemagne, le marché qui ferme habituellement ses portes à 20 heures, a clôturé exceptionnellement près d'une heure plus tôt. En effet, la Bourse a dû être évacuée, mardi soir, à la suite d'une alerte à la bombe. L'indice Dax, dont la baisse avait dépassé 11 % en cours de séance, a fini en recul de 8,49 %.

LES ASSUREURS TOUCHÉS

En Europe, les valeurs les plus touchées ont été celles des groupes les plus exposés au marché américain. Le titre du groupe d'hôtellerie et de services aux entreprises Accor a chuté de 12,19 %. Le cours de l'équipementier de télécommunications Alcatel a abandonné 11,83 %, et celui du groupe d'électronique grand public Thomson Multimedia a perdu 13,22 %. Le titre de la compagnie aérienne British Airways a chuté de 21,21 %, celui de la Lufthansa a reculé de 15,09 %. Les titres des assureurs et les compagnies de réassurance ont fait l'objet de ventes massives de la part des opérateurs, qui ont considéré qu'ils devront payer une partie de la facture de la catastrophe (lire ci-dessous). Le titre du réassureur Munich Ré a chuté de 15,66 %. L'ac-

tion de l'assureur Allianz a dégringolé de 14,05 %. L'action Axa s'est dépréciée de 13,30 %, affichant la plus forte baisse du CAC 40. Le titre AGF a perdu 10,67 %. Le bancassureur ING, très présent aux Etats-Unis après le rachat des assureurs américains ReliaStar et Aetna, a terminé en recul de 13 %. Le cours de l'assureur Aegon a cédé 10,55 %, celui d'ABN Amro a perdu 11,2 %. L'action Fortis a également chuté de 9,22 %. En Europe, le seul secteur à avoir progressé est celui du pétrole. Les cours de TotalFinaElf, BP et Shell ont bénéficié de la flambée du brut (lire ci-dessous).

Pris de panique, les investisseurs ont retiré leurs capitaux de la Bourse pour les transférer vers des placements-refuge, réputés plus sécurisés comme les obligations d'Etat ou l'or. Le cours de l'once d'or a gagné près de 20 dollars, mardi à Londres en fin de journée. Le marché était monté en cours de séance jusqu'à 291,50 dollars, atteignant ainsi son plus haut niveau depuis juin 2000. L'once a finalement clôturé à 286,25 dollars. Le marché obligataire a également fortement progressé. Evoluant à l'inverse des cours, le rendement des emprunts du Trésor à dix ans en France a chuté à 4,86 % contre 4,95 % la veille. Enfin, le dollar s'est très fortement replié, faisant remonter l'euro au dessus de 0,91 dollar, alors qu'il s'échangeait quelques heures auparavant à 0,8955 dollar.

Cécile Prudhomme et Adrien de Tricornot

Les attentats pourraient accélérer la récession américaine

À L'ÉTÉ 1990, la guerre du Golfe précipite l'économie américaine dans une récession qui touchera ensuite la Grande-Bretagne et tout le continent européen. En sera-t-il de même avec cette guerre terroriste aux Etats-Unis ? La chute violente des marchés financiers porte à le croire. L'économie américaine était déjà très fragile avec une croissance revenue de plus de 5 % au printemps 2000 à 0,2 % à la même période de cette année, et la récession n'a été évitée que grâce à la consommation soutenue des ménages. Or, malgré les propos rassurants de M. Bush, qui a affirmé que « l'économie américaine va tourner normalement », les Américains sont aujourd'hui plongés brutalement dans l'incertitude de l'avenir.

Leur moral a été fortifié par dix années de forte croissance. Malgré le ralentissement de la croissance, le dégonflement de la bulle Internet qui a fait chuter l'indice Nasdaq de 70 % en dix-huit mois, et malgré les vagues de licenciements dans l'industrie, les Américains ont continué d'acheter à un rythme élevé. Pour les encourager, l'administration Bush a d'ailleurs décidé des baisses d'impôts puis accéléré le versement des chèques de remboursement. La Réserve fédérale, de son côté, a abaissé sept fois depuis janvier les taux d'intérêt. Cet été pourtant, cette belle confiance s'était éteinte.

Les marchés financiers, qui espéraient un rebond en fin d'année,

s'étaient mis à ne plus y croire : l'indice Dow Jones a perdu 8 % en deux semaines. C'est dans ce contexte qu'interviennent les attentats. Il y a tout lieu de penser que le « facteur confiance », dernier moteur de la croissance, s'est éteint mardi.

SCÉNARIO NOIR

Même si de nombreux experts écartent ce scénario noir (lire ci-contre), la récession pourrait aussi venir via le pétrole comme en 1990. Le prix du baril était passé de 15 dollars avant l'invasion du Koweït par Saddam Hussein à 40 dollars, puis était revenu vers les 28 dollars à la fin de l'année. Cette fois, le baril part de plus haut, 27 dollars environ. Les avions kamikaze ont projeté le baril autour de 30 dollars, parce qu'à nouveau c'est la situation au Proche-Orient, réserve de 45 % du brut mondial, qui mobilise le regard des opérateurs. Onze ans après le Golfe, bis repetita ? En tout cas, un pétrole qui resterait aussi cher pourrait suffire à faire basculer les économies occidentales dans le noir. En 1990, la récession américaine avait été de courte durée, la reprise intervenant dès le printemps 1991, parallèlement à la fin de la guerre du Golfe. L'impact sur les autres pays fut, en revanche, plus fort, l'Europe souffrant en outre de la réunification allemande.

Les Etats-Unis pourraient-ils traverser une récession courte comme lors de la guerre du Golfe ? La réponse est négative, selon Christian de Boissieu, professeur d'économie à Paris-1 : « Les conséquences seront plus graves qu'en 1990, parce que ce sont les Etats-Unis qui sont touchés. » Si les Etats-Unis plongent dans la récession, ils pourraient entraîner le reste du monde occidental. « Des décisions politiques fortes seront seules capables de rétablir un peu de confiance des ménages occidentaux, et le mieux serait qu'elles soient concertées au niveau du G 7 », selon M. de Boissieu.

De son côté, le ministre allemand des finances, Hans Eichel, a jugé « absurde » l'éventualité d'une récession mondiale. « Le plus grand danger aujourd'hui vient des Cassandra de la récession », a déclaré M. Eichel, avant de prendre la parole devant une session extraordinaire du Parlement allemand.

Eric Le Boucher

La hausse des prix pétroliers n'affole pas encore les experts

AU CŒUR des conflits du Proche-Orient, le pétrole a tout de suite réagi aux attentats à New York et Washington. A Londres, juste après les attaques, les cours du brut de mer du Nord gagnaient 4 dollars en une heure pour atteindre 30,10 dollars le baril. En fin de journée, la tension retombait et les prix redescendaient à 29,30 dollars. Le marché pétrolier américain est resté fermé toute la journée. Mais l'Asie a pris le relais. Mercredi 12 septembre, les cours du brut, qui cotaient auparavant 24 dollars, ont grimpé autour de 30-31 dollars le baril sur les places asiatiques, les courtiers craignant un regain de tensions au Moyen-Orient après les attentats.

Désireux de calmer les esprits, le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le ministre vénézuélien de l'énergie, Ali Rodríguez, a assuré, mardi, qu'il s'engageait à maintenir la stabilité des prix. « Les membres sont prêts à utiliser leurs capacités excédentaires si nécessaire pour assurer un approvisionnement adéquat des marchés », a-t-il déclaré, tout en ne se privant pas de souligner que la hausse du prix du baril était

nourrie par l'action de spéculateurs « qui profitent même des pires tragédies ».

De l'avis de nombreux observateurs, la réaction des marchés pétroliers, même si elle est sensible, reste modérée. Rien de comparable en tout cas à la flambée des cours qui était intervenue après l'invasion du Koweït en août 1990, le baril dépassant momentanément 40 dollars, ni même avec la brutale fièvre qui avait propulsé les prix du brut au-delà des 33 dollars après l'attaque d'un croiseur américain dans le port d'Aden, le 12 octobre 2000. « Il y a eu des achats réflexes qui ont fait flamber les prix mais il n'y a pas de raisons fondamentales derrière ce mouvement », constatait Léo Drollas, économiste au Center for Global Energy Studies. « Les conditions économiques sont radicalement différentes », ajoute l'économiste Philippe Chalmin.

BAISSE DE LA DEMANDE MONDIALE

Plus aucune tension n'existe sur le marché pétrolier. La demande mondiale, sous l'effet du ralentissement économique aux Etats-Unis, ne cesse de baisser. Sans le rationnement décidé par l'OPEP au printemps, qui s'est traduit

par la suppression d'un million et demi de barils sur le marché afin de maintenir des cours élevés, les prix du pétrole seraient depuis longtemps en deçà des 25-26 dollars, palier avant les attentats.

Passé l'affolement, la réplique des marchés risque de pousser plutôt le pétrole à la baisse. Selon plusieurs experts, le scénario d'une récession aux Etats-Unis devient de plus en plus plausible, la confiance des ménages, dernier soutien à l'économie, risquant d'avoir volé en éclats avec les attaques terroristes.

Reste une inconnue importante : des pays producteurs du Moyen-Orient sont-ils impliqués d'une façon ou d'une autre dans cette nouvelle guerre ? Peuvent-ils être concernés par une riposte américaine ? L'attaque des installations irakiennes ou, pis, un ébranlement du régime saoudien, plus grand producteur et exportateur mondial de brut mais aussi siège de l'islamisme, pourrait embraser tout le monde du pétrole. Mais c'est une hypothèse, pour l'instant, que tous repoussent.

Martine Orange

Un sinistre de « plusieurs dizaines de milliards de dollars » pour les assureurs

MONACO

de notre envoyée spéciale

Toute la communauté des assureurs et des réassureurs internationaux, réunie à Monte-Carlo pour son traditionnel congrès de septembre, était en état de choc, mardi 11 septembre vers 17 heures. Les réceptions prévues le soir même ont été annulées, désormais jugées indécentes après l'annonce des événements de New York.

Parmi les participants, plusieurs grands patrons de compagnies, rivaux à leurs portables, tentaient de prendre des nouvelles de leurs équipes domiciliées dans les tours écroulées du World Trade Center. « Par extraordinaire, nos 150 collaborateurs sont sains et saufs, ils ont pu évacuer leurs bureaux à temps », confie Jacques Blondeau, président de Scor, le premier groupe de réassurance français, tout en s'inquiétant du sort de ses voisins de la Coface, installée elle aussi dans l'une des deux tours. « Ils sont tirés d'affaire », lui glisse un responsable du groupe français d'assurance-crédit.

A quelques mètres de là, un Américain appartenant à Aon Re, l'une des plus importantes sociétés de courtage du monde, apprend la terrible nouvelle à l'un de ses collègues, qui fond en larmes. Le siège de la compagnie est situé au plus haut d'une des tours : 1 200 employés y travaillaient sur une dizaine d'étages. Le groupe européen Allianz-AGF comptait,

lui, 400 collaborateurs au World Trade Center : une réunion de crise a été organisée à Francfort, à laquelle s'est joint Jean-Philippe Thierry, le patron des AGF.

Au-delà du choc émotionnel face à un tel drame humain, des premières estimations du coût de la catastrophe ont commencé à circuler dans les rangs des professionnels à Monte-Carlo. « Nous avons affaire à un sinistre de plusieurs dizaines de milliards de dollars, qui pourrait être plus de deux fois supérieur à la plus grosse catastrophe de l'histoire, l'ouragan Andrew, qui a ravagé les Etats-Unis en 1992 et coûté 20 milliards de dollars », indique au Monde Charles Werner Skrzynski, directeur des affaires internationales et de la réassurance du groupe MMA. Une intervention financière de l'Etat américain serait envisageable s'il était prouvé que les dispositifs de sécurité publique n'ont pas réagi alors que dix-huit minutes se sont écoulées entre les deux attentats contre les tours jumelles. Elle le serait aussi si la qualification de l'événement comme acte de guerre par l'Etat fédéral l'amenait à considérer de son devoir d'assumer une partie des sinistres.

Pour ce qui est du coût directement supporté par les assureurs américains - et par leurs traditionnels partenaires réassureurs, qui assument une partie des risques contre rémunération -, il se décompose en deux volets. S'agissant de

l'indemnisation des familles des victimes, les polices d'assurance individuelle devraient jouer. Les entreprises sinistrées seraient quant à elles indemnisées pour la perte d'exploitation subie.

De leur côté, United Airlines et American Airlines, les deux compagnies aériennes dont les avions ont été détournés et utilisés comme armes par les terroristes, devraient

Plusieurs patrons de compagnies, rivaux à leurs portables, tentaient de prendre des nouvelles de leurs équipes

pouvoir compter sur leurs polices d'assurance. Très souvent, en effet, les compagnies aériennes souscrivent des contrats les protégeant des risques de guerre, dont le terrorisme, explique un expert. Aucune confirmation n'était toutefois possible. Ces sociétés souscrivent en outre des contrats couvrant la responsabilité civile - avec une extension aux risques de guerre - ainsi que les dommages subis sur leurs avions. Cette fois, le coût du sinistre serait assumé par certains syndi-

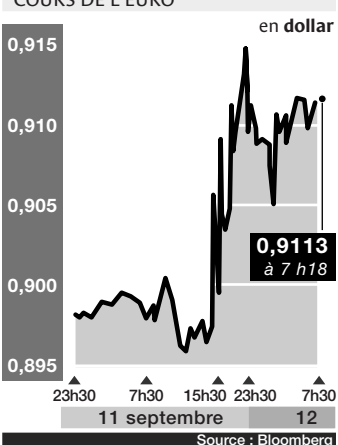
cats du marché anglais de l'assurance, aux côtés des assureurs en responsabilité civile des avions. Selon les informations recueillies par Le Monde, La Réunion aérienne, groupement d'assureurs associant à parts égales MMA, Groupama-GAN, CGNU et Generali France, serait assureur minoritaire d'American Airlines et d'United Airlines. Au-delà des considérations de coût, certains s'essayaient à l'analyse des conséquences économiques des attentats. « Nous avons devant nous la menace d'un krach boursier mondial, et nous ne savons pas si le marché de l'assurance et de la réassurance pourra faire face... C'est une situation inédite ! », observe M. Skrzynski.

« C'est un accident sans équivalent dans l'histoire, dont nous aurions jugé, il y a encore quelques heures, qu'il y avait une probabilité zéro qu'il se produise ; nous ne sommes plus dans le domaine de l'aléa, et donc dans le domaine de l'assureur, mais confrontés à un acte de guerre, estime pour sa part Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) et membre du Medef. Si cela devait être le début d'une vague d'attentats, le pire est à craindre d'un point de vue économique, dans une conjoncture déjà tendue et face à des marchés financiers très nerveux. »

Anne Michel

Remontée de l'euro

COURS DE L'EURO



Le dollar a plongé, mardi, en réaction aux attentats, faisant repasser l'euro au-dessus du seuil de 0,91 dollar.

Ben Laden : un anti-américanisme absolu au service du Djihad islamique

Le richissime dirigeant islamiste Oussama Ben Laden a été l'allié des Etats-Unis au moment de la lutte des Afghans contre l'Union soviétique. Désormais hôte du régime taliban, ce chef terroriste est devenu l'ennemi numéro un de Washington

KABOUL

de notre envoyée spéciale

« Je me bats, donc je peux mourir en martyr et aller au paradis rencontrer Dieu. Notre lutte maintenant est contre les Américains », déclarait, il y a quelques années, au journal *Al Qods al Arabi*, Oussama Ben Laden. L'Amérique, dont il fut l'allié durant le djihad contre l'Union soviétique en Afghanistan, est devenue pour Oussama Ben Laden l'ennemi numéro un. Aucune de ses rares interventions publiques n'omet de mentionner « la guerre sainte » contre Washington.

La haine de Ben Laden contre les Etats-Unis remonte à la guerre du Golfe et à l'invitation du roi Fahd d'Arabie saoudite aux troupes étrangères, principalement américaines, à venir défendre le royaume et reconquérir le Koweït envahi par l'Irak. Ben Laden, dont la famille a fait fortune dans la construction des palais royaux, avait plaidé en personne auprès du roi Fahd pour ne pas permettre l'invasion de troupes « infidèles sur le sol sacré d'Arabie qui abrite les deux lieux les plus sacrés de l'Islam, La Mecque et Médine ».

Ben Laden venait alors de rentrer d'Afghanistan, où il avait été impressionné par la victoire des moudjahidins, « grâce à leur foi islamique », contre l'occupant soviétique. L'homme avait à peine trente ans. Pieux depuis son jeune âge, fils de l'une des familles les plus fortunées d'Arabie, il aurait pu jouir tranquillement de cette manne familiale. Mais il en fera une arme au service de ce qui est devenu pour lui une obsession : la défaite américaine. En 1992, harcelé par les services saoudiens, il s'installe au Soudan. C'est là, sem-

ble-t-il, qu'il développe sa propre infrastructure et crée son organisation, Al Qaida.

Khartoum est alors le grand lieu de rendez-vous de tous les islamistes politiques. Ben Laden voit beaucoup de monde. Les Etats-Unis s'intéressent de plus en plus à lui et, en 1994, l'Arabie saoudite lui retire sa nationalité. En 1996,

Jihad (égyptien), condamné à mort en Egypte pour l'assassinat d'Anouar el-Sadate le 6 octobre 1981. Préoccupés par la conquête du pays, les talibans s'intéressent peu à ces étrangers qui s'organisent librement. Intelligent, déterminé, charismatique, Ben Laden rassemble autour de lui une nébuleuse de personnalités dont l'objec-

meilleure école de la CIA américaine : pendant près de dix ans, entre 1979 et 1989, la centrale américaine a initié – avec l'aide de l'Inter service intelligence (ISI), les services secrets pakistanais – toute une génération de combattants au maniement des armes, des explosifs ou des missiles. Nombre de camps actuels des fidèles de Ben Laden ont été construits alors avec l'assistance des Etats-Unis. L'Afghanistan est devenu progressivement le haut lieu de l'islamisme militant, et Ben Laden sa figure emblématique.

attentats du Kenya et de Tanzanie, les talibans avaient affirmé avoir pris des mesures pour contrôler les activités de Ben Laden. Celle-ci impliquaient le retrait des moyens de communications ultra-modernes utilisés par celui-ci, l'interdiction de donner la moindre interview ou d'apparaître publiquement, la promesse qu'il ne se

livrerait pas à des activités terroristes à partir de l'Afghanistan. Bien qu'officiellement désavoué par sa famille, Ben Laden a gardé un contact régulier avec elle. Ben Laden est aussi apparu à trois reprises depuis novembre sur des écrans de télévision arabe.

Disposant d'une maison à Kandahar, où vit Mollah Omar, le chef suprême des talibans, Ben Laden se déplace régulièrement dans la région de Jalalabad où il utilise une ferme servant de base à ses fidèles. Il ne reste jamais longtemps à la même place et est entouré par une garde prétorienne arabe en permanence. Dans les moments de danger, il se retire dans des caches des montagnes afghanes. Au fil des années, l'influence de Ben Laden sur Mollah Omar a grandi et, avec elle, l'importance de la mouvance arabe dont l'objectif est de faire de l'Afghanistan non seulement un sanctuaire pour les militants islamistes mais aussi une base de lancement de la Révolution. Au grand dam de beaucoup d'Afghans, y compris au sein du mouvement taliban, les Arabes se comportent de plus en plus en terrain conquis.

Au printemps, lors d'une grande réunion d'activistes islamistes tenue à Peshawar au Pakistan, Ben Laden avait, dans un message lu par un participant, invité la prochaine génération à se préparer au Jihad en Afghanistan. « J'appelle la jeune génération à se tenir prête pour la Guerre Sainte et à s'y préparer en Afghanistan parce que le djihad, en ces moments de crise pour les musulmans, est une obligation », avait affirmé le message.

Françoise Chipaux

Les talibans empressés de condamner les attentats

Les talibans, qui abritent l'ennemi numéro un de Washington, Oussama Ben Laden, ont condamné avec un empressement inhabituel la série d'attentats qui ont secoué les Etats-Unis. Moins de trois heures après la première attaque sur le World Trade Center, le ministre des affaires étrangères taliban, Wakil Ahmad Mutawakil, s'est rendu à l'hôtel où résident les journalistes étrangers à Kaboul pour tenir une conférence de presse.

« Nous condamnons la terreur », a-t-il dit en réponse à une question, avant de nier totalement l'engagement d'Oussama Ben Laden ou des Arabes présents en Afghanistan dans cette opération. Toujours en réponse à une question, M. Mutawakil a souligné que « les Etats-Unis avaient la sympathie du peuple afghan ». Il a précisé que le gouvernement n'avait pris aucune mesure particulière de protection, car il ne s'attendait à aucune attaque. – (Corresp.)

soumis aux pressions de plus en plus fortes de Riyad, Khartoum pousse Ben Laden au départ. Il se rend en Afghanistan dans les zones contrôlées par le président Burhanuddin Rabbani.

INTELLIGENT ET CHARISMATIQUE

L'introduction de Ben Laden auprès de Mollah Omar, le chef suprême des talibans, ne se fait que plus tard. En Afghanistan, Ben Laden retrouve nombre de soldats perdus du djihad antisoviétique, arabes principalement, ainsi que des chefs d'organisations islamistes recherchés dans leur pays, comme Ayman Al Zawahri, chef d'Al

tif avoué est le triomphe de la révolution islamique et la défaite de la principale puissance qui s'y oppose, les Etats-Unis.

L'Afghanistan est un terrain rêvé. Le fondamentalisme extrême développé par les talibans sied aux soldats purs et durs de l'Islam. Financés par Ben Laden, les camps d'entraînement pour les jeunes recrues arrivant des pays arabes du Golfe, puis d'Ouzbékistan, puis de Tchétchénie, fleurissent. On y apprend les rudiments de l'art de la guerre ou les méthodes terroristes les plus modernes. A cette époque, les vétérans du djihad contre l'Union soviétique sont formés à la

exécution des attentats terroristes à travers le monde, mais ce groupe s'est apparemment désintéressé et ne fait plus parler de lui depuis des années. En tout état de cause, son terrain de prédilection, si l'on peut dire, était l'Europe et il n'a jamais disposé des moyens d'organiser

Revendication au nom de l'Armée rouge japonaise

« Un interlocuteur anonyme parlant arabe comme un étranger a revendiqué dans un appel téléphonique la série d'attentats aux Etats-Unis pour venger les morts de Hiroshima et Nagasaki », dont le cinquante-sixième anniversaire était commémoré les 6 et 9 août, a déclaré à l'AFP le rédacteur en chef de l'hebdomadaire jordanien *Al Wahdeh*. « Il n'a pas donné de plus amples précisions et a interrompu rapidement la communication », a indiqué Fakhri Kawar, ancien député, ancien président de la Fédération des écrivains jordaniens et éditorialiste connu. « Nous prenons cette revendication au sérieux », a-t-il ajouté.

C'est la seule revendication ou prétendue telle reçue jusqu'à mercredi en milieu de matinée. La dernière fois que l'Armée rouge japonaise a fait parler d'elle d'une façon violente remonte à 1988, avec l'explosion d'une voiture piégée devant un club militaire américain à Naples qui avait tué cinq personnes. – (AFP.)

une série d'attentats aussi synchronisés que ceux qui ont frappé mardi les Etats-Unis. Wadiah Haddad, qui avait quitté le FPLP à la suite d'un conflit avec Georges Habbache, est décédé quant à lui dans les années 1980 en Irak, et son groupe s'est disloqué.

Septembre noir, créé dans la fou-

lée des affrontements sanglants entre troupes hachémites et fedayins palestiniens, en 1970-1971 en Jordanie, n'existe plus, de même que cet autre fameux Djihad islamique du Liban, qui avait commandité les attentats contre les quartiers généraux des forces américaines et françaises membres

n'ont pas exclu, mardi, la piste d'Oussama Ben Laden, ce multimillionnaire d'origine saoudienne réfugié en Afghanistan, que Washington tient pour son ennemi public numéro un et pour le principal financier du terrorisme islamiste.

Le combat de Ben Laden est transfrontalier, et son pivot n'est pas la question de la Palestine, mais un anti-américanisme aussi farouche que déterminé. Le mouvement Al-Qaeda (la Base), cette nébuleuse de formations islamistes de diverses nationalités, essentiellement composée d'« anciens » d'Afghanistan – ces combattants, Arabes notamment, partis lutter contre l'Armée rouge – qu'il dirige, n'avait néanmoins, à ce jour, jamais déployé une capacité de coordination et d'efficacité aussi redoutable.

ALERTE MAXIMALE

Depuis trois ans notamment, c'est-à-dire depuis les deux attentats qui ont visé, le 7 août 1998, les ambassades américaines à Nairobi (Kenya) et à Dar es-Salaam (Tanzanie), Washington sonne quasi régulièrement l'alarme, à la suite de renseignements sur l'imminence d'attentats commis par les hommes de Ben Laden.

C'était encore le cas en juin, lorsque Washington avait placé ses forces armées dans le Golfe en état

d'alerte maximale et conseillé à ses ressortissants une vigilance non moins optimale en raison d'un « risque accru » d'action terroriste. Une chaîne de télévision arabe par satellite, MBC, avait même affirmé que des partisans de Ben Laden s'approprièrent à porter un coup spectaculaire contre les intérêts américains et israéliens.

La quasi-simultanéité des attentats qui avaient visé les ambassades des Etats-Unis à Nairobi et à Dar es-Salaam faisait certes froid dans le dos, mais leur mise en œuvre relevait d'un type d'attentat-suicide que l'on pourrait qualifier de « classique ».

Même l'attentat commis en octobre 2000 contre le destroyer américain *USS-Cole* dans le port d'Aden, qui supposait une surveillance très vigilante du rythme de passage des navires américains, ne nécessitait pas forcément d'importants relais ou réseaux.

Seules les arrestations consécutives à l'attentat contre le World Trade Center, en février 1993, en particulier celle du dénommé Ramzi Youssef, avaient révélé que des attentats contre des avions américains en vol étaient en préparation, de même que, en croire des informations de la presse américaine, un attentat contre l'ancien président Bill Clinton.

Mouna Naïm

Au Proche-Orient, un noyau d'organisations hostiles, mais aux moyens jusqu'ici limités

DU JAMAIS VU. Dans l'histoire du terrorisme international des cinquante dernières années, la déferlante d'attentats qui a frappé les Etats-Unis, mardi 11 septembre, est totalement inédite. Elle traduit une organisation et une infrastructure qu'aucun des mouvements appartenant à la nébuleuse terroriste ou dite telle n'avait révélées à ce jour. Aucun de ces mouvements n'était même soupçonné d'en être capable.

Dans la mesure où les attentats ont été commis dans un contexte proche-oriental pour le moins conflictuel, les regards se tournent vers cette région. Quels sont les partis ou organisations du Proche-Orient qui sont, à l'heure actuelle, anti-américains ? Verbalement, tous, bien que leur hostilité et leurs critiques s'expriment avec plus ou moins de virulence. Mais quels sont ceux ou celles qui peuvent, ou pourraient être soupçonnés d'être passés à l'acte ?

En Palestine, le Mouvement de la résistance islamique Hamas et le Djihad islamique, ainsi que, plus récemment, le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), commettent et revendiquent des attentats. Mais aucune de ces formations – pas plus que celles des fedayins avant elles – n'a à ce jour porté son combat sur le territoire américain.

Le Hamas, pas davantage que le

Djihad islamique ou le FPLP, n'ont visé des ressortissants ou des intérêts américains en Israël ou au Proche-Orient, leurs cibles étant toujours israéliennes.

Le Hamas et le FPLP ont affirmé, mardi, n'avoir aucun lien avec les attentats de Washington et de New York. Le Djihad islamique, sans évoquer de près ni de loin son éventuelle responsabilité, a jugé bon de dire que les attentats étaient le résultat de « la politique américaine dans la région la plus chaude du monde », c'est-à-dire le Proche-Orient.

ATTENTATS SYNCHRONISÉS

Au demeurant, si le Hamas et le Djihad islamique, ou d'autres formations islamistes dans d'autres pays du Proche-Orient – tels que Al-Gamaa Al-Islamiya en Egypte, le Hezbollah libanais ou des islamistes saoudiens, jordaniens ou yéménites – ont effectivement la capacité de perpétrer des attentats, y compris des attentats-suicides contre des objectifs précis – dont des cibles américaines pour certains d'entre eux –, leurs moyens demeurent, selon ce que l'on en sait, artisanaux, et leurs réseaux à travers le monde sont inexistantes ou peu développés.

Il y a quelques années encore, le mouvement d'Abou Nidal, le Fatah-Conseil révolutionnaire – dissident du Fatah – commandait

rement, l'un d'entre eux, Timothy McVeigh, alors âgé de vingt-sept ans, était un ancien héros de la guerre du Golfe.

REJET DU POUVOIR FÉDÉRAL

L'Amérique, stupéfaite, se rendait compte qu'elle comptait en son sein des boys issus de mouvements marginaux et haineux à la popularité croissante. Elle découvrait qu'elle abritait des hommes en colère prêts à faire couler le sang de leurs compatriotes pour évacuer leur frustration et leur colère.

Même si Timothy McVeigh, exécuté le 11 juin, n'a jamais fait partie d'une milice particulière ou d'un groupe d'extrême droite organisé, il a côtoyé ces mouvements et

a partagé les idées de ces « patriotes » adeptes de la « suprématie de la race blanche ». Il avait en commun avec eux leur rejet du pouvoir fédéral, renforcé par deux événements : le siège d'un forcené à Ruby Ridge (Idaho) en 1992 et celui de la secte des Davidiens à Waco (Texas) en 1993, où l'intervention du FBI avait fait 80 morts. Les plus extrémistes, comme Timothy McVeigh, y avaient vu une vaste conspiration destinée à s'opposer à leur liberté individuelle, même si ces hommes demeuraient des marginaux dans une Amérique prospère.

Par la suite, l'armée avait enquêté sur la réalité de ces groupes dits « de la haine » dans ses propres rangs. Le général Larry Jordan,

chargé de diriger une commission d'enquête, s'était rendu dans la plupart des bases militaires des Etats-Unis, d'Europe et d'Asie, afin d'évaluer, selon les termes officiels de sa mission « le climat régnant parmi les soldats américains ». Son véritable objectif n'était autre que d'évaluer l'importance de la présence, au sein de l'armée, de soldats membres ou sympathisants de ces groupes.

LIENS INFORMELS

Si seuls une douzaine d'extrémistes furent identifiés à Fort Bragg, où Timothy McVeigh était passé en 1991, c'est dans cette garnison qu'un groupuscule clandestin, les Special Forces Underground (Forces spéciales souterraines), publiait

une lettre d'information appelée *The Resister*, un brûlot véhiculant les credos de l'extrême droite radicale.

Le Centre pour le renouveau démocratique, dont le siège est à Atlanta, recensait en 1995 entre 25 000 et 30 000 activistes dans les mouvements de la « suprématie blanche », dont environ 4 000 skinheads. S'y ajoutaient près de 200 000 sympathisants, sans compter les quelque 100 000 membres des diverses milices de « patriotes » antigouvernementaux, mais pas nécessairement racistes.

Les liens entre les différentes milices et groupes anti-Etat se sont révélés aussi informels qu'empiriques. Selon Kenneth Stern, un spécialiste de cette question, les orga-

nisations appartenant à la mouvance des « groupes de la haine » agissent indépendamment les unes des autres, sans recevoir d'instructions d'un quelconque commandement central.

Ce qui n'empêche pas les contacts ponctuels entre elles. C'est ainsi que les liens de Timothy McVeigh et Terry Nichols, tous deux inculpés dans l'attentat d'Oklahoma City, avec le milieu des milices extrémistes, ont été clairement établis. Le vrai danger avec ces mouvements, selon Kenneth Stern, c'est qu'ils sont constitués d'individus déterminés qui agissent presque en solitaires, comme Timothy McVeigh.

Alain Abellard



■ **LIBERTY PARK (NEW JERSEY), 14 HEURES.** Face à l'île de Manhattan noyée dans la poussière et la fumée, les premiers secours s'organisent pour prendre en charge les rescapés et les nombreux blessés du double attentat qui a frappé les tours jumelles du World Trade Center. Les secouristes donnent les premiers soins avant d'orienter les victimes vers les hôpitaux de l'agglomération new-yorkaise, alors que de nombreux ponts et tunnels reliant Manhattan au reste de la ville sont déjà saturés.

Au World Trade Center déjà, le 26 février 1993...

IL EST 12 h 38, le 26 février 1993, lorsqu'une gigantesque explosion ébranle les tours jumelles du World Trade Center, à New York. La déflagration est si violente qu'elle fait trembler l'édifice et creuse un cratère de plusieurs mètres dans le parking souterrain du bâtiment où la bombe était située.

Le plafond de la gare de banlieue située sous les tours, heureusement quasi déserte à cette heure, s'effondre. L'onde de choc est ressentie jusque sur l'autre rive de la rivière Hudson, au bord de laquelle l'ensemble est construit. Un incendie se déclare aussitôt et la fumée se propage rapidement dans les étages. L'obscurité y est totale à la suite de la coupure immédiate du courant, et les quelques deux cents ascenseurs desservant les deux tours sont immobilisés, piégeant tous leurs occupants, nombreux à cette heure du déjeuner.

Les premiers secours arrivent sur place en quelques minutes. Plus de quatre cents pompiers, soit la moitié des effectifs de New York, des policiers, des hélicoptères ainsi que des bateaux-pompes sont mobilisés pour porter secours aux blessés et évacuer les 50 000 personnes qui y travaillent. Les rues avoisinantes sont jonchées de personnes intoxiquées par la fumée, auxquelles les secouristes font inhaler de l'oxygène.

VÉHICULE PIÉGÉ

Trois heures après l'attentat, des centaines de personnes bloquées dans les étages hésitent toujours à descendre par les escaliers envahis par la fumée. Il faudra attendre plus de dix heures pour que les sauveteurs dégagent les derniers employés, retrouvés asphyxiés dans leurs bureaux. Dans l'après-midi, les autorités redoutent une autre catastrophe, après une alerte à la bombe visant le célèbre Empire State Building.

« Jusqu'à présent, nous étions invulnérables, aucun groupe étranger n'avait commis un acte de cette nature », déclare le soir même Mario Cuomo, gouverneur démocrate de l'Etat de New York, faisant allusion au fait que la ville de New York n'avait jamais connu aucun attentat terroriste, même au plus fort de la guerre du Golfe.

Les travaux de déblaiement et

de consolidation des tours, dont les bases ont été ébranlées par l'explosion, permettent au FBI de confirmer, le 27, l'hypothèse d'un véhicule piégé garé dans les parkings ouverts au public. Le bilan définitif fait état de six morts, de plus de mille blessés, et de 700 millions de dollars de dégâts. « Ce n'est pas seulement New York, mais les Etats-Unis qui sont attaqués », affirme M. Cuomo, tandis que le président Bill Clinton met en place une cellule chargée de retrouver les coupables au plus vite.

ARRÊTÉ AU PAKISTAN

Le 4 mars, Mohammed Salameh, un suspect Palestinien, détenteur d'un passeport égyptien, est arrêté alors qu'il vient se faire rembourser la caution de location d'une fourgonnette dont il prétend qu'elle lui a été volée... le jour de l'attentat. Il fréquente une mosquée où prêche un cheikh extrémiste, Omar Abdel Rahmane. Rapidement, l'enquête entraîne l'arrestation de quatre nouveaux suspects, tandis qu'un sixième, Ramzi Ahmed Youssef, de nationalité irakienne, est en fuite. Deux d'entre eux plaident non coupables, le 25 mars, lorsqu'ils sont présentés au juge Michael Dolinger.

Le 6 avril, lors d'une conférence de presse donnée à Washington, le président Clinton révèle devant son hôte, le président égyptien Hosni Moubarak, que l'Egypte avait mis en garde les Etats-Unis contre des risques d'attentat. L'inculpation, le 7 juillet, de dix personnes pour des projets terroristes et d'assassinats de personnalités politiques, comme le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, entretient un climat d'insécurité renforcé, le 24 août, par l'inculpation du cheikh Omar Abdel Rahmane.

Le procès des auteurs présumés de l'attentat s'ouvre le 4 octobre devant le tribunal fédéral de New York, protégé par un important dispositif policier. Il durera jusqu'au 24 mai 1994, date de la condamnation des quatre fondamentalistes, qui plaident non coupables, à 240 années de prison chacun.

Ce n'est que le 7 février 1995, et malgré la prime de 2 millions de dollars offerte pour tout renseignement amenant à sa localisation, que celui qui est considéré comme

le principal auteur de l'attentat, Ramzi Ahmed Youssef, est arrêté au Pakistan, d'où il est extradé vers les Etats-Unis. Il est condamné à la prison à vie le 8 janvier 1998. Pour la ministre de la justice, Janet Reno, c'est un « message aux terroristes du monde entier ».

Didier Rioux
et Marie-Hélène du Pasquier

Pearl Harbor, « un jour d'infamie »

JAQUETTE NOIRE et visage sombre, Franklin Roosevelt est seul à la tribune de la salle du Congrès. Démocrates et républicains à l'unisson viennent de l'accueillir avec une formidable ovation. Au-delà des parlementaires, c'est la fureur de l'Amérique tout entière, humiliée, qu'il ressent et qu'il exprime : « Hier, 7 décembre 1941, un jour qui restera à jamais marqué d'infamie, les Etats-Unis ont été l'objet d'une attaque brutale et délibérée, lâche et injustifiée... » Une heure plus tard, les Etats-Unis déclarent au Japon une guerre qui ne s'achèvera, près de quatre ans plus tard, qu'avec Hiroshima.

« Une attaque brutale et délibérée... » Les mots sont faibles pour dire le désastre subi, ce 7 décembre 1941, par l'US Navy, orgueil de l'armée américaine. En moins de deux heures, ce dimanche à l'aube, l'amiral japonais Yamamoto vient de balayer la quasi-totalité de la puissance navale de la flotte américaine du Pacifique : 18 navires de guerre sont coulés dans la baie de Pearl Harbor ou trop gravement endommagés pour être réparés, dont quelques fleurons comme l'Oklahoma, l'Arizona, le West-Virginia, le California ou le navire amiral, le Pennsylvania ; sur les quelque 400 avions présents sur la grande base d'Hawaï, 188 ont été détruits au sol et 159 autres sont hors d'usage ; 43 seulement restent opérationnels.

Les pertes américaines s'élèvent à 2 403 morts et près de 2 000 blessés, alors que cette extraordinaire

attaque n'a coûté aux Japonais que 29 appareils avec leur pilote et cinq sous-marins de poche avec leurs équipages de deux hommes.

L'effet de surprise a été total. L'idée de ce raid a pourtant germé dix mois plus tôt et a donné lieu à des repérages, des simulations et des préparatifs minutieux. Le dernier feu vert a été donné plusieurs semaines auparavant et, le 7 novembre, le commandant en chef des forces navales japonaises a soigneusement arrêté la date de l'attaque.

« LE LEGS DE NOS ANCÊTRES »

Une partie de la flotte japonaise – cinq porte-avions, deux cuirassés, trois croiseurs, neuf contre-torpilleurs, trois sous-marins de protection et huit pétroliers ravitailleurs – s'est regroupée dans le plus grand secret aux îles Kouriles, avant de mettre cap à l'est, puis, au niveau des Aléoutiennes, de foncer vers le sud : soit près de deux mille kilomètres en passant à travers toutes les mailles des services de renseignement américains.

Il est vrai que l'attention est ailleurs : jusqu'au dernier moment, les diplomates japonais ont poursuivi des négociations avec Washington pour tenter, sans vraiment y croire, d'obtenir les coudees franches en Asie ; et si Américains et Britanniques s'attendent à une offensive nipponne, c'est en Malaisie, en Thaïlande, en Indochine, sur Hongkong. Sûrement pas au cœur du Pacifique. Dans leur bastion. Et sans déclaration de guerre.

Qui plus est un dimanche matin.

Car ce jour-là, c'est au ralenti que la grande base américaine se réveille, une partie des équipages sont restés à terre et les portes d'étanchéité sont restées ouvertes sur les bâtiments.

Lorsque le commandant Fuchida arrive au-dessus de Pearl Harbor, à 7 h 49, à la tête d'une première vague de 188 bombardiers, avions-torpilleurs et chasseurs, c'est presque comme à la parade qu'il peut clouer au sol l'aviation américaine avant de s'attaquer à la marine. Une heure plus tard, une seconde vague viendra parachèver ce Blitzkrieg.

Les Américains sont à peine revenus de leur stupeur et déjà, à Tokyo, la radio diffuse le texte de la proclamation impériale de la guerre : « La tâche que nous ont léguée nos ancêtres doit être poursuivie, la cause des tendances maléfiques doit être extirpée sans retard, et une paix durable et immuable, garante de notre gloire et de notre empire, doit être établie dans tout l'Est asiatique. »

Au même moment, à travers tous les Etats-Unis, les autorités commencent à mettre en place des mesures exceptionnelles pour prévenir les raids aériens et les actes de sabotage. On installe des postes de mitrailleuses près de la Maison Blanche. Quant au maire de New York, Fiorello La Guardia, il mobilise la défense civile pour protéger Manhattan « contre un éventuel Pearl Harbor ». C'était il y a soixante ans.

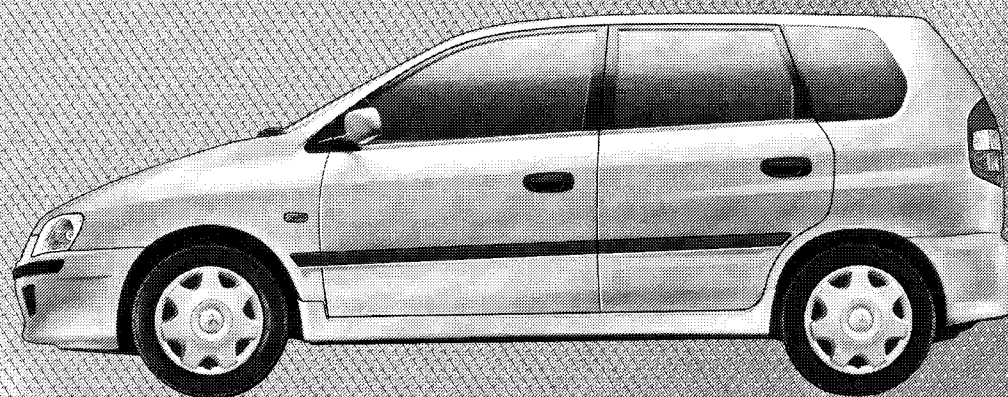
Gérard Courtois

MITSUBISHI

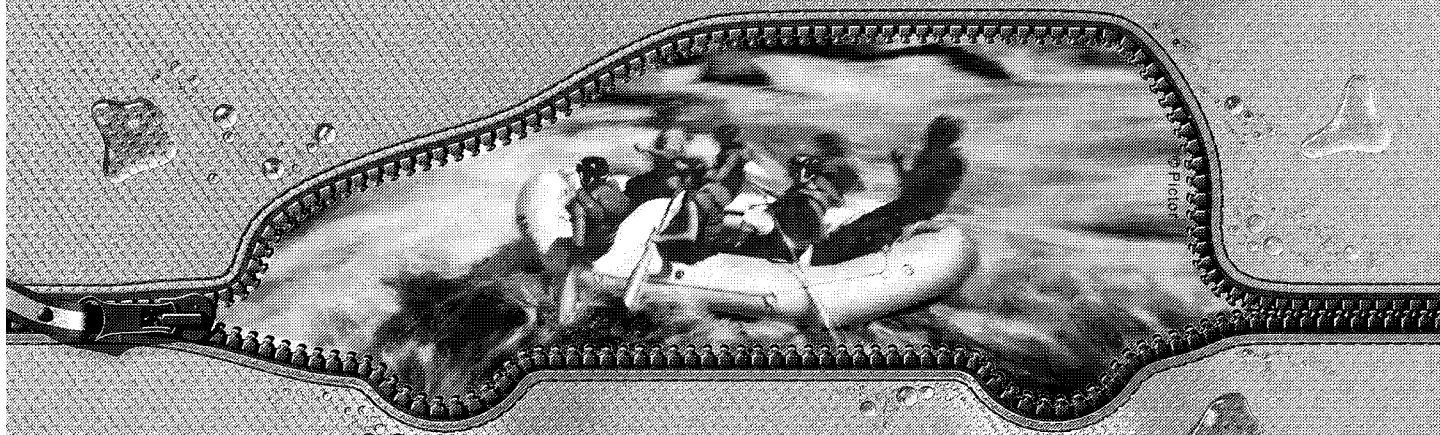
CAPITAL REPRISÉ DÉDUIT
10.000 F

SPACE STAR TURBO DIESEL 96.900 F*

Un prix qui vous ouvre un nouvel espace de vie.



- Motorisation 1.9 Turbo Diesel à injection directe Common Rail • Direction assistée • Vitres avant électriques • ABS • 2 coussins gonflables de sécurité • Rétroviseurs électriques et dégivrants • Condamnation centralisée des portes à distance • Intérieur modulable et nombreux espaces de rangement.



Les principaux attentats contre les Etats-Unis

● **18 avril 1983** : un attentat détruit une partie de l'ambassade américaine à Beyrouth (Liban), faisant 63 morts et une centaine de blessés.

● **23 octobre 1983** : un camion-suicide explose à l'intérieur d'un bâtiment abritant une caserne de marines à Beyrouth, tuant 241 soldats américains.

● **20 septembre 1984** : une voiture piégée percute une annexe de l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth et fait 16 morts et 96 blessés.

● **21 décembre 1988** : un Boeing de la Pan Am explose au-dessus de la ville écossaise de Lockerbie, tuant 270 personnes.

● **26 février 1993** : une camionnette piégée explose dans le parking souterrain du World Trade Center de New York. L'explosion fait

6 morts et un millier de blessés.

● **19 avril 1995** : une bombe de plus de 2 tonnes dissimulée dans une voiture explose devant un immeuble fédéral à Oklahoma City et fait 168 morts et plusieurs centaines de blessés.

● **26 juin 1996** : une bombe devant la base militaire de Dhahran, en Arabie saoudite, provoque la mort de 19 Américains et fait 386 blessés.

● **juillet 1996** : une explosion lors des Jeux olympiques d'Atlanta fait 2 morts et 110 blessés.

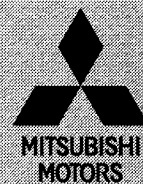
● **7 août 1998** : deux attentats contre les ambassades des Etats-Unis à Nairobi (Kenya) et à Dar es-Salaam (Tanzanie) font 224 morts et 4 000 blessés.

● **12 octobre 2000** : une explosion à bord du destroyer américain Cole fait 17 morts et 36 blessés dans le port d'Aden (Yémen).

www.mitsubishi-motor.fr

* Déduction faite du capital reprisé de 10.000 F. Offre soumise à conditions, valable jusqu'au 31/12/01 sur les Mitsubishi Space Star (excepté 1.3 Basic et tous les modèles 2002). Modèles présentés : Space Star 1.9 Di-D avec option peinture métallisée (2.300 F) - 99.200 F. Tarif TTC clés en main hors options au 01/04/01.

le meilleur chemin pour y arriver



MITSUBISHI
MOTORS

En France, le gouvernement déclenche le plan Vigipirate au seuil maximal

A l'issue d'une réunion de crise à Matignon, le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, a annoncé la réactivation du dispositif de contrôle des bâtiments sensibles et des frontières. « Nous n'avons pas d'indication de menace particulière mais le gouvernement a un devoir de vigilance et de précaution », a-t-il précisé

LE PLAN VIGIPIRATE a été déclenché à son seuil maximal sur le territoire français, quelques heures après la série d'attentats qui a ensanglanté les Etats-Unis. Cette décision, annoncée, mardi 11 septembre, par le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, avait été prise lors d'une réunion de crise à Matignon (lire ci-dessous). « Nous n'avons pas d'indication de menace particulière à l'encontre de notre pays, mais le gouvernement a un devoir de vigilance et de précaution pour assurer la sécurité des Français », a expliqué M. Vaillant. Le ministre de l'intérieur, qui devait réunir, mercredi matin place Beauvau, le comité interministériel de lutte antiterroriste (Cilat), a précisé que policiers et militaires avaient été « mobilisés pour assurer la sécurité des transports publics, des aéroports, des gares, des bâtiments publics et de tous lieux accueillant un nombreux public ».

Le plan Vigipirate, conçu en 1978, avait été déclenché une première fois en 1991, puis réactivé en

1995. Il prévoit la mobilisation de l'ensemble des forces de police et de gendarmerie, voire des éléments des trois armées (terre, air, marine). Défini comme « plan de vigilance, de surveillance et de centralisation du renseignement », Vigipirate comporte deux phases : « l'alerte simple » (phase 1) et « l'alerte renforcée » (phase 2). La phase 1 prévoit notamment la sensibilisation de tous les services de sécurité et la « multiplication des missions de sécurité sur la voie publique », notamment dans les aéroports.

La phase 2, enclenchée mardi, implique, outre la participation de l'armée au dispositif, des contrôles approfondis aux frontières, l'augmentation des fouilles manuelles, la protection des écoles et, dans les aéroports, le renforcement des contrôles des bagages de soute, ainsi que la surveillance rapprochée des avions. Bien entendu, les services de sécurité sont appelés à redoubler de vigilance dans la capitale où, dès mercredi, 1 100 soldats devaient être déployés. 850 para-

chutistes du 8^e RPIMA, stationné à Carcassonne, devaient rejoindre les 250 militaires déjà déployés dans les gares et les aéroports. Equipés de fusils d'assaut, ils patrouilleront, par groupes de trois, dans les gares, ainsi que dans le métro et le RER.

Jean-Paul Proust, préfet de police de Paris et préfet de la zone de

défense en Ile-de-France, avait annoncé, mardi en fin d'après-midi, que la protection des aéroports, des gares de la SNCF, du RER, du métro – où la condamnation des poubelles a débuté mardi soir – et des « espaces sensibles de la capitale » avait été « renforcée », ainsi que le dispositif de surveillance autour des représenta-

tions diplomatiques américaines ayant leur siège à Paris. Le préfet a également activé le centre opérationnel zonal (COZ) de la zone de défense d'Ile-de-France, qui regroupe des responsables policiers et les autorités militaires de la région. Les responsables policiers observent que les jours à venir présenteront potentiellement des risques avec, notamment, les Journées du patrimoine, samedi 15 et dimanche 16 septembre, au cours desquelles les principaux bâtiments publics seront ouverts au public, et le début des fêtes juives du nouvel an, lundi 17 septembre.

QUATRE PATROUILLES PRÊTES

Par ailleurs, les services de sécurité se préparent à l'éventualité d'attaques aériennes similaires à celles déclenchées mardi aux Etats-Unis. Quatre patrouilles de l'armée de l'air française, soit dix avions, sont prêtes à décoller sous préavis de deux minutes pour intercepter tout avion au comportement suspect, a ainsi annoncé mardi le général Patri-

ce Klein, sous-chef opérations à l'état-major de l'armée de l'air. Ce dispositif, « légèrement renforcé par rapport à celui protégeant l'espace aérien français en temps normal », pourrait l'être davantage encore « si les autorités politiques le décidaient », a précisé le général Klein. « La mission de sûreté de l'armée de l'air, a-t-il ajouté, consiste à assurer la sécurité aérienne en s'appuyant sur un réseau de radars qui permet de détecter d'éventuels comportements anormaux, comme par exemple le non-respect du plan de vol ».

Selon l'officier supérieur, en cas de besoin, un avion de chasse peut décoller pour aller à la rencontre d'un appareil suspect, l'identifier et éventuellement le contraindre à atterrir. Le général a affirmé que l'« extrême degré de l'interception pouvait conduire le pilote à aller jusqu'à la destruction de l'avion ». Cette décision est du « seul ressort » du président de la République, a conclu le général Klein.

Fabrice Lhomme

Le Conseil de la Ville est reporté

Lionel Jospin a décidé de reporter le Conseil interministériel de la Ville (CIV) qui devait se tenir mercredi 12 septembre à Matignon, ainsi que la visite qu'il devait effectuer dans l'après-midi à Trappes et à La Verrière, dans les Yvelines, en compagnie du ministre délégué à la ville, Claude Bartolone.

Le premier ministre et le président de la République, Jacques Chirac, devaient se retrouver mercredi matin, lors de leur traditionnel tête-à-tête hebdomadaire avant le conseil des ministres, pour évoquer « le nouveau la situation internationale et nationale, au lendemain des attentats aux Etats-Unis. L'ordre du jour du conseil n'a pas été modifié. Hubert Védrine ne devrait toutefois pas assister à ce conseil, en raison de la convocation à Bruxelles, à la même heure, d'une réunion des ministres des affaires étrangères des Quinze.

Le député (RPR) de Paris Pierre Lellouche a demandé, mercredi matin, une réunion du Parlement en session extraordinaire.

« Calme », « vigilance » et « devoir de précaution » : de l'Elysée à Matignon, la mobilisation

CE N'EST qu'une fois parvenu dans son bureau de l'Elysée que le président de la République a vu les images terrifiantes. Et qu'il a décidé de s'adresser le soir même aux Français. Jusque-là, on lui avait transmis par

RÉCIT

A 17 heures à Matignon, Lionel Jospin décide de déclencher le plan Vigipirate renforcé

fax et téléphone les informations sur la catastrophe ; il avait lancé, de l'avion qui le ramenait d'urgence de Bretagne, et d'où il restait en contact étroit avec le premier ministre, la mobilisation d'urgence de l'appareil d'Etat, mais il n'avait pas encore vu.

Arrivé à Paris, Jacques Chirac a découvert, sur le grand écran de la télévision installée dans le bureau présidentiel, les images des attentats, l'effondrement des tours du World Trade Center et ce sous-titre de la chaîne américaine CNN, pour l'ensemble de ses reportages : « America under attack ». Le président sortait tout juste d'un déjeuner de travail, à Rennes, lorsque ses collaborateurs lui ont appris la nouvelle des attentats.

Après avoir tenté, pendant quelques minutes, de poursuivre le programme de sa visite, M. Chirac s'est isolé quelques instants pour

s'entretenir avec le secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin. C'est là, devant l'ampleur de l'événement, qu'il a décidé de tout interrompre pour rentrer. A Matignon, après avoir exprimé sa « tristesse horrifiée », Lionel Jospin venait d'appeler quatre de ses ministres – Alain Richard (défense), Daniel Vaillant (intérieur), Hubert Védrine (affaires étrangères) et Jean-Claude Gayssot (transports) – à une réunion d'urgence, à 17 heures. Le ministre des affaires européennes, Pierre Moscovici, en déplacement à Boston, restait quant à lui bloqué aux Etats-Unis.

Après avoir exprimé devant un public d'universitaires et d'élus bretons stupéfaits son « immense émotion » à la suite des « attentats monstrueux » qui venaient de frapper les Etats-Unis, le président a donc repris immédiatement son avion pour Paris. Pendant l'heure de vol qui le séparait de l'Elysée, il a encore conversé avec les responsables de sa cellule diplomatique, puis a téléphoné à Lionel Jospin. Les deux hommes ont aussitôt décidé de se retrouver pour un conseil restreint. Le gouvernement en préparait à l'avance la teneur.

Peu après 17 heures, à Matignon, MM. Richard, Védrine, Vaillant et Gayssot ont évoqué avec M. Jospin les premiers éléments d'analyse fournis par les services de renseignements civils et militaires. Puis ils se sont préoccupés de la présence éventuelle de ressortissants français dans les bâtiments

touchés par les attentats. En l'absence de premières informations sur les victimes, le Quai d'Orsay n'avait qu'une seule certitude : l'agence financière française, dépendante du Trésor, qui occupa longtemps un étage du World Trade Center, avait bien déménagé du bâtiment quelques jours auparavant. Impossible, cependant, de connaître le nombre et la nationalité des employés, des visiteurs, des touristes présents dans les tours au moment de la catastrophe.

MESSAGE DE SOLIDARITÉ

Très vite, la décision de déclencher le plan Vigipirate renforcé s'est imposée. Autour de la table, MM. Richard, Vaillant et Védrine ont cependant insisté sur la nécessité de redire aux Français que le pays n'est pas particulièrement menacé. Mais le premier ministre a lâché les trois mots qui devaient exprimer la position du gouvernement : « calme », « vigilance » et « devoir de précaution ». Arrivés à l'Elysée, vers 18 heures, pour le conseil restreint, les ministres et M. Jospin ont constaté que le président de la République y ajoutait le mot de « sang-froid ».

Pendant plus d'une heure, le conseil – auquel se sont joints M. de Villepin, Olivier Schrameck, directeur de cabinet du premier ministre, Jean-Marc Rochereau de la Sablière, conseiller diplomatique du président, et le général Henri Bentegeat, son chef d'état-major particulier – a passé

en revue « les autres mesures particulières » qui pourraient être utiles, au-delà de Vigipirate, et qui concernent notamment la protection de l'espace aérien et la sécurité des sites sensibles.

Lors du conseil des ministres, mercredi, d'autres mesures pourraient être envisagées. Juste après le conseil restreint, M. Chirac a réuni quelques collaborateurs, notamment sa fille Claude, pour rédiger le texte de la courte intervention télévisée qu'il fera finalement à 21 h 15.

Puis le président a téléphoné au chancelier allemand, Gerhard Schröder, et au premier ministre britannique, Tony Blair, ainsi qu'au président de la Commission européenne, Romano Prodi. Enfin, il a fait parvenir à George W. Bush un message de solidarité, assurant que la France se tient à la disposition des Etats-Unis pour toute aide.

Mercredi matin, le chef de l'Etat s'interrogeait sur le maintien de sa visite à Belgrade, prévue vendredi et samedi. L'Elysée s'attend à ce que le voyage qu'il devait faire à Washington et à New York du 19 au 21 septembre soit annulé par les Etats-Unis. Le sommet des rénovateurs qui devait notamment réunir, ce week-end à Stockholm, Lionel Jospin, Tony Blair et Gerhard Schröder, a d'ores et déjà été annulé.

Raphaëlle Bacqué et Pascale Robert-Diard

Une enquête ouverte depuis lundi à Paris sur un groupe de la mouvance Ben Laden

Les services antiterroristes ne relèvent « aucune menace identifiée » contre la France

LA VEILLE des attentats commis aux Etats-Unis, les juges antiterroristes français avaient été informés de l'existence d'une menace attribuée à des islamistes proches du milliardaire saoudien Oussama Ben Laden, considéré comme l'inspirateur et le financier de la nébuleuse terroriste islamiste internationale. Une information judiciaire a été ouverte contre X..., lundi 10 septembre, pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » et confiée aux juges d'instruction parisiens Jean-Louis Bruguière et Jean-François Ricard. Entourée de la plus grande confidentialité, cette enquête mobilise le service français de contre-espionnage, la Direction de la surveillance du territoire (DST), qui a transmis aux autorités le renseignement initial. Le soupçon porte sur d'éventuelles actions en préparation contre des intérêts américains en France.

Au mois de décembre 2000, l'interpellation de quatre militants islamistes à Francfort avait déjà permis d'empêcher des militants de la mouvance Ben Laden de commettre un attentat, dont la cible était peut-être située en France. Une cassette vidéo avait été retrouvée dans l'un des appartements des quatre terroristes. La bande présentait, sur fond de musique traditionnelle des Moudjahidins – les « combattants de la foi » –, des images de Strasbourg, montrant la cathédrale et le marché de Noël, qui avaient laissé penser aux enquêteurs que ces lieux symboliques pouvaient être visés par

des attentats.

Cependant, l'hypothèse selon laquelle les intérêts américains – tant en France qu'en Allemagne – auraient constitué l'objectif de ce groupe avait été envisagée, en raison de la présence en son sein de Fouad Sabour, islamiste âgé de 36 ans, qui revenait alors d'un camp d'entraînement financé par Ben Laden en Afghanistan (Le Monde du 24 mars). Les spécialistes tiennent en effet pour acquis que le milliardaire terroriste privilégie le combat contre l'Amérique et ses représentants, à l'encontre desquels il a déjà organisé de nombreux coups de force (lire page 12).

Quelques heures après les attentats qui ont frappé New York et Washington, les experts français de l'antiterrorisme considéraient le milliardaire saoudien comme un suspect évident, assurant toutefois, au terme d'une réunion tenue, mardi 11 septembre en fin d'après-midi, au ministère de l'intérieur, qu'« aucune menace identifiée contre la France » n'avait été précisément relevée, comme l'ont indiqué au Monde plusieurs des participants.

« C'est complètement fou, pire que dans tous les romans-catastrophe », a déclaré un haut responsable policier. Autour de la table, mardi soir, aucun des intervenants n'a caché sa stupéfaction face à un scénario que ni la DST ni les Renseignements généraux (RG) n'avaient envisagés.

Pour autant, les dirigeants des services de renseignement français considèrent, depuis 1995 et la

vague d'attentats commis par les terroristes du Groupe islamique armé (GIA) algérien, qu'une menace islamiste « permanente et latente » pèse sur les Etats occidentaux, dont la France. Le souvenir demeure, en outre, du détournement à Alger d'un Airbus d'Air France, à la fin de l'année 1994, par des hommes du GIA. Leur objectif était alors d'écraser l'appareil sur Paris. L'avion avait été contraint d'atterrir à Marseille, où l'assaut des gendarmes avait mis un terme à la prise d'otages.

« TRAVAIL EN PROFONDEUR »

La campagne terroriste de 1995 (9 attentats et tentatives, qui avaient causé la mort de 10 personnes et en avaient blessé environ 150) avait été organisée par le GIA, pour punir la France de son soutien au gouvernement algérien. Depuis lors, les services secrets français assurent être restés en alerte permanente sur ce front, poussant la surveillance des milieux islamistes établis en France jusqu'à « l'échelon humain ». Le suivi individuel de toute personne quittant la France pour l'Afghanistan ou le Pakistan a été mis en place ainsi qu'un réseau de surveillance des mosquées radicales destiné à repérer les musulmans versant dans l'intégrisme.

Les responsables des services français critiquaient, mardi soir, l'abandon par leurs homologues américains de ce mode de « travail en profondeur ». Depuis plusieurs années, la CIA et le FBI privilégient

les aspects techniques et scientifiques du renseignement, notamment au travers du réseau Echelon – qui permet l'interception et le décryptage de toutes les communications téléphoniques mondiales. Dans ce domaine lui-même, où plusieurs milliards de dollars ont été investis, le renseignement économique semble prévaloir sur l'antiterrorisme.

Les spécialistes français fondent sur leurs méthodes très ciblées les succès enregistrés dans la lutte contre le terrorisme : démantèlement des réseaux de 1995, interpellations préventives avant la Coupe du monde de football de 1998, etc. Ce travail aurait également permis de déceler une évolution sensible dans le profil des militants formés dans les camps afghans et transformés en agents : alors que, jusqu'à une date récente, des jeunes gens issus des quartiers sensibles des banlieues françaises constituaient un vivier important, la mouvance moudjahidienne semble aujourd'hui préférer le recrutement d'hommes plus âgés disposant d'une formation de haut niveau, parfois de diplômes universitaires : selon un magistrat antiterroriste, les scientifiques seraient particulièrement appréciés par les dirigeants terroristes, capables de perpétrer des attentats plus sophistiqués que de simples prises d'otages ou attaques à la voiture piégée...

Pascal Ceaux, Hervé Gattegno et Franck Johannès

Des mesures de sécurité exceptionnelles

● **Allemagne.** Les autorités allemandes ont renforcé les dispositifs de sécurité de tous les bâtiments américains et israéliens, ainsi que du Reichstag, où une séance sur le budget pour 2002 a été annulée. Divers édifices fédéraux et des aéroports sont aussi concernés par ces mesures. L'ouverture au public du nouveau Musée juif de Berlin, prévue mardi soir 11 septembre, a été reportée. La Lufthansa a annoncé la suspension de ses vols de mardi soir à destination de Tel-Aviv et de Beyrouth.

● **Autriche.** La sécurité des aéroports et des institutions américaines a été accrue, a annoncé mardi le chancelier autrichien Wolfgang Schüssel. Toutes les institutions juives de Vienne et d'Autriche ont été évacuées par précaution, a annoncé la communauté israélienne de Vienne.

● **Grande-Bretagne.** La sécurité a été renforcée autour des bases militaires. Une réunion du Cabinet office briefing room (Cobra) a été convoquée par le premier ministre. Tony Blair a décidé d'interdire tout survol de Londres par des avions civils. La compagnie British Airways a suspendu ses vols vers Islamabad, en raison de la proximité du Pakistan et de l'Afghanistan. Les liaisons vers Tel-Aviv ont aussi été fermées.

● **Italie.** Sièges de plusieurs bases militaires américaines de l'OTAN, le pays a décidé, mardi, de protéger « tous les sites sensibles », a annoncé le vice-président du conseil, Gianfranco Fini. Les drapeaux tricolores et européen flottant sur les édifices publics ont été mis en berne jusqu'à jeudi. Le

degré d'alerte intermédiaire « B » a été déclenché pour tous les points « liés aux intérêts américains ou occidentaux ou les objectifs présentant un intérêt particulier », a-t-il précisé, avant un conseil des ministres extraordinaire. Les représentations diplomatiques, les compagnies aériennes et maritimes, les installations militaires et toutes les institutions scolaires, touristiques, culturelles, commerciales et industrielles, ainsi que des synagogues, seront étroitement surveillées.

● **Espagne et Portugal.** Des cordons de police ont été établis autour des ambassades des Etats-Unis et d'Israël, ainsi que de la représentation palestinienne.

● **Danemark.** Le premier ministre, Poul Nyrup Rasmussen, a annoncé des « mesures de sécurité renforcées » autour du Palais royal, des bâtiments officiels, des aéroports, des installations de l'OTAN et des intérêts américains et israéliens. « Le gouvernement a pris les dispositions de sécurité nécessaires et est en contact avec ses partenaires européens et de l'OTAN », a-t-il déclaré, en soulignant qu'un rétablissement des contrôles frontaliers était à l'étude au sein de l'espace Schengen de libre circulation dans l'UE, ainsi qu'en Norvège et en Islande.

● **Israël.** L'aéroport international Ben Gourion de Tel-Aviv a été fermé aux vols internationaux, mercredi matin, pour une durée de vingt-quatre heures. La compagnie nationale El Al continue d'opérer pour des destinations intérieures et internationales.



■ **NEW YORK, 16 h 48.** Plus de six heures après son effondrement, un groupe de pompiers arpentent les débris au pied de la tour sud du World Trade Center, au milieu des débris et de la poussière, dans un paysage lunaire.

L'Amérique se coupe du monde

DES MARCHÉS financiers aux transports aériens, l'Amérique semblait s'être arrêtée, mardi. Dès l'annonce des attentats, les ordres d'évacuation, de fermeture de bâtiments officiels et d'annulation d'événements se sont succédés dans tous les Etats-Unis, complètement désorganisés. Le maire de Washington a décrété mardi l'état d'urgence dans la capitale américaine. Du nord au sud, de la frontière canadienne à la frontière mexicaine, les autorités ont ordonné, dans la crainte de nouvelles attaques, la fermeture des principaux axes de communication routiers, ainsi que de nombreux aéroports.

George W. Bush a déclaré, mardi, New York ville sinistrée, ce qui permettra de débloquer des fonds fédéraux d'urgence. Le président américain a affirmé que les Etats-Unis avaient « pris toutes les mesures de sécurité appropriées ». Le transport aérien a été complètement interrompu sur tout le territoire – une décision sans précédent. L'administration fédérale de l'aviation (FAA) a en effet ordonné, au moins jusqu'à 16 heures GMT mercredi, l'annulation de tous les vols commerciaux aux Etats-Unis, ainsi que les vols domestiques. Elle avait dans la matinée déroté tous les vols internationaux vers le Canada. Le secrétaire aux transports, Norman Mineta, a annoncé un renforcement des mesures de sécurité dans les aéroports.

Le trafic ferroviaire sur une grande partie de la côte a également été interrompu. Tous les ponts et les tunnels reliant Manhattan aux

autres quartiers de New York et au New Jersey ont été fermés, tandis que le trafic du métro, dont de très nombreuses lignes passent sous le World Trade Center, a été suspendu. Des porte-avions et des frégates anti-missiles ont pris position au large de New-York et Washington.

De son côté, la Commission des opérations de Bourse américaine (SEC) a fermé tous les marchés boursiers américains. La Bourse de New York, la première place financière au monde, est intacte mais ne rouvrira pas ses portes mercredi, a annoncé le maire de New York, Rudolph Giuliani. A Washington, les sièges du FMI et de la Banque mondiale ont été évacués mardi, comme les bâtiments de l'administration fédérale américaine. Les responsables des deux institutions envisagent le report de leurs assemblées annuelles, qui doivent avoir lieu du 25 au 27 septembre.

FRONTIÈRES SOUS SURVEILLANCE

Même si les attentats n'ont touché que la Côte est, le gouverneur de Californie, Gray Davis, a ordonné la fermeture de tous les bâtiments du gouvernement dans son Etat. A San Francisco, le maire a aussi décidé de fermer les principaux monuments et bâtiments. Les écoles resteront closes. Les parcs d'attractions de Disneyland (Californie) et de Disneyworld (Floride) ont également fermé leurs portes, de même que les studios de cinéma Universal à Los Angeles.

La frontière avec le Mexique, momentanément fermée mardi, a

été rouverte après un renforcement de la sécurité. Les 2 000 kilomètres de frontière séparant les deux pays ont été placés « sous haute sécurité », a indiqué le porte-parole de l'ambassadeur américain à Mexico. Le pont de Santa Fé, reliant la ville d'El Paso, au Texas, à Ciudad Juarez, au Mexique, a été rouvert après avoir été brièvement fermé à la circulation pour permettre des contrôles.

Au Canada, Ottawa a ordonné l'annulation de la quasi-totalité du trafic aérien, n'autorisant que les vols requis pour une aide humanitaire d'urgence et les avions détournés de leur trajet vers les Etats-Unis par les autorités américaines de l'aviation. Des centaines de vols en provenance d'Asie et d'Europe ont ainsi été dérotés vers les aéroports canadiens.

Dans les grandes villes canadiennes, plusieurs édifices publics ont été évacués et la sécurité a été renforcée autour des institutions gouvernementales à Ottawa, l'ambassade et les six consulats du pays ont été placés en état d'alerte maximale.

La frontière avec les Etats-Unis – la plus longue frontière non gardée au monde – n'a pas été fermée, mais « l'état d'alerte maximale » a été décrété, a déclaré le porte-parole de l'ambassade américaine à Ottawa. Les autorités jugent improbable un attentat au Canada mais ne prennent aucun risque. Elles ont ainsi forcé deux avions sud-coréens à se poser à Whitehorse (Yukon) par crainte d'un détournement, qui s'est révélé une fausse alerte. – (AFP, Reuters.)

Les Etats modernes sont vulnérables à ce type d'actions concertées de destruction collective

Selon un expert, cette opération « suppose un degré de planification et d'organisation qui exige plusieurs mois de préparation minutieuse »

EN FÉVRIER, selon une source proche du renseignement français, les services américains avaient prévenu leurs correspondants en Europe qu'il existait « des risques sérieux » d'agressions terroristes, sans être en mesure d'identifier plus précisément les modalités de la menace. Le message était « alarmiste », ajoute-t-on. Il relevait davantage d'un pressentiment. L'éventualité de telles attaques s'est renforcée au fil des mois, liée à la dégradation de la situation au Moyen-Orient.

De toute évidence, ce qui s'est passé, mardi 11 septembre, aux Etats-Unis, n'avait pas été imaginé, à savoir, selon l'expression d'un officier de renseignement, « une action concertée de destruction collective », qui peut être assimilée à une véritable opération de guerre aboutissant à démontrer la vulnérabilité d'une grande puissance et à en paralyser les activités en ayant fragilisé le cœur de ses infrastructures sensibles.

Par rapport aux actions précédentes de terrorisme contre des cibles américaines hors du territoire fédéral, les derniers événements sont « un basculement stratégique » pour les Etats-Unis – d'aucuns n'hésitent pas à parler d'un « hyperterrorisme », comme François Heisbourg, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) – de la part de groupes fanatiques et entraînés, voire de commandos-suicides, bénéficiant de complicités et capables de minuter une opération en ayant choisi des objectifs selon l'effet médiatique qu'ils en escomptent sur l'opinion.

« Cela suppose, explique un autre expert du renseignement, un degré de planification et d'organisation, une connexion des réseaux, une logistique, une sophistication et une anticipation qui excluent toute improvisation et exigent plusieurs mois de préparation minutieuse. »

La chronologie des actions révèle, selon ce spécialiste, une coordination entre les commandos engagés et une montée en puissance de leurs actes qui est sans précédent et qui se fonde sur « l'emboîtement, dans le temps, de deux séquences, l'une au-dessus de ce qui précède, à New York, et un symbole de la puissance financière et la seconde, à Washington, un symbole de la puissance politico-militaire ».

A ce stade, on a dépassé ce que les services français avaient vécu,

en décembre 1994, quand le GIA algérien avait détourné un avion d'Air France pour être ensuite neutralisé à Marseille, au motif, selon les services français, qu'on soupçonnait le commando de vouloir se jeter sur Paris.

RECHERCHES SUR LA CYBERGUERRE

Aux Etats-Unis, les attentats programmés et le fait que des avions puissent devenir des kamikazes – comme le furent des pilotes japonais à bord de leurs appareils durant la guerre du Pacifique – ou servir de missiles contre des bâtiments civils ont visiblement pris de court la chaîne du renseignement. Aucun indice précis ne sem-

notamment le réseau d'espionnage anglo-saxon Echelon, et elles sont loin d'être remplacées quand des générations entières de fonctionnaires expérimentés doivent partir.

En février 1999, sous la présidence de Bill Clinton, les Etats-Unis ont décidé d'affecter 10 milliards de dollars par an à des investigations sur « le terrorisme du XXI^e siècle » en le déclarant « hautement probable ». Au-delà du spectre des armes nucléaires, qui reste du domaine des « Etats voyous » et contre lequel George W. Bush oppose son programme de bouclier antimissile, le projet lancé il y a deux ans vise à des recherches

Centrales nucléaires et plates-formes de forage

Les spécialistes de l'antiterrorisme ont inscrit en tête de leurs craintes d'attaques-suicides les menaces exercées par des commandos contre des centrales nucléaires, des laboratoires de défense ou des plates-formes de forage pétrolier en mer. Il s'agit, en effet, de cibles extrêmement vulnérables, pour lesquelles une agression de caractère militaire aurait un retentissement médiatique instantané et provoquerait des phénomènes de panique, y compris dans les transactions boursières. Certes, la plupart de ces cibles sont protégées spécialement ou – notamment pour les centrales nucléaires – elles ont été « durcies » pour ne pas entraîner de réactions en chaîne incontrôlables. Néanmoins, des plans spéciaux de sécurité, demeurés secrets, ont généralement été élaborés à titre préventif. « C'est un défi », admet un expert français du renseignement. Aux Etats-Unis, le département de l'énergie comme la commission de régulation nucléaire refusent de communiquer à ce sujet.

ble être venu à l'oreille des agents du FBI et de la CIA, à l'exception de ce qui figure dans les notes assez peu explicites adressées aux alliés européens pour appeler à la vigilance.

Ce qui ne manquera pas de relancer, outre-Atlantique, le débat sur la pertinence des 30 milliards de dollars annuels alloués à la communauté du renseignement et sur la priorité donnée, au détriment des « sources » humaines, à la collecte des informations par la voie technique de l'observation ou de l'écoute satellitaire.

Métier à risques, l'espionnage se heurte aujourd'hui, mais pas seulement aux Etats-Unis, à une crise du recrutement, en qualité et en effectifs, et une « solution de confort » consiste à recourir à la technologie, à base d'électro-informatique, qui n'est pas la panacée. De surcroît, les équipes du renseignement ont vieilli, comme c'est le cas aujourd'hui à la National Security Agency (NSA), qui met en œuvre

sur la contamination chimique ou biologique et sur les assauts électroniques (la cyberguerre) contre des systèmes informatiques sur lesquels reposent le réseau énergétique, les circuits bancaires, les communications, les transports, les services d'urgences, les organismes de santé et, bien sûr, la concentration de la « machine » militaire.

Au palmarès des attaques biologiques, la variole, qui pourrait être vaporisée par le biais d'aérosols, ou divers toxiques, diffusés par le biais des canalisations d'une agglomération. En général, les experts du renseignement hésitent à énumérer la liste de ces agents infectieux pour ne pas donner des idées à des terroristes en mal d'imagination. D'autant que les Etats développés, vulnérables, n'ont pas les parades adaptées à des actions, imprévisibles, de subversion violente ou insidieuse.

Jacques Isnard

ont été prises dans de nombreux pays

● **Argentine.** Le gouvernement a indiqué qu'il renforce la sécurité autour des institutions juives du pays, qui compte la plus grande communauté juive de toute l'Amérique du Sud.

● **Australie.** L'Australie a renforcé la sécurité autour des missions diplomatiques américaines. Le consulat des Etats-Unis à Sydney a été fermé jusqu'au jeudi 13 septembre. Les immeubles contenant des missions du Commonwealth ont été mis en état d'alerte. Le premier ministre australien, John Howard, en visite officielle aux Etats-Unis, qui devrait être bloqué pendant au moins deux jours à Washington a promis que l'Australie soutiendrait les Etats-Unis en cas de possibles représailles.

● **Japon.** Principal allié des Etats-Unis en Asie, le Japon a renforcé la sécurité autour des bases militaires américaines. La majorité des quarante-sept mille GI stationnés dans le pays se trouvent dans l'archipel d'Okinawa. Les bases ont été mises en état d'alerte maximale. L'ambassade et les consulats américains au Japon ont été fermés jusqu'à nouvel ordre. Vendredi 7 septembre, le département d'Etat américain avait mis en garde les ressortissants des Etats-Unis au Japon et en Corée du Sud contre des risques d'attentats terroristes. Un haut responsable du département d'Etat avait indiqué que ces menaces seraient liées aux problèmes du Proche-Orient.

● **Corée du Sud.** L'armée sud-coréenne et les 37 000 soldats américains stationnés sur son sol

ont été placés en état d'alerte maximale mercredi. « Nous prenons toutes les précautions nécessaires pour assurer votre sécurité », a dit le général Jeff Miller, responsable en second pour les opérations en Corée, dans un message aux soldats américains et à leurs familles. Toutes les permissions ont été annulées et les troupes cantonnées sur leurs bases.

● **Chine.** Dès mardi soir, la police chinoise avait renforcé son dispositif de sécurité à proximité de l'ambassade américaine à Pékin.

● **Malaisie.** A Kuala Lumpur, les tours jumelles Petronas, les plus hautes de la planète, ont été évacuées de leurs milliers d'occupants, mercredi, à la suite d'une alerte à la bombe, selon de premières déclarations de la police. Il s'agirait en fait d'un simple exercice de sécurité, a-t-on appris ultérieurement. Les deux tours jouxtent un grand hôtel où des commandants des forces américaines et de pays du Pacifique étaient réunis cette semaine.

● **Indonésie.** Le gouvernement indonésien a pris des mesures supplémentaires pour protéger l'ambassade américaine à Djakarta et la présidente Megawati Sukarnoputri devrait renoncer à une visite officielle à Washington le 17 septembre.

● **Thaïlande.** Réuni mercredi matin à Bangkok, le gouvernement thaïlandais a renforcé la sécurité autour des chancelleries américaine, israélienne, canadienne et britannique.

Les attaques kamikazes révèlent les failles de la sécurité aérienne

LES ATTAQUES terroristes kamikazes dans le ciel américain ont mis en lumière la vulnérabilité des dispositifs de sécurité aérienne. Si le transport aérien est considéré comme l'un des modes de transport les plus sûrs dans le monde (1 accident pour 1,5 million de vols en moyenne), il paraît particulièrement impuissant face à ce type d'actions-suicides.

Les autorités de l'aviation civile à travers le monde ont tenté, dans les heures qui ont suivi les attentats en chaîne, de rassurer les passagers et ont annoncé le renforcement des mesures habituelles (*lire ci-contre*). Les Etats-Unis ont même décidé de suspendre tout trafic aérien commercial au-dessus de leur territoire jusqu'à mercredi soir – un fait sans précédent dans leur histoire.

Au-delà de ces mesures spectaculaires et exceptionnelles, les questions sur la sûreté aérienne demeurent entières. La faiblesse des dispositifs de sécurité paraît pouvoir être démontrée à la fois au sol (dans les zones d'embarquement des aéroports) et en vol (dans les moyens de suivi et d'interception éventuelle des appareils). Dans les aéroports, les mesures de contrôle des passagers présentent de nombreuses défaillances. Un responsable de la sécurité aérienne en France, sous couvert d'anonymat, explique que « les mesures de sûreté sur les vols internationaux sont plus strictes ; sur les vols nationaux, notamment aux Etats-Unis, le contrôle est laxiste ».

François Grangier, pilote de ligne et expert enquête-accident

près de la cour d'appel de Pau, conteste cette distinction apportée sur la sécurité des deux côtés de l'Atlantique. « Les mesures de sécurité sont différentes, mais les objectifs sont les mêmes. » En France, la vérification de la totalité des bagages a été décidée il y a quelques années. Mais les investissements ont été étalés sur plusieurs années. Le contrôle à 100 % ne sera opérationnel qu'en 2003 et, en attendant, on continue d'utiliser la technique du sondage.

LAXISME DES COMPAGNIES

Pour les petits appareils, qui conduisent les passagers vers les principaux aéroports, les contrôles sont souvent inexistantes. « Il est toujours possible de corrompre des employés d'aéroport, aux revenus souvent modestes et au statut précaire », estime M. Grangier. Il dénonce en outre le laxisme des compagnies aériennes ou de certains pilotes, qui acceptent parfois de prendre dans le cockpit les objets confisqués provisoirement aux passagers (et placés en général dans une pochette orange). « Normalement, il faut ranger ces objets en soute. Si on les rend au passager à sa sortie de l'avion ou lorsqu'il est encore en zone de transit, il est très facile de les emporter sur un autre vol », explique-t-il.

Les entorses aux règles de sécurité sont parfois épinglées. American Airlines, dont deux appareils ont été détournés mardi, avait été condamnée en juillet à une amende pour des violations aux règles de sécurité, selon l'Administration fédérale de l'aviation (FAA), notamment au départ de l'aéro-

port de Logan, à Boston, d'où est parti un des avions détournés mardi. Les inspecteurs de la FAA ont relevé qu'American Airlines avait chargé à bord des bagages ne correspondant pas à des noms de passagers embarqués sur cinq vols et n'avait pas contrôlé l'identité des passagers sur deux vols. Les autorités de l'aviation civile avaient indiqué, le 31 juillet, qu'elles infligeraient une amende de 99 000 dollars (près de 110 000 €) à American Airlines.

Dans les airs, le suivi des appareils présente aussi de graves lacunes. La détection d'un changement de route n'est pas immédiate, même si certaines trajectoires sont beaucoup plus surveillées que d'autres, notamment à l'approche des grandes villes. Mais l'interception ou la destruction d'un appareil en vol par l'aviation militaire est largement illusoire. « Il ne faut que quelques minutes à un appareil pour s'écraser au sol et les militaires n'ont absolument pas le temps d'intervenir », explique M. Grangier. Seule la mise en alerte maximale d'une armée pourrait permettre d'intervenir en deux minutes. « Ce fut notamment le cas en Israël au début des années 1980, lorsque les Mirage israéliens étaient en permanence sur la piste de décollage, moteurs allumés, ravitaillément branché et pilote à bord », poursuit-il.

Face à un avion qui ne répond pas aux sommations, les autorités militaires doivent « serrer » l'appareil pour le forcer à atterrir. Les règlements de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) interdisent normalement

la destruction en vol, notamment depuis l'accident, en 1983, de l'avion sud-coréen qui avait été abattu à proximité de l'île de Sakhaline par la chasse soviétique, après s'être longuement écarté d'un plan de vol qui devait le mener d'Anchorage, en Alaska, à Séoul. Mais on sait que cette interdiction ne serait pas respectée dans une situation de crise.

TRANSPONDEUR DÉBRANCHÉ

Les moyens de suivi des appareils américains ont d'ailleurs été mis en échec lors de l'attaque terroriste de mardi. Les kamikazes semblent avoir été particulièrement organisés. Selon le *Washington Post* de mercredi 12 septembre, le transpondeur du Boeing 757 qui s'est écrasé sur le Pentagone avait apparemment été débranché, rendant impossible toute identification de l'appareil par les contrôleurs aériens. Les contrôleurs de l'aéroport international de Washington-Dulles ont subitement vu sur leurs écrans radars un appareil volant à une vitesse anormalement élevée et se dirigeant vers la Maison Blanche. Ils n'ont pu toutefois donner les coordonnées de l'appareil (numéro de vol, compagnie...) parce que « quelqu'un à bord avait apparemment déconnecté le transpondeur », explique le quotidien. Le Boeing, qui avait décollé de Washington-Dulles, a d'abord poursuivi un certain temps sa route vers l'Ouest. Il semble ensuite être revenu sur Washington une fois le transpondeur débranché.

Christophe Jakubyszyn

La « troisième guerre mondiale » a commencé

THE NEW YORK TIMES Repenser entièrement la défense nationale

■ Un assaut effrayant et non conventionnel a commencé contre la patrie américaine. Le peuple américain et ses leaders doivent mobiliser leurs ressources afin d'y faire face. Cela ne peut être un de ces moments où le président déclare que les Etats-Unis seront inflexibles, où les forces militaires américaines répliquent sans efficacité et où la sécurité est renforcée dans les aéroports pour un mois ou deux. Cela doit être l'occasion d'une réévaluation fondamentale des activités de défense et de renseignement. Il faut procéder à un examen exigeant de la façon dont le pays peut faire face à cette menace sans sacrifier ses libertés. La meilleure défense contre le terrorisme est un renseignement de qualité, venant à son heure. (...) Bien davantage doit être fait pour infiltrer les groupes terroristes, suivre leurs activités et leurs communications. Nul ne prétend qu'il s'agit d'une tâche facile et peu coûteuse, mais avec près de 30 milliards de dollars dépensés par Washington pour l'espionnage, la nation doit en savoir davantage sur les réseaux terroristes et leurs conspirations. (...)

Tout en maintenant la machine de guerre conventionnelle et nucléaire des Etats-Unis, le gouvernement doit aussi envisager une redistribution des ressources au profit d'une défense de la patrie contre des menaces non orthodoxes. (...) Les Etats-Unis doivent envisager un futur où les assauts d'hier pourraient être surpassés par des attaques terroristes encore plus meurtrières, nucléaires, biologiques ou chimiques. Nous savons depuis longtemps que ces dangers font partie de notre futur. Il est clair désormais qu'ils sont plus proches que la plupart des gens ne le pensaient. Un effort national et concerté doit débiter sur-le-champ afin de rebâtir la défense nationale. (Editorial.)

THE WASHINGTON POST Résister à la tentation de la réaction immédiate

■ Cela fait 60 ans que le territoire américain n'avait pas subi une attaque de cette envergure. Le pays avait alors réagi sans panique, mais avec une détermination d'acier, celle de se défendre et de punir les agresseurs. Aujourd'hui, la réponse doit être aussi convaincue : à l'égard des meurtriers qui ont planifié et conduit les attaques, à l'égard de la ou des nations qui les ont accueillis et les ont encouragés. (...) Les Etats-Unis doivent résister à la tentation de faire prématurément usage de la force (...). Mais si l'assaut a été fomenté de l'étranger, (...) il s'agit alors d'un acte de guerre, qui doit être traité comme tel. (Editorial.)

L'idée d'un conflit général désormais engagé entre le monde civilisé et le terrorisme revient en boucle dans les médias internationaux. Mais qui est l'adversaire ? Et où se cache-t-il ?

L'Amérique doit changer de stratégie

■ L'anonymat de ceux qui ont conduit les attaques ajoute une dose d'horreur à ce carnage. (...) Les Etats-Unis sont engagés dans une guerre de l'ombre qui doit devenir la principale priorité du président et de son gouvernement (...). Attendre que les ennemis de l'Amérique se lassent et disparaissent est une stratégie qui n'a pas fonctionné. (Jim Hoagland, chroniqueur chargé des affaires internationales au *Washington Post*.)

THE VILLAGE VOICE (New York) A la seconde explosion, l'Amérique a changé

■ [A la sortie du métro près du World Trade Center après la première explosion], quelques personnes pleuraient mais la plupart des gens racontaient les événements à la manière presque affable qu'ont les New-Yorkais de réagir en temps de crise, engrangeant les histoires qu'ils raconteraient plus tard à leurs amis et peut-être un jour à leurs petits-enfants. "Jusqu'à la seconde explosion. Dès que nous avons entendu ce boum assourdi, dès que nous avons vu les flammes lécher les murs de la tour, nous avons su au plus profond de nous-mêmes que l'Amérique avait définitivement changé. J'ai eu envie de vomir." (Alison Salomon.)



LOS ANGELES TIMES

Le premier test de George Bush

■ Les buildings se sont effondrés ; la démocratie a tenu. Le mal a attaqué ; le peuple a résisté à l'assaut. (...) Bush passe actuellement son premier test important. Il a fait un premier pas encourageant mardi soir lorsqu'il s'est adressé à la nation. (...) Les dirigeants du pays doivent déterminer qui est responsable de ces attaques et faire tout le nécessaire pour que la menace s'éloigne.

SALON.COM (plus grand journal en ligne américain)

Des responsables difficiles à identifier

■ Nous allons désespérément chercher des cibles à frapper, la pression pour mener des actions de représailles sera énorme. Mais il nous sera difficile d'identifier les responsables. Des groupes comme les Afghans n'ont pas d'Etat. (...) Les réseaux terroristes ne sont pas fortement structurés, et à dessein. Ils sont comme les milices d'extrême droite des Etats-Unis. (Michael Klare, professeur en sciences politiques et récent auteur du livre : *Le nouveau paysage d'un conflit global*.)

HA'ARETZ (Tel-Aviv)

Après Pearl Harbour est venu Hiroshima

■ Le président Roosevelt a dit que le 7 décembre 1941 était « un jour d'infamie », qui figurerait dans les annales de l'histoire. Mais l'attaque soudaine de Pearl Harbour ne fit que marquer l'entrée de l'Amérique dans la deuxième guerre mondiale, et donc la lente fin des forces du mal. Nul doute que l'Amérique, leader du monde libre, répondra de la même façon aux terribles atten-

tats d'hier et déclarera la guerre à ses ennemis, qu'elle combattra jusqu'au bout. Ossama Ben Laden, Saddam Hussein, ou quel que soit celui qui a orchestré l'action terroriste la plus impressionnante de l'histoire, n'a pas tiré les leçons de l'attaque de Pearl Harbour. Alors que tout semblait gagné, l'amiral Yamamoto, qui supervisait l'opération, affichait la triste figure de celui qui mène le deuil au milieu des festivités. Il avait compris que les blessures infligées au « tigre » américain feraient sortir celui-ci de sa tanière pour ne plus trouver le repos, jusqu'à ce qu'il ait achevé sa proie. Yamamoto n'a pas vécu suffisamment longtemps pour voir lâcher la bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki – il fut tué dans son avion, délibérément abattu au-dessus du Pacifique. (...)

L'Amérique est un animal blessé, rendu cruel par la douleur et le sentiment de vengeance, qui saura user de tout son pouvoir pour punir ses assaillants et les détruire. La situation se répète : déjà, lors de l'invasion du Koweït par l'Irak durant l'été 1990, Saddam Hussein s'était trompé sur les intentions du père de l'actuel président. (...) C'est aussi l'occasion, pour Israël, s'il est assez sage de prendre part à une alliance qui est à la fois combative et chercheuse de paix, d'apparaître dans le camp du Bien contre celui du Mal, lequel compte Yasser Arafat et les groupes terroristes fanatiques du Hamas et du Hezbollah, soutenus par la force de frappe nucléaire de l'Iran. Un nouveau compte à rebours a commencé hier, une sorte de troisième guerre mondiale contre la terreur. (Amir Oren, chroniqueur militaire.)

THE JERUSALEM POST

Ressouder les nations contre le nouvel empire du mal

■ Nous sommes malades, une fois de plus, de voir ces scènes où les Palestiniens dansent dans les rues, célébrant cette fois la mort de citoyens américains. (...) L'Amérique a été attaquée non pour le mal mais pour le bien qu'elle a fait. (...) Le nouvel empire du mal est celui de la terreur. (...) Les Etats-Unis, aussi bizarre que cela puisse paraître, doivent saisir cette opportunité pour faire en sorte que l'ONU renoue avec sa mission première : coaliser les nations contre un agresseur international. (Editorial.)

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG (Francfort)

Quelle chose se préparait

■ Les membres du gouvernement américain savaient depuis quelques temps que quelque chose se préparait. Ils ont centré leur attention sur le Proche-Orient, où l'anti-américanisme a augmenté ces derniers mois. Ils ont tourné leurs regards vers le fondamentalisme islamiste Osama Ben Laden. On ne sait pas encore qui est derrière ces attaques. Une seule chose est sûre : le terrorisme est devenu, au XXI^e siècle, une arme de guerre. (Editorial)

EL PAIS (Madrid)

Ne pas se résoudre au « choc des civilisations »

■ L'attaque terroriste de mardi, nous y trompons pas, en est une contre l'essence de notre civilisation politique (...), contre la démocratie et le libre marché. Elle démontre le terrible effet contaminant de conflits jusqu'ici contenus, comme celui du Proche-Orient. Ce qui s'est passé aux Etats-Unis peut se répéter en Europe. (...) La pre-

ve ? Plusieurs gouvernements européens ont tout de suite réuni des conseils de crise. (...) Il faudra que les dirigeants politiques se gardent de toute hystérie. Bush et son gouvernement doivent poursuivre les coupables, comme ils se sont engagés à le faire, mais doivent se garder de lancer des contre-offensives si l'on ne sait pas hors de tout doute de qui et d'où proviennent les attaques. (...) Et si l'attaque émane du monde islamiste, il ne faudra pas s'en prendre à tous pour le geste de quelques-uns. On déterrera alors l'idée de Huntington, qui a pronostiqué un brutal choc de civilisations, alors qu'en fait la société américaine est essentiellement multiculturelle et pluraliste. (Editorial.)

LA STAMPA (Turin)

La désolation pour la démocratie mondialisée

■ Cette attaque contre l'Amérique, nous l'avons suivie en direct, dans un climat de guerre qui s'est rapidement diffusé dans le monde entier. (...) C'est la démocratie dans son ensemble et le monde globalisé qui accusent le coup, victimes de désolation. (Editorial.)

LE TEMPS (Genève)

Le président Bush ne peut plus se défilier

■ A quoi sert d'organiser la guerre des étoiles, pourquoi tisser une toile d'araignée dans l'espace, si un Jumbo civil peut frapper le Pentagone de plein fouet, si quelques individus déterminés sont décidés à se suicider n'importe où dans la foule ? (...) Israël a déjà éprouvé douloureusement ces derniers mois les limites traditionnelles de l'arsenal sécuritaire ou de la politique des représailles. Hésitant sur l'usage à faire de sa suprématie, le président Bush se voit signifier de manière meurtrière que l'abstention n'est plus une attitude possible. L'Amérique est tenue pour responsable du monde y compris par ceux qui la haïssent. Elle ne peut pas se défilier. Ainsi le veut l'actuel ordre du monde. Si l'Amérique entre donc en guerre, le monde y entre avec elle. (Editorial.)

THE INDEPENDENT (Londres)

Le maître-mot : retenue

■ Nous l'avons déjà constaté tant de fois dans le passé, nous le voyons encore aujourd'hui au Proche-Orient : les terroristes peuvent considérer qu'ils l'ont emporté si des nations civilisées abandonnent leurs valeurs civilisées et utilisent à leur tour la violence aveugle contre des innocents. Retenue : tel doit être le maître-mot, même devant de telles douloureuses provocations. (Editorial.)

Revue de presse réalisée par Sylvain Cypel avec Martine Jacot (Le Monde Interactif) Traduction Sylvette Gleize

Faute de pouvoir approcher, les télévisions n'offrent que peu d'images

L'AMÉRIQUE entière s'est retrouvée devant le poste, regardant les chaînes d'information CNN, Fox News, MSNBC, qui fonctionnent à plein régime, et les networks, qui ont tous décroché de leur programmation régulière pour couvrir l'événement en continu. Les chaînes de sports comme ESPN, ou de musique comme MTV ou VH1, ont arrêté leurs émissions pour reprendre les chaînes d'information, tandis que les réseaux de téléachat fermaient simplement leur antenne. Exceptionnellement, toutes les télévisions avaient décidé d'oublier la concurrence et de partager leurs images.

Les premières heures ont été frustrantes pour les téléspectateurs, privés d'images. En fin de journée, on n'avait toujours pas vu de plans rapprochés des dégâts subis par le bâtiment du Pentagone, une zone interdite de survol et d'accès pour des raisons évidentes de sécurité. Mais à New York, c'est la chaîne câblée d'informations MSNBC, créée par le network NBC et Microsoft, qui a été la première dans la rue, où son équipe était confrontée aux mêmes difficultés que les services de secours. Ainsi

Ashleigh Banfield, une journaliste de MSNBC dont la vivacité et le talent en direct avaient déjà été remarqués pendant la campagne présidentielle, s'est retrouvée sous un nuage noir de poussière et de cendres quand la deuxième tour s'est effondrée. « On n'arrivait même pas à respirer sous nos vêtements », a-t-elle expliqué ensuite. Essoufflée, au bord des larmes, elle a pourtant vite repris son reportage, qui rendait bien compte de l'horreur et de la confusion sur place. Plus tard dans la soirée, elle a retrouvé un des premiers pompiers à approcher les ruines et à n'avoir vu que « des papiers, des bottes, mais pas de corps... ». Les premières images de ce qui reste du World Trade Center sont arrivées dans la nuit, grâce à une autre équipe de MSNBC qui a avoué avoir outrepassé les cordons de sécurité, et s'être approchée des décombres encore fumants.

Dès l'attaque, la chaîne CNN, comme d'autres diffuseurs, a été privée de ses émetteurs satellites perchés au sommet du World Trade Center et a dû se replier sur les émetteurs de secours de l'Empire State Building ou de camions satel-

lites. Le Web a aussi connu une saturation sans précédent. Au point que Google.com, le moteur de recherche le plus en vogue de l'Internet, recommandait simplement aux internautes de renoncer à l'ordinateur et de brancher leur radio ou leur télé.

L'image qui revenait fréquemment à l'esprit des Américains interrogés, et peut-être parce que plus de trente millions d'entre eux ont vu le film de Disney cet été, c'est la comparaison avec Pearl

Harbor. Mais la dure réalité du terrorisme contemporain a été éparpillée aux téléspectateurs américains pendant cette première journée : ils n'ont pas encore vu de près les images du carnage, de même que les médias, qui ont fait preuve de beaucoup de retenue, ont évité tout bilan chiffré, qui s'avèrerait plus lourd que celui de l'attaque sur la flotte américaine, quand la fumée sera dissipée.

Claudine Mulard

Les sites Internet officiels font dans la sobriété

L'heure était à la modestie et à l'efficacité sur les sites Web officiels américains. Même en pleine nuit aux Etats-Unis, beaucoup restaient inaccessibles comme celui de la mairie de New York, chargé de fournir les informations d'urgence, www.nyc.gov. Celui de la Maison Blanche, www.whitehouse.gov, incitait à la résistance : « Un grand peuple est mobilisé pour défendre une grande nation » et le portail du ministère de la défense, www.defenselink.mil/news/, distillait les communiqués de presse et les déclarations officielles, tout comme le département d'Etat, www.state.gov. Le FBI se contentait d'un communiqué de deux lignes renvoyant sur un formulaire, www.ifccfbi.gov, permettant à toute personne disposant d'informations sur « les incidents du 11 septembre » d'en faire part aux autorités fédérales. D'autres, enfin, semblaient avoir définitivement mieux à faire : la direction de l'aviation civile américaine, www.faa.gov, proposait un dernier communiqué datant du 31 août.

Mobilisation exceptionnelle en France

COMME les Américains, les téléspectateurs français ont pu vivre en direct les événements. Outre les chaînes tout-info LCI et i-télévision qui, dès la diffusion sur les écrans internationaux des premières images des tours du World Trade Center à New York, ont consacré leur antenne au drame, les chaînes hertziennes n'ont pas hésité à interrompre leurs programmes. Dès 15 h 30, soit moins d'une demi-heure après la première alerte, la rédaction de TF1 prenait l'antenne pour une édition spéciale présentée par Patrick Poivre d'Arvor, relayé à 18 h 30 par Jean-Pierre Pernaut. Sur France 2, David Pujadas et Daniel Bilalian étaient également en plateau dès 15 h 31.

Compte tenu de l'accélération de l'actualité, les deux rédactions ont conservé l'antenne tout l'après-midi, avec les interventions de spécialistes et la mobilisation des correspondants. A 20 heures, Patrick Poivre d'Arvor a présenté sur la Une un JT beaucoup plus long que d'habitude. A 21 h 30, Claire Chazal prenait le relais avant de laisser la place, à 23 heures, à Jean-Claude Narcy. A 6 heures mercredi, Thomas

Hugues était à l'antenne pour une nouvelle édition spéciale.

Lancé dès 19 h 55 dans la foulée de l'édition de l'après-midi, sans interruption publicitaire, le journal de 20 heures de France 2, présenté par David Pujadas, rejoint par Daniel Bilalian, a bénéficié lui aussi d'une durée exceptionnelle de trois heures. Sur fond d'images des attentats, correspondants et spécialistes, ainsi que le ministre de la défense Alain Richard, se sont succédés. Mercredi matin, Télématin, avancé à 6 heures, était consacré aux Etats-Unis.

France 3 a aussi bouleversé ses programmes mardi, Elise Lucet présentant un journal en continu jusqu'à 23 h 30. Canal + a, elle aussi, changé ses programmes. La chaîne cryptée a repris l'antenne de i-télévision de 18 h 35 à 19 h 35. L'émission des Guignols a été annulée ainsi que les courses hippiques pour laisser la place avant 20 heures à une édition spéciale de quarante minutes présentée par Bruce Toussaint avec la collaboration des rédactions de Canal + et de i-télévision. M6 proposait, dès 5 heures mercredi matin, CNN en traduction simultanée.

Sylvie Kerviel

De l'après-guerre froide à l'hyperterrorisme

par François Heisbourg

L'HYPERTERRORISME qui vient de frapper les Etats-Unis marque un nouveau basculement du monde, dix ans après la fin de la guerre froide. Les conséquences de cette fin dramatique de l'après-guerre froide sont aussi fondamentales pour le système-monde que celles qui résultèrent de la disparition pacifique de l'empire soviétique.

La première conséquence du déchaînement de la violence terroriste aux Etats-Unis sera l'affirmation, au plan stratégique, de la priorité donnée par Washington à la défense du territoire, la « *homeland defense* ».

Les moyens ne seront pas comptés par une population américaine mobilisée comme elle fut après Pearl Harbor. Les Etats-Unis dépensent déjà 25 milliards de dollars pour les différentes forces chargées de lutter contre le terrorisme et ses effets : l'effort sera multiplié. Il faut s'attendre, au passage, à une sévère mise en cause des services de renseignement américains, qui n'ont pas su prévenir les attentats, alors qu'ils disposent de moyens budgétaires voisins de 20 milliards de dollars par an.

De même, dans le court terme, faut-il prévoir des représailles massives contre les commanditaires et les organisateurs de ces actes de guerre. Il ne sera pas question de guerre « zéro mort », pas plus que les Etats-Unis ne firent dans la dentelle sur le chemin qui conduisit le Japon de Pearl Harbor à Tokyo. Cependant, ces représailles et ce renforcement des défenses américaines ne préjugent pas de la façon dont les Etats-Unis se comporteront désormais dans le monde.

L'action récente de l'administration Bush invite à privilégier l'hypothèse d'une accentuation du

désengagement par rapport aux complexités du désordre mondial. En effet, depuis l'avènement de l'administration Bush, l'unilatéralisme est devenu le mode opératoire caractéristique des Etats-Unis : abandon du traité de Kyoto, rejet du protocole de vérification du traité interdisant les armes biologiques, refus d'entrer dans la négociation sur le trafic des armes de petit calibre, affichage de la volonté de non-ratification de la convention créant une cour criminelle internationale, intention proclamée de sortir du traité antimissile liant Washington et Moscou, pour s'en tenir à une liste incomplète.

Cette tendance se traduit aussi par le fait nouveau, s'agissant d'une opération de l'OTAN, que les forces américaines ne sont pas engagées en première ligne en Macédoine – alors même que le commandant en chef de l'OTAN en Europe est un Américain.

Ajoutons qu'une telle évolution – fût-elle renforcée – ne ramènerait pas les Etats-Unis à une posture isolationniste : simplement, Washington ne souhaiterait plus se lier par de nouveaux engagements multilatéraux, entendant régler au cas par cas ses contentieux avec autrui. Ce serait là une pratique institutionnelle voisine de celle que les Etats-Unis ont connue pendant les cent cinquante premières années de leur histoire. L'expansionnisme unilatéraliste américain de la fin du XIX^e siècle dans le Pacifique et les Caraïbes offrirait un modèle de ce que pourrait être cette évolution.

Viendrait aussi à l'appui de ce scénario le précédent de l'engagement américain dans la guerre de 1914-1918. Les Etats-Unis se mobilisèrent en 1917 face à la guerre sous-marine à outrance du Kaiser

et payèrent le prix du sang de Château-Thierry à Saint-Mihiel. Mais sitôt le sacrifice consenti, ils prirent congé et de l'Europe et de la Société des nations. Il est à craindre que la même tentation ne les anime une fois châtiés les barbares du 11 septembre. En cela, le Pearl Harbor de 2001 viendrait clore la parenthèse ouverte par le Pearl Harbor de 1941.

Cependant, cette histoire-là n'est pas écrite d'avance. Non seulement les Etats-Unis ont pu constater que leur passivité face aux affrontements du Proche-Orient ne les mettait nullement à l'abri de la violence exportée sur leur propre

La secousse que l'attaque terroriste inflige à l'économie mondiale achèvera de faire basculer celle-ci dans la récession, à une échelle plus grande que celle constatée à la suite de la guerre du Golfe

territoire. Mais encore les actions des partenaires des Etats-Unis pèsent dans la balance du choix stratégique qu'ils mûriront une fois passée l'urgence immédiate.

Ici, une responsabilité particulière incombe au monde arabe d'abord, à l'Europe ensuite. Les responsables politiques arabes, et notamment le président Yasser Arafat, ont pour la plupart condamné sans délai les attentats terroristes. Cela marque une différence appréciable par rapport au soutien exprimé à l'égard de Saddam Hussein après l'invasion du Koweït en 1990. Mais les scènes de liesse populaire palestinienne ne seront pas oubliées de sitôt aux Etats-Unis et il est urgent que les autori-

tés palestiniennes comme les responsables arabes de façon générale exercent au maximum leur capacité considérable de contrôle social. Un monde où les Etats-Unis exerceraient un unilatéralisme brutal ne serait pas vraiment dans leur intérêt. La brutalité serait à l'échelle du choc subi, le bilan humain du 11 septembre dépassant vraisemblablement de très loin les pertes subies à Pearl Harbor (2 304 Américains tués).

Le rôle de l'Europe est d'une autre nature. En premier lieu, il convient – et tel a été immédiatement le cas –, de la part des plus hautes autorités françaises, de

tion des plus étroites entre les Etats-Unis, les pays européens et l'ensemble des Etats de droit permettra de bâtir, progressivement, un dispositif préventif et répressif crédible face aux guerriers de l'hyperterrorisme.

A cet égard, le président de la République a trouvé les mots justes dans sa déclaration solennelle du 11 au soir. La coordination internationale doit se matérialiser d'abord au sommet : c'est ici que les chefs d'Etat du G 8 doivent démontrer qu'ils ont une vocation allant au-delà de la gestion des conséquences de la mondialisation économique. Et, naturellement, la coordination devra se traduire par le travail en commun des moyens de renseignement et, le cas échéant, d'action.

Ne nous trompons pas sur l'enjeu. Tout d'abord, sur le registre économique, la secousse que l'attaque terroriste inflige à l'économie mondiale achèvera de faire basculer celle-ci dans la récession, à une échelle plus grande que celle constatée à la suite de la guerre du Golfe. La maîtrise et la sortie de la récession dépendront de la capacité de nos Etats de travailler ensemble.

Surtout, pendant les prochaines décennies, les Etats-Unis définiront leur rôle et leurs rapports dans le monde à partir de l'attaque massive contre leurs intérêts vitaux qu'ils viennent de subir. Leurs alliances se feront ou se déferont sur la base de la coopération, ou de l'absence de coopération, constatée avec leurs partenaires dans les semaines et les mois qui viennent.

François Heisbourg est directeur de la Fondation pour la recherche stratégique.

Venger le jour de l'infamie

par Robert Kagan

ONZE septembre 2001 : une date qui restera marquée par l'infamie, le jour où l'après-guerre a pris fin, celui où le monde a basculé pour les Américains. Dans les jours qui viennent, alors que les sauveteurs fouillent les décombres à New York, à Washington, à Pittsburgh et qui sait où encore dans des Etats-Unis assiégés, alors que l'on découvre les corps de nos compatriotes par milliers et que le reste d'entre nous pleure les innocents disparus, nos amis et ceux que nous avons aimés, peut-être va-t-on se mettre à analyser, à chercher le pourquoi de cette « tragédie » qui nous est arrivée.

Des questions seront sans doute posées, il sera fait allusion aux péchés commis, à ce que nous avons fait et à ce que nous n'avons pas fait au Proche-Orient. Aujourd'hui encore, la BBC a émis l'avis que ces attaques ont eu lieu parce que les Etats-Unis n'ont pas réussi à avoir « prise » sur la région. Rien d'étrange ni d'étonnant à cela. Après Pearl Harbor, voilà presque exactement soixante ans, il y a eu ceux qui ont prétendu, avec peut-être plus de conviction encore, qu'à l'époque, aussi, les Etats-Unis avaient en quelque sorte provoqué l'attaque japonaise. N'avions-nous pas, en effet, mis l'embargo sur des approvisionnements en pétrole vitaux pour le Japon ? Espérons simplement que l'Amérique sera capable de répondre à l'attaque monstrueuse perpétrée sur son sol aujourd'hui – une attaque bien plus terrible que Pearl Harbor – avec la même lucidité d'esprit et le même courage que nos amis. Sans nous demander ce que nous avons fait pour attirer la colère de meurtriers inhumains. Sans chercher à raisonner ou à apaiser ceux qui ont répandu notre sang. Sans nous lancer dans des mesures législatives à grande échelle pour retrouver les tueurs et les conduire devant la justice. Mais en faisant la seule chose que nous puissions faire à présent : la guerre.

On a, ces dernières années, célébré avec nostalgie « la plus glorieuse génération », celle qui s'est battue pour l'Amérique et pour l'humanité durant la seconde guerre mondiale. Pas de nostalgie aujourd'hui, car le défi est là, de nouveau, devant nous. Mais la génération actuelle d'Américains a-t-elle cette étoffe-là ? Par pitié, ne commettons pas d'erreur cette fois : nous sommes en guerre aujourd'hui. Nous avons reçu un premier coup dévastateur. Ce ne sera sûrement pas le dernier. La seule question est de savoir si nous allons prendre cette guerre au sérieux, autant que toutes celles que nous avons menées. Ne nous laissons pas démonter par le mystère, par l'identité en partie cachée de nos assaillants. Il apparaîtra bientôt qu'il n'existe pas beaucoup d'organisations terroristes capables de porter un coup aussi puissant, aussi parfaitement organisé.

Il nous faut employer les moyens qui s'imposent dans une action coordonnée pour leur faire la chasse et en finir avec elles. Il deviendra vite évident que ces organisations n'ont pu agir sans l'aide de certains gouvernements, de gouvernements qui ont un long passé d'hostilité envers les Etats-Unis et un passé tout aussi long de soutien au terrorisme. Il nous faut constituer rapidement nos forces militaires conventionnelles, afin de nous préparer à ce qui va inévitablement et rapidement s'intensifier, tourner à la confrontation et très probablement au conflit avec une ou plusieurs de ces puissances.

Le Congrès devrait, en fait, déclarer immédiatement la guerre. Nul besoin pour cela de nommer un pays. Il peut déclarer la guerre à ceux qui ont mené l'attaque d'aujourd'hui, et à toutes les nations qui ont pu apporter leur soutien. Cette décision ne serait pas purement symbolique. Elle serait le signe d'une volonté et d'une détermination à conduire le conflit jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante soit obtenue, quels que soient les temps qu'il faudra et les difficultés que l'on rencontrera.

Robert Kagan est chercheur au Carnegie Endowment for International Peace.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Sylvette Gleize. © Washington Post

Quel modèle américain ? par Ezra Suleiman

SOMMES-NOUS à la fin du modèle économique américain ? Devons-nous repenser notre image d'une Amérique toute-puissante ? Pour l'économie, la question est posée depuis quelques mois, au fur et à mesure du ralentissement de la croissance économique. Politiquement, les événements tragiques du 11 septembre nous obligent à repenser la question de la vulnérabilité américaine ainsi que son incapacité, dans bien des cas, à utiliser son pouvoir.

L'erreur était de penser qu'il pouvait exister un quelconque modèle américain dont on pourrait pointer – avec une certaine satisfaction de ce côté-ci de l'Atlantique – les carences ou l'échec. Le dernier demi-siècle a été riche en modèles économiques de toute sorte. Face au système communiste, l'Occident capitaliste n'a eu de cesse de découvrir et d'encenser successivement les modèles suédois, allemand, japonais, asiatique, pour finir, paradoxalement, par le modèle américain. Aucun n'a jamais réussi à s'imposer durablement, mais l'échec de chacun n'a jamais empêché d'en chercher d'autres. S'agissant de ce qu'il est convenu d'appeler le modèle américain,

son succès s'explique par la conjonction d'une puissance économique incontestée – sinon par l'Europe en construction – et par l'effondrement de « l'ennemi » communiste dont la faillite a en quelque sorte légitimé la domination politique et économique des Etats-Unis. Par ailleurs, les dix années de boom économique ininterrompu que viennent de connaître les Etats-Unis et, par extension, leurs partenaires, ont largement contribué à forger l'image d'un modèle de société.

Le modèle américain a bâti sa réputation sur une économie florissante, et plus largement sur le culte de la réussite individuelle. La société américaine en tant que collectivité a peu d'importance en comparaison, par exemple, avec la société française. Ce qui prime c'est, au fond, l'image d'une société fondée sur l'agrégation d'initiatives individuelles. La réforme de l'Etat fédéral engagée depuis quelques années aux Etats-Unis a eu pour conséquence de réduire encore l'espace public. Les citoyens américains sont incités à se comporter en clients. L'Etat fédéral a perdu nombre de prérogatives au nom de la décentralisation, ce qui a contribué à accroître les inégali-

tés entre Etats et entre communautés. Dire cela, c'est rappeler aux pays européens qu'un modèle ne s'apprécie pas simplement à sa capacité à « faire » de la croissance et à créer des millions d'emplois, qui peuvent disparaître aussi facilement qu'ils ont été créés.

Un autre enseignement à tirer de l'expérience américaine est la recherche d'un équilibre entre l'affirmation de la liberté individuelle et les exigences de la vie en société. La liberté d'initiative ne doit pas déboucher sur la mise en cause de toutes les formes de régulation publique ou collective. L'Etat est là pour produire des normes, fixer un cadre et limiter les abus. Mais le pouvoir de l'Etat n'est pas une fin en soi.

Une Amérique superpuissante ? C'est un modèle plutôt théorique. Il a peu de liens avec la réalité vécue. L'Amérique, souvent intolérante, voire arrogante, est dans l'ambiguïté quant à l'utilisation de son pouvoir. Le pays croit vraiment que tout le monde, à travers les continents et les cultures, aspire à la démocratie et à la société de consommation : tentons-les avec l'Etat de droit, les centres commerciaux suivront et les conflits disparaîtront !

L'Amérique s'est-elle toujours comportée dans le contexte international en conformité avec un code de moralité absolue ? Non, bien sûr, les exemples abondent. Mais les valeurs de la société sont suffisamment prises au sérieux pour que l'exercice du pouvoir soit le plus souvent marqué par des ambivalences. L'exemple de la guerre du Golfe est connu. Le général Powell, héros de ce conflit, était en fait hostile à la libération du Koweït par des troupes américaines. Le président Bush était pour l'engagement militaire. Le compromis fut de déclarer la victoire le plus tôt possible.

Ce genre de décision n'est pas sans conséquences. On est bien obligé de se demander aujourd'hui : si la guerre était allée jusqu'à la défaite totale de Saddam Hussein, la détermination radicale des Etats-Unis (et de ses alliés) aurait-elle démontré aussi une détermination à éradiquer le terrorisme ? Probablement. En tout cas, les organisations terroristes savent très bien que les Etats-Unis se ligotent par leur ambiguïté et leur ambivalence envers l'utilisation de leur pouvoir militaire.

Ceux qui critiquent la brutalité de l'empire américain n'ont pas

d'explication : pourquoi les Etats-Unis n'ont-ils pas réussi à se débarrasser de Saddam Hussein, de Castro ou d'autres dictateurs ? Les terroristes qui ont frappé, à New York et à Washington, ont-ils compris mieux que les alliés européens que les Etats-Unis ne sont pas aussi brutaux qu'un empire devrait l'être ? George Orwell a écrit un jour que Gandhi, sa philosophie et sa tactique de non-violence étaient possibles parce que l'Inde avait la chance d'avoir les Anglais comme ennemis. Les terroristes ont-ils compris que le terrorisme était praticable parce qu'ils avaient la chance d'avoir les Américains comme ennemis ? On nous annonce chaque jour, depuis quelques mois, que le conflit entre les Etats-Unis et l'Europe s'exacerbe. On triomphe lorsqu'on arrive à un accord sur les bananes ! Pendant ces jeux de bananes et autres « conflits », certains se préparent à brûler le monde. A-t-on oublié à ce point les vrais enjeux ?

Ezra Suleiman est professeur de science politique et directeur du Centre d'études européennes de l'université de Princeton.

Un point de non-retour par Ronald Tiersky

CES avions kamikazes dirigés contre les tours du World Trade Center et le Pentagone resteront dans la mémoire des Etats-Unis comme un nouveau Pearl Harbor. Une attaque surprise qui est en fait un massacre. Le territoire national atteint cette fois, et même le cœur du pays. « *Un jour*, comme l'avait dit le président Franklin Roosevelt, qui vivra dans l'infamie. » L'étendue de la dévastation reste encore, au moment où j'écris ces lignes, quelques heures après les explosions, à déterminer. Mais le seul choc des images à la télévision rappelle pour les Américains le sentiment soudain d'un point de non-retour, comme celui qu'ils avaient ressenti au moment de l'assassinat de John F. Kennedy.

Rage contre ceux qui ont perpétré les attentats, compassion extrême envers les victimes, mortes

dans ces conditions ahurissantes : tels sont les sentiments dominants. D'ordinaire, le pays a soif de sensationnalisme – combien de victimes dans cette catastrophe ? Cette fois, il est terrorisé à l'idée d'apprendre le nombre des victimes.

La destruction « à » New York est comme la destruction symbolique « de » New York. C'est une attaque contre l'idée même de la Cité. Une attaque contre le vivre ensemble

Tout a changé subitement pour l'Amérique et pour les Américains. Le pire, dans l'une de ces versions, est arrivé. C'est un avenir plein de dangers incessants qui s'annonce.

Et ce qui est vrai pour les Etats-Unis l'est aussi pour tous les autres pays. Un tabou est levé. Toutes les capitales sont menacées, de Moscou à Pékin en passant par Berlin ou Paris, puisque certains ont pu frapper New York et Washington. Nulle grande ville

développée ne sera à l'abri, à une époque où les sentiments d'injustices ethniques, religieuses et nationales semblent proliférer et aller en s'aggravant.

En même temps, ce qui vient de se passer à New York et à Washington constitue une transformation radicale des conditions de la guerre. Il est maintenant démontré que, même sans armes de destruction massive, le faible peut infliger des dommages inimaginables au fort, par des moyens conventionnels et somme toute modestes, qui rendent néanmoins le fort sans défense sûre. Et le faible n'est pas forcément un Etat. Un réseau terroriste armé peut affronter un grand pays. Il est démontré également que le projet de défense antimissile de l'administration Bush qui succède à la « guerre des étoiles » de Ronald Reagan ne résoudrait en aucune manière le problème fondamental de sécurité nationale des Etats-Unis et, éventuellement, de ses partenaires.

Pourtant, il est quelque chose d'encore plus profond, une affaire

de civilisation. La destruction à New York est comme la destruction symbolique de New York. C'est une attaque contre l'idée même de la Cité. Une attaque contre le vivre ensemble.

Et la philosophe Simone Weil, commentant le sens de la destruction de Troie dans son essai sur l'Iliade, parle « de la plus grande calamité qui puisse arriver à l'humanité, la destruction d'une cité ». Pendant la guerre froide, beaucoup d'Américains estimaient que la stratégie de « destruction mutuelle assurée » (MAD) était une idée folle, tout juste digne du Dr. Folamour. Ceux qui ont semé la destruction et la terreur à New York et à Washington ont osé plus qu'ils ne pensaient.

Ronald Tiersky est professeur de science politique à Amherst College.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-800-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

La fin d'un rêve

C'ÉTAIT un rêve, utopique. Il s'est brisé dans le sang et la terreur lorsque les Etats-Unis, mardi 11 septembre, ont été victimes d'une gigantesque opération terroriste. Un acte de guerre qui traumatise l'Amérique ; un festival de barbarie. Le rêve était celui de George W. Bush. Il entendait protéger les Etats-Unis de la scène internationale ; les voir moins exposés parce que moins impliqués dans le règlement des conflits en cours. Il ignorait la guerre israélo-palestinienne ; enfin, il jurait de sanctuariser le territoire national en le plaçant à l'abri d'un bouclier antimissile. Le réveil est terrible.

La réalité du monde volatil de l'après-guerre froide, celle d'une scène internationale où il n'y a plus de règles et où les Etats ne sont plus les seuls acteurs, cette réalité-là l'a rattrapé avec la violence d'une agression comme les Etats-Unis en avaient rarement subi depuis l'attaque japonaise de Pearl Harbour, en 1941. C'est un nouveau monde qui s'annonce, dans lequel l'hyperpuissance vient d'afficher sa vulnérabilité à l'hyperterrorisme. Le défi est infiniment supérieur à celui que dut relever George Bush père, lorsqu'il décida, en 1991, de chasser les troupes irakiennes du Koweït. L'épreuve survient alors que les grandes lignes de la politique étrangère et de défense du nouveau président sont encore floues et les équipes qui en ont la charge occupées à de surréalistes batailles bureaucratiques.

Le détournement d'avions de ligne par des pirates de l'air qui les ont dirigés vers les symboles de la puissance économique américaine à New York - les tours jumelles du World Trade Center - puis vers le cœur de leur puissance militaire en Virginie, près de Washington - le Pentagone -, a fait des milliers de morts. Dans le drame, les Américains vont se rassembler derrière leur président.

Mais, passé le deuil, viendra le temps des questions. Elles porteront sur la pertinence des choix de M. Bush. Elles viseront son obstination à ne poursuivre qu'un seul objectif stratégique : doter les Etats-Unis d'un système de défense antimissile. Nombreux étaient les experts et responsables politiques qui l'avaient mis en garde : la véritable menace n'était pas celle d'un improbable Etat voyou lançant un missile sur le territoire des Etats-Unis, mais bien celle d'une agression terroriste. Les questions concerneront la politique républicaine au Proche-Orient, même si les attentats de mardi ont sans doute été préparés bien avant l'arrivée de M. Bush à la Maison Blanche. Elles mettront en relief la haine que suscite l'Amérique dans une bonne partie du monde arabo-musulman. Elles souligneront le défi que lancent les terroristes en général et la nécessité d'une lutte commune.

Mais, dans un malheur comme les Etats-Unis en ont rarement connu, elles manifesteront cette évidence : l'isolationnisme n'est jamais une option pour l'Amérique.

Nous sommes tous Américains

Suite de la première page

La journée du 11 septembre 2001 marque l'entrée dans une nouvelle ère, qui nous paraît bien loin des promesses et des espoirs d'une autre journée historique, celle du 9 novembre 1989, et qu'une année quelque peu euphorique, l'an 2000, que l'on croyait pouvoir se conclure par la paix au Proche-Orient, avait fait naître.

Un siècle nouveau s'avance donc, technologiquement performant, comme le montre la sophistication de l'opération de guerre qui a frappé tous les symboles de l'Amérique : ceux de la surpuissance économique au cœur de Manhattan, de la « puissance » militaire au Pentagone, et enfin de la puissance tutélaire du Proche-Orient tout près de Camp David. Les abords de ce siècle sont aussi intelligibles. Sauf à se rallier promptement et sans précautions au cliché déjà le plus répandu, celui du déclenchement d'une guerre du sud contre le nord. Mais dire cela, c'est créditer les auteurs de cette folie meurtrière de « bonnes intentions » ou d'un quelconque projet selon lequel il faudrait venger les peuples opprimés contre leur unique oppresseur, l'Amérique. Ce serait leur permettre de se réclamer de la « pauvreté », faisant ainsi injure aux pauvres ! Quelle monstrueuse hypocrisie. Aucun de ceux qui ont prêté la main à cette opération ne peut prétendre vouloir le bien de l'humanité. Ceux-là

ne veulent pas d'un monde meilleur, plus juste. Ils veulent simplement rayer le nôtre de la carte.

La réalité est plus sûrement celle, en effet, d'un monde sans contrepoids, physiquement déstabilisé donc dangereux, faute d'équilibre multipolaire. Et l'Amérique, dans la solitude de sa puissance, de son hyper-puissance, en l'absence désormais de tout contre-modèle soviétique, a cessé d'attirer les peuples à elle ; ou plus précisément, en certains points du globe, elle ne semble plus attirer que la haine. Dans le monde régulé de la guerre froide où les terroristes étaient peu ou prou aidés par Moscou, une forme de contrôle était toujours possible ; et le dialogue entre Moscou et Washington ne s'interrompait jamais. Dans le monde monopolistique d'aujourd'hui c'est une nouvelle barbarie, apparemment sans contrôle, qui paraît vouloir s'ériger en contre-pouvoir. Et peut-être avons-nous nous-mêmes en Europe, de la guerre du Golfe à l'utilisation des F16 par l'armée israélienne contre les Palestiniens, sous-estimé l'intensité de la haine qui, des faubourgs de Djakarta à ceux de Durban, en passant par ces foules réjouies de Naplouse et du Caire, se concentre contre les Etats-Unis.

Mais la réalité, c'est peut-être aussi celle d'une Amérique rattrapée par son cynisme : si Ben Laden est bien, comme semblent le penser les autorités américaines, l'ordonnateur de la journée du 11 septembre, comment ne pas rappeler qu'il a lui-même été formé par la CIA, qu'il a été l'un des éléments d'une politique, tournée contre les Soviétiques, que les Américains croyaient savante. Ne serait-ce pas alors l'Amérique qui aurait enfanté ce diable ?

En tout état de cause, l'Amérique va changer. Profondément. Elle est comme un grand paque-

bot, glissant longtemps sur une même trajectoire. Et lorsque celle-ci est inféchie, elle l'est durablement. Or même si le langage est galvaudé, les Etats-Unis viennent de subir un choc sans précédent. Sans remonter à la toute première agression sur son territoire, celle de 1812 où l'armée britannique détruisit la première Maison Blanche, l'épisode le plus proche qui s'impose est celui de Pearl Harbor. C'était en 1941, loin du continent, avec des bombardiers contre une flotte militaire : l'horreur de Pearl Harbor n'est rien en regard de ce qui vient d'arriver. Elle est au sens propre sans commune mesure : hier 2400 marins engloutis, aujourd'hui bien plus de civils innocents.

Pearl Harbor avait marqué la fin d'un isolationnisme, ancré au point d'avoir résisté même à la barbarie de Hitler. Quand en 1941, Charles Lindbergh faisait une tournée de conférences en Europe pour plaider contre toute implication américaine, une large partie de l'opinion outre-Atlantique rêvait déjà d'un repli sur l'espace latino-américain, laissant l'Europe à ses ruines et à ses crimes. Après Pearl Harbor tout a changé. Et l'Amérique a tout accepté, le plan Marshall comme l'envoi de GI's sur tous les points du globe. Vint ensuite la déchirure vietnamienne, qui a débouché sur une nouvelle doctrine, celle de l'emploi massif et rare de la force, accompagné du dogme du « zéro mort » américain comme cela fut illustré pendant la guerre du Golfe. Tout cela est désormais balayé : nul doute que tous les moyens seront utilisés contre des adversaires restés à ce jour insaisissables.

La nouvelle donne qui s'esquisse dans le sang comporte à ce stade au moins deux conséquences prévisibles. Toutes deux ont trait aux alliances : c'en est bel et bien fini d'une stratégie tout entière conçue contre la Russie alors soviétique. La Russie, du moins dans sa partie non islamisée, va devenir le principal allié des Etats-Unis. Mouvement que le président Poutine a saisi dès le soir du drame. Peut-être en est-ce fini aussi d'une alliance que les Etats-Unis avaient esquissée dès les années trente et solidement établie dans les années 1950 avec l'intégrisme musulman sunnite, tel qu'il est défendu notamment en Arabie saoudite et au Pakistan. Aux yeux de l'opinion américaine et de ses dirigeants, l'islamisme, sous toutes ses formes, risque d'être désigné comme le nouvel ennemi. Certes, le réflexe anti-islamiste avait déjà donné lieu, aussitôt après l'attentat d'Oklahoma City contre un immeuble fédéral, à des déclarations ridicules, sinon odieuses. Mais, cette fois, la haine inextinguible qui nourrit ces attentats tout comme le choix des cibles et le caractère militaire de l'organisation nécessaire limitent le nombre des auteurs possibles.

Au-delà de leur apparente folie meurtrière, ces derniers obéissent malgré tout à une logique. Il s'agit évidemment d'une logique barbare, d'un nouveau nihilisme qui répugne à une grande majorité de ceux qui croient en l'islam, dont la religion n'autorise pas plus le suicide que le christianisme ; à plus forte raison le suicide couplé au massacre des innocents. Mais il s'agit d'une logique politique qui par la montée aux extrêmes veut obliger les opinions musulmanes à « choisir leur camp », contre ceux qui sont couramment désignés comme « le grand Satan ». Ce faisant, leur objectif pourrait bien être d'étendre et de développer une crise sans précédent dans l'ensemble du monde arabe.

A long terme, cette attitude est évidemment suicidaire. Parce qu'elle attire la foudre. Et qu'elle peut l'attirer sans discernement. Cette situation commande à nos dirigeants de se hisser à la hauteur des circonstances. Pour éviter aux peuples que ces fauteurs de guerre convoitent et sur lesquels ils comptent d'entrer à leur tour dans cette logique suicidaire. Car on peut le dire avec effroi : la technologie moderne leur permet d'aller encore plus loin. La folie, même au prétexte du désespoir, n'est jamais une force qui peut régénérer le monde. Voilà pourquoi, aujourd'hui, nous sommes américains.

J.-M. C.



Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.
Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Directeur artistique : Dominique Roynet ; adjoint : François Lolicheon
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer
Rédaction en chef centrale :
Alain Frachon, Eric Fottorino, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre
Rédaction en chef :
Alain Deboue (International) ; Anne-Line Roccati (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Serge Marti (Le Monde Economie)
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pfalloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Stravinsky à la Fenice

LE THÉÂTRE DE LA FENICE de Venise a créé, hier soir, le nouvel opéra d'Igor Stravinsky, *The Rake's Progress*, dont le livret, dû à Auden, est inspiré de l'œuvre célèbre de Hogarth. On attendait avec impatience cette création. De tous les musiciens contemporains, Stravinsky est sans doute celui qui s'est le plus constamment renouvelé, déconcertant parfois les plus fidèles de ses admirateurs par les changements de sa « manière », inattendus chez l'auteur du *Sacre du printemps*, de *L'Histoire du soldat* et de *Noces*. Mais, dès le temps des Ballets russes, dès 1919, Stravinsky n'avait-il pas flirté avec la musique italienne en empruntant à Pergolèse les thèmes de *Pulcinella* ? Aujourd'hui, ce flirt aboutit à un mariage, et *The Rake's Progress* en est le fruit.

Un fruit savoureux d'ailleurs. Pastiche diront sans doute beau-

coup d'auditeurs. Oui et non. Parti pris qui fait songer tour à tour à Rossini, à Verdi, parfois même à Ponchielli, mais où se retrouve l'habileté suprême d'un maître dans l'art de manier la matière sonore, de la colorer des nuances les plus subtiles. La mélodie coule d'un bout à l'autre de l'œuvre nouvelle, remarquablement écrite pour les voix. L'instrumentation reste constamment transparente - même dans ces passages où l'orchestre tient le premier rôle. *The Rake's Progress* (*La Vie du libertin*) a été monté admirablement à la Fenice avec le concours de l'Orchestre et des Chœurs de la Scala de Milan, d'Elisabeth Schwarzkopf, Robert Rounseville et Raffaele Arie. L'auteur, qui était au pupitre, a été longuement acclamé.

René Dumesnil
(13 septembre 1951.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Erreur sur la menace

Suite de la première page

D'où l'idée de construire ce bouclier antimissile pour mettre à l'abri de toute surprise le territoire national, les forces américaines engagées sur des terrains extérieurs et éventuellement les alliés des Etats-Unis. Le projet n'en est qu'à ses débuts. Un programme limité a été lancé par la précédente administration démocrate, vers la fin du deuxième mandat Clinton. George W. Bush et son secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, rêvent de lui donner toute son ampleur mais risquent fort d'être freinés par des considérations à la fois financières et techniques. Voire politiques bien que l'administration Bush, avec sa forte conscience de l'exception et de la supériorité américaine, semblerait se soucier comme d'une guigne des réserves de ses alliés, pour ne pas parler du mécontentement russe ou chinois. Le projet a d'ailleurs subi nombre de modifications depuis qu'il a été lancé, qu'il s'agisse de l'ampleur de la protection, des techniques envisagées ou des phases d'intervention.

Ce qui compte toutefois ici, c'est moins la faisabilité du programme, et son coût, que l'idée sur laquelle il est fondé : il ne doit pas être permis aux ennemis des Etats-Unis de porter la guerre sur le territoire améri-

cain. Forte d'une forme d'insularité qui l'a mise à l'abri des querelles européennes jusqu'en 1917, épargnée par la MAD (Mutual Assured Destruction) de l'équilibre de la terreur après la deuxième guerre mondiale, l'Amérique de George W. Bush voulait être invulnérable à l'attaque d'un « Etat voyou » sans scrupules et suffisamment sans morale pour accepter le risque de représailles massives contre sa propre population. Cette invulnérabilité à une menace extérieure a pour corollaire la guerre « zéro mort » pour les opérations extérieures dans lesquelles des soldats américains pourraient être engagés. La stratégie choisie dans la guerre du Kosovo en 1999 en est la meilleure illustration.

Les actions terroristes menées mardi 11 septembre à New York et Washington sonnent-elles le glas de cette politique ? Il est sans doute trop tôt pour répondre. Elles amènent toutefois à poser quelques questions sur le désordre barbare qui a succédé à la guerre froide. Si les Américains pensaient que la construction bipolaire avait cédé la place à un monde unipolaire dans lequel ils pourraient impunément imposer leur volonté et leur loi, ils se sont trompés. Faute de la discipline plus ou moins contraignante de l'affrontement Est-Ouest, une myriade d'acteurs s'est installée dans les relations internationales où les rapports entre Etats (fussent-ils des Etats « voyous ») ne représentent plus qu'une composante parmi d'autres. Parmi ces acteurs non éta-

tiques, il y a les ONG (organisations non gouvernementales), mais aussi la criminalité organisée ou les réseaux terroristes. Contre ces derniers, contre le détournement d'un avion de ligne lancé sur les tours de Manhattan, le bouclier antimissile le plus sophistiqué et le plus étanche ne serait pas d'un grand secours. Beaucoup d'opposants au NMD, aux Etats-Unis et à l'étranger, ont reproché à l'administration de se tromper de cible, de faire erreur sur la menace principale.

RETOUR DANS LE RANG

Les attentats de New York et de Washington leur donnent certainement des arguments. Mais ils ne mettent pas pour autant fin à la discussion. Il est probable en effet que les partisans du bouclier antimissile ne désarmeront pas, à la fois pour des raisons idéologiques - la protection du citoyen américain ne doit négliger aucune hypothèse et une menace n'exclut pas l'autre - et politiques - les terroristes de Manhattan et du Pentagone n'auraient-ils pas bénéficié de l'appui stratégique d'un Etat pour monter une opération aussi complexe ?

Il est donc permis de penser que les dirigeants américains n'auront pas beaucoup de mal à convaincre leurs compatriotes, au cours des mois à venir, que tous les efforts doivent être entrepris pour garantir une sécurité maximale, dans toutes les directions, car le terrorisme n'exclut pas les dangers inhérents à la prolifération des armes de destruction massive. Mais la seconde

conclusion que des hommes politiques tentés moins par l'isolationnisme que par l'unilatéralisme devraient tirer, c'est que ni leur situation géographique ni leur puissance ne mettent les Etats-Unis à l'abri des tourments du monde. Et que ce degré, sans doute irréductible, de vulnérabilité les place malgré toutes leurs prétentions contraires dans une situation analogue à celle des autres Etats moins puissants de la planète. Par conséquent, les Etats-Unis devraient accepter de revenir sur le « splendide isolement » qui semblait la caractéristique de la politique engagée par la nouvelle administration républicaine. Le terrorisme les fait en quelque sorte rentrer dans le rang.

Comme on disait naguère que le nucléaire avait un effet égalisateur parce qu'il permettait aux petits pays possesseurs du feu nucléaire de prétendre jouer dans la cour des grands, de même le terrorisme a-t-il un effet égalisateur pour les victimes car ils ne distinguent pas entre les petits et les grands Etats. La nouveauté radicale introduite dans le monde par les attentats de New York et Washington, c'est que, pour la première fois, des groupes aux contours mal définis déclarent la guerre à l'Etat le plus puissant de la planète. L'après-guerre froide ne ressemble décidément pas à ce que les vainqueurs de la guerre froide avaient envisagé.

Daniel Vernet

Quand la réalité dépasse la fiction

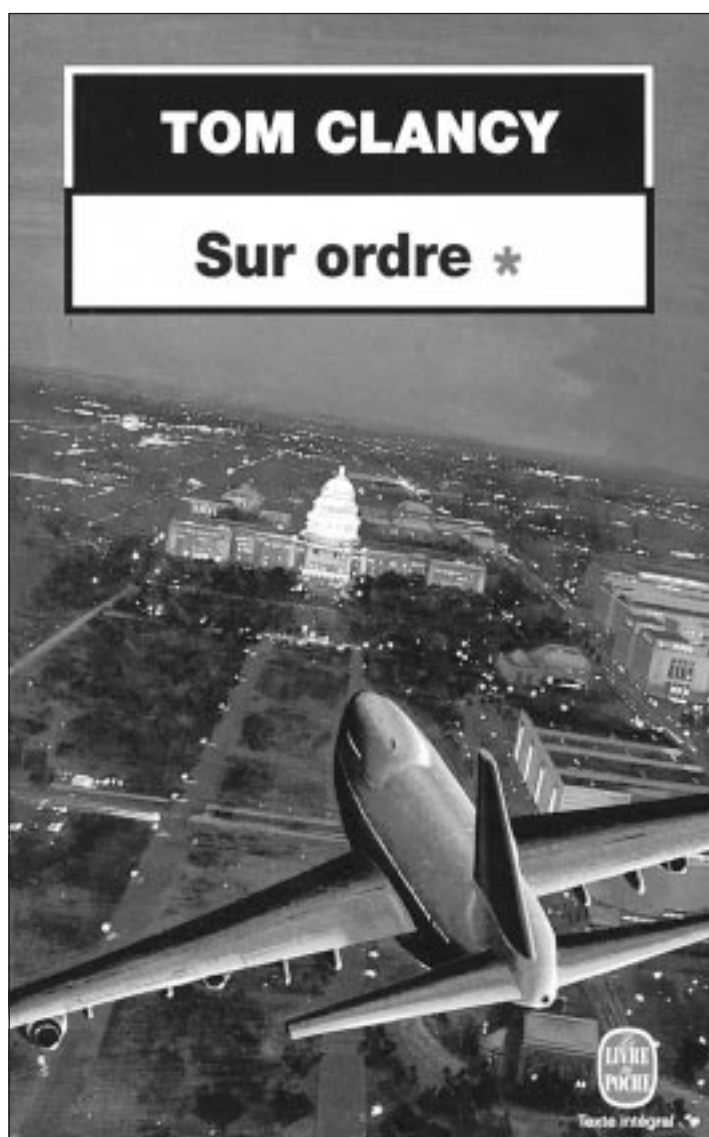
Les réalisateurs de cinéma et les romanciers ont volontiers exploré les thèmes du terrorisme et les scénarios-catastrophes. Films à grand spectacle et best-sellers ont abondamment décrit invasions, attentats et détournements d'avions, depuis « Les soucoupes volantes attaquent » jusqu'à... Tom Clancy

Qui a lu les romans de Tom Clancy ?

COMME beaucoup d'Américains, et bien d'autres gens sur la planète, Tom Clancy a dû mal dormir dans la nuit du 11 septembre. Il est l'auteur de thrillers qui sont des succès mondiaux. Mais il est à craindre que certains de ses lecteurs animés de mauvaises intentions ne l'aient pris au pied de la lettre. La tragédie qui frappe les Etats-Unis a été assez précisément décrite dans deux de ses livres, *Dettes d'honneur* et *Sur ordre* (Albin Michel, puis Le Livre de poche), publiés en 1995 et 1996. Le premier imagine un aviateur japonais qui, après une assez improbable – on l'espère – guerre entre l'Amérique et son pays, jette son avion sur le Capitole, en pleine prestation de serment d'un vice-président, tuant la majorité du personnel politique. Sa description de la catastrophe est malheureusement désormais familière aux téléspectateurs du monde entier.

Le second livre, *Sur ordre*, est plus inquiétant, si c'est possible. Clancy met en scène un leader musulman inspiré par l'événement et organisant à son tour des actions terroristes contre « le Grand Satan », en utilisant ce que d'aucuns nomment la bombe atomique du pauvre, l'arme bactériologique. Tout cela ne serait que littérature, bien ficelée mais pas très bonne, si parmi ses autres lecteurs Tom Clancy ne comptait l'ancien président George Bush (père), dont il était, dit-on, l'un des auteurs préférés. Son fils, l'actuel président des Etats-Unis, a dû le lire aussi. Comme, c'est à craindre, des millions d'autres Américains, sans compter ceux qui ont pu l'entendre mardi 11 septembre commenter en direct les images diffusées par CNN.

Il a également régalé naguère les lecteurs du *Monde* (18 février 1998) d'un point de vue intitulé : « Sommes-nous vraiment prêts à frapper Bagdad ? », qui pointait également



L'édition française, en Poche, du roman de Tom Clancy, décrivant une action terroriste contre « le Grand Satan ».

le danger de la prolifération des armes chimiques. Et dénonçait l'incapacité de son pays à y faire face, sauf par « la mise en application de ce qui est depuis longtemps la politi-

que des Etats-Unis : aux armes de destruction massives répondraient les armes de destruction massives. Et les seules dont nous disposons sont atomiques ». Et d'ajouter : « La

guerre est un acte politique ; sa préparation, donc, doit être politique aussi. Elle consiste en partie, dans le cas présent, à expliquer aux citoyens américains ce qui se passe, pourquoi cela n'est pas acceptable, et ce qu'il faudra peut-être faire pour y remédier... »

Le président américain George W. Bush a promis mardi de « pourchasser et punir » les auteurs des attentats. Tous ceux qui pourraient se sentir visés ont protesté de leur innocence, jusques et y compris les talibans afghans qui ont juré que leur protégé, le milliardaire saoudien en exil Oussama Ben Laden, n'y était pour rien. Ou n'y avait pas pensé.

Les responsables américains, si : « Il y a des indices montrant que des personnes ayant des liens avec Ben Laden et l'organisation al Qaeda pourraient être responsables, mais il est encore trop tôt et cela n'a pas été attesté », a déclaré mardi un responsable américain à l'agence de presse Reuters, sous couvert d'anonymat. « Il y a des raisons de croire que des personnes ayant des liens avec lui puissent être responsables de cela », a-t-il ajouté.

Si tel était le cas, quelle serait la réaction d'un président lecteur de Tom Clancy ? La réponse est dans le deuxième tome de *Sur ordre* : « Une attaque a été lancée contre nos citoyens, sur notre sol », écrit Clancy, qui fait dire au président que le peuple du pays belligérant n'est pas responsable. « Les peuples ne font pas la guerre. La décision est souvent prise par un seul homme. Commencer une guerre n'est jamais la conséquence d'un processus démocratique. » A la fin du roman, le responsable du carnage fait seul les frais d'une de ces merveilles de la technologie militaire, les bombes « intelligentes ». Prions pour que le président George W. Bush ait lu son Clancy jusqu'au bout.

Harry Bellet

Hollywood et le goût du désastre

DANS *The Imagination of Disaster*, un essai de 1965, Susan Sontag analysait la vague de films-catastrophes envahissant les écrans américains et relevant, selon elle, d'une « esthétique de la destruction ». Le cinéma hollywoodien est, pour une large part, au moins depuis les années 1950, un cinéma de la catastrophe. La toute-puissance de sa production, son savoir-faire, son goût pour le spectaculaire, ajoutés à la récente arrivée de la technologie numérique, l'ont amené à se faire régulièrement le chroniqueur de l'Apocalypse. Le « scénario-catastrophe » de la journée du 11 septembre a déjà été envisagé, à quelques nuances près, dans ce cinéma. L'explosion d'un gratte-ciel était le sujet de *Piège de cristal* (1988), de John McTiernan, où Bruce Willis luttait, avec succès bien sûr, contre des terroristes.

Le film-catastrophe reste étroitement lié à l'histoire politique américaine. La guerre froide, le Vietnam, la crise des années 1970... délimitent les contours d'un genre grâce auquel l'industrie hollywoodienne a bâti sa domination. Dans les années 1950, la crainte d'une invasion extraterrestre symbolisait le péril communiste et la peur d'une guerre nucléaire. *Les soucoupes volantes attaquent* (1956), de Fred F. Sears, montrait, dans un plan spectaculaire, le toit de la Maison-Blanche endommagé par une soucoupe volante. Pareille humiliation n'était, et ne restait envisageable, que de la part d'une puissance venue de l'espace, seule capable de se mesurer à l'Armada américaine. *La Guerre des mondes* (1952) de Byron Haskin, *Le Météore de la nuit* (1953) de Jack Arnold, *L'Invasion des profanateurs de sépultures* (1956) de Don Siegel représentaient, à des degrés variables, avec un message politique plus ou moins explicite, la paranoïa américaine face à l'Union Soviétique, entretenue par le McCarthyisme. Tim Burton rendra hommage, en 1997, avec *Mars attacks !*, à cette esthétique des années 1950. La Maison-Blanche, décrite comme une institution dégénérée, se trouve envahie par des Martiens qui taillent en pièces ses résidents.

Dans les années 1960, cette esthétique de la destruction, évoquée par Susan Sontag, s'était emparée de tout le cinéma américain, hollywoodien et indépendant. *Bonnie et Clyde* (1966) d'Arthur Penn apparaissait, avec son bain de sang final où Warren Beatty et Faye Dunaway mourraient criblés de balles, comme un film de gangsters apocalyptique. Sam Peckinpah réalisait avec *La Horde sauvage* (1969) l'équivalent d'un western-catastrophe. George Romero dans *La Nuit des morts-vivants* (1968) livrait sa version du Jugement dernier où les morts sortaient de leur tombe pour dévorer les vivants.

C'est sur cette ruine des genres au cinéma qu'apparaît le film-catastrophe dont les plus beaux fleurons sont *Airport* (1970) de George Seaton, avec Burt Lancaster et Dean Martin, *L'Aventure du Poséidon* (1972) de Ronald Neame, avec Gene Hackman, *Tremblement de terre* (1974) de Mark Robson, avec Charlton Heston et *La Tour infernale* (1974) de John Guillermin, avec Steve McQueen et Paul Newman. Ce dernier film mettait en scène, de nouveau, un gratte-ciel en feu. Un

architecte, peu scrupuleux des normes de sécurité en était responsable. L'erreur humaine était, bien sûr, plus rassurante qu'un acte criminel. Cette vague de films-catastrophe signalait un tournant dans la stratégie des studios américains, désormais plus enclins à s'appuyer sur un arsenal d'effets spéciaux pour leurs productions. La peur d'une catastrophe humaine ou naturelle s'interprétait aussi comme la manifestation d'une angoisse née de la crise pétrolière de 1973, du désengagement américain au Vietnam, et de la fin d'un âge d'or économique qui avait commencé à la fin de la seconde guerre mondiale.

Les années 1980 et 1990 marquent un nouvel état du film-catastrophe. Curieusement, la trilogie « Die Hard » – inaugurée par *Piège de cristal*, suivie par *58 minutes pour vivre* (1990), de Renny Harlin, où Bruce Willis affronte des terroristes dans un aéroport, et *Die Hard 3* (1995), de John McTiernan, où le même Bruce

La trilogie « Die Hard » comporte, si on met ses épisodes bout à bout, tous les ingrédients de ce qui vient de se passer

Willis se frotte à des terroristes qui font sauter des immeubles à New York – comporte, si on met ses épisodes bout à bout, tous les ingrédients de ce qui vient de se passer le 11 septembre. Trois des plus grands succès de la décennie 1990, *Independence Day* (1996), de Roland Emmerich, *Armageddon* (1998), de Michael Bay, *Deep Impact* (1998), de Mimi Leder, abordent la menace d'une destruction massive, par la faute d'un astéroïde ou d'une invasion extraterrestre, sous un angle nationaliste où s'exprime d'abord la puissance américaine. Dans *Independence Day*, la riposte terrienne contre une invasion extra-terrestre est menée par les Etats-Unis. Dans *Armageddon*, une équipe commanditée par la NASA s'attaque à la destruction d'un astéroïde qui menace de s'écraser sur la Terre, tandis que le reste du monde les regarde, sans rien faire.

Un seul film est parvenu à briser ce consensus patriotique. Il s'agit du méconnu *Couvre-feu* (1998), d'Edward Zwick, dont on ne peut que constater la dimension prophétique. Une série d'attentats meurtriers commis par des terroristes islamistes à New York créait la panique dans la métropole de la côte est. Débordé, le gouvernement américain autorisait l'instauration d'un état de siège. L'armée, menée par un général fasciste interprété par Bruce Willis, tirait avantage de cette loi martiale sans jamais parvenir à enrayer la vague d'attentats. Violentement malmené lors de sa sortie, critiqué pour son scénario fantaisiste, *Couvre-feu* était, mardi, évoqué par plusieurs New Yorkais, le voyant, tristement, devenu « un classique »...

Samuel Blumenfeld

La prédiction de Samuel Huntington : le début d'une grande guerre

LES conflits futurs ne seront pas économiques ou politiques. Ils seront culturels. Ils opposeront entre elles des civilisations définies essentiellement par leur religion de référence – islam, christianisme et bouddhisme. Un des phénomènes majeurs des vingt dernières années est le réveil de l'islam. Il s'agit d'un mouvement de masse, porté par une vague démographique sans précédent.

La culture islamique, dans sa version la plus stricte, offre une dignité aux jeunes gens déclassés qui peuplent les quartiers misérables du Caire, de Karachi et de Kaboul. On a donc bien tort de croire que la bataille des idées a été définitivement gagnée après la chute du mur de Berlin. La démocratie libérale et la tolérance n'ont nullement triomphé sur la planète. Les valeurs philosophiques et politiques des Occidentaux n'ont pas eu le même succès que leur nourriture, leurs ordinateurs ou leurs vêtements. Des jeunes gens portant des jeans, qui boivent du Coca-Cola et mangent un Big Mac dans un quelconque pays musulman du Moyen-Orient « sont peut-être en train de préparer un attentat contre un avion de ligne américain »...

Telle est la thèse que défend Samuel Huntington, professeur à l'université Harvard, dans un long article intitulé « The Clash of Civilizations », paru en 1993 aux Etats-Unis dans la revue *Foreign Affairs*. Cet essai a un tel succès outre-Atlantique que l'auteur développe et enrichit d'exemples concrets son idée centrale d'un « clash » inévitable et sanglant entre les civilisations telles qu'elles se nourrissent des religions. Cela donne un gros livre qui fait un tabac en Europe, notamment en Allemagne. Traduit en français, il est publié à l'automne 1997 chez Odile Jacob, sous le titre *Le Choc des civilisations*. Ce regard tragique, cette vision apocalyptique de l'avenir de l'humanité tranchent singulièrement avec l'heureux épilogue de l'aventure universelle imaginé par

Francis Fukuyama en 1992 dans *La Fin de l'Histoire* (Flammarion).

Que dit Huntington, qui semble se vérifier dans l'horrible fracas des tours jumelles de Manhattan ? Qu'est-ce que ce professeur, toujours de noir vêtu, maigre comme un croque-mort, paraît avoir annoncé, en se trompant, il est vrai, de quelques années, et surtout de pays-cible ? Les attaques-suicides menées contre l'Occident, son cœur financier (Wall Street) et militaire (le Pentagone) ne sont qu'un début. Selon Huntington, nous n'assistons nullement à l'avènement d'une civilisation universelle dans le bonheur d'une démocratie libérale et marchande qui serait acceptée par tous sur la planète et scandée par le rythme paisible des élections régulières. C'est tout le contraire. Nous vivons le début d'une grande guerre.

Lors de la parution du *Choc des civilisations*, on n'a remarqué que l'énorme succès du livre en Occident. On n'a pas suffisamment prêté attention au fait que l'ouvrage était fraîchement accueilli au Proche-Orient et en Asie. Il est vrai, pour être précis, que Samuel Huntington distingue, en réalité, huit civilisations qui s'en-

trechoquent : occidentale, latino-américaine, musulmane, chinoise, hindoue, slavo-orthodoxe, bouddhiste et japonaise. Il a donc réussi à agacer à peu près tous ceux qui ne sont pas des Occidentaux blancs et plus ou moins chrétiens (judéo-chrétiens, pour être encore plus précis). Huntington affirme que les conflits les plus rudes sont à prévoir autour du bloc islamique, qui est d'un seul

Les Etats-Unis ont été la première cible du « choc des civilisations »

tenant, et visiblement en phase d'expansion, donc, comme dans la tectonique des plaques, il prédit des tremblements de terre sur son pourtour. La Méditerranée ou l'Atlantique ?

Le dernier chapitre du *Choc des civilisations* est un scénario-catastrophe digne des meilleurs scripts d'Hollywood. Les islamistes ont acquis l'arme nucléaire. Ils lan-

cent un missile sur une grande ville occidentale. La puissance ainsi visée riposte par le feu nucléaire contre le territoire d'où l'attaque est venue. Ainsi commence la troisième guerre mondiale. Dans le scénario imaginé par Huntington, cela se passe en 2010 et la ville détruite par les islamistes est Marseille. Voilà pour ce chapitre de politique-fiction qu'il est sans doute instructif de relire aujourd'hui.

Dans la vie réelle, le 11 septembre 2001, New York et Washington ont été touchés. Il ne s'agit pas d'un missile nucléaire mais de quatre avions-suicides. Le scénario-catastrophe s'est réalisé, mais, contrairement à ce qu'imaginait Huntington, ce sont les Etats-Unis qui ont été la première cible du « choc des civilisations ». La période ouverte par les kamikazes de Washington et de New York pourrait bien être comparable à l'ère inaugurée par les premiers coups de feu d'août 1914. Ceux-ci ont marqué le vrai début du XX^e siècle, aux yeux de nombreux historiens. Le XXI^e siècle a peut-être commencé le 11 septembre 2001. Et ce n'est pas du cinéma.

Dominique Dhombres

Le terrorisme islamiste, thriller effrayant

qu'au cinéma. Mais, quelquefois, la fiction se rapproche très dangereusement de la réalité.

Dans un roman tout récemment publié en France – *Métamorphose de la vengeance* (éd. Robert Laffont) –, Mark Burnell imagine que son héroïne, Stéphanie, alias Petra, dont toute la famille est morte dans un attentat à la bombe contre un avion en vol, est recrutée par les services secrets anglais et parvient à infiltrer un réseau terroriste dirigé par un islamiste fanatique, adepte fervent du djihad, Kamal Ibrahim Karim. Stéphanie réussira à percer à jour une action d'envergure : le détournement de douze avions de ligne

vers les Etats-Unis, que les pirates-kamikazes feront exploser avec tous leurs passagers pour frapper les esprits de terreur... Elle est confrontée, au moment crucial, à l'un des Palestiniens pirate de l'air, avec qui elle échange ce dialogue : « Israël se comporte comme cela parce qu'il est financé par les Etats-Unis. Il n'a pas le sentiment de devoir faire un effort parce qu'il peut toujours compter sur le soutien de l'Amérique. »

– Alors vous punissez les Américains de faire pression sur Israël ?

– Les Américains n'ont pas à intervenir dans notre partie du monde. Il faut qu'ils sachent qu'il est temps d'arrêter. Ils ne nous com-

prennent pas, alors qu'ils nous laissent tranquilles. Je ne hais pas les Israéliens. Je ne hais pas les Américains. Je ne hais que les gens qui ne cessent de nous détruire. »

Stéphanie essaie alors de comprendre l'engrenage dans lequel est entré cet homme qui lui raconte son destin brisé – sa femme et sa mère ont été tuées par des soldats israéliens, sa sœur violée, sa famille entière détruite. C'est ainsi qu'il a choisi, fou de désespoir, cette forme de guerre sans merci.

Mardi, la réalité a dépassé cette fiction, et « l'engrenage » a avancé de plusieurs crans...

Jacques Baudou

CORSE Jean-Guy Talamoni, chef de file des élus de Corsica Nazione de l'Assemblée de Corse, « conteste formellement », dans un entretien au Monde, l'« existence de la moi-

dre porosité » entre le « milieu » et les nationalistes de sa « mouvance ». L' élu nationaliste annonce qu'il se rendra, jeudi 13 septembre, à sa convocation comme témoin dans

l'enquête sur l'assassinat de Jean-Michel Rossi. ● ALAIN LIPIETZ est, selon M. Talamoni, « victime d'un procès en sorcellerie ». Pour l' élu nationaliste, « on ne peut pas dire

qu'il n'y aura jamais d'amnistie » au terme du processus de Matignon. ● L'ADAPTATION DE LA LOI LITTORAL dans l'île, prévue par un article du projet de loi relatif à la Corse,

pourrait être reportée à 2004. ● DES SÉNATEURS membres de la commission spéciale sont arrivés à Ajaccio pour préparer l'examen du projet prévu à l'automne.

M. Talamoni dément toute « porosité » entre le « milieu » et Indipendenza

Le chef de file de Corsica Nazione juge que l'« on ne peut pas dire qu'il n'y aura jamais d'amnistie pour tous » au terme du processus de Matignon. A son tour, l' élu nationaliste se dit prêt à renvoyer à 2004 l'adaptation de la loi littoral à l'île

« Vous n'avez pas apprécié votre convocation, jeudi, à Paris, par le juge antiterroriste Gilbert Thiel comme témoin dans l'enquête sur l'assassinat de Jean-Michel Rossi, le 7 août 2000.

— Ce que je n'ai pas apprécié, c'est que cette convocation soit rendue publique dans les heures qui ont suivi son envoi et que l'on essaie de faire croire, par un battage médiatique, qu'il y a un lien entre ce crime et moi-même. Faire connaître cette convocation, c'est illégal : mais il semble, hélas, que le secret de l'instruction soit tombé en désuétude. A travers cette publicité, c'est manifestement un des acteurs du processus de Matignon qui est visé.

— Allez-vous vous y rendre ?

— Je n'ai aucune raison de ne pas y aller. Qu'un juge veuille, pour la bonne tenue de son dossier, me poser des questions, ce n'est pas absurde. Mais je risque de ne pas l'éclairer du tout. J'ai déjà dit publiquement que je ne sais rien de cette affaire qui m'est totalement étrangère.

— Vous vous êtes montré très discret, début août, lorsque vous avez reçu un colis piégé à votre cabinet de Bastia...

— Des attentats, ou des tentatives d'attentats, il y en a tous les jours. Ce n'est pas parce que celui-ci me concerne qu'il mérite davan-

tage de commentaires. Ma vie n'a pas plus d'importance que les autres. Je ne changerai pas mes idées et mon action politique pour autant.

— On a parlé de nouveau, après l'assassinat de François Santoni, le 17 août, de la porosité qui existe entre le nationalisme corse et le « milieu ». Qu'en pensez-vous ?

— Nous sommes tellement sûrs de nous, à Corsica Nazione et à Indipendenza, que nous avons réclamé la désignation d'une commission d'enquête en Corse — je dis bien en Corse, car il n'a jamais été question pour nous de demander à l'Etat français de faire le ménage dans l'île. Les responsables politiques devraient rendre compte à cette commission de leurs revenus et de l'état de leur patrimoine. Nous avons aussi réclamé la création d'un organisme de contrôle des fonds publics et d'évaluation des politiques menées. Les institutions corses de demain doivent offrir la plus grande transparence aux citoyens.

— Mais, quand même, des nationalistes proches d'Armata Corsa, comme Nicolas Montigny et Dominique Marcelli, viennent d'être assassinés alors qu'ils étaient mêlés à des affaires de droit commun.

— Je ne connais rien de ces affaires. Je déplore les morts d'hom-

mes. En ce qui concerne la mouvance à laquelle j'appartiens, je conteste formellement l'existence de la moindre porosité en son sein.

— Des élus de l'Assemblée de Corse tels José Rossi (DL), Jean Baggioni (RPR) et Paul Giacobbi (PRG) s'accordent, en cette rentrée, pour reporter l'adoption de la loi littoral. Certains pensent



JEAN-GUY TALAMONI

même à supprimer l'article 12 du projet de loi en discussion. Vous aussi ?

— Tout à fait. Nous sommes au minimum pour une réécriture de cet article. Nous avons défendu l'idée, nous, nationalistes, d'un transfert de ce domaine de compétences à l'Assemblée de Corse pour qu'elle réécrive la loi après un débat avec la société de l'île. Sans

résultat. Nos amendements ont été rejetés. Nous plaillons donc pour qu'au moins notre patrimoine naturel ne soit pas menacé par des dérogations subtiles à la loi.

— Les sénateurs se demandent aujourd'hui si la généralisation de l'apprentissage de corse a vraiment besoin de figurer dans le texte de loi. Que reste-t-il des

« Il est vrai que l'accord trouvé par l'Assemblée de Corse en décembre 2000 a été appliqué a minima »

accords de Matignon ? Seulement un plan exceptionnel d'investissements ?

— Il est vrai que l'accord trouvé par l'Assemblée de Corse en décembre 2000 a été appliqué a minima. Manquant de nombreux transferts de compétences, notamment dans le domaine de l'agriculture. Mais la phase la plus importante, c'est 2004, lorsque l'Assemblée se verra

octroyer un véritable pouvoir législatif et que les départements seront supprimés grâce à une révision de la Constitution. Pour la « première phase », notre référence reste le texte adopté par l'Assemblée de Corse il y a neuf mois.

— Vous avez dû apprécier les prises de position d'Alain Lipietz sur l'amnistie ?

— Je vous rassure, Alain Lipietz n'est pas devenu nationaliste corse, ça se saurait. Mais je pense qu'il est victime d'un procès en sorcellerie et du climat fort peu serein qui règne aujourd'hui à Paris. On ne peut pas dire qu'il n'y aura jamais d'amnistie pour tous si le processus de Matignon arrive à son terme. Ceux qui disent le contraire sont soit des crétiens, soit des gens qui ne lisent jamais les journaux ou les livres d'histoire.

— Vous-même, pourtant, vous ne réclamez jamais l'amnistie, contrairement à d'autres responsables d'Indipendenza...

— C'est que je préfère le terme plus général de libération de tous les prisonniers politiques corses. L'amnistie, c'est une solution technique à un moment donné. La notion de libération est plus large : elle concerne également des militants qui pourraient être libérés avant toute loi d'amnistie. Je pense notamment aux « conditionnables ».

— Dans un entretien au journal suisse *Le Temps*, cet été, vous avez expliqué que « quand on a directement négocié avec les clandestins », comme « les politiciens Pasqua et Debré (...), on est mal placé pour reprocher au gouvernement de discuter avec des élus ». Sur le site nationaliste Amnistia, de nombreux militants se sont vivement inquiétés de cette prise de distance avec la clandestinité...

— Généralement, on me fait plutôt le reproche inverse ! Je ne crois pas pouvoir être suspect de nier l'importance de l'action clandestine. Mes propos aux dernières journées de Corte, cet été, ont été très clairs : ce qui disqualifie les politiciens dont vous parlez, c'est la contradiction qu'il y a à critiquer des négociations au grand jour alors qu'eux-mêmes se sont pliés à des discussions de leur point de vue encore plus critiquables. En ce qui nous concerne, à Corsica Nazione, nous étions tout à fait satisfaits à l'époque de voir les clandestins négocier avec le gouvernement français. Mais ça n'a pas marché, car ce gouvernement s'est renié. »

Propos recueillis par Ariane Chemin

► www.lemonde.fr/corse

Jeux de signes en attendant le passage au Sénat

AJACCIO

de notre envoyée spéciale

Discrettement, le président (RPR) du conseil exécutif de Corse, Jean Baggioni, partisan du processus de Matignon, a préparé ses fiches. Il sait donc parfaitement qui, des membres de la commission spéciale du Sénat chargée d'examiner le projet de loi relatif à la Corse, a voté ou non le statut Defferre, en 1982, ou le statut Joxe, en 1991. Et, en ce début de semaine, il les attend de pied ferme, à Ajaccio, tout comme le président de l'Assemblée de Corse, José Rossi (DL), pour leur donner toutes les explications nécessaires sur ce texte que le Sénat examinera à l'automne.

Arrivée lundi 10 septembre pour cinq jours, la délégation, présidée par Jacques Larché (DL) et composée de Paul Girod (UDF), son rapporteur, du communiste Robert Bret, du RPR Patrick Courtois et du socialiste Jean-Pierre Bel est observée avec une extrême attention par les acteurs corses du processus de Matignon. C'est en effet le jeu des devinettes. D'abord, il faut deviner ce que Jacques Chirac pense de ce projet de loi. Le Sénat, majoritairement à droite, pourrait fournir quelques indices. Il faut aussi deviner comment les sénateurs accueilleraient les principaux volets du texte. Premier indice : mardi matin, à l'école Sampiero d'Ajaccio, les sénateurs se sont interrogés sur la nécessité de légiférer sur l'enseignement du corse en maternelle et en primaire. La veille, à Corte, Jack Lang avait annoncé la généralisation de l'apprentissage du corse dans ces classes d'ici à la fin de l'année scolaire. Du coup, quelques élus se disent que l'apprentissage du corse pourrait avantageusement relever du règlement. L'article 12, qui propose des aménagements à la loi littoral (lire ci-contre), est aussi au cœur des réflexions. Un amendement sénatorial ne serait somme toute pas mal venu. Les élus de Corse attendent enfin beaucoup des sénateurs en matière de fiscalité, mais ils redoutent, en revanche, qu'ils ne veuillent réécrire l'article 1, relatif aux adaptations législatives et réglementaires. Devinettes, toujours.

Ar. Ch.

José Rossi souhaite « un texte consensuel » sur la loi littoral

SI LE PROCESSUS de Matignon devait patir à cause des dérogations à la loi littoral, les élus corses, tout comme le gouvernement, sont aujourd'hui prêts à renvoyer l'examen de la question à 2004. Aux deux sénateurs venus « prendre la température », mercredi 12 septembre, auprès des élus de l'Assemblée de Corse (lire ci-contre), José Rossi, le président (DL) de l'Assemblée territoriale, devait indiquer que, s'il n'était pas possible de réécrire un texte consensuel, il serait préférable de s'en remettre au droit commun en attendant d'y voir clair.

L'article 12 du projet de loi sur la Corse réformant la loi littoral, débattu, en mai, à l'Assemblée nationale, déroge sur trois points à la loi du 3 janvier 1986. Le classement, d'abord, des « espaces remarquables » ne sera plus confié au Conseil d'Etat mais à l'Assemblée de Corse. La loi littoral, ensuite, interdit toute construction « sur une bande de 100 mètres à compter de la limite haute du rivage » : l'article 12 prévoit que la collectivité territoriale pourra autoriser « des aménagements légers » destinés « à l'accueil non hôtelier du public », en somme des paillotes. Enfin, le nouveau texte donne à l'Assemblée de Corse la possibilité de définir « des règles relatives à l'extension de l'urbanisation, adaptées aux particularités géographiques locales ».

L'Assemblée nationale avait adopté une version un peu différente du texte initial, mais la contestation, au fil des mois, a pris de l'ampleur, sous l'impulsion, notamment, du Vert Noël Mamère, puis des élus nationalistes. Les clandestins du FLNC ont finalement « décrié », le 31 mai, « l'interdiction de construire dans les sites remarquables et le gel total de la bande des 100 mètres jusqu'en 2004 ». Bruno Le Roux, le rapporteur (PS) du projet de loi, est allé en Corse, le 15 juin, expliquer que le projet de loi n'avait pas pour objectif de bétonner le rivage ; les élus nationalistes ont refusé de le rencontrer. Le 24 juin, 300 personnes ont manifesté près de Bonifacio à l'appel du Collectif pour le respect de la loi littoral.

IL PEUT ÊTRE PRUDENT D'ATTENDRE

Le ministre de l'intérieur, pour calmer le jeu, a indiqué, fin juillet, à M. Rossi et à Jean Baggioni, le président (RPR) de l'exécutif corse, qu'il ne faisait pas de l'article 12 un *casus belli*. Paul Giacobbi, le président (PRG) du conseil général de Haute-Corse, a lui aussi indiqué qu'il pouvait être prudent d'attendre quelques années (*Le Monde* du 6 septembre). « Il y avait trois pierres d'achoppement sur lesquelles se sont précipités les opposants au processus, a indiqué mardi

M. Rossi : la dévolution législative, la langue corse et la loi littoral. L'Assemblée nationale a fait une partie du travail de conformité à la Constitution, le Sénat fera le reste : les deux premiers problèmes ont été réglés, on ne va pas torpiller un bon projet de loi sur un sujet qui n'est pas le cœur de la réforme. » Le président de l'Assemblée ne souhaite pas abandonner l'article 12, mais il suggère que le Sénat présente « un texte consensuel » qui puisse être adopté. Si ce n'est pas possible, il faudra attendre 2004 et rester dans le droit commun, en abandonnant à regret le « plan d'aménagement et de développement durable », une sorte de super-plan d'occupation des sols, lui aussi défini par l'article 12.

Ce retrait tactique n'est pas du goût de tout le monde. « José Rossi est le président d'une assemblée dont il pétiéne les délibérations, fulmine Jérôme Polverini, le président (DL) de l'Office de l'environnement. Aujourd'hui, il veut tout changer. Si c'est ça, dissolvons l'Assemblée de Corse ! » Jacques Larché (DL), le président de la commission spéciale du Sénat, et son rapporteur, Paul Girod (UDF), vont désormais devoir mettre de l'huile dans les rouages pour préparer le texte qui sera soumis en novembre aux sénateurs.

Franck Johannès

Les défenseurs de l'environnement redoutent « un far west urbanistique »

AJACCIO

de notre envoyée spéciale

Publié quelques semaines après l'adoption en première lecture du projet de loi sur le statut de la Cor-

REPORTAGE

« Cet article, c'est un peu le poison dans le paquet-cadeau »

se par l'Assemblée nationale, le 22 mai, l'ouvrage édité à Ajaccio par des associations de défense de l'environnement en dit assez, par son seul titre, sur les inquiétudes de ses auteurs : *Littoral corse, de l'accès libre à l'accès fric* est un réquisitoire contre l'article 12 du projet de loi, majoritairement approuvé par les élus de l'Assemblée de Corse, en décembre 2000, puis par les députés, mais qui pourrait ne pas survivre à la discussion au Sénat, en novembre (lire ci-dessus). A en croire le brûlot des associatifs corses, l'article 12 « démantèle » les principes de la loi littoral et risque de transformer l'île de beaucoup en « un far west urbanistique » en donnant, notamment, toute latitude aux représentants de l'île

pour « fixer la liste des espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ».

Dès l'avant-projet de loi connu, les militants d'U Levante, dont le siège est en Haute-Corse, et leurs amis de l'association Libre accès aux plages et défense du littoral, installée en Corse-du-Sud, se sont mobilisés. « Vendra-t-on notre île à quelques milliers de privilégiés dont le mérite essentiel est celui de s'être donné la peine de naître riches ou de l'être si vite devenus ? », s'interrogeait, en avril, la revue *Ambiante*, organe d'U Levante.

Les partisans de l'article 12, qu'ils soient de l'UDF, de DL ou du RPR, notamment, balayent d'un revers de la main l'objection. « Nous, les maires, nous devons contenir tout le monde : ceux qui ne veulent rien construire et ceux qui ne jurent que par le vert de la nature. Mais il nous faut aussi satisfaire ceux qui veulent travailler ! », ironisait, en langue corse, le 26 mars, au micro de Radio Corse Frequenza Mora, le maire du village de Pianatoli-Caldarelo, Jérôme Polverini, ancien délégué régional du RPR et président de l'Office de l'environnement. « En France, un proverbe dit : "Quand le bâtiment va, tout va !" En Corse aussi. Il ne faut pas

faire n'importe quoi, mais il faut quand même faire un minimum », concluait celui à qui la rumeur — jamais démentie — attribue la paternité du fameux article 12. « Un camping de cent emplacements fait vivre une famille. Un hôtel trois étoiles de cent chambres fait vivre vingt-cinq familles. Moi qui suis maire d'une commune de 700 habitants, je suis responsable de l'avenir des jeunes et de l'emploi ! », nous avait déclaré, en mars 1998, l'édile de Pianatoli.

« FÉCONDER » LE TERROIR

Raillant les écologistes radicaux, pour qui la Corse serait une « jeune fille vierge et pure condamnée à vieillir sans avoir été fécondée », le futur président de l'Office de l'environnement plaiderait pour un développement touristique « sans gigantisme ». Pour ce faire, ajoutait-il, la Corse ne doit pas avoir peur d'aller chercher l'argent où il est : « L'économie touristique est internationale. Le tourisme "identitaire", interprété de manière restrictive, c'est de la foutaise ! La Corse ne peut pas s'en sortir sans investisseurs et sans capitaux extérieurs. »

Est-ce, comme le suppose Serge Vandepoorte, membre de l'exécutif d'A Manca nazionalu, petit groupe

nationaliste, non représenté à l'Assemblée de Corse, « pour s'attirer les bonnes grâces de la droite » que le gouvernement Jospin aurait décidé de « brader » la loi littoral ? « On peut supposer qu'une sorte de deal, de compromis, a été passée avec la droite », estime le dirigeant local des Verts, Norbert Laredo. « On a un peu le sentiment que la loi littoral a été sacrifiée sur l'autel du processus de Matignon », observe-t-il.

Les représentants de Corsica Nazione, auxquels les Verts de Corse sont liés, se sont pourtant publiquement prononcés contre l'article 12, tout comme le Parti communiste et les socialistes de Corse-du-Sud. Ce qui n'a empêché ni les uns ni les autres de voter, au final, en faveur du « projet Matignon », article 12 inclus. « Cet article, c'est un peu le poison dans le paquet-cadeau », commente Michèle Salotti, présidente d'U Levante, dont les militants ont été « déçus » par le vote des élus corses. « Notre seul espoir, c'est que les sénateurs et les députés, en deuxième lecture, retiennent l'article 12 du projet Matignon », ajoute-t-elle. Sinon ? « Eh bien nous foncerons dans le mur ! Dans tous les sens du terme. »

Catherine Simon

Prison avec sursis requise au procès de Bastia Securita

BASTIA

de notre correspondant

Une vingtaine de personnes assistent, silencieuses, à l'audience correctionnelle du tribunal de grande instance de Bastia pour l'affaire « Bastia Securita », du nom de la société de transports de fonds, proche d'A Cuncolta et du FLNC-canal historique. C'est le premier grand dossier instruit par le pôle économique et financier de Bastia (*Le Monde* du 12 septembre). Une audience presque banale, sauf à remarquer la sécurité discrètement assurée par des gardes mobiles, chargés de surveiller Christophe Pieri, l'un des prévenus de « recel d'abus de biens sociaux », extrait pour l'occasion de sa cellule des Baumettes, où il est en détention provisoire pour une autre affaire. L'avocate Marie-Hélène Mattei, également mise en cause pour « complicité de recel d'abus de biens sociaux », comparaît libre. Jean-Martin Verdi, prévenu d'« abus de biens sociaux », en qualité de gérant de Bastia Securita et, donc, d'ordonnateur des salaires versés, ne s'est pas présenté à l'audience.

« Je suis extrêmement surpris des réquisitions, c'est une poursuite d'opportunité politique. Le procureur parle d'un délit financier mais ne nous cachons pas la vérité : c'est un procès politique qui est intenté à Bastia Securita, et cela parce qu'il faut justifier la fameuse dérive mafieuse des nationalistes. » Le bâtonnier Vincent Stagnara, défenseur de Marie-Hélène Mattei, vient d'entendre le réquisitoire du procureur adjoint François Battut. Le magistrat, ancien de la 14^e section antiterroriste du parquet de Paris, n'a pas exclu « les liens d'intérêts entre l'entreprise de transports de fonds et des structures clandestines ». Le procureur réclame deux ans d'emprisonnement dont un avec sursis et 50 000 francs d'amende contre le gérant de Bastia Securita ; douze mois d'emprisonnement dont six avec sursis et 30 000 francs d'amende contre Christophe Pieri et quinze mois d'emprisonnement assortis du sursis et 40 000 francs d'amende contre Marie-Hélène Mattei. Jugement mis en délibéré au 2 octobre.

Michel Codaccioni

Jacques Chirac, candidat implicite dans les stands agricoles

Retrouvailles au Salon des productions animales

RENNES

de notre envoyée spéciale

Dès son arrivée, le président de la République est tombé sur un de ses adversaires : Alain Madelin, candidat à l'élection présidentielle, était venu accueillir Jacques Chirac, en tant que député d'Ille-et-Vilaine. Aucun des deux hommes ne s'est démonté pour autant. « Tu as bonne mine », a lancé le chef de l'Etat à l'ancien ministre de l'économie. « Mais toi aussi », a rétorqué l'autre. Il y a quelques années encore, ces deux-là étaient amis. Ou tout au moins alliés, le héraut du libéralisme ayant mis son imagination et ses idées au service du candidat de la fracture sociale qui l'emporta en 1995.

Un peu plus loin, dans les allées de ce deuxième Salon de l'agriculture français qu'est le Salon des productions animales - Carrefour européen (Space), M. Chirac a rencontré son ancien ministre de l'agriculture Philippe Vasseur, qui a aujourd'hui abandonné la politique, puis les centristes Pierre Méhaignerie et Jean Arthuis, soutiens déclarés à la candidature de François Bayrou. Le président a pourtant salué tout le monde avec la même chaleur, les amis comme les futurs rivaux. « Puisqu'on vous dit qu'il n'est pas encore en campagne ! », affirment ses conseillers. Le président aurait d'ailleurs eu tort de ne pas faire preuve de magnanimité : partout, parmi les exposants agricoles, mardi, comme la veille, au port de Saint-

Quay-Portrieux, la foule était venue d'abord pour voir le président.

M. Chirac a donc fait sa campagne avec l'air de ne pas y toucher. Chacun a d'ailleurs reçu, depuis quelques jours, la consigne de surtout ne pas s'imaginer ministre ou premier ministre. « Nous ne pouvons pas réclamer à Jospin de continuer à travailler, comme je l'ai fait en évoquant l'année utile, et nous-mêmes donner le sentiment aux Français que nous ne pensons qu'à la campagne », a-t-il dit à plusieurs reprises à des élus de la majorité. Lui-même poursuivra ses réunions de travail et ses voyages mensuels en province « comme d'habitude », assure l'Elysée.

Mais rien n'est fait pour freiner l'enthousiasme des militants. En Bretagne, les jeunes du RPR étaient ainsi venus en nombre pour l'accueillir, portant des pancartes « la France en mouvement », et parfois même une photo, une affiche de la campagne de 1995, avec sa pomme symbole. Les militants du Mouvement Initiative et Liberté (MIL) avaient collé bon nombre d'affiches sur le thème « la gauche ne fait rien ». M. Chirac aurait dû rencontrer ses supporters, discrètement, à l'aéroport. L'attentat de New York l'ayant obligé à écourter son voyage, il leur a, exceptionnellement, fait faux bond.

Raphaëlle Bacqué

► www.lemonde.fr/presidentielle2002

A Rennes, les agriculteurs ont réservé un accueil bienveillant au chef de l'Etat

RENNES

de notre correspondante régionale

Dans les allées de ce haut lieu de l'élevage breton qu'est le Salon des productions animales - Carrefour européen (Space), certains sourient de voir Jacques Chirac s'arrêter longuement au stand de l'agriculture bio : « Si ce n'était pas Jacques Chirac, cela énerverait tout le monde. Avec lui, cela se passe bien. Tant mieux ! » De fait, le déplacement du président de la République, à Rennes, mardi 11 septembre, a semblé produire, dans le monde agricole breton, un effet apaisant. Le chef de l'Etat

avait pourtant prévenu qu'il placerait sa venue sous le signe de la protection de l'environnement (*Le Monde* du 12 septembre). Sur son passage, certains bougonnent bien qu'ils en ont « marre de se faire traiter de pollueurs, d'empoisonneurs, tout en voyant leurs revenus fondre ». Mais, de la part du candidat Chirac, on est prêt, dans la région, à en entendre beaucoup.

La modération de ton est de mise lors du déjeuner de travail qui réunit, autour du chef de l'Etat, représentants du monde agricole et écologistes. Dans les deux camps, il s'agit de fortes personnalités : des promoteurs convaincus de l'élevage industriel, d'une part, et des défenseurs de l'environnement, de l'autre, comme le président d'Eau et rivières, la plus remuante des associations écologistes de Bretagne. A l'issue de la rencontre, l'ancien ministre Ambroise Guellec (UDF), président de l'agence de l'eau Loire-Bretagne, se prend à espérer « que l'on évolue dans cette région bien plus vite que l'on pouvait s'y attendre ». « Ce moment d'échanges aurait été impensable il y a cinq ans », juge Jean-Claude Pierre, fondateur d'Eau et rivières. Quant à Bernard Mégret, président de la Cooperl-Hundaye, une grosse coopérative productrice de porcs, il félicite M. Chirac pour son « rôle de médiateur très utile ».

Devant tant de bonne volonté affichée, il n'y avait guère que les socialistes pour boudier un discours « affirmant tout et son contraire ». « Avec tous ses non-dits, a commenté Louis Le Pensec, sénateur (PS) du Finistère, le candidat à l'élection présidentielle a respecté le principe de précaution électorale. »

Martine Valo

Les propos de M. Kouchner sur la dépénalisation de l'usage des drogues suscitent de vives réactions

Plusieurs élus de l'opposition qualifient d'« irresponsable » la position du ministre délégué à la santé

Des élus de l'opposition ont vigoureusement réagi aux déclarations de Bernard Kouchner en faveur de la dépénalisation de l'usage des stupé-

fians, conforme à la récente prise de position du Conseil national du sida. Le qualificatif d'« irresponsable » revient dans les prises de position

qui analysent les déclarations du ministre délégué à la santé comme un signe positif adressé aux consommateurs de stupéfiants.

LES DÉCLARATIONS de Bernard Kouchner, lundi 10 septembre, favorables à une dépénalisation de l'usage des stupéfiants ont suscité de vives réactions. Le ministre délégué à la santé s'exprimait sur le sujet lors de sa conférence bimestrielle sur la sécurité sanitaire. Interrogé sur la récente prise de position du Conseil national du sida (CNS) en faveur d'une levée de « l'interdiction pénale de l'usage personnel de stupéfiants dans un cadre privé » sur la base de considérations sanitaires (*Le Monde* du 7 septembre), le ministre avait commencé par une boutade : « Vous voulez vraiment que je quitte ma fonction ? », avant de déclarer : « Je partage clairement le sentiment du CNS » (*Le Monde* du 12 septembre).

Si les membres du gouvernement se sont pas précipités pour commenter la prise de position de leur collègue de la santé, d'autres s'en sont chargés. Christine Boutin, députée (UDF) des Yvelines et candidate à l'élection présidentielle, a trouvé « ahurissant » que le ministre approuve l'idée de dépénalisation et donne ainsi « un signe positif à l'égard de la

consommation » de drogues. Président du Mouvement des citoyens, Georges Sarre a estimé que les propos de M. Kouchner « sont à la fois démagogiques et dangereux ». Selon lui, « envisager la dépénalisation de l'usage des stupéfiants traduit un manque total du sens des responsabilités et de clairvoyance, qualités qui doivent normalement guider l'action de ceux qui ont en charge l'intérêt général ».

« UN SIGNAL PERMISSIF »

Dans *Le Figaro*, le professeur Jean-François Mattéi, député (DL) des Bouches-du-Rhône, a qualifié, mardi 11, de « totalement irresponsable l'idée d'une dépénalisation des drogues quelles qu'elles soient. Le message est contre-pédagogique à l'heure où les pouvoirs publics veulent sensibiliser sur les dangers de l'alcoolisme ou de la drogue au volant ». M. Mattéi s'est déclaré « par ailleurs totalement favorable à ce que l'on revioie la loi de 1970 [qui pénalise le simple usage de stupéfiants], mais pas dans n'importe quelles conditions. Il est tout à fait possible d'adapter la législation pour faire face à des situations particulières sans

donner un signal permissif ». « Irresponsable » est également le terme utilisé par Jacques Myard, secrétaire politique national du Rassemblement pour la France, ainsi que par Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France, qui condamne « ces propos irresponsables qui feront la joie des cartels colombiens et le malheur de nos enfants ». « Au moment où Daniel Vaillant négocie avec les ravers, Bernard Kouchner sympathise avec les dealers », résume M. de Villiers.

Plus nuancé, Bernard Accoyer, député (RPR) de Haute-Savoie, estime que « les avis émis par des commissions consultatives et techniques ne peuvent en rien exclure les responsabilités morales, éthiques et politiques des élus et des membres du gouvernement ». Le député affirme que le ministre délégué à la santé ne peut ignorer « l'impasse que constitue la permissivité au regard de la santé et de la sécurité de notre société ».

En mars 1998, Bernard Kouchner, alors secrétaire d'Etat à la santé, avait souhaité, à l'Assemblée nationale, l'ouverture d'un débat sur la

dépénalisation des drogues « pour que les positions cessent d'être idéologiques et concernent la réduction des risques et la santé publique ». M. Kouchner a rappelé, lundi 10 septembre, qu'il n'avait pu obtenir l'organisation, à l'Assemblée, d'un tel débat indispensable, selon lui, pour rompre avec une « information tronquée et partielle », mais que cela avait été possible au Sénat.

Au moment même de cette discussion, au Palais du Luxembourg, le 16 juin 1998, le ministre diffusait le rapport du professeur Bernard Roques qui rapprochait la dangerosité de l'alcool de celle de l'héroïne. Lors de ce débat, le sénateur (PS) du Rhône, Franck Sérusclat, s'était prononcé en faveur de la « légalisation de l'usage du cannabis » et de la « dépénalisation des autres drogues ».

Au sein de la droite, Alain Madelin avait pris une position originale, d'abord en se déclarant « très ouvert » sur le sujet en 1997, puis en estimant que « la loi de 1970 est inapplicable et inapplicables ».

Paul Benkimoun

Les infirmières scolaires appellent à la grève pour obtenir de meilleurs salaires

FÉLICITÉES et encouragées par les politiques de tous bords pour l'importance de leur rôle auprès des élèves, les infirmières scolaires ne veulent plus se contenter de beaux discours. Une intersyndicale (Snics-FSU, Snies-UNSA, Snaïms-CSEN, Sgpen-CGT) représentant 90 % de la profession a lancé, mardi 11 septembre, un appel à la grève et à la manifestation pour le 2 octobre afin de réclamer une revalorisation de leur carrière. Les 6 000 infirmières scolaires ont découvert « avec stupeur et colère » que seules leurs collègues hospitalières allaient bénéficier d'une amélioration de salaire suite au protocole d'accord signé le 14 mars au sein de la fonction publique.

« Nous avons été injustement oubliées. Jusqu'à présent, nous avions les mêmes indices de salaire, avec seulement une progression de carrière un peu plus rapide en milieu hospitalier, où l'âge du départ en retraite est avancé à 55 ans contre 60 pour nous. Depuis le protocole d'accord du printemps, nous allons avoir des écarts de salaire très importants », explique Brigitte Le Chevert, secrétaire générale du Snics-FSU, syndicat majoritaire qui rappelle que 80 % des infirmières scolaires ont travaillé auparavant à l'hôpital.

L'intersyndicale des infirmières demande que la revalorisation « intègre la reconnaissance de leur niveau de formation et tienne compte des responsabilités spécifiques confiées à la profession ».

Chargée des soins quotidiens aux élèves et de l'éducation à la santé, autorisée à délivrer la contraception d'urgence, participant à la prévention de la violence, « infirmière scolaire n'est pas un sous-métier », insiste M^{me} Le Chevert.

« BEAUCOUP DE POSTES RESTENT VACANTS »

Les quatre syndicats craignent que la pénurie d'infirmières scolaires ne s'aggrave. A cette rentrée, certaines d'entre elles, pourtant reçues au concours d'infirmière de l'éducation nationale, « n'ont pas pris leur poste », assure Anne-Marie Gibergues, du Snies-UNSA. « Elles préfèrent repartir à l'hôpital, où les conditions de travail et les salaires sont meilleurs », explique-t-elle. « Beaucoup de postes restent vacants », constatent les syndicalistes.

De son côté, le ministère de l'éducation nationale confirme que « tous les postes ne sont pas pourvus », sans être en mesure de chiffrer la pénurie. A l'heure où les hôpitaux manquent d'infirmières, ces nouveaux écarts de rémunération risquent de rendre les postes en établissement scolaire peu attractifs. « Au ministère de la santé, on nous dit : "Laissez venir, on attend que ça" », témoigne Anne-Marie Gibergues.

L'intersyndicale a demandé une audience au premier ministre ainsi qu'aux ministres de l'éducation nationale, de la santé et de la fonction publique afin que « s'ouvrent des négociations ». « Depuis 1991, on parle des infirmières scolaires. Lionel Jospin, François Bayrou, Ségolène Royal, Jack Lang ont tous, dans les textes, reconnu l'importance de la prévention et de l'éducation à la santé des jeunes. Aujourd'hui, le décalage entre nos fonctions et nos salaires est tel qu'il est impossible de rester sans réponse positive », insiste l'intersyndicale.

Sandrine Blanchard

A Villemomble, parents et enseignants se mobilisent contre la vétusté du collège

SUR LES GRILLES, les consignes de rentrée ont fait place aux banderoles. Depuis deux jours, les élèves du collège Pasteur de Villemomble (Seine-Saint-Denis) n'ont pas cours.

REPORTAGE

Dans la salle de sports, pas de vestiaires. Les élèves se changent dans les toilettes

Lundi 10 septembre, les parents d'élèves occupaient les lieux, relayés mardi par une grève des professeurs et des personnels non enseignants. Une amicroche dans une rentrée que Jack Lang voulait « techniquement maîtrisée ».

Le « collectif » parents-enseignants réclame un « plan d'urgence » pour ce collège de 600 élèves très dégradé et coupé en deux : le « centre » est installé dans les locaux d'une école primaire datant de 1890 ; à 500 mètres de là, « l'annexe » regroupe, sur un terrain municipal, des préfabriqués et une aire de sport, plus proche du terrain vague que du stade de football.

Le problème est ancien. En 1976, des tracts appelaient les parents à se mobiliser. Il y a dix ans,

une solution de rénovation avait été envisagée, par le biais du rachat de l'école primaire adjacente. Mais la mairie en demandait un prix trop élevé. Depuis, les travaux d'entretien ont été minimisés dans l'attente d'une solution globale. Des tensions anciennes entre le maire (RPR), Patrice Calmejane, et le principal du collège, Daniel Duru, qui accuse la municipalité de vouloir récupérer ses terrains de centre-ville au fort potentiel immobilier, ont compliqué la donne.

Cette fois, la mobilisation commence à porter ses fruits. Mardi, le conseil général (depuis 1986, la construction et l'entretien des collèges sont du ressort des départements) a dépêché quatre personnes pour recenser les travaux urgents. L'équipe n'a que l'embaras du choix. La salle de sport est encombrée d'agès et de tapis hors d'âge. Pas de vestiaires : les élèves se changent dans les seules toilettes du collège, au fond de la cour. Sous le « gymnase », des pièces trop petites et éclairées par des soupiraux accueillent les salles de technologie. « Et aujourd'hui, c'est calme, parce qu'il n'y a pas cours au-dessus », mentionne un professeur. Salle 10, c'est le « sol qui dégage en fin de journée une poussière rouge qui fait tousser et salit les vête-

ments ». Dans la salle d'arts plastiques, Christian Iriart, l'ingénieur qui mène la visite, écoute à peine l'enseignante qui réclame autre chose que ces deux lavabos antiques placés dans le couloir. « Attendez, il y a un problème. Il n'y a pas d'issue de secours... », l'interrompt-il. « Si, elle est là ! », s'exclame un parent d'élève, désignant une porte à demi camouflée par deux armoires. « Et elle donne où ? » - « Dans la salle de musique ! » L'ingénieur entrouvre la porte, bloquée par un amas de cartons et dessins. « Je ne sais pas où entreposer les productions des élèves », s'excuse la professeure.

BEAUCOUP DE PROMESSES

En salle de physique, perdue au troisième étage, en haut d'un escalier en bois et en colimaçon, l'enseignant s'inquiète des fenêtres très basses, sans protection. Et énumère le manque d'équipements : pas de paillasse, pas de point d'eau... Seuls quelques tubes à essai donnent à penser qu'on doit y enseigner de la chimie. « S'il y a le feu, je dois ouvrir cette fenêtre et faire enjamber le rebord aux élèves », raconte l'enseignant.

Pour descendre dans l'atelier de Max, il faut courber l'échine. L'ouvrier d'entretien a aménagé une

cave aux murs suintants. Impeccables, les rangées de tournevis font presque oublier le sol en terre et l'absence de chauffage.

Il y a encore les trous dans la cour, les barreaux qui manquent aux rampes, les vasistas qui ne s'ouvrent pas, les fuites au plafond. Après plus de trois heures de visite, la liste est longue. « Je n'ai jamais été saisi officiellement de ces travaux », assure M. Iriart. En 1999, la commission de sécurité avait rendu un avis positif.

Aujourd'hui, les mesures d'urgence risquent de coûter cher. Soucieux d'apaiser parents et enseignants, M. Iriart a oralement beaucoup promis. Pourtant, les sommes investies seront largement perdues. Lundi soir, devant plus de 200 personnes, Anne-Marie Mahéas, vice-présidente du conseil général, a confirmé que l'établissement fera l'objet d'une rénovation complète d'ici trois à quatre ans, toujours sur deux sites.

Mardi soir, le collectif parents-enseignants a décidé de suspendre son action jusqu'au 20 septembre. Et demande qu'à cette date le conseil général ait confirmé par écrit ses engagements et la mairie promis de céder les terrains nécessaires à la rénovation future.

Marie-Laure Phélippeau

Festival d'automne à Paris

Théâtre, musique, danse, art et cinéma : 30 ans de festival au service de l'avant-garde

Programmes et entretiens dans un cahier spécial de 12 pages

vendredi 14 septembre

Le Monde

daté 15

Pourvoi en cassation contre le dessaisissement du juge Halphen

UN POURVOI EN CASSATION a été déposé, in extremis, lundi soir 10 septembre, contre l'annulation de la procédure du juge Eric Halphen et le dessaisissement de ce dernier, a indiqué, mardi, l'Agence France-Presse. Ce recours, qui devrait empêcher durant plusieurs mois la transmission du dossier d'instruction des HLM de Paris au juge parisien Armand Riberolles, a été formé par un administrateur judiciaire de Brest (Finistère), Alain Geniteau, partie civile dans cette procédure.

Coutumier des constitutions de partie civile dans les affaires politico-financières, M. Geniteau avait demandé à la cour d'appel de Paris l'annulation de l'ordonnance du juge Halphen par laquelle celui-ci s'était déclaré « incompétent » en raison de la mise en cause de Jacques Chirac, estimant que la compétence du juge devait être confirmée. Le 4 septembre, la chambre de l'instruction avait annulé les actes du juge Halphen depuis la saisie de la « cassette Méry » et ordonné son dessaisissement. L'Élysée avait vainement tenté, au cours des derniers jours, de susciter un pourvoi contre cet arrêt (*Le Monde* du 12 septembre).

Xavier Dugoin a été remis en liberté

XAVIER DUGOIN, ancien président (RPR) du conseil général de l'Essonne, est sorti de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, mardi 11 septembre en fin d'après-midi, où il était incarcéré depuis le 1^{er} juillet pour trafic d'alcool au préjudice du conseil général (*Le Monde* du 17 mai et daté 1^{er}-2 juillet). Son avocat, Rodolphe Bosselut, avait, peu auparavant dans la journée, déposé au greffe de la cour d'appel de Paris la caution de 200 000 francs (environ 30 490 euros), présentée sous forme de chèques bancaires, demandée pour sa libération par la cour d'appel.

M. Dugoin a réussi à réunir la somme exigée, notamment grâce à la souscription lancée par des proches sur la ville de Menecy, dont il fut maire jusqu'en début d'année. L'avocat ne précise pas si elle a suffi à récolter la totalité des fonds. Xavier Dugoin a fait appel du jugement du tribunal correctionnel d'Evry, le 29 juin, qui l'avait condamné à un an de prison ferme et 250 000 francs d'amende (38 112 euros). La date de ce prochain rendez-vous judiciaire sera fixée au mois d'octobre.

Une requête en annulation déposée par Jean-Christophe Mitterrand

LES AVOCATS de Jean-Christophe Mitterrand, M^{re} Jean-Pierre Versini-Campinchi et Rémy Wilner, ont déposé devant la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris, le 3 septembre, une requête en annulation visant certains actes de la procédure sur les ventes d'armes vers l'Angola, instruite par Philippe Courroye et Isabelle Prévost-Desprez. Dans leur requête, les défenseurs de M. Mitterrand estiment que leur client a « fait l'objet de deux mises en examen cumulatives pour les mêmes faits ». Le 27 juin, la Cour de cassation avait annulé les poursuites lancées, en décembre 2000, pour « commerce d'armes illicite » contre – notamment – Jean-Christophe Mitterrand.

Le 4 juillet, les juges avaient mis en examen une seconde fois M. Mitterrand pour « commerce d'armes illicite ». Or selon M^{re} Versini-Campinchi et Wilner, la chambre de l'instruction n'ayant toujours pas précisé les actes et les pièces qui devaient être annulés, la première mise en examen « demeure à ce jour en vigueur ». Dans une autre requête, déposée le 5 septembre, les deux avocats demandent la suspension de l'instruction dans l'attente de l'examen du point de nullité qu'ils ont soulevé.

Un garçon de quatorze ans poignardé mortellement par une fille de quinze ans

UN GARÇON de quatorze ans a été tué d'un coup de couteau dans le dos par une fille de quinze ans, dimanche 9 septembre, devant un restaurant de la rue de Clignancourt à Paris, dans le 18^e arrondissement. D'après les premiers éléments rassemblés par les enquêteurs, l'adolescente se serait fait dérober son téléphone portable. Peu après, elle aurait reconnu un des jeunes de la bande qui avait commis le vol. Une bagarre aurait éclaté, et la jeune fille aurait poignardé l'adolescent. La victime, qui était connue des services de police, est décédée à l'hôpital dans la nuit de dimanche à lundi. La jeune fille, qui habite Chartres et était venue passer la journée à Paris, a été interpellée peu après les faits et immédiatement placée en garde à vue en milieu hospitalier. Elle a été déférée devant un juge des enfants mardi.

DÉPÊCHES

■ **ROUTE : le nombre de morts provoqués par des accidents de la route s'est établi à 610 au mois d'août**, contre 616 un an auparavant, soit une baisse de 1 %, selon les statistiques communiquées, mardi 11 septembre, par la Sécurité routière. Le bilan du mois d'août est inférieur de 17 % à la moyenne des mois d'août établie entre 1996 et 2000 (735 décès). En revanche, le nombre de blessés a augmenté de 7,4 % (13 352 contre 12 434 en août 2000). Sur les huit premiers mois de l'année, 4 772 personnes sont mortes (4 982 en 2000, soit une baisse de 4,2 %).

■ **SANS-PAPIERS : onze des soixante-quinze sans-papiers qui ont participé**, dans la nuit de dimanche 9 au lundi 10 septembre, à une « nuit blanche pour sortir de l'ombre » devant la préfecture de Seine-Saint-Denis, à Bobigny, ont été régularisés, après avoir été reçus par un membre du cabinet du préfet (*Le Monde* du 11 septembre). La Coordination 93 de lutte pour les sans-papiers à l'origine de la manifestation conteste les nouveaux refus de régularisation : « Ils n'ont même pas été motivés. » Depuis lundi, trois sans-papiers ont entamé une grève de la faim.

■ **LÉGISLATIVES : Christian Philip (UDF), ancien premier adjoint de Raymond Barre à la mairie de Lyon, a annoncé**, mardi 11 septembre, qu'il sera candidat aux élections législatives de 2002 dans la 4^e circonscription du Rhône, aujourd'hui détenue par l'ancien premier ministre, dont il est le suppléant depuis 1997. Charles Millon, président de la Droite libérale chrétienne et ancien président de la région Rhône-Alpes, a lui aussi annoncé, vendredi 7 septembre, qu'il sera candidat dans cette circonscription traditionnellement ancrée à droite.

M. Fabius ne modifie pas les prévisions de croissance

LA CROISSANCE EN FRANCE a beau s'être de nouveau ralentie au deuxième trimestre (*Le Monde* du 12 septembre), Laurent Fabius assure qu'il n'y a « pas lieu de modifier » les prévisions pour l'année. « Je maintiens la prévision de croissance » de 2,3 % en 2001, a déclaré le ministre de l'économie, mardi 11 septembre, à l'issue d'une rencontre avec le groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Le responsable de la conjoncture à l'Insee, Michel Devilliers, a toutefois estimé que les chiffres du premier semestre allaient « sans doute » conduire l'Institut « à réviser légèrement à la baisse, d'un ou deux dixièmes, ses prévisions sur l'année ». Aussitôt, Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a accusé M. Fabius d'être un « cache-réalité » qui veut « semer l'illusion ». « Huit mois avant l'élection présidentielle, et à la veille de la publication du budget 2002, le gouvernement veut, à l'évidence, conserver un moral correct aux Français afin que la consommation ne s'effondre pas, après trois mois consécutifs de hausse du chômage », a-t-il déclaré.

La justice rejette le recours en référé d'Eurotunnel visant à fermer le centre de réfugiés de Sangatte

La société estimait la continuité du trafic compromise par les tentatives de passage de dizaines de clandestins

Le tribunal administratif de Lille a rejeté, mardi 11 septembre, le recours en référé déposé par Eurotunnel qui visait à obtenir la suspension de l'arrêté

préfectoral de septembre 1999 autorisant l'ouverture du centre de réfugiés de Sangatte (Pas-de-Calais). Devant les multiples tentatives des clandestins

de gagner la Grande-Bretagne en passant par le tunnel sous la Manche, la société estimait urgent de « rétablir des conditions normales d'exploitation ».

LILLE

de notre correspondant régional

Le tribunal administratif de Lille a rejeté, mardi 11 septembre, le recours en référé d'Eurotunnel qui tentait d'obtenir la fermeture du centre de réfugiés de Sangatte. Selon la société, la multiplication des tentatives de passage de clandestins, qui perturbe le trafic, est directement liée à la présence de ce hangar où ils sont rassemblés, à 4 kilomètres seulement de l'entrée du tunnel. Invoquant l'urgence de « rétablir des conditions normales d'exploitation », la société réclamait la suspension de l'arrêté du préfet du Pas-de-Calais qui avait permis sa création il y a deux ans.

Pour le convaincre du bien-fondé de sa thèse, M^{re} Jean-Pierre Boivin, l'avocat d'Eurotunnel, a projeté au tribunal une bande vidéo tournée clandestinement par une équipe de la télévision britannique ITV, sur laquelle on voit notamment des passeurs offrir leurs services à l'intérieur même du hangar abritant le centre. Il a également présenté des images

des caméras de surveillance d'Eurotunnel montrant plusieurs dizaines de réfugiés déborder les vigiles et franchir en groupe l'entrée du tunnel en juillet et août.

Devant une salle bondée, il a qualifié de « journée des dupes » le 29 septembre 1999, date à laquelle le préfet du Pas-de-Calais a réquisitionné un hangar désaffecté d'Eurotunnel pour y abriter les réfugiés qui squattaient les rues et le parc public de Calais. Au départ, a-t-il rappelé, il s'agissait de fournir un abri provisoire à des familles de Kosovars et à leurs enfants. « Mais il n'y a plus rien de commun entre ce centre familial et le centre de formation continue au passage des clandestins qu'il est aujourd'hui, où chacun trouve son guide et négocie son passage. »

L'avocat a rappelé que le nombre de clandestins interpellés sur le site d'Eurotunnel avait crû rapidement dès l'ouverture du centre, passant d'une cinquantaine par mois fin 1999 à « quelque 6 500 par mois » en juillet et en août derniers. Eurotunnel a investi 23 mil-

lions de francs cette année pour la protection de son site et emploie 340 vigiles. Or, a-t-il précisé, cette protection est du ressort de l'Etat, qui, en classant le tunnel « point sensible deuxième catégorie et installation d'importance vitale », s'est mis dans l'obligation d'assurer « la continuité et la fluidité du trafic ».

« INTÉRÊTS COMMERCIAUX »

Plaidant pour la préfecture, M^{re} Claire Daval a rétorqué que cette situation était « absolument sans lien avec la décision de réquisition du préfet. Le tunnel sous la Manche fait de la France le seul pays frontalier de l'Angleterre, s'est-elle exclamée. Quoi qu'on fasse, c'est là qu'on retrouvera les réfugiés », qui sont légalement inexpulsables. « Le tribunal administratif n'est pas là pour se prononcer sur la politique de l'immigration de la France, de la Grande-Bretagne ou d'autres pays, mais seulement pour juger de la légalité de la décision du préfet. » Or, selon M^{re} Daval, ce dernier se devait de réagir face aux « condi-

tions humanitaires et de sécurité publiques inacceptables » dans lesquelles les réfugiés se trouvaient, sur la voie publique calaisienne, avant l'ouverture du centre. En réclamant sa fermeture, Eurotunnel fait passer « ses intérêts financiers et commerciaux » avant « l'intérêt collectif », a conclu M^{re} Daval.

Le tribunal a estimé, avec elle, que « l'urgence invoquée par les requérants n'était pas directement liée à l'arrêté de réquisition ». Eurotunnel souligne néanmoins, dans un communiqué, que le tribunal administratif de Lille a rejeté le motif d'urgence car il « a estimé que la protection du site pouvait être renforcée par des moyens de police en nombre suffisant ». La société « note cette position avec intérêt », soulignant que cette décision du tribunal « laisse entière la question de savoir si la réquisition (...) était ou non légale » ; une « question de fond » qui, rappelle Eurotunnel, doit être abordée par le tribunal « dans les prochains mois ».

Jean-Paul Dufour

L'une des plus belles voitures au monde est un Break.

Rover 75 Tourer

À partir de 167 269,04 F / 25 500 € ⁽¹⁾

Modèle présenté : Rover 75 Tourer 2.0 CDT Pack avec peinture métallisée et jantes alliage Météor 17" : 191 867,43 F / 29 250 € ⁽¹⁾

Avec la Rover 75 Tourer, c'est une nouvelle dimension du plaisir automobile qui vient de naître. Bénéficiant de la distinction naturelle de la berline, la Rover 75 Tourer s'impose comme l'un des plus beaux Breaks. Proposée en 3 niveaux de finition et 4 motorisations, la Rover 75 Tourer allie style et praticité.

⁽¹⁾ Pour connaître votre concessionnaire Rover le plus proche : www.rover.fr

1) Prix de la Rover 75 Tourer 2.0 au 01/09/2001. Taxe de circulation : 1,4 € + 0,0157 F/litre au 01/09/2001. (1) Garantie 3 ans ou 300000 km au premier des deux critères et assistance 24 heures. Voir conditions générales sur www.rover.fr ou sur votre concessionnaire Rover. *Prix de vente public.

ROVER
A CLASS OF ITS OWN[®]

Une partie de l'A7 pourrait être doublée pour absorber le trafic des camions

Le gestionnaire de l'autoroute propose quatre voies supplémentaires entre Valence et Orange. Alors que, pour l'Europe, la Commission de Bruxelles préconise, dans un Livre blanc rendu public mercredi 12 septembre, le rééquilibrage route-rail en taxant plus fortement les poids lourds

LYON

de notre correspondante

Tout le monde en parle mais à voix basse. Dans les directions départementales de l'équipement, les serveurs de l'Etat évoquent prudemment un « dossier sous embargo ». A la direction des routes, on indique qu'il s'agit d'une « solution parmi d'autres ». Classé « confidentiel », le projet a été déposé en 1999 par la Société des autoroutes du sud de la France (ASF), sur le bureau de Jean-Claude Gaysot : le doublement de l'autoroute A7, avec la création de quatre voies supplémentaires spécialement dédiées aux camions,

sur la portion la plus encombrée de la vallée du Rhône, entre Valence-Sud et Orange. Cette section d'une centaine de kilomètres constitue un nœud d'étranglement sur l'axe entre la péninsule Ibérique et le reste de l'Europe.

Pour justifier ce projet, ASF avance les chiffres de l'évolution du trafic autoroutier. Selon ses statistiques, le trafic moyen journalier annuel sur la section la plus chargée, Valence-sud-Loriol, compte 70 901 véhicules par jour, dont 14 421 poids lourds. L'été, ce chiffre peut monter à plus de 120 000 véhicules/jour. Les seuils de saturation fixés par l'administra-

tion ont donc été atteints : le trafic est considéré comme dégradé entre 60 000 et 65 000 véhicules/jour et très dégradé au-delà de 65 000. En période estivale, il est jugé dégradé entre 100 000 et 110 000 véhicules et très dégradé au-delà de 110 000 véhicules. Entre 1999 et 2000, le trafic poids lourds a augmenté de 4,5 %.

Pour la direction des routes, la situation n'est pas catastrophique : l'encombrement saisonnier de la vallée du Rhône est comparable à celui, au quotidien, du périphérique parisien. Les ralentissements dus aux bouchons se situeraient entre une demi-heure et une heure

de retard. « On est d'accord avec l'administration, explique ASF. Les temps de parcours sont supportables pour les vacanciers. Notre préoccupation ce n'est pas l'été, c'est tout le reste de l'année ! Là nous sommes tout proches du seuil de déstabilisation. » Pour la société d'exploitation, le trafic ne permet plus d'entretenir dans de bonnes conditions les ouvrages de l'autoroute. « Depuis dix ans, compte tenu du trafic, nous réalisons les travaux de nuit entre 23 heures et 5 heures du matin, explique un responsable d'ASF. Les plages se rétrécissent de plus en plus et le trafic est tel qu'au moindre incident, on fabrique des bouchons. »

A l'horizon 2008, d'après les projections d'ASF, le trafic devrait atteindre 76 845 véhicules jour, dont 16 914 poids lourds. Selon les prévisions de la direction des routes, en 2020, la section Loriol-Montélimar serait encombrée au moins un jour sur deux en été. « On sait que sur le long terme, il y aura un problème d'engorgement de la vallée du Rhône, mais nous privilégions la construction d'itinéraires alternatifs, le développement du TGV, des voies d'eau, le ferroutage », explique la direction des routes, qui reconnaît cependant que dans « vingt ans, ces solutions ne suffiront plus à absorber le trafic ».

antibruit, traitements hydrauliques » qui font aujourd'hui défaut. La pollution de l'air ? ASF rétorque que ce sont dans les bouchons que la pollution est la plus forte. Enfin, dernier argument : la séparation des trafics, poids lourds et véhicules légers permettrait de sécuriser l'autoroute. Mais un tel projet consacrerait la part du camion sur la route, au moment où Bruxelles prône le développement du fer.

Pour Alain Bonnafous, professeur au Laboratoire d'économie des transports à Lyon-II, ce document est « un baril de poudre ». « Quand il y a saturation sur un corridor, c'est le moment d'en profiter pour donner de l'accessibilité à d'autres territoires, en proposant des itinéraires alternatifs. Cela implique de regarder les problèmes à une échelle nationale. C'est cette vision qui aurait dû être déployée dans les schémas de services présentés par le gouvernement, et ce n'est pas le cas. » Des alternatives existent : autoroute Clermont-Ferrand - Béziers, axe Grenoble-Sisteron, doublement de la N7, autoroute ferroviaire. Mais seront-elles prêtes à temps ?

Bruxelles propose des mesures drastiques

BRUXELLES

de notre bureau européen

Le bilan de la fuite en avant au profit de la route et de l'avion est clair : saturation des grands axes et des régions sensibles, nuisances considérables pour l'environnement et la santé des populations. La route a provoqué 41 000 décès et 1,7 million de blessés en 2000 sur le territoire de l'Union européenne.

Demain, avec l'élargissement de l'Union européenne, la situation risque d'être intenable sur de nombreux axes transeuropéens. En outre, les transports doivent intégrer une nouvelle approche économique axée sur le développement durable. Le Livre blanc que la Commission européenne devait adopter, mercredi 12 septembre, a pour ambition de porter un coup d'arrêt à cette dérive. Aujourd'hui, la route représente 44 % du transport de marchandises, contre 41 % à la navigation à courte distance, 8 % au rail et 4 % pour les voies navigables.

Pour le transport de passagers, la prédominance de la route est encore plus marquante, avec 79 % des parts de marché, tandis que l'aérien, avec 5 %, s'apprête à dépasser le chemin de fer, qui plafonne à 6 %. Et si rien n'est fait d'ici à 2010, le transport par poids lourds augmentera à lui seul de 50 %. Sachant que le secteur des transports représente 10 % du PIB de l'UE, l'Europe risquerait de mettre en cause sa

compétitivité économique si elle laissait la situation se détériorer, estime Loyola de Palacio, commissaire européen chargée des transports et de l'énergie.

USAGER PAYEUR

La Commission n'y va pas par quatre chemins pour obtenir une nécessaire « revitalisation du rail » et faire passer dans les faits quelques principes tels que c'est à l'usager (les transporteurs routiers) et non au contribuable de supporter l'essentiel du coût des infrastructures. La Commission souhaite donc instaurer une taxe supplémentaire (accise) communautaire harmonisée pour le gazole à usage professionnel, qui serait supérieure à la moyenne actuelle des taxes sur le gazole. Les professionnels accueilleront sans aucun doute de façon négative la proposition de la Commission, mais celle-ci souligne qu'il faut prendre en compte les « coûts externes » liés aux émissions de gaz à effet de serre.

L'autre « outil » envisagé par Bruxelles est une tarification progressive de l'usage des infrastructures. Aujourd'hui, note la Commission, « coexistent dans l'Union une Europe du péage faisant payer les usagers empruntant les autoroutes dotées de péage, une Europe de l'« eurovignette » payée par les poids lourds sur l'ensemble du réseau, généralement à l'année, et une Europe ou

aucune redevance n'est appliquée ». En 2002, une directive-cadre devrait être proposée, établissant pour tous les modes de transport les principes de tarification, ainsi que la structure des redevances.

Les recettes ainsi dégagées ont vocation à permettre de nouveaux investissements, notamment au profit du rail. La Suisse, où le programme d'infrastructures ferroviaires est financé à plus de 50 % par

la route, est citée en exemple. Le Livre blanc, qui propose également un ensemble de mesures pour « combattre la saturation du ciel » et développer les « autoroutes de la mer », va bouleverser bien des situations acquises : autant dire que ses quelque 60 propositions ne verront pas le jour sans une forte détermination politique des Quinze.

Laurent Zecchini

Sophie Landrin

La circulation des poids lourds coûte plus de 20 milliards à la collectivité

LES POIDS LOURDS en France ne paient pas ce qu'ils coûtent à la collectivité, quelles que soient les méthodes de calcul. Les experts évaluent, en règle générale, le manque à payer à des dizaines de milliards de francs. Ce déficit est dû pour une large part au fait que les effets sur l'environnement, la sécurité et la congestion ne sont pas, ou très peu, pris en compte.

Selon une étude effectuée en 1999 par Christian Brossier, ingénieur général des Ponts et Chaussées, les contreparties financières globalement acquittées par les poids lourds ne correspondent qu'à 60 % en 1997 des charges d'infrastructures qui leur sont imputables ; même si ce taux a tendance à augmenter, il était de 40 % en 1990. Le déficit est évalué à 14 milliards pour les trajets sur les réseaux locaux. Le Groupement des autorités responsables de transport (GART) et le Centre d'études sur les réseaux, les transports et l'urbanisme (Certu) confirment cette estimation, dans un rapport publié en juin 2000. Le réseau national subit aussi une insuffisance significative de recettes mais, grâce aux péages autoroutiers, ajoute le rapport Brossier, la perte se limite à 6 milliards en 1997.

A cela devrait s'ajouter le déficit lié au « coût marginal social ». Il s'agit de déterminer la dépense supplémentaire engendrée pour la collectivité par la circulation d'un véhicule : coûts directs et indirects et sociaux. L'étude chiffre le déficit pour la collectivité à 7 milliards. Mais ce coût est difficile à évaluer. Aussi est-il appliqué aujourd'hui ce qu'on appelle le « coût complet ou moyen ». Il s'agit d'affecter aux différentes catégories de véhicules la totalité des

dépenses directes et indirectes de voirie (investissements et maintenance), auxquelles s'ajoute le prix des nuisances mais pas celui de la congestion et de l'insécurité. Cette tarification, précise le rapport, s'apparente à celle en vigueur sur les axes de circulation payants. De son côté, la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) est censée couvrir les dégâts sur l'environnement. Même dans ce cas de figure, les camions paient moins que les autres véhicules, notamment les voitures particulières.

Le déséquilibre est si patent qu'il a été beaucoup question de relever la TIPP sur le gazole. Le gouvernement, on le sait, a finalement renoncé à procéder à cet ajustement. Les entreprises de transport par camion font valoir depuis longtemps que si le prix de ce carburant est moins élevé en France que dans beaucoup d'autres pays de l'UE, leur rentabilité est grevée par leurs charges. Ils demandent qu'une éventuelle harmonisation européenne touche aussi les prélèvements sociaux.

L'Allemagne, elle, prend les devants. A partir de 2002, Berlin va appliquer, comme en Suisse, en lieu et place de la vignette forfaitaire actuelle, un système qui consistera à faire payer (grâce à un compteur placé dans la cabine) tous les kilomètres effectués par les camions sur son territoire. Cette taxation s'échelonne selon la taille des véhicules de 14 à 19 euros (de 92 à 125 francs) pour 100 kilomètres parcourus. En France, les poids lourds acquittent en moyenne 13 euros (85 francs) pour cette distance mais uniquement lorsqu'ils empruntent les portions autoroutières payantes.

Marcel Scotto

Béghin Say

Résultats au 30 juin 2001

Le conseil d'administration de Béghin-Say, réuni le 10 septembre 2001 sous la présidence de Jérôme de Pelleport, a examiné les comptes consolidés du groupe au 30 juin 2001.

Les comptes consolidés au 30 juin 2001 constituent le premier arrêté comptable du groupe Béghin-Say depuis sa cotation en bourse, le 2 juillet 2001, consécutivement à la scission du groupe Eridania Béghin-Say. Les comptes consolidés semestriels sont établis conformément aux principes comptables et méthodes d'évaluation utilisés à la clôture des comptes annuels, en accord avec le règlement 99-02 du Comité de Réglementation Comptable relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques et la recommandation du Conseil National de la Comptabilité 99.R.01 relative aux comptes intermédiaires. Pour permettre la comparaison avec le premier semestre 2000, des comptes pro forma au 30.06.2000 ont été établis. Ces derniers, contrairement à ceux établis au 30.06.2001, n'ont pas fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

Chiffres clés (en millions d'euros)	30.06.2000 (pro forma)	30.06.2001	Δ %
Chiffre d'affaires	872,5	877,0	+ 0,5
Résultat d'exploitation	94,6	88,8	- 6,1
Résultat courant avant impôts	58,1	63,9	+ 10,0
Résultat net - part du groupe	37,9	27,9	- 26,4
Capitaux propres de l'ensemble	537,9	567,9	
Endettement financier net	1 031,4	1 064,0	
Ratio dettes nettes/fonds propres	1,92	1,87	

Répartition sectorielle (en millions d'euros)	30.06.2000 (pro forma)	CHIFFRE D'AFFAIRES 30.06.2001	Δ %
Sucre et Alcool France	537,5	551,1	+ 2,5
Sucre et Alcool Italie	298,3	293,5	- 1,6
Sucre et Alcool Hongrie	35,4	31,2	- 11,9
Divers	1,3	1,2	- 7,7
Total	872,5	877,0	+ 0,5

Répartition sectorielle (en millions d'euros)	30.06.2000 (pro forma)	RÉSULTAT D'EXPLOITATION 30.06.2001	Δ %
Sucre et Alcool France	81,9	86,0	+ 5,0
Sucre et Alcool Italie	5,6	-0,4	n.s.
Sucre et Alcool Hongrie	6,4	2,7	- 57,8
Divers	0,7	0,5	- 28,6
Total	94,6	88,8	- 6,1

• Le **chiffre d'affaires** du premier semestre 2001 est en légère progression par rapport au premier semestre 2000 (+0,5 %). La croissance du chiffre d'affaires constatée en France est due à des prix

de vente en augmentation, particulièrement à l'exportation où les volumes sont en hausse. Cette croissance est compensée par les effets d'une baisse des volumes de vente de sucres de consommation courante en Italie ainsi que d'un retard des volumes vendus en Hongrie, retard qui est appelé à se résorber au cours du second semestre.

• Le **résultat d'exploitation** du premier semestre 2001, quant à lui, est en baisse de 6,1% par rapport au premier semestre 2000, période au cours de laquelle le fort redressement du cours mondial du sucre avait conduit à reprendre une grande partie des provisions sur stock de sucre hors quota constatées à la fin de 1999, ce qui avait augmenté significativement le résultat d'exploitation. Le premier semestre 2001 fait néanmoins ressortir une hausse du résultat d'exploitation en France, due à l'évolution favorable des ventes et des coûts de production de la campagne 2000/2001. La baisse des volumes vendus explique le retrait des résultats d'exploitation en Hongrie, comme en Italie, où, de surcroît, les coûts de production de la dernière campagne avaient été alourdis, notamment par la hausse du coût de l'énergie.

• Le **résultat courant avant impôt** progresse de 10,0%.

• Le **résultat net part du groupe** s'est établi à 27,9 millions d'euros, en baisse de 26,4% par rapport au premier semestre 2000 pro forma. Cette baisse reflète la diminution du résultat d'exploitation ainsi qu'une charge exceptionnelle nette, importante et non récurrente, de 18,1 millions d'euros (contre un produit net de 1,0 million d'euros au premier semestre 2000), partiellement compensées par la baisse de la charge financière nette et de la charge d'impôt.

• Le **ratio endettement financier net / fonds propres** au 30 juin 2001 s'est élevé à 1,87 contre 1,92 au 30 juin 2000.

PERSPECTIVES 2001

En France, les résultats du second semestre devraient continuer d'être portés par un environnement de marché favorable. En Italie, le niveau très élevé des importations et du coût de l'énergie continuera à peser sur la performance opérationnelle malgré les effets positifs des réorganisations en cours. En Hongrie, le rattrapage attendu des volumes de vente sur le second semestre devrait permettre de constater un résultat opérationnel satisfaisant. L'ensemble de ces perspectives permet d'envisager, pour 2001, une bonne performance opérationnelle, comparable à celle de l'année 2000, hors effet du cours mondial du sucre.

Ce communiqué de presse, le rapport semestriel et les résultats au 30 juin 2001 seront disponibles sur le site Internet de Béghin-Say à compter du 11/09/01

<http://www.beghin-say.com>

Agenda

Résultats au 30/09/2001 : jeudi 8 novembre 2001

GRUPE
MONTEISON

Naissances

Bernardyna PAWLK-CAPUS et Laurent CAPUS ont la joie d'annoncer la naissance de

Louise,

le 12 août 2001.

Gasparjeva 7, 1000 Ljubljana (Slovénie).

Nous sommes heureux d'annoncer l'arrivée de notre premier fils et petit-fils,

Sébastien,

le dimanche 2 septembre 2001, à Grenoble.

Antoine ALLEYRAC et Maria PEREZ, 9, rue d'Estienne-d'Orves, 38130 Echirolles.

Robert et Marie-Claude ALLEYRAC, 53, cours Jean-Jaurès, 38000 Grenoble.

Dolorès PEREZ, 58, cours Saint-André, 38800 Le Pont-de-Claix.

Mariages

Pauline SCHNAPPER et Eric GUILYARDI

ont le plaisir d'annoncer leur mariage, célébré dans l'intimité, le 8 septembre 2001.

37, Kingston Road, Oxford OX2 6RH (Grande-Bretagne).

M. et Mme Gérard INCAGNOLI sont heureux d'annoncer le mariage de

Sophie et Sébastien,

qui sera célébré en l'église Saint-Lubin de Rambouillet, le samedi 15 septembre 2001.

Décès

Madeleine Battagay, née Antore, son épouse, Chloé Battagay, sa petite-fille, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

Claude BATTEGAY, pharmacien,

survenu le dimanche 9 septembre 2001.

L'inhumation aura lieu le jeudi 13 septembre, à 14 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

29-31, rue Raspail, 92300 Levallois-Perret.

Royan. Saintes.

La famille Brunereau fait part du décès de

André-Marc BRUNEREAU, journaliste, reporter de guerre,

survenu, à l'âge de trente-huit ans, le 5 septembre 2001, à Tachkent, en Ouzbékistan.

La cérémonie aura lieu le 14 septembre, à 16 heures, en l'église de Royan-Pontailiac.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5 bis, cours Reverseaux, 17100 Saintes.

Sébastien et Evelyne François, Arielle Colleville, Edouard François et Natalie Rastoin, Guillaume et Véronique François, Lionel François et Nathalie Lambert, ses enfants,

Charles-Sébastien, Camille, Laurène, Marine, Manon, Louis-Guillaume, Astrid, Félix, Augustin, Philippine, Simon, Timothée, ses petits-enfants, M. Réginald François, font part du rappel à Dieu, en la présence de ses quatre fils, de

Mme Soizick CASTELNAU-FRANÇOIS,

le 10 septembre 2001.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 13 septembre, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, Paris-16^e, suivie de l'inhumation dans le caveau familial, au cimetière de Montmartre.

Le Triptyque a l'extrême douleur d'annoncer le décès de son fondateur,

Pierre d'ARQUENNES 12 août 1907, Paris - 8 septembre 2001, Paris.

La messe d'adieu aura lieu en l'église Saint-Roch, à Paris, le vendredi 14 septembre, à 14 h 30.

Ce qui est le plus proche, ce qui est précieux et secret, tu peux le trouver. Dans son absence même. Alain Suied

28, rue Lacreteille, 75015 Paris.

M. et Mme Christian Poncelet, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme José Bourgeois, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Gaëtan Bourgeois, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Elian Bourgeois, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Dominique Defaut, leurs enfants, Mme Jean-Claude Lavigne et ses enfants, M. Joseph Afribo, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Raymonde DEFAUT,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère, survenu à l'âge de quatre-vingt-douze ans, le lundi 10 septembre 2001.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 14 septembre, à 15 heures, en l'église d'Acy-Romance (Ardennes).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Odette Goldstein, son épouse, Le docteur Bertrand Goldstein, Eliane et Marielle, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Michel GOLDSTEIN, ancien interne de l'hôpital Rothschild, croix de guerre 1939-1945,

survenu à Nice, le 20 août 2001, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

26, avenue Sainte-Marguerite, 06200 Nice. 12, avenue de Laumière, 75019 Paris.

Mme Maurice Hébert, son épouse, Le docteur et Mme Paul-Michel Charoy, et leurs enfants, Le docteur et Mme Pierre-Yves Hébert, et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Maurice HÉBERT, avocat général honoraire près la cour d'appel de Caen, chevalier de la Légion d'honneur et de l'Ordre des Palmes académiques, officier de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 3 septembre 2001, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

23, quai Eugène-Meslin, 14300 Caen. 54, boulevard Exelmans, 75016 Paris. Les Hespérides, 55, chemin du Vinaigrier, 06300 Nice.

Le président, Le conseil d'administration, Et les membres de l'Association des amis du musée de la Résistance et de la déportation de Besançon, ont la tristesse de faire part du décès de

Denise LORACH, déportée à Bergen-Belsen, présidente-fondatrice du musée auquel elle a consacré sa vie.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus grande intimité, le 10 septembre 2001, à Besançon.

Paris. Longefoy.

Eric et Jean-Michel Wachsberger, ses fils, Pascale et Marie-Christine, ses belles-filles, Ugo, Paul, Mathias, Charles, Oscar, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Jeanne WACHSBERGER, née GORNES,

survenu le 11 septembre 2001, à l'âge de soixante-six ans.

La levée du corps aura lieu le 14 septembre, à 14 heures, à la chambre mortuaire de la Pitié-Salpêtrière, 22, rue Bruant, Paris-13^e.

L'inhumation aura lieu le 15 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Longefoy (Savoie).

Remerciements

Auvers-sur-Oise.

Très touchée par les nombreux messages reçus pour

Patrice MOLINARD,

décédé le 30 juillet 2001,

sa famille remercie tous ceux qui, de près et de loin, lui ont témoigné leur sympathie et leur affection.

Cours

Apprenez à bien vous servir de votre ordinateur, et bénéficiez en toute liberté d'une formation à domicile.

Un formateur compétent et pédagogue se déplace chez vous, quels que soient votre âge et votre niveau, pour vous apporter des solutions claires et précises à l'utilisation de votre matériel, la pratique de la bureautique, l'Internet et le multimédia.



Bureautique & Internet

Pour toute information, contactez le 01-46-67-18-90

Services religieux

La Communauté juive libérale franco-anglophone Paris-Yvelines célébrera les fêtes du Nouvel An juif et de Yom Kippour les 17 et 18 septembre 2001 ainsi que les 26 et 27 septembre, à Paris-16^e. Renseignements au 01-39-21-97-19.

Colloques

L'Association des amis de Passages (ADAPes) et la revue Passages, avec la direction des entreprises commerciales, artisanales et de services (DECAS), organisent, le mardi 25 septembre 2001, au Sénat, un colloque intitulé :

Commerce et distribution : de l'artisanat aux centres commerciaux, la société du « tout-service ».

Intervenants : Lyne Cohen-Solal, Jacques Perrilliat, Henri Guaino, Guy Burgel, Jean-Jacques Moreau, Michel Cantal-Dupart, Patrice Vermeulen, Philippe Moati, Jean-Pierre Lecoq, François Malaterre, Bernard Versluys, Philippe Hayat, Emile Malet.

Informations et inscriptions : Tél. : 01-45-86-30-02. Fax : 01-44-23-98-24. E-mail : passages@club-internet.fr

Diplômes

Diplôme universitaire d'études sur le judaïsme (DUEJ)

Université de Paris-I - Panthéon-Sorbonne Réunion d'information le mardi 25 septembre 2001, à l'amphithéâtre Bachelard de la Sorbonne, 54, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Enseignement pluridisciplinaire : histoire - hébreu - droit - philosophie - ethnologie - introduction à la Bible et au Talmud - histoire de l'art - cinéma. Pour tous renseignements : 01-42-17-10-48.

DEBARRAS integral, tous locaux, récupérations. BIGUES BENNES 01 49 95 95 42 Service rapide tous les jours

Ce mois-ci dans « Le Monde diplomatique » :

UNION EUROPÉENNE : Pour que vive l'Europe (Yves Salessse) - Un projet neuf pour un vieux continent (Bernard Cassen) - Les maux et les mots (Anne-Cécile Robert) - FRANCE : Quand l'armée découvre les beurs (Karim Bourtel) - Enquête sur les sans-religion (Dominique Vidal) - INÉGALITÉS : Baisses d'impôt, retour aux fortunes d'antan (Thomas Piketti) - Aux Etats-Unis, la couleur du patrimoine (Dalton Conley) - CUBA : Entre lassitude et fierté (Françoise Barthélémy) - ÉCONOMIE : Les paradoxes de la finance islamique (Ibrahim Warde)

SEPTEMBRE 2001



Egalement au sommaire

- Proche-Orient : Logiques de guerre (Paul-Marie de la Gorce)
Idées : La propriété intellectuelle, c'est du vol (Joost Smiers)
Géopolitique : Plus d'un siècle de discordes russo-japonaise autour des îles Kouriles (Guy-Pierre Chomette)
Biélorussie : Retour vers Moscou (Bruno Drewski)
Histoire : Polémiques autour du juif Süß (Lionel Richard)
Droits humains : Guerre aux enfants ! (Jacky Mammou)

Journées du patrimoine

Région par région, faites le plein d'idées avec la sélection proposée par la rédaction du supplément culturel aden Un guide de 32 pages vendredi 14 septembre

Le Monde daté 15

José Bové est-il un vandale ?

par Bruno Latour

COMME François Ewald et Dominique Lecourt (*Le Monde* du 4 septembre), j'ai été scandalisé par l'arrachage de plants d'organismes génétiquement modifiés et la destruction de laboratoires. Si les OGM sont dangereux, on ne peut le savoir que par des expérimentations contrôlées, poursuivies en plein champ et collectivement acceptées. Interdire les preuves, c'est en revenir à Lyssenko. Toutefois, je me garderai bien de traiter José Bové et les siens de « vandales ». Ennemis politiques, peut-être, mais vandales, certainement pas (une exposition récente vient d'ailleurs de montrer que les véritables Vandales étaient de parfaits gentlemen...).

En invoquant, pour parler des OGM, aussi bien les sans-culottes que le pacte républicain, Ewald et Lecourt, en se trompant à ce point d'époque, nous permettent de marquer, comme une butte témoin, l'évolution des mœurs et la transformation du sens qu'il faut dorénavant donner à ce beau mot de République.

Leur raisonnement limpide a le grand mérite d'exprimer en quelques phrases ce que pensent les épistémologues français : la France est la fille aînée de la Science ; la Science doit rester absolument autonome, sans finalité autre qu'elle-même ; cette autonomie est garantie par l'Etat et ses institutions prestigieuses (dont l'Ecole normale I), qui, à leur tour, garantissent à l'Etat sa légitimité. Ainsi, quand l'Etat français ordonne, c'est la rationalité scientifique et ses lois universelles qui s'expriment, et non plus de mesquins intérêts communautaires ou privés ; cette fusion de la science et de la France permet de fonder la laïcité ainsi que « la morale républicaine,

qui se trouve dans l'éthique de la science », la seule morale que nous ayons ; le tout permet d'assurer « le progrès », aujourd'hui contesté par des « litanies lamentables qui font l'ordinaire des sciences humaines » ; voici, d'après eux, notre tradition, celle qui vient en droite ligne de la Révolution, puis de la III^e République.

Ce qui surprend le plus dans ce bref rappel du dogme épistémologique républicain, c'est le dernier paragraphe : il faut éviter « l'introduction subreptice des finalités » qui prétendraient conduire la Science pour des raisons qui lui seraient supérieures. Si les mots ont un sens, cela veut dire qu'il n'y a pas de « raison » au-dessus de la Science et que celle-ci doit être laissée entièrement libre de définir ses fins, que c'est la seule garantie que nous ayons, nous autres Français, de notre pacte républicain. D'où la stupéfiante conclusion : est « terroriste », disent les auteurs, celui qui le conteste.

A la « raison » on ne doit ajouter aucune recherche de « vertu ». A ce compte, j'ai beaucoup d'amis terroristes – sans parler de Michel Foucault et de Louis Althusser, qui furent les maîtres respectifs de nos deux auteurs...

Lorsqu'on vit, comme moi, sous la V^e République et au XXI^e siècle, on ne peut qu'être surpris de voir traités de « terroristes » ceux qui veulent ajouter des finalités à la Science. Car enfin, Monsanto et les autres firmes multinationales ont bien des programmes de recherche, définis par des « finalités » explicites. Il en est de même du CNRS, de l'INRA, de Limagrain, de tous les chercheurs, ingénieurs et techniciens qui ont écrit des demandes de subvention, défini des buts pour leurs recherches, et qui ont su lier, de mille façons contradictoires,

le sort de la France, des agriculteurs, des consommateurs, avec l'avancée de leurs expériences. S'ils n'avaient pas défini ces buts, s'ils avaient été incapables de les justifier, ils n'auraient pas été financés.

Des centaines de milliers de personnes, dans l'Etat et hors de l'Etat, font de la politique scientifique : ils raisonnent sur les directions que doivent prendre ou ne pas prendre les recherches. S'ils n'arrachent pas

sages, des paysans, des aliments, du marché mondial, de la génétique, du gène même. On peut dire que chacun s'est fait un petit cosmos. Chaque groupe propose en effet un monde dans lequel les autres sont invités à venir vivre.

Or ces propositions de mondes divergent les unes des autres non seulement dans leurs « aspects sociaux », mais surtout dans leurs « aspects scientifiques ». Il n'est pas

Dans le mot « République », il y a le mot « chose » ; dans ces choses publiques à débattre collectivement, parfois violemment, il y a aussi les gènes, le climat, les virus et les moteurs Diesel ; ces objets-là composent aussi la France

tous les jours des plants de maïs, ils déchirent tous les jours des centaines de projets de recherches qui ne verront jamais le jour parce qu'ils s'opposent à d'autres priorités. Sont-ils tous des « terroristes » pour autant ?

Bien sûr que non, mais, pour obtenir des moyens de travail, chacun de ces groupes d'intérêt a écrit un scénario où se trouve esquissée une certaine définition des pay-

très étonnant qu'elles suscitent des réactions virulentes de ceux qui se trouvent ainsi mobilisés, surtout si on leur demande de modifier leurs habitudes alimentaires, leur définition du risque, leur lien à la terre, leurs relations avec les firmes agro-alimentaires, la manne des subventions européennes, et ainsi de suite.

C'est justement le rôle de la politique que de faire émerger de

ces propositions antagonistes un monde commun : une définition acceptée de ce que sont l'agriculture, la recherche, l'alimentation, la génétique, l'Europe de demain. Pour cette politique scientifique qui devient, chaque jour davantage, la politique tout court, il existe deux comportements insupportables.

Le premier est celui des épistémologues d'Etat, qui interdisent toute discussion puisqu'il y a, d'un côté, une modernisation indiscutable, républicaine, rationnelle et laïque et, de l'autre, des vandales obscurantistes qui sapent le pacte républicain, enterrent l'avenir et la France.

Le second est celui des habituels radicaux qui, comme Bové et les siens, vont, sans aucun mandat, saccager des plants d'OGM, interrompant les recherches nécessaires à l'établissement des seules preuves qui permettraient de nous convaincre collectivement de l'innocuité ou des dangers de telle ou telle innovation.

Toutefois, on doit faire entre les deux une grande différence : les premiers refusent qu'il existe une politique scientifique. Pour eux, il y a, d'un côté, la Science autonome, de l'autre, la politique. Les seconds prennent des positions extrémistes, mais dans une enceinte qui est bien celle de la politique, la nôtre, où d'autres positions peuvent prendre place sans être aussitôt disqualifiées par l'ancienne accusation d'« irrationalisme ». Ils savent, eux, les arracheurs de maïs, que dans le mot République (*res publica*) il y a le mot « chose », que dans ces choses publiques à débattre collectivement, parfois violemment, il y a aussi les gènes, le climat, les virus et les moteurs Diesel, et que ces objets-là composent aussi la France.

Si l'on veut retrouver « les formes policées de la tolérance » demandées par Ewald et Lecourt, il nous faut un pacte républicain qui ne soit plus fondé sur les certitudes rationnelles et progressistes des anciens coupeurs de têtes et autres adeptes révolutionnaires des « coupures épistémologiques ».

La nouvelle « chose publique » exige la recherche balbutiante de tous ceux qui doivent réinventer un monde commun fait de science et de politique, d'humains et de non-humains. Et puisqu'on invoque la laïcité, il serait peut-être temps, comme le demandait ironiquement l'épistémologue Paul Feyerabend, d'enfin « séparer la Science de l'Etat ».

Quant à la France, espérons qu'elle a d'autres fondements que l'épistémologie !

Bruno Latour est professeur de sociologie à l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris, Centre de sociologie de l'innovation (CSI).

Encore un effort, M. Elkabbach !

par Georges Raquin

SOUS le titre « Et si la politique renouvait la télévision ? », Jean-Pierre Elkabbach a fait (*Le Monde* du 5 septembre) l'apologie de la chaîne parlementaire Public-Sénat dont il est le président. Elle constituerait un nouvel espace de liberté ouvert aux « sans-voix ». M. Elkabbach nous invite à dépasser « la méfiance pour les partis et les syndicats en faisant apparaître de nouveaux visages et en intégrant de nouveaux acteurs au jeu politique ».

Je veux m'inscrire en faux contre cette vision idyllique. Président du syndicat des juridictions financières, qui regroupe 75 % des magistrats des chambres régionales des comptes, jeunes institutions nées de la décentralisation, je peux affirmer qu'il ne nous a toujours pas été possible d'accéder à cette chaîne de « service public dédiée à la politique ».

Plusieurs demandes adressées au président de la chaîne sont restées sans réponse. Pêché de jeunesse ? Nous voudrions l'espérer. Il convient de noter que certains parlementaires, fortement représentés au Sénat, souhaitent, en allant à contre-courant de l'opinion publique, réduire les compétences des juridictions financières et restreindre le droit d'information des citoyens sur l'utilisation de l'argent public, donc de leurs impôts.

Ainsi le Sénat, à l'occasion de l'examen du projet de loi réformant le statut des magistrats des chambres régionales des comptes qui devrait être soumis à nouveau au Parlement cet automne, a décidé de limiter les pouvoirs d'investigation des juges financiers.

Paradoxalement, au moment même où la loi réformant la « constitution financière » de la France pour une meilleure lisibilité et transparence des comptes de l'Etat a été adoptée par le Parlement, au moment où le premier ministre demande à la Cour des comptes des propositions pour un meilleur contrôle des fonds spéciaux (secrets), une chape de plomb retomberait sur les collectivi-

tés locales. Transparence à Paris – pour l'Etat – et opacité en province – pour les collectivités locales ? Curieuse conception de la démocratie.

Les magistrats, bien évidemment, doivent scrupuleusement servir le droit, appliquer et faire appliquer la loi. Ils peuvent aussi, comme tout citoyen et par l'intermédiaire de leurs organisations représentatives, dans leurs domaines de compétence, s'exprimer publiquement et faire connaître leur opinion sur tout projet ou proposition de loi en gestation. Récemment, une chaîne de service public nous a donné la parole (France 2 – le journal de la nuit). Si une chaîne généraliste peut ainsi prendre l'initiative de lancer des débats de fond sur des questions parfois complexes mais importantes pour nos concitoyens, on ne peut que s'étonner de l'inertie de la chaîne parlementaire à notre égard.

Faudrait-il en déduire que, sur la chaîne parlementaire Public-Sénat, financée sur fonds publics, seraient interdites des opinions qui pourraient, le cas échéant, contester les travaux des parlementaires ? Nous professeurs, en tant que magistrats de l'ordre administratif et financier, un trop grand respect pour la représentation nationale, pour l'imaginer. M. Elkabbach pense réconcilier Sieyès et Rousseau dans une chaîne qui « ne prend ses ordres de personne ». Encore faut-il alors qu'elle ne fonctionne pas sur un mode monarchique ou napoléonien.

Nous partageons avec le président de Public-Sénat le même goût pour la *res publica*. Juges financiers, au contact permanent et quotidien des élus, nous pouvons témoigner que l'immense majorité d'entre eux se dévoue au bien public. Nous pensons nous aussi qu'il faut œuvrer à la réhabilitation du politique. Mais de grâce, pas d'ostracisme ni de censure !

Georges Raquin est président du syndicat des juridictions financières.

Cerestar : résultats au 30 juin 2001

Redressement des résultats en bonne voie

Le conseil d'administration de Cerestar, réuni le 11 septembre 2001 sous la présidence de Stefano Meloni, a examiné les comptes consolidés du groupe au 30 juin 2001.

Chiffres clés (en millions d'euros)	30.06.2000 pro forma*	30.06.2001
Chiffre d'affaires	837,0	935,5
Résultat d'exploitation	0,8	0,9
Résultat courant avant impôts	(8,9)	(15,1)
Résultat net part du groupe	(37,8)	(24,7)
Fonds propres de l'ensemble	1097,8	1068,6
Endettement financier net	373,1	491,3
Ratio dettes nettes/fonds propres	0,34	0,46

*non audité

Commentaires sur les comptes consolidés au 30.06.2001

Détail de l'évolution du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation

(en millions d'euros)	C.A.	R.E.
30.06.2000	834,7	(0,6)
Entrées périmètre de consolidation	2,3	1,4
30.06.2000 pro forma	837,0	0,8
Impact monétaire	10,0	(2,8)
Impact du prix de l'énergie (direct)	-	(23,0)
Croissance interne	88,5	25,9
30.06.2001	935,5	0,9

La hausse de 12 % du chiffre d'affaires est principalement le fait de la croissance interne (+ 88,5 millions d'euros + 10,4 %) à laquelle s'ajoute un effet de conversion monétaire (+ 10,0 millions d'euros) et un ajustement de périmètre de consolidation (+ 2,3 millions d'euros). Cette croissance interne est le résultat à la fois d'augmentations de volumes et de prix tant en Europe qu'en Amérique du Nord. Le chiffre d'affaires se répartit à raison de 76 % en Europe, 23,7 % en Amérique du Nord et 0,3 % en Asie.

Evolution et répartition du résultat d'exploitation

	1 ^{er} semestre 2000	2 ^e semestre 2000	1 ^{er} semestre 2001
Europe	42,5	19,1	49,5
Amérique du Nord	(41,1)	(57,0)	(48,4)
Asie	(0,6)	(0,6)	(0,2)
	0,8	(38,5)	0,9

La stabilité du résultat d'exploitation cache une amélioration sensible de l'ensemble des activités par rapport à l'année 2000, et en particulier par rapport au 2^e semestre 2000. Cette amélioration générale a été complètement effacée par une augmentation très importante du prix de l'énergie dans le premier semestre 2001, en comparaison du 1^{er} semestre 2000, qui se chiffre à 23 millions d'euros pour la période (10 millions en Europe et 13 millions en Amérique du Nord).

Le résultat net part du groupe s'est établi à (24,7) millions d'euros, en amélioration de 13,1 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2000. Il reflète une stabilité au niveau du résultat d'exploitation et inclut d'une part une augmentation de la charge financière et d'autre part une réduction de la charge d'impôts.

Le ratio endettement financier net/fonds propres s'est élevé à 0,46 (contre 0,34 au 30.06.2000). Cette hausse résulte de l'accroissement de l'endettement (+ 118 millions d'euros), qui s'explique principalement par des besoins de fonds de roulement plus importants (81,4 millions d'euros - hausse importante du chiffre d'affaires) et par une augmentation des prêts envers la joint venture chinoise (46 millions d'euros).

Perspectives 2001

La seconde partie de l'année devrait prolonger les signes de redressement enregistrés au premier semestre, avec des prix d'énergie qui diminuent, en particulier aux Etats-Unis. La perspective d'amélioration des résultats d'exploitation 2001 par rapport à 2000 se confirmera. Le démarrage de notre usine en Chine n'aura que peu d'incidence sur le résultat du second semestre 2001.

Démission du président

A la fin du conseil, Stefano Meloni a annoncé qu'il démissionnait de ses fonctions de Président-Directeur Général de Cerestar, avec effet à la fin du mois de septembre 2001. Il reste membre du conseil d'administration. Le conseil d'administration a pris acte de cette décision avec regret et a exprimé à Stefano Meloni sa très vive gratitude pour la contribution de haut niveau qu'il a apportée professionnellement et humainement au Groupe ainsi que pour le dévouement constant qu'il lui a manifesté.

En remplacement d'Enrico Bondi, qui a démissionné de ses fonctions d'administrateur, le conseil, après l'avoir chaleureusement remercié pour le travail de très grande valeur qu'il a accompli, a coopté Pierre Moraillon, qui, à compter du 1^{er} octobre, deviendra également Président-Directeur Général.

Pierre Moraillon, 50 ans, titulaire d'un doctorat de gestion-marketing (Université Paris-Dauphine), CPA, a effectué toute sa carrière dans le secteur agricole et alimentaire (notamment comme directeur général de la Sopexa et Président de Saint-Louis Sucre) et a fait partie de cabinets ministériels en tant que conseiller auprès de deux ministres de l'agriculture.

Ce communiqué de presse est disponible sur le site Internet de Cerestar : <http://www.cerestar.com>



ÉDUCATION Le groupe Vivendi Universal Publishing (VUP) a cédé au fonds d'investissement britannique Cinven ses activités dans la presse professionnelle et la presse santé

pour acquérir un éditeur scolaire américain, Houghton Mifflin. ● CETTE STRATÉGIE de recentrage sur le grand public, qui suscite des interrogations en interne, permet au groupe

français de faire jeu égal avec des groupes comme Pearson ou Reed Elsevier. ● EN PLEINE RESTRUCTURATION, le marché mondial de l'éducation était estimé à 2 200 milliards

d'euros en 1999, selon Merrill Lynch. ● LE SECTEUR doit s'adapter aux nouvelles exigences de la pédagogie, à la multiplication des langues et au besoin de numérisation.

● DANS LE MULTIMÉDIA, VUP teste le cartable électronique et le téléchargement des livres. Sa stratégie est fondée sur un accès payant, seul moyen de rémunérer les auteurs.

La mondialisation de l'édition scolaire est en marche

Agnès Touraine, vice-PDG de Vivendi Universal Publishing, explique dans un entretien au « Monde » les raisons du recentrage de son groupe dans l'éducation. Un marché qui se globalise mais doit s'adapter aux exigences locales des professeurs et des élèves

ENTRÉE chez Hachette en 1985 comme directeur de la stratégie et des études, Agnès Touraine est désormais vice-présidente de Vivendi Universal Publishing, la branche édition du géant de la communication. Elle explique pourquoi son groupe vient de se désengager de la presse professionnelle pour mieux investir dans l'édition scolaire.

« La cession de Masson et du pôle santé a constitué une surprise. C'était l'un de vos axes majeurs ces dernières années. Pourquoi ce revirement ?

– La stratégie de Vivendi Universal est désormais orientée vers le grand public. Le pôle médical n'entraîne pas dans cette logique. Aujourd'hui, les secteurs de l'édition et de l'éducation se globalisent. Des groupes comme Pearson et Reed-Elsevier sont entrés dans ce mouvement inéluctable. Pour nous, le choix était de rester un acteur français de l'édition et de l'éducation ou d'essayer de faire partie du jeu mondial. La France restait en marge des grands mouvements qu'accompagnaient Bertelsmann, Reed ou Pearson. Nous nous sommes développés en Espagne et en Amérique latine, avec Anaya, et aux Etats-Unis, dans les CD-Rom, où il nous manquait un éditeur papier important. Il nous fallait 2,2 milliards de dollars pour reprendre Houghton Mifflin, sans avoir recours à l'emprunt. Nous devions donc procéder à des désin-

vestissements. Les analystes financiers s'interrogeaient sur le maintien d'une presse spécialisée, sensible aux cycles publicitaires, au sein d'un groupe grand public. C'est vrai que nous avons fait des acquisitions importantes dans ce secteur. Nous les avons développées. Leur cession nous a permis d'ailleurs de faire de bonnes plus-values. Mais il ne s'agit pas d'une pure logique financière. Nous ne sommes pas des banquiers. Nous avons fait un arbitrage pour construire des métiers dans lesquels nous sommes en position de

« Les problématiques de l'éducation sont les mêmes dans le monde entier »

leadership. C'est le cas dans les jeux et dans l'éducation. Nous ne pouvons pas être partout.

– **Comptez-vous vendre L'Expansion et L'Etudiant ?**

– Non, on ne vend pas le pôle de presse grand public.

– **Quelle est votre stratégie dans l'éducation ?**

– Nous sommes le numéro 2 mondial dans l'éducation avec 50 % de nos activités aux Etats-Unis, et des positions importantes dans les autres langues. On est vraiment

international. Les problématiques de l'éducation sont les mêmes dans le monde entier. Les enjeux majeurs sont des questions d'organisation, de remédiation, de remises à niveau pour des populations souvent très diverses, d'intégration et de « customisation », c'est-à-dire l'adaptation des programmes par écoles et presque par professeur. C'est vrai aux Etats-Unis comme en Espagne, où il faut proposer des livres différents par région. La France est l'un des seuls pays où l'on ne parle pas de ces sujets-là.

« Il va y avoir un renouvellement des générations de professeurs dans le monde entier. Ils auront besoin de plus de matériels pédagogiques qu'avant. Par exemple d'outils d'aide à la gestion de la classe, avec des logiciels adaptés. L'autre dimension est le suivi plus personnalisé des enfants, avec des programmes spécifiques pour les élèves, pour permettre une meilleure proximité entre l'école et la maison.

« Tous les éditeurs numérisent leurs contenus pour favoriser ces évolutions. L'édition est d'ailleurs l'un des secteurs les plus avancés au monde, en la matière, puisqu'une norme commune, l'Open eBook, a été adoptée. Mais numériser un livre scolaire est plus compliqué qu'un livre de textes. Il y a tout un système de codification, de structuration. Cela coûte cher. Seuls les grands groupes peuvent faire face à ces niveaux d'investissement. Aux

Etats-Unis, il n'y a pratiquement pas un programme qui ne soit associé à un site Web.

– **N'y a-t-il pas un risque d'uniformisation et de concentration ?**

– La clé absolue, c'est la pédagogie. Elle est au centre de tout. Notre rôle est d'accompagner ce mouvement qui va prendre trois, cinq ou dix ans. Il ne va pas y avoir le même livre scolaire dans le monde entier. C'est du global local. Travailler dans tous les pays du monde permet de réfléchir ensemble. Pour éditer un programme, il faut écouter les élèves, les écoles, les autorités, les parents d'élèves qui ont un rôle croissant. Cela représente davantage de travail pour les éditeurs. Chaque support a sa fonction : le livre, l'accès en ligne, les CD-Rom, les fiches, les transparents, les vidéos, etc. Ces dispositifs doivent s'inscrire dans un système pédagogique. La concurrence est vive. Il ne peut pas y avoir de Yalta de l'édition scolaire.

– **Quelles sont les synergies possibles, alors que les contenus d'un pays à l'autre changent ?**

– Il y a bien sûr le grand chantier mondial de la numérisation. Des économies sont possibles dans l'achat de papier. Mais il peut y avoir de nombreux projets communs entre nos différentes maisons, de Larousse à Anaya, en passant par Houghton Mifflin, qui est un éditeur universitaire comme

Dunod. Pour l'échange des droits, nous appliquons la règle de la première option, au sein du groupe. Mais chacun est libre de céder ses droits à qui il l'entend. Dans la littérature générale, nous avons un chiffre d'affaires d'environ 260 millions de dollars. Cela nous donne plus de poids pour négocier avec les agents

« Les professeurs auront besoin de plus de matériels pédagogiques (...). Par exemple d'outils d'aide à la gestion de la classe »

américains. Les éditeurs français ont du mal à aborder le continent américain. Je crois qu'on peut être fier qu'un groupe français soit un acteur mondial de l'éducation et de l'édition.

– **Vous n'évoquez ni le cartable électronique, ni le multimédia, comme l'encyclopédie Kleio en ligne ou ePocket. Est-ce parce que c'est moins à la mode ?**

– Nous revenons à des réflexes plus normaux. Mais il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain.

Plus personne ne dit qu'Internet remplacera le professeur. C'est une bonne chose. Ce n'est jamais un outil qui fait le contenu. Le cartable électronique représente trois ans d'essais. On le teste dans des classes, la réaction est bonne. On l'adapte. Il faut beaucoup d'humilité face à ces projets. Quand le cartable électronique sortira, il sera très différent.

Notre site payant de téléchargement des livres sur Internet ePocket est également un test pour le paiement et la protection des œuvres. Pour l'instant, peu de gens ont envie de lire sur écran, mais cela changera lorsque le confort de lecture augmentera. Dans ce cas, il n'y a pas de raisons que la consultation soit moins chère que le papier. Il n'y a pas de raisons que ce soit gratuit. Les abonnements à l'encyclopédie Kleio en ligne sont faibles. Quand les gens achètent des supports, ils payent, mais quand c'est dématérialisé, ils ne veulent pas payer. Comment financer les auteurs et l'entretien des bases ? Il y a incompatibilité entre la gratuité et le droit d'auteur. Il faut trouver une solution pour sortir de ce dilemme. Si le trafic est faible pour l'instant, ce n'est pas grave. Le livre se porte très bien. »

Propos recueillis par Alain Salles et Nicole Vulser

► www.lemonde.fr/vivendi-universal

Les salariés des anciens journaux de Vivendi s'interrogent

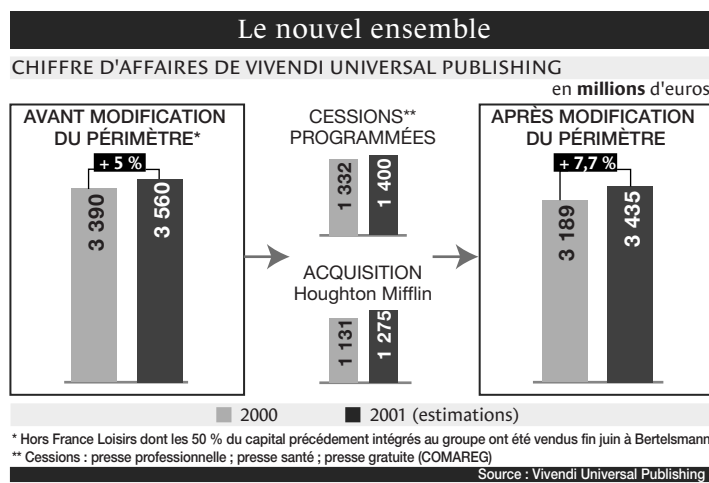
« JEAN-MARIE MESSIER, le PDG de Vivendi Universal, a été obligé d'ajouter une deuxième voiture pour obtenir le prix qu'il espérait obtenir avec une seule. » Cette réflexion d'un cadre de Vivendi Universal Publishing illustre bien l'étonnement qui a présidé à l'annonce de la cession du pôle de presse professionnelle (les groupes Moniteur, France agricole, Usine nouvelle, Tests, Builder, Barbour Index, Expositum, etc.) – qui était prévue depuis juin – mais aussi du pôle de presse médicale (notamment Le Quotidien du médecin, Vidal, Masson, Staywell, MIMS et Doyma) – qui ne l'était pas –, pour pouvoir obtenir le seuil fatidique des 2 milliards d'euros nécessaires à l'acquisition de l'éditeur scolaire Houghton Mifflin aux Etats-Unis (Le Monde du 29 août).

Les acheteurs potentiels, Reed Elsevier, Bertelsmann, Emap ou les investisseurs financiers comme Paribas Affaires industrielles, Apax, Duke Street Capital ou BC Partners, étaient nombreux à vouloir acquérir tout ou partie de la presse professionnelle. Mais personne n'a offert plus de 1,2 milliard d'euros. VUP a été vendu moins bien que ne l'espérait M. Messier. Celui qui a emporté les enchères, le fonds d'investissement britannique Cinven, a été le mieux offrant mais sur un périmètre d'actifs considérablement élargi.

PRÉVENUS AU DERNIER MOMENT

« Vivendi Universal a cédé deux activités qui généraient beaucoup de bénéfices. Il reste maintenant dans le groupe l'édition, ce qui en termes économiques s'apparente souvent à du bénévolat ; des jeux, de l'édition scolaire et du cinéma, qui tous trois consomment beaucoup d'investissements », analyse un cadre qui souhaite garder l'anonymat. Les salariés et la direction ont été assez froissés d'être prévenus au tout dernier moment. Même les directeurs généraux des principales filiales, qui avaient pourtant rencontré à deux reprises les dirigeants du groupe anglo-néerlandais Reed Elsevier n'ont été avertis que quelques heures avant l'annonce de la cession.

Cinven s'est voulu rassurant : le nouveau propriétaire gardera le management actuel et s'est engagé à ne pas démanteler le groupe. Après avoir acheté ces actifs à un prix plutôt bas dans une conjoncture



Le pôle presse professionnelle et le pôle santé seront officiellement cédés au fonds d'investissement britannique Cinven avant le 30 octobre. La vente des gratuits est elle aussi imminente.

re publicitaire très morose, l'intention du fonds d'investissement britannique est de rendre ces journaux plus rentables, pour les mettre en Bourse d'ici trois à cinq ans, quand le marché publicitaire ira mieux. « Ce type de promesses n'engage que ceux y croient », souligne le directeur d'un journal du groupe. L'hypothèse d'une entrée en Bourse et d'un nouvel investissement ne peut en tout cas que séduire les cadres dirigeants, puisque les stock-options qu'ils avaient reçues de Vivendi Universal ont fondu comme neige au soleil depuis deux ans.

Plusieurs questions restent en suspens : quelle sera la stratégie de Cinven vis-à-vis des titres en ligne, comme O1 Net, qui emploie plus d'une cinquantaine de salariés ? Les journalistes du Groupe Tests ont reçu l'assurance qu'il n'y aurait aucun licenciement sec. Compte tenu de la dégradation de la conjoncture et de l'essoufflement d'Internet, des coupes budgétaires et des non-remplacements semblent envisagés. Leur impact pourrait être amoindri par la mise en place d'une clause de cession, qui, de source syndicale, concernerait une quarantaine de journalistes sur 270 au sein du groupe Tests.

Le développement du pôle de presse professionnelle de VUP se pose aussi avec acuité, au moment où les grands éditeurs mondiaux, comme Emap, Wolter Kluwers, United Business Media, VNU ou Springer ont laissé entendre qu'ils comptent vendre certains de leurs titres. Là encore, la direction de Cin-

ven a promis de ne pas laisser filer ce type d'opportunités. Selon M. Friess, les acquisitions locales prévues également dans le pôle presse médicale – déjà présent dans 35 pays – se poursuivront.

MOBILISATION DES FILIALES

Même si elles sont peu syndiquées, les filiales des groupes de presse se mobilisent. Deux procédures pour délit d'entrave ont été engagées dans les groupes Tests et Usine nouvelle, « pour obliger la direction de Vivendi Universal à négocier », selon le secrétaire général du SNJ-CGT, Michel Diard. Le SNJ-CGT et la FILPAC-CGT ont déploré qu'« une stricte logique financière fasse basculer plus de 70 % de la presse spécialisée française, professionnelle et médicale dans le giron non d'un groupe de presse mais d'un fonds d'investissements britannique ». Pour FO, cette vente « confirme la stratégie de Monopoll exclusivement financière de M. Messier, au mépris le plus total de l'avenir des titres (...) et surtout de ses personnels ».

Enfin, Vivendi Universal doit boucler la cession du pôle de presse gratuite : la remise des offres d'achat sur la Comareg est prévue vendredi 14 septembre. Mais, là encore, le groupe de M. Messier pourrait obtenir moins que prévu. En début de semaine, de nombreux prétendants, comme Sud-Ouest, Spir Communication, le belge Roularta et plusieurs fonds d'investissement hésitaient encore à entrer dans la course.

N. V.

Un enjeu économique colossal

RACHAT de la branche éducation de Simon and Schuster par Pearson, de Harcourt par Reed-Elsevier et Thomson, de Houghton Mifflin par Vivendi Universal Publishing (VUP) : les groupes d'édition et de médias livrent bataille pour dominer ce qu'on appelle le marché mondial de l'éducation et prendre des positions importantes aux Etats-Unis. L'enjeu est colossal. Une étude de Merrill Lynch avait évalué le montant des investissements dans l'éducation à 2 000 milliards de dollars (2 200 milliards d'euros) en 1999, dont un tiers aux Etats-Unis. Ce chiffre était large puisqu'il intégrait tout, de la construction des écoles aux salaires des professeurs. La part consacrée à l'édition et au multimédia est estimée à 25 milliards d'euros.

Pour Elaine Legault, directrice du Marché mondial de l'éducation, créé par Reed-Midem à Vancouver en mai 2000, « les investissements dans les contenus vont devenir de plus en plus importants ». « Il y a une demande forte et diversifiée, explique-t-elle, pour un apprentissage tout au long de la vie. L'enjeu économique de l'éducation est l'un des moteurs essentiels de la société d'aujourd'hui. Les Etats n'arrivent pas à répondre seuls à cette demande. Le secteur privé joue un

rôle croissant, souvent en partenariat avec le public. L'éducation n'échappe pas à la globalisation et intéresse des grands groupes. »

CARTABLE ÉLECTRONIQUE

Depuis plusieurs mois, de nombreux investissements ont concerné Internet et le multimédia, avec des annonces souvent plus spectaculaires que les résultats. VUP a tenu la vedette avec le lancement du cartable électronique, en test dans plusieurs écoles, ou le lancement du portail education.com. Devant les incertitudes de la conjoncture de la nouvelle économie, le groupe Lagardère a mis pour l'instant sous le boisseau son projet de portail, avec ses filiales Hachette-éducation et Hatier. Pearson et le canadien Thomson ont investi de façon importante dans Internet.

Ce poids des grands groupes a soulevé l'inquiétude de nombreux enseignants. « On ne va pas vers une uniformisation des savoirs, plaide M^{me} Legault, même s'il ne faut pas sous-estimer les risques. Le dialogue s'installe entre tous les professionnels de l'éducation dans le monde entier. »

A. S.

Année record pour les exportations de programmes audiovisuels en 2000

BIENTÔT le milliard. En 2000, les exportations de programmes audiovisuels français ont atteint le chiffre record de 848 millions de francs (environ 130 millions d'euros). D'une année à l'autre, les ventes à l'étranger ont augmenté de 100 millions de francs (+ 13,4 %). A ce rythme, les exportations pourraient bientôt franchir le cap du milliard de francs. Dans la foulée, après le ralentissement de 1999, les coproductions et les préventes de programmes ont connu un fort « redémarrage », avec 14,2 % de hausse, signale la synthèse annuelle publiée par TV France International (TVFI), organisme chargé de promouvoir les programmes français à l'étranger.

L'ANIMATION TRÈS PRISEE

L'Europe de l'Ouest reste le principal débouché pour les productions françaises avec deux tiers du marché. Sur ce secteur, l'Allemagne est redevenue, en 2000, le premier client de la France. D'autres marchés commencent à émerger. L'Asie a représenté en 2000, 6,3 % des exportations françaises contre 4,6 % en 1999. Certaines zones comme l'Amérique latine et la Russie redeviennent, malgré une conjon-

ture économique difficile, des acheteurs de programmes.

Au final, l'apport des financements étrangers, en achat ou en coproductions, « frôle 2 milliards de francs », signale TVFI. Ce chiffre a doublé depuis 1995. Pour la cinquième année consécutive, l'animation reste le genre de programmes français le plus prisé à l'étranger. Avec 300 millions de francs, il a représenté, en 2000, 35 % du total des exportations. Ces bons résultats illustrent le dynamisme de sociétés de productions françaises telles Marathon Productions. Cette dernière, plus connue pour ses fictions balnéaires diffusées sur TF1, s'est associée, il y a deux ans, à Vincent Chalvon-Demersay pour développer ce secteur qui devrait représenter un tiers de son chiffre d'affaires, soit 80 millions de francs, en 2001.

Derrière les dessins animés, les documentaires continuent à croître tandis que les coproductions de fictions ont vu leurs financements étrangers progresser de 250 millions à 460 millions de francs. Toutefois, les partenaires français dans ces coproductions sont minoritaires.

Guy Dutheil

Chaque jeudi avec
Le Monde
DATÉ VENDREDI
retrouvez
LE MONDE DES LIVRES

Chaque samedi avec
Le Monde
DATÉ DIM./LUNDI
retrouvez
LE MONDE TELEVISION

La France consolide sa place de championne d'Europe des stock-options

Selon « L'Expansion », les dirigeants les mieux lotis sont rarement les plus performants

Sur les dix premières sociétés de l'indice Euro Stoxx 50 en termes de stock-options, sept sont françaises, révèle l'édition 2001 du classement

réalisé par le magazine L'Expansion. La plus-value des dix premières sociétés françaises dépasse de plus de 10 milliards de francs celle de

ses homologues du Royaume-Uni. Paradoxalement, les dirigeants les mieux dotés en stock-options sont souvent les moins performants.

LES ENTREPRISES françaises sont toujours les championnes d'Europe des stock-options, et à ce titre – les deuxième du monde après celles des Etats-Unis, révèle l'édition 2001 du classement réalisé par L'Expansion, qui doit être publié dans son édition à paraître le 13 septembre. En effet, sur les dix premières plus-values dégagées par des sociétés de l'indice Euro Stoxx, sept sont françaises : Aventis (6,14 milliards de francs, soit 936 millions d'euros), Total-FinaElf (5,14 milliards de francs), BNP Paribas (4,78 milliards), Vivendi Universal (3,01 milliards), Sanofi Synthelabo (2,82 milliards), Axa (2,68 milliards) et L'Oréal (2,68 milliards). Seules la société finlandaise Nokia – avec une plus-value potentielle de 10,67 milliards de francs, divisée par six en un an –, la néerlandaise ING (3,18 milliards) et l'italienne Enel (1,95 milliard) peuvent rivaliser avec l'appétit français pour les stock-options. Les plus-values latentes des comités de direction et des cadres privilégiés des dix premiers groupes français atteignent 33,8 milliards

de francs, contre 23,6 milliards dans le cas des dix premiers groupes britanniques de la City !

Les cinq premiers groupes français en termes de plus-value dégagent ensemble 22,2 milliards de francs de gain potentiel, devant leurs cinq premiers homologues britanniques (21,1 milliards de francs) et très loin devant les cinq premiers néerlandais (7,5 milliards), italiens (2,2 milliards), allemands (1,8 milliard) ou espagnols (0,6 milliard), précise L'Expansion. Personne ne peut donc disputer aux sociétés françaises leur première place, même si symboliquement Deutsche Telekom a adopté ce système de rémunération au cours de l'année 2000, ce que France Télécom s'interdit, sauf pour ses filiales Orange et Wanadoo.

En un an, la plus-value distribuée par les sociétés françaises a fondu de 84 milliards de francs à 48 milliards, selon les calculs réalisés par L'Expansion, sur la base des cours de Bourse du 24 août. Exemple de baisse : en une seule séance, le 26 juin, quelque 599 millions de francs de plus-value virtuelle déte-

nué par les cadres de Cap Gemini ont disparu, un « avertissement » sur les résultats de la société de services informatiques faisant chuter le titre de 23 %. Pourtant, ce recul de la plus-value a été amorti par une distribution très active de nouvelles options en l'an 2000. Si la Bourse était restée stable, les plus-values des sociétés du CAC 40 se monteraient ainsi à 107 milliards de francs, a calculé L'Expansion, sans compter les 8,3 milliards déjà débouqués au cours de l'année 2000, par les bénéficiaires de stock-options du CAC 40.

Cette distribution s'est accompagnée d'un tardif début de démocratisation, puisque le nombre de bénéficiaires de stock-options dans les entreprises du CAC 40 a doublé au cours de l'année, atteignant 68 000 personnes, soit 1,8 % des effectifs salariés de l'indice CAC 40. Mais la démocratisation reste parfois un trompe-l'œil. Chez ST Microelectronics, 9 000 bénéficiaires – un salarié sur cinq – peuvent espérer une plus-value potentielle de 22 000 francs « seulement ».

Toujours premiers bénéficiaires des stock-options, les équipes dirigeantes voient ces récompenses attribuées par leur conseil d'administration, à la suite d'un examen attentif par un « comité de rémunération ». S'interrogeant sur le rôle de ces comités, L'Expansion a comparé l'attribution des stock-options avec la performance boursière de l'entreprise par rapport à ses concurrents depuis trois ans, l'évolution de la rentabilité de ses fonds propres depuis trois ans, et la taille de l'entreprise mesurée par ses effectifs. Le résultat « signe l'échec d'un système », constate le magazine économique. En effet, les dirigeants d'Aventis occupent la première place des plus-values (80 millions de francs chacun, en moyenne), mais seulement la vingt-quatrième de la performance.

Ceux de Vivendi Universal s'arrogent la médaille d'argent de la plus-value (64 millions), mais la quinzième place de la performance. Ceux de L'Oréal enregistrent une plus-value potentielle de 52 millions de francs pour une place de seizième au tableau du mérite. Selon L'Ex-

Les plus-values latentes dans les dix premiers groupes français atteignent 33,8 milliards de francs

pansion, c'est l'éditeur de logiciels Dassault Systèmes qui pousse le paradoxe le plus loin. Les huit membres de son comité de direction se sont réservé 45 % des options de la société, soit une plus-value par tête estimée à 47,2 millions de francs, obtenue alors que le cours de Bourse a affiché une hausse de... 0,8 % en trois ans ! Dernier du classement au mérite, ils sont donc les cinquièmes les mieux récompensés. En revanche, les dirigeants de Peugeot, jugés les plus performants, peuvent compter « seulement » sur 5 millions de francs de plus-value. Le comité de direction de Bouygues, deuxième du CAC 40 pour ses performances, occupe la quatorzième place en termes de stock-options avec 21 millions de francs de plus-value par dirigeant. Celui de ST Microelectronics, troisième pour sa gestion selon L'Expansion, est dixième pour les stock-options, avec 26 millions de plus-value moyenne pour chacun des dirigeants.

Adrien de Tricornot

Une fiscalité plutôt moins lourde qu'aillieurs

En dépit des plaintes exprimées régulièrement dans les milieux patronaux sur la fiscalité française des stock-options, celle-ci ne paraît pas plus lourde qu'à l'étranger, même si elle est partout extrêmement complexe. Toucher une plus-value de 2 millions de francs, six ans après l'attribution d'options, est, par exemple, moins taxé en France (44,9 %) qu'aux Pays-Bas (52 %), en Allemagne (51,16 %), en Espagne (48 %) ou aux Etats-Unis (48,2 % à New York, en comptant l'impôt local), selon une simulation réalisée pour L'Expansion par le cabinet d'avocats Landwell & Associés. Seuls le Royaume-Uni (40 %) et l'Italie, qui ne taxe les stock-options qu'à 12,5 %, affichent une fiscalité plus légère.

En France, le nouveau dispositif voté par le Parlement en mai taxe à 26 % le premier million de francs de plus-value, et à 40 % au-delà, à condition de garder ses actions deux ans. En Allemagne, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, respecter un délai de portage des actions, généralement d'un an, est aussi fiscalement avantageux. Certaines banques proposent des financements avec des couvertures du risque de baisse aux bénéficiaires de stock-options.

La morosité boursière rend les investisseurs plus prudents

LA CHUTE des marchés financiers depuis un an a nettement modifié le comportement des investisseurs individuels à l'égard de la Bourse. Tel est l'un des constats de l'étude du cabinet d'études français TLB sur les actionnaires individuels et les courtiers en ligne, qui sera rendu public dans les prochains jours. En raison des événements dramatiques aux Etats-Unis, la présentation officielle de l'enquête, initialement prévue mercredi 12 septembre, a été reportée sine die.

Le fait marquant de cette étude est la baisse du nombre des interventions en Bourse. Ainsi, alors que, en 2000, 77,1 % des investisseurs prétendus actifs en Bourse et clients de courtiers déclaraient faire au moins une opération par mois, ils ne sont plus que 67,7 % en 2001. Un constat validé par les derniers chiffres de l'association des courtiers en ligne. « L'activité des clients de courtiers en ligne au cours de l'été 2001 a été affectée par la mauvaise tenue des marchés financiers », indique l'association. Le nombre d'ordres exécutés en ligne s'établit à

522 800 ordres en juillet et 490 000 ordres en août chez les 21 membres de l'association Brokers On Line. Cependant, cette baisse d'activité est en ligne avec celle constatée sur la place de Paris. La part de marché de Brokers On Line à Paris en termes d'ordres exécutés se maintient à 16 %. Le nombre de comptes en ligne actifs a continué à progresser pour atteindre 481 554, soit une progression de 3 159 nouveaux comptes au cours de l'été. »

PLÉBISCITE POUR INTERNET

L'étude relève également un changement de comportement des investisseurs dans leurs choix de placement. « Les investisseurs ne sont pas partis de la Bourse, mais ils sont plus prudents qu'auparavant », constate Charles-Henri d'Auvin, directeur associé chez TLB. Les particuliers ont ainsi délaissé plus fortement les valeurs du Nouveau Marché, plus risquées, que les titres du Second Marché, des sociétés considérées comme plus défensives. En effet, alors que 26,2 % des investisseurs actifs et

clients des courtiers en ligne intervenaient souvent sur les valeurs du Nouveau Marché en 2000, ils ne sont plus que 17,8 % à déclarer y opérer. Le recul est en revanche nettement moins fort sur le Second Marché (18,8 % en 2000, contre 14,3 % en 2001). Autre preuve de prudence, la durée de placement des investisseurs qui s'est allongée. 41,2 % d'entre eux investissent dans un horizon de long terme en 2001, contre 25,5 % en 2000.

Ces tendances, réalisées à partir de résultats collectés au mois de juin, devraient être encore plus marquées aujourd'hui, les places financières ayant depuis considérablement chuté. Dernier constat que relève l'étude sur l'utilisation des courtiers en ligne par les particuliers : même s'ils changent de prestataire, les investisseurs qui utilisent Internet pour passer leurs ordres en Bourse restent à 98 % fidèles à cet outil, qu'ils plébiscitent pour sa rapidité d'intervention.

Cécile Prudhomme

Moulinex Brandt : une demi-douzaine de repreneurs potentiels ont été identifiés par les administrateurs judiciaires

LES DEUX administrateurs judiciaires nommés après le dépôt de bilan de Moulinex Brandt semblent décidés à ne pas perdre de temps. Mardi 11 septembre, lors d'un comité central d'entreprise (CCE) qui s'est tenu au siège du groupe à la Défense, Didier Segard et Francis Gay auraient estimé, selon plusieurs délégués syndicaux, qu'il existait « une demi-douzaine de repreneurs potentiels » du groupe d'électroménager franco-italien, sans préciser lesquels. Egalement présent au CCE, le PDG de l'entreprise, Patrick Puy, aurait réitéré, selon Didier Mesnil (FO), qu'il « privilégierait une reprise globale de Moulinex Brandt ».

Des déclarations d'intention accueillies avec scepticisme par certains membres du CCE, à l'image de Thierry Le Paon (CGT), qui juge qu'il est « bien trop tôt pour parler de repreneurs. Vu l'état du groupe et les dettes qu'il traîne, je doute qu'il y ait beaucoup d'entreprises vraiment capables de nous reprendre ». Lors

du CCE, MM. Segard et Gay auraient également indiqué qu'ils négociaient actuellement avec les fournisseurs et les banquiers pour que la production reprenne sur tous les sites.

En raison d'une rupture d'approvisionnement provoquée par des fournisseurs – qui craignent de ne plus être payés à la suite du dépôt de bilan –, les usines Moulinex et Brandt continuent en effet d'être touchées par le chômage technique. Après le site Brandt de Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret) lundi 10 septembre, quelque 900 des 1 035 salariés de Moulinex à Cormelles-le-Royal (Calvados) sont ainsi passés en chômage partiel, mardi. Dans la journée, les usines Moulinex du Calvados situées à Falaise (307 personnes), Carpiquet (280 salariés) et Bayeux (350 salariés) ont connu un sort identique, entraînant l'ensemble des sous-traitants de la région. Et mercredi, 700 des 960 salariés d'Es-swein, une des filiales de Brandt

située à La Roche-sur-Yon (Vendée), devaient cesser le travail à leur tour.

INACTIVITÉ FORCÉE

Pour prévenir une telle situation d'inactivité forcée, les salariés tentent de se mobiliser. Si les stocks de matières premières étaient encore suffisants à Alençon (Orne), dont le site pourrait être touché « dans quelques jours », l'usine de Lesquin (Nord) a décidé de réduire son activité à 40 % pour retarder le plus possible le chômage technique. « Nous estimons pouvoir tenir encore quatre semaines », déclare le délégué CFDT Philippe Blois. Quant à l'usine Brandt-Cooking de Saint-Ouen (Loir-et-Cher), les 400 salariés de la production ont préféré se mettre en congés jusqu'à la semaine prochaine plutôt qu'en chômage partiel.

José Barroso

► www.lemonde.fr/restructurations

L'anti-nicotine Zyban aurait causé la mort de quatre patients

L'AGENCE ALLEMANDE du médicament (BfArM) a confirmé, mardi 11 septembre, des informations de la télévision publique ZDF, selon lesquelles quatre personnes ayant pris du Zyban, une molécule aidant à la désaccoutumance de la nicotine fabriquée par la firme GlaxoSmithKline, seraient décédées en Allemagne. Selon le BfArM, depuis juillet 2000, une personne serait morte de troubles cardiaques après prise de Zyban, une autre de troubles circulatoires et deux autres décès seraient des suicides, après prise conjointe du Zyban avec un autre médicament. Selon la ZDF, 69 décès auraient été enregistrés dans le monde par les médecins et autorités médicales en rapport avec la prise de ce médicament. Depuis sa mise sur le marché en juillet 2000, le BfArM a eu connaissance, outre les quatre décès, de 123 personnes ayant subi des effets secondaires.

Bruxelles menace de réglementer le prix des communications

LE COMMISSAIRE européen Mario Monti, a précisé, mardi 11 septembre, que l'Union européenne pourrait réglementer les tarifs des communications payés par les abonnés au téléphone mobile dès qu'ils sortent de leur pays. Les accords d'itinérance signés par les opérateurs de téléphonie mobile assurent une continuité de services aux clients qui voyagent en Europe et empruntent alors un autre réseau que le leur. « Nous avons estimé lors d'une enquête [menée en 2000] que les prix demeuraient élevés, mais depuis ils ont encore augmenté », a relevé M. Monti, lors d'une conférence organisée par UBS Warburg à Barcelone. Je pourrais m'orienter vers des mesures pour m'assurer que le marché est réglementé et orienté vers les coûts, ce qui n'est pas le cas pour l'instant. » Le 11 juillet, la Commission avait lancé une perquisition chez neuf opérateurs mobiles, en Grande-Bretagne et en Allemagne, suspectés par Bruxelles d'entente illicite sur les prix de l'itinérance.

Nokia table sur une relance du marché des téléphones portables

« NOUS CONSTATONS des signes de relance du marché américain. Nous attendons quelque chose de durable et non plus un mois seulement », a déclaré, mardi 11 septembre, le directeur financier du finlandais Nokia, premier fabricant mondial de téléphones portables. Symbole de cette reprise attendue : les montagnes de stocks de mobiles qui engorgeaient les circuits de distribution en Europe auraient disparu. « C'est seulement maintenant que l'on peut dire que les stocks excédentaires, au niveau de l'ensemble du secteur, ont quasiment disparu », a confirmé, mardi, Serge Tchuruk, président d'Alcatel. Cette année, le groupe français prévoit de faire mieux que ses concurrents. « Nous espérons que nos ventes (en 2001) seront autour du niveau de l'an passé alors que la plupart des sociétés verront leurs ventes diminuer substantiellement », a annoncé le PDG d'Alcatel.

Dim confirme la fermeture de deux usines en France

LA DIRECTION de la firme de lingerie Dim, filiale du groupe américain Sara Lee, a confirmé la fermeture prochaine des usines de Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire) et Ruitz (Pas-de-Calais), employant au total près de 320 salariés, a révélé à l'AFP, mardi 11 septembre, une source syndicale à Ruitz. Dans cette usine de soutiens-gorge, les 153 salariés ont été informés de la fermeture par la lecture d'un communiqué de la direction nationale au cours d'une réunion du comité d'entreprise, lundi. Ces fermetures s'inscrivent dans le cadre d'une restructuration des activités de Sara Lee, décidée en décembre 2000. Selon les syndicats, le groupe aurait l'intention de « délocaliser 100 % de la lingerie en Roumanie ».

Le fabricant de pneus Continental limoge son président

LE CONSEIL de surveillance du fabricant de pneumatiques allemand Continental a annoncé, mardi 11 septembre, avoir congédié le président du directoire du groupe, Stephan Kessel, en raison de « différences de vues sur l'orientation stratégique de l'entreprise ». Un porte-parole du groupe a affirmé que l'orientation stratégique globale du groupe n'était fondamentalement pas remise en cause par ce changement. M. Kessel, 47 ans, est remplacé par Manfred Wennemer, 53 ans, jusqu'ici responsable de la filiale de plastiques et caoutchouc de la société. Continental a annulé une conférence de presse qu'il devait organiser mercredi dans le cadre du Salon de l'automobile de Francfort.

NOUVEAU LAFAYETTE HOMME

-15%

le vendredi 14 et le samedi 15 septembre avec la Carte Galeries Lafayette. Nouveaux horaires, ouverture jusqu'à 19 h 30 et le jeudi jusqu'à 21 h 00.

* Offre valable uniquement au magasin Lafayette Homme. Seuf Unis, parfumerie de grandes marques, Lafayette Mariage, alimentation, autres services et points relais. Non cumulable avec d'autres promotions en cours. Carte payante, contribution annuelle de 10 € (10 €). Crédit renouvelable dans un délai de 15 jours après acceptation par COFINOVA et réalisation du bilan de répartition de 7 jours. Capitalisation en vigueur au 1^{er} août 2001. 5^e paiement par mensualités. Terme des mensualités de 120 €, pour un crédit jusqu'à 5 000 €, taux mensuel de 1,875 % et TEG de 19,38 %, mensualités de 360 €, de 5 001 € à 10 000 €, taux mensuel de 1,45 % et TEG de 16,38 %, mensualités de 480 €, de 10 001 € à 15 000 €, taux mensuel de 1,435 % et TEG de 17,22 %, mensualités de 600 €, de 15 001 € à 20 000 €, taux mensuel de 1,435 % et TEG de 17,22 %, mensualités de 800 €, de 20 001 € à 30 000 €, taux mensuel de 1,435 % et TEG de 17,22 %, mensualités de 1 000 €, de 30 001 € à 40 000 €, taux mensuel de 1,45 % et TEG de 18,98 %, mensualités de 1 200 €, de 40 001 € à 50 000 €, taux mensuel de 1,45 % et TEG de 18,98 %, mensualités de 1 400 €, de 50 001 € à 60 000 €, taux mensuel de 1,45 % et TEG de 18,98 %, mensualités de 1 600 €, de 60 001 € à 70 000 €, taux mensuel de 1,45 % et TEG de 18,98 %, mensualités de 1 800 €, de 70 001 € à 80 000 €, taux mensuel de 1,45 % et TEG de 18,98 %, mensualités de 2 000 €, de 80 001 € à 90 000 €, taux mensuel de 1,45 % et TEG de 18,98 %, mensualités de 2 200 €, de 90 001 € à 100 000 €, taux mensuel de 1,45 % et TEG de 18,98 %.

HAUSSMANN

SPORTS Le FC Nantes-Atlantique s'est imposé (4-1) devant le club néerlandais du PSV Eindhoven, mardi 11 septembre, à domicile, pour ses débuts dans la Ligue des cham-

ions. ● **CHAMPIONS DE FRANCE** en titre, les Canaris ont signé leur première victoire de la saison 2001-2002. ● **DES BUTS** signés Pierre-Yves André, Olivier Quint, Wilfried

Dalmat et Marama Vahirua sont venus concrétiser une domination de tous les instants et permettent aux Nantais d'occuper la première place du groupe D devant les Turcs

du Galatasaray Istanbul, victorieux de la Lazio Rome (1-0). ● **DANS LES AUTRES GROUPE**, l'AS Rome a été battue à domicile par le Real Madrid (1-2), alors que l'équipe anglaise

d'Arsenal a été vaincue par les Espagnols de Majorque (1-0). ● **Après les événements survenus aux Etats-Unis**, une minute de silence a été observée sur tous les terrains.

En Ligue des champions, Nantes reprend goût à la victoire

Les Canaris, qui pointent actuellement à la dernière place du championnat de France de division 1, ont emporté, face aux Néerlandais du PSV Eindhoven, leur première victoire (4-1) de la saison 2001-2002, en offrant un spectacle digne de leur titre de champion de France 2001

NANTES

de notre envoyé spécial

Raynald Denoueix, l'entraîneur du Football Club Nantes-Atlantique (FCNA), l'avait bien dit : « Le meilleur moyen de gêner le PSV Eindhoven, c'est de marquer d'entrée, ou tout au moins les premiers. » Ses joueurs l'ont écouté : après une sérieuse occasion obtenue dès les premières secondes de cette rencontre de Ligue des champions, mardi 11 septembre, ils n'ont pas attendu plus de cinq minutes pour ouvrir le score.

Lancé dans le dos de la défense néerlandaise par Olivier Quint, Pierre-Yves André est parvenu à glisser le ballon entre les jambes de Ronald Waterreus, le gardien du PSV Eindhoven. Un but symbolique : ses deux artisans sont les deux seules recrues venues étoffer l'effectif des champions de France au cours de l'été.

Enivrés par leurs retrouvailles avec cette réussite qui les fuyait depuis le début de saison, les Canaris nantais ont offert à leur public une première mi-temps somptueuse, au cours de laquelle ils ont inscrit autant de buts (trois) qu'au cours des six premières journées du championnat de France de division 1, une compétition dont ils occupent actuellement la dernière place, avec deux points.

Une minute après l'ouverture du score, Pierre-Yves André menaçait de récider. Mais c'est Olivier Quint qui inscrivait le deuxième but nantais (9'), sur un penalty accordé après une faute commise sur le jeune défenseur latéral Sylvain Armand.

« Il y a eu toute une série de petits signes favorables et, très rapidement, on a senti que ce match était pour nous », confiera plus tard Raynald



Deux Nantais heureux : Wilfried Dalmat, auteur du troisième but, et Olivier Quint (à droite).

Denoueix. L'organisation mise en place par le technicien nantais fonctionnait à merveille et son équipe développait un jeu vif et inspiré, à une touche de balle, enfin proche de celui qui l'avait conduite au titre de champion de France 2001.

Les joueurs du PSV Eindhoven semblaient assister en spectateurs à une rencontre totalement maîtrisée par leurs adversaires, dont les passes en profondeur semaient régulièrement la panique dans une défense prise de vitesse, malgré la présence de joueurs d'expérience tel le vétéran danois Jan Heintze

(38 ans), dernier rescapé de la victoire du club néerlandais en Coupe d'Europe des clubs champions (en 1988), ou l'international russe Youri Nikiforov.

EXPLOIT PERSONNEL

Côté nantais, Raynald Denoueix avait fait le choix audacieux de titulariser, pour occuper le flanc droit de son attaque, le jeune Wilfried Dalmat, 19 ans, frère de l'international espoirs Stéphane Dalmat, qui évolue actuellement à l'Inter Milan. Nullement impressionné par ce baptême du feu, ce joueur

issu du centre de formation nantais malmenait son vis-à-vis, l'infortuné Jan Heintze, et tenait au bout du pied, à la 19^e minute, une balle de 3-0 qu'il envoyait sur le gardien néerlandais.

Ce n'était que partie remise puisqu'il marquait son premier but en équipe première à une minute de la mi-temps, sur un exploit personnel qui le voyait passer en revue toute la défense néerlandaise et faire preuve d'un beau sang-froid, emmenant le ballon assez loin pour le placer hors de portée de Ronald Waterreus. « A 3-0, à la

mi-temps, il n'y avait plus grand-chose à faire, reconnaît Eric Gerets, l'entraîneur belge du PSV Eindhoven. J'ai demandé à mes joueurs d'éviter de prendre un 7-0. Vu le niveau auquel ils avaient évolué en première période, on pouvait craindre que ça se produise. » Un peu moins inexistant en seconde période, les joueurs néerlandais finissaient par se créer quelques occasions mais sans paraître bien convaincus de la nécessité de marquer. Et comme leurs adversaires continuaient de briller, les Nantais inscrivaient un quatrième but (75'), sur un centre de Ziani repris en finesse par Marama Vahirua, tout juste entré en jeu.

Malgré un but du milieu de terrain du PSV John de Jong inscrit dans les arrêts de jeu, Nantes remportait son premier succès (4-1) de la saison 2001-2002 et s'emparait de la première place de son groupe de Ligue des champions. « Mais on ne doit pas croire qu'on est sortis d'affaire, a prévenu Stéphane Ziani. Nous avons fait un bon match, il faut maintenant essayer d'en reprendre le pourquoi et, surtout, rester humbles. » Pas plus dans le succès que dans les affres, Nantes ne perd la tête.

On ne peut que relever la maturité du champion de France, capable de préserver sa cohésion dans des situations où d'autres auraient explosé depuis longtemps. « L'erreur aurait été de dénaturer notre jeu sous la pression des événements, reprend Stéphane Ziani. Nous avons bien travaillé, mais il fallait sans doute attendre plus de quatre ou cinq matches pour s'en rendre compte. » « Ma plus grosse satisfaction, c'est qu'on soit restés soudés malgré ce par quoi nous venons de passer, lui fait écho Raynald

Denoueix. On a perdu des points, mais jamais l'espoir ni l'esprit d'équipe. » Celui-ci sera précieux lors des difficiles déplacements qui attendent les Canaris : samedi 15 septembre à Lyon, en championnat de France, puis mercredi 19 septembre à Rome, pour y rencontrer la Lazio Rome, favorite du groupe D de la Ligue des champions, mais défaite mardi à Istanbul par Galatasaray (1-0) pour son entrée en lice.

Gilles van Kote

La fiche technique

Nantes-Eindhoven 4-1

Ligue des champions - 1^{re} phase - 1^{re} journée (groupe D)
Stade de la Beaujoire, à Nantes ; bon terrain ; temps agréable ; environ 28 000 spectateurs ; arbitre : Juan Antonio Fernandez Marin (Esp).

● Buts

FC NANTES : André (5'), Quint (10', sur pen.), W. Dalmat (44'), Vahirua (75').
PSV EINDHOVEN : De Jong (92').

● Avertissements

FC NANTES : Olembe (20').
PSV EINDHOVEN : Bruggink (24').

● Les équipes

FC NANTES (entraîneur : Raynald Denoueix) : Landreau (cap.) - Laspalles, Gillet (Berson, 78'), Fabbri, Armand - Ziani, Savinaud, Olembe, Quint - W. Dalmat (Djemba, 86'), André (Vahirua, 71')
PSV EINDHOVEN (entraîneur : Eric Gerets) : Waterreus - Wielart, Nikiforov (Colin, 58'), Hofland, Heintze - De Jong, Vogel (cap.), Bouma (Gakhokidze, 76') - Ramzi (Rommedahl, 53'), Bruggink, Kezman.

Le Real Madrid prend les affaires en main

LE RÊVE romain n'aura duré que dix minutes. Mardi 11 septembre, pour ses débuts dans la Ligue des champions 2001-2002 (groupe A), l'AS Rome, championne d'Italie en titre, n'a pas pu résister bien longtemps au Real Madrid, s'inclinant (2-1) sur sa pelouse du Stade Olympique après avoir subi le jeu espagnol pendant la plus grande partie de la rencontre.

S'il est douloureux, ce retour sur les sommets européens, que le club romain avait quittés après sa défaite, il y a dix-sept ans, devant le FC Liverpool aux tirs au but, en 1984, n'a rien de honteux, tant le Real Madrid et ses stars apparaissent comme les favoris de cette Ligue des champions.

Les Espagnols, s'appuyant sur un remarquable milieu de terrain magnifiquement dirigé par le Portugais Luis Figo mais privé de Zinedine Zidane, ont pris progressivement le contrôle des opérations pour ouvrir le score par son meneur de jeu (49^e minute) avant de l'aggraver par José Maria Gutiérrez, dit « Guti » (64'). Les Italiens ont réduit l'écart en inscrivant un penalty par Francesco Totti (73').

À l'issue de la rencontre, l'entraîneur romain Fabio Capello a estimé qu'il aurait été « plus opportun de renvoyer ce match ». « Après avoir passé tout l'après-midi à voir les images tragiques de l'attente aux Etats-Unis, je pensais vraiment

que la partie allait être reportée. Certains de mes joueurs en étaient convaincus, mais cela ne doit pas constituer un alibi à notre défaite », a-t-il ajouté.

Dans le groupe D, l'autre club romain, la Lazio, s'est incliné (1-0), en Turquie, face au Galatasaray Istanbul. Dans le groupe C, la victoire des Grecs du Panathinaïkos Athènes (2-0) chez les Allemands de Schalke 04 a constitué la surprise, tout comme le match nul (1-1) que le FC Liverpool a dû concéder, sur son terrain, aux Portugais du Boavista Porto (groupe B).

(Avec AFP)

LES RÉSULTATS

Mardi 11 septembre

LIGUE DES CHAMPIONS

Première phase, 1^{re} journée

● Groupe A

Lokomotiv Moscou (Rus) - Anderlecht (Bel) 1-1
AS Roma (Ita) - Real Madrid (Esp) 1-2

● Groupe B

FC Liverpool (Ang) - Boavista Porto (Por) 1-1
Dynamo Kiev (Ukr) - Borussia Dortmund (All) 2-2

● Groupe C

Schalke 04 (All) - Pan. Athènes (Gre) 0-2
Real Majorque (Esp) - Arsenal Londres (Ang) 1-0

● Groupe D

FC Nantes (Fra) - PSV Eindhoven (Pbs) 4-1
Galatasaray Istanbul (Tur) - Lazio Rome (Ita) 1-0

COUPE DE L'UEFA

Premier tour aller

Troyes (Fra) - Ruzomberok (RTC) 6-1
Floda Kerkrade (Pbs) - Fylkir (Is) 3-0
Gorica (Slo) - Ojisek (You) 1-2
Zirkov (RTC) - FC Tirol Innsbruck (Aut) 0-0
Puchov (SLQ) - Fribourg (All) 0-0

Suspendu pour dopage, Vincent Guérin veut rejouer pour sa formation

L'ANCIEN « Bleu » Vincent Guérin, 36 ans, n'attend plus que la décision du Conseil fédéral de la Fédération française de football (FFF) pour défendre les couleurs du Red Star de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) sur les pelouses du CFA. L'instance devait décider de confirmer ou pas la suspension pour dopage qui le frappe depuis février 1998. Contrôlé positif à la nandrolone (un anabolisant) en septembre 1997, l'ancien milieu de terrain du Paris-Saint-Germain s'était vu infliger une suspension de 18 mois dont 6 mois ferme par la commission d'appel de la FFF. Depuis, il n'a plus évolué en France et les recours qu'il a effectués ont eu un effet suspensif sur sa peine.

Le 3 juillet, le Conseil d'Etat l'a débouté de son action devant le tribunal administratif de Versailles (Yvelines) qui l'avait blanchi pour vice de forme, sa suspension devenant alors de nouveau effective. « Le problème avec le Conseil d'Etat, c'est qu'il considère qu'à partir du moment où l'on trouve des substances dopantes dans le corps, il

faut sanctionner. Sans comprendre », s'indigne Vincent Guérin. Cette décision, l'ancien joueur du Paris-SG ne l'a jamais acceptée et n'a cessé de clamer son innocence.

« Il est évident que cette affaire a terni ma fin de carrière. Quant au produit [la nandrolone], il est connu depuis longtemps. Il faudrait vraiment être con pour l'utiliser alors qu'il est facilement détectable » lance-t-il aujourd'hui. Depuis plus de deux ans, Vincent Guérin s'intéresse à tous les cas de dopage et participe à certaines conférences sur le sujet.

CONTRAT AMATEUR DE TROIS ANS

Après une première reconversion dans le journalisme qui n'a pas abouti, Vincent Guérin souhaite embrasser une carrière d'entraîneur. Cette nouvelle orientation est à l'origine du contact établi avec les dirigeants du Red Star, lesquels ne cachent pas qu'ils étaient au courant de cette suspension : « Notre but n'était pas d'engager Vin-

cent en tant que joueur uniquement, mais dans l'optique d'en faire le relais entre l'entraîneur et nos jeunes dans un premier temps, avant de lui faire intégrer notre staff ». Le joueur souhaite dédramatiser la situation malgré ses griefs contre la ministre de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet : « Je ne reproche rien à sa politique de lutte antidopage, juste le fait qu'elle souhaite laver plus blanc que blanc ».

En attendant, l'ancien international refuse que l'on parle d'une « nouvelle affaire Guérin » : « Si j'ai signé un contrat amateur de trois années, c'est pour préparer mon brevet d'Etat d'entraîneur, pas forcément pour jouer. Je sais bien que ma carrière de joueur est derrière moi. » Vincent Guérin et les dirigeants de club ne s'inquiètent donc pas outre mesure de la décision du Conseil fédéral, considérant que, après tout ce qu'il avait vécu, « cela ne pouvait pas être pire ! ».

Yohann Hautbois

Double enjeu aux championnats du monde de pelote basque à Biarritz

BAYONNE

de notre correspondant

Les vingt-quatre meilleurs spécialistes de cesta punta, cette discipline de la pelote basque, qui connaît un net regain en France, se retrouvent à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), du mercredi 12 septembre au dimanche 23 septembre, à l'occasion des championnats du monde.

Parmi les 22 variantes de la pelote basque, la cesta punta se différencie des jeux à main nue ou avec une pala (sorte de raquette) par l'utilisation d'un grand chistera, un long panier d'osier fixé au bras. Par équipes de deux, les pelotaris (joueurs) se renvoient la balle parfois à plus de 300 km/h après l'avoir frappée sur un mur. La cesta punta se pratique dans des frontons couverts dénommés *jai alai* avec un mur à gauche long de 50 à 56 mètres. La surface au sol étant de surcroît très rapide, le pelotari est protégé par un casque et le public, assis sur le côté droit de l'enceinte, par un grillage.

En organisant la 11^e édition du championnat mondial à Biarritz, la Fédération internationale de

pelote basque a présélectionné 32 joueurs pour en retenir finalement 18 (plus 6 remplaçants) dans neuf équipes. Parmi elles deux françaises, dont le duo constitué par Pierre Etchalar (34 ans, avant) et Eric Irastorza (25 ans, arrière), sacrés lors du Mondial de 2000 à Gernica (Pays basque espagnol).

« Pour la première fois depuis longtemps, une équipe française porte le titre et va devoir le défendre face à des joueurs espagnols et américains », souligne Dominique Boutineau, président de la Fédération française de pelote basque (FFPB). Et dès les parties d'ouverture, les rencontres s'annoncent particulièrement difficiles avec une poule A où le tirage au sort a fort bien fait les choses. » Toutes les rencontres se disputent au fronton Euskal Jai Aguilera de Biarritz, et la finale aura lieu le dimanche 23 septembre.

Née à la fin du XIX^e siècle à Buenos Aires, la cesta punta a vécu un rapide essor surtout outre-Atlantique et en Amérique latine. C'est à Biarritz que la première école de cesta punta s'est créée en 1956,

après l'introduction de cette discipline en France en 1950. Auparavant, ce sport requérant des professionnels aguerris avait fait son chemin dans le monde entier avec des frontons à La Havane, Miami, Rome, Alexandrie, Shanghai, Sao Paulo, etc. Pour financer ce type de pelote basque, on a eu recours, la plupart du temps, à des paris plus ou moins tolérés par les autorités. Résultat, ce jeu est aujourd'hui prospère aux Etats-Unis, en Espagne et aux Philippines.

« JAI ALAI » DANS LES HIPPODROMES

Dans l'Hexagone, dès 1985, la FFPB demandait à l'Etat d'autoriser les paris, exclusivement pour la cesta punta. Les députés Alain Lamassoure (UDF) et Michel Inchauspé (RPR) déposaient, le 17 novembre 1988, une proposition de loi en ce sens, et, le 12 avril 1996, un amendement à la loi de finances était adopté.

Le décret d'application allait suivre le 8 avril 1997, mais, malgré l'attention de la secrétaire d'Etat Nicole Péry, l'arrêté d'application a longtemps attendu dans les quatre

ministères concernés par cette autorisation. « Notre souci, assure Dominique Boutineau, est de faciliter le financement et la construction de jai alai, et donc la pratique de ce sport ». On compte à présent en France une trentaine de professionnels de la cesta punta parmi les 19 000 licenciés de la fédération.

Ces paris auront droit de cité dans des hippodromes, donc dans des sites a priori sécurisés. Les deux premières enceintes à accueillir ces jai alai nouveau style seront le champ de course de Pau (Pyrénées-Atlantiques) - avec une salle de 1 200 places - et celui d'Auteuil, à Paris. « D'autres frontons couverts devraient suivre en Pays basque, en Béarn et dans les Landes, énumère Dominique Boutineau. Ainsi que là où les amateurs de pelote basque sont nombreux : la Réunion et Saint-Pierre-et-Miquelon. » La Côte d'Azur est aussi sur les rangs, car depuis quelques années les Italiens manifestent un engouement prononcé pour la pelote basque.

Michel Garcoix

DÉPÊCHES

■ **CYCLISME** : Eric Zabel (Telekom) a gagné, mardi 11 septembre, la quatrième étape du Tour d'Espagne courue entre Leon et Gijon (175 km). Eric Zabel avait emporté les deux précédentes étapes.

■ **FOOTBALL** : le président de l'Olympique de Marseille, Robert Louis-Dreyfus, s'approprie à nommer un président délégué qui devrait être l'ancien magistrat Etienne Ceccaldi, 63 ans, chargé de remettre de l'ordre à l'OM, a-t-on appris, mardi 11 septembre, dans l'entourage du club marseillais. L'arrivée de ce dirigeant à l'intégrité incontestée pourrait mettre un terme aux violentes querelles publiques auxquelles se livrent depuis plusieurs semaines les responsables des secteurs sportif et financier, Bernard Tapie et Pierre Dubiton.

Passage pluvieux au nord

JEUDI. Une zone dépressionnaire est située de la mer du Nord aux Pays Scandinaves. Un front froid axé le matin sur le nord de la France progresse vers le sud du pays en fin de journée. Les pluies sont plus marquées vers l'est du pays, et faibles à l'ouest.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Le temps sera couvert et pluvieux le matin, puis de belles éclaircies reviendront à la mi-journée. L'après-midi, quelques averses se produiront sur les côtes, devenant parfois orageuses. Le thermomètre atteindra 17 à 20 degrés.

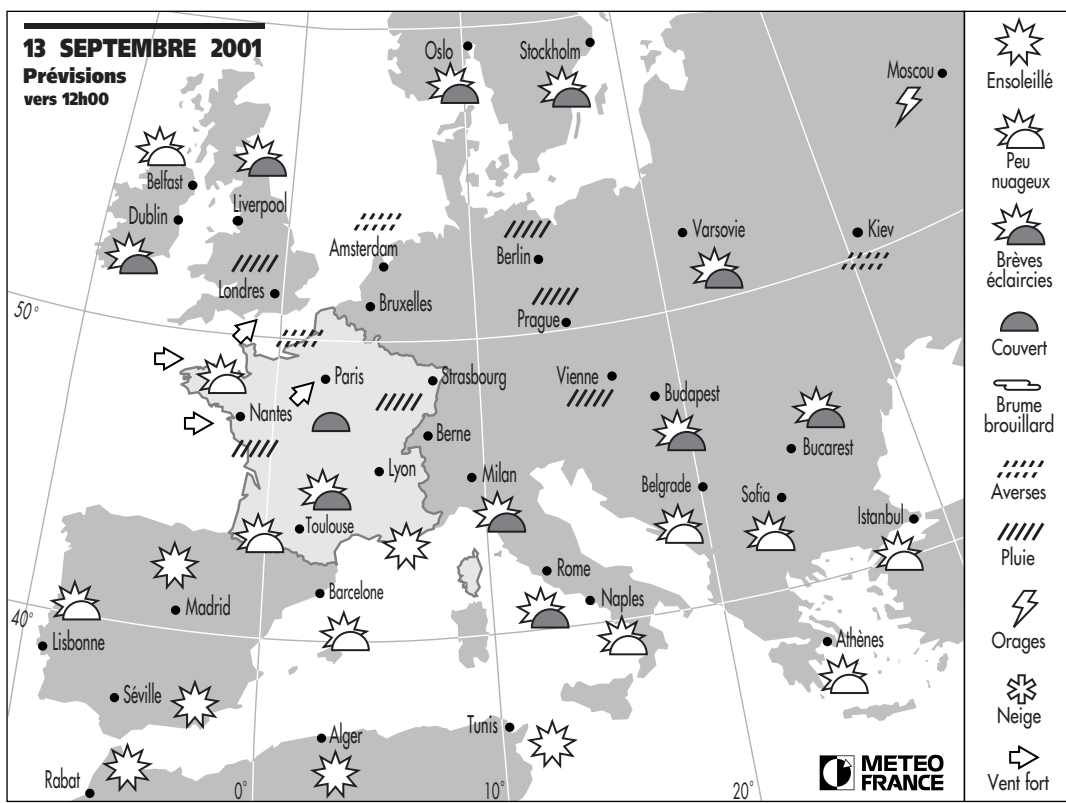
Ardennes, Nord-Picardie, Ile-de-France, Haute-Normandie, Centre. De la Haute-Normandie à la Picardie, les pluies du début de matinée laisseront place à de belles éclaircies, puis à des averses orageuses en cours d'après-midi. Ailleurs, il pleuvra jusqu'en début d'après-midi, puis des éclaircies reviendront, sauf sur le Centre où les pluies ne cesseront qu'en fin de journée. Les températures maximales avoisineront 17 à 21 degrés du nord au sud du pays.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le temps sera maussade toute la journée, avec des pluies modérées dès le matin, gagnant vers le sud l'après-midi. Températures maximales : de 15 à 20 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Sur Poitou-Charentes, les nuages bas seront nombreux, puis il pleuvra faiblement à la mi-journée. Sur l'Aquitaine, le ciel deviendra très nuageux en cours d'après-midi, puis il pleuvra en fin de journée. Sur Midi-Pyrénées, il fera beau, avec des nuages élevés gagnant par le nord. Les températures maximales avoisineront 21 à 24 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Le ciel deviendra très nuageux l'après-midi, puis il pleuvra faiblement en fin de journée. Au meilleur de la journée, il fera 17 à 22 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Le soleil sera prédominant avec des températures maximales proches de 22 à 25 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE. A l'occasion des journées du patrimoine, les 15 et 16 septembre, l'association Passages & Galeries organise trois visites commentées et gratuites (deux heures environ) des galeries couvertes parisiennes : galeries Colbert, Vivienne, Vérot-Dodat, de la Madeleine; passages Choiseul, Brady, Bourg-l'Abbé, Jouffroy, Verdeau, du Caire, du Marché St-Honoré, du Grand-Cerf et des Princes. Départs à 10 et 15 heures dans la cour du Palais-Royal. Renseignements au 01-44-71-02-48.

SUISSE. La magie de l'automne sur les côtes du Valais, du Tessin ou de l'Oberland bernois n'est jamais trop connue. Suisse tourisme diffuse une brochure illustrée, *La magie de l'automne* qui décline, par région, leurs divers attraits et des offres jusqu'au 31 octobre. Brochure et réservations au 00-800-100-200-30 ou MySwitzerland.com.

PRÉVISIONS POUR LE 13 SEPTEMBRE 2001

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	12/17	P
AJACCIO	14/24	S	
BIARRITZ	11/22	S	
BORDEAUX	12/23	N	
BOURGES	11/20	P	
BREST	13/17	S	
CAEN	14/16	P	
CHERBOURG	12/16	P	
CLERMONT-F.	8/22	P	
DIJON	11/20	P	
GRENOBLE	8/26	N	
LILLE	12/16	P	
LYMOGES	9/19	P	
LIMON	9/24	N	
MARSEILLE	13/24	S	

PAPEETE	24/30	S
POINTE-A-PIT.	25/34	S
ST-DENIS-RÉ.	21/27	S

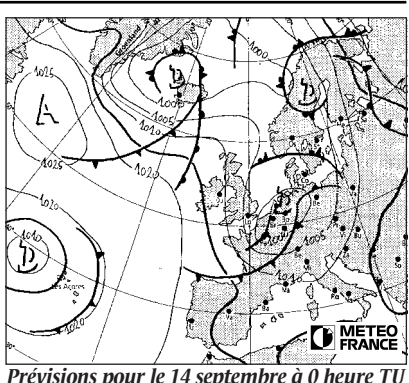
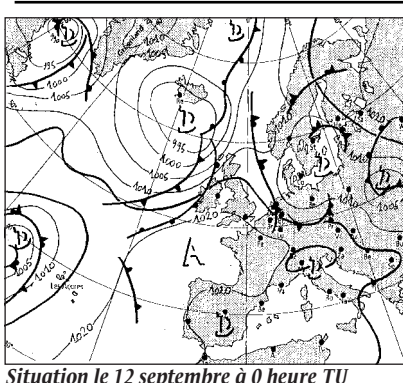
AMSTERDAM	11/15	C
ATHENES	20/28	S
BARCELONE	18/24	S
BELFAST	10/14	P
BELGRADE	9/22	S
BERLIN	11/16	C
BERNE	8/21	S
BRUXELLES	12/15	P
BUCAREST	7/24	S
BUDAPEST	10/20	S
COPENHAGUE	12/15	P
DUBLIN	9/13	S
FRANCFORT	11/16	P
GENEVE	9/18	S
HELSINKI	14/17	C
ISTANBUL	17/24	S

KIEV	10/16	S
LISBONNE	17/24	S
LIVERPOOL	11/15	S
LONDRES	11/16	C
LUXEMBOURG	10/13	P
MADRID	15/30	S
MILAN	12/24	C
MOSCOU	14/22	C
MUNICH	10/19	C
NAPLES	14/25	S
OSLO	8/13	C
PARIS	16/28	S
PRAGUE	8/17	C
ROME	15/24	S
SEVILLE	19/32	S
ST-PETERSB.	9/21	S
STOCKHOLM	12/16	P
TENERIFE	22/28	S
VARSOVIE	10/17	C

VENISE	15/22	S
VIENNE	12/19	C

LE CAIRE	23/32	S
NAIROBI	15/27	S
PRETORIA	10/14	P
RABAT	17/24	S
TUNIS	19/29	S

ASIE-OCEANIE	25/33	P
BANGKOK	25/29	S
BEYROUTH	26/31	S
BOMBAY	28/30	P
DJAKARTA	28/37	S
HANOI	26/29	P
HONGKONG	25/30	S
JERUSALEM	24/30	S
NEW DEHLI	18/29	S
PEKIN	20/27	S
SINGAPOUR	26/29	P
SYDNEY	13/21	S
TOKYO	23/26	C



JARDINAGE

En septembre, il est déjà temps de penser aux plantations

IL FAIT frisquet le matin, frisquet et humide, mais la terre reste chaude encore. Il faut mettre à profit ces excellentes conditions climatiques on ne peut plus logiques : l'automne est pour la fin du mois. De nombreux arbustes pourront donc être plantés dès maintenant avec le plus grand profit, avec plus de chances de réussite à long terme qu'une plantation au printemps, en été, voire en hiver. Cela dit, il faudra bien les choisir dans les jardinerie et autres points de vente et ne pas prendre les rogatons de la saison passée.

Les arbustes et arbres à feuillage persistant, les conifères, aiment tout particulièrement cette plantation de fin d'été, début d'automne, exception faite des plantes dont la rusticité n'est pas assurée, qui attendront le printemps. Encore que celui qui les plante ailleurs que là où leur tenue au gel leur permet d'affronter la mauvaise saison prend de toute façon un risque.

Midi, sur la côte atlantique, en Bretagne, à Paris et dans sa proche banlieue, qui bénéficie d'un microclimat si doux et humide que l'on ne compte plus les arbustes et plantes exotiques qui s'y sentent à l'aise. Il suffit de lever le nez pour les voir !

De la même façon, il vaut mieux planter les rosiers avant l'hiver et à racines nues qu'au printemps en les traitant comme des vivaces herbacées ! Depuis quelques années, on a vu apparaître des rosiers préplantés, si l'on ose dire, leurs racines regroupées dans un filet élastique biodégradable retenant un mélange de tourbes enrichi en engrais. De nombreux jardiniers sont donc tentés de faire un petit trou de la taille de cette motte (environ 15 centimètres de diamètre par 25 centimètres de hauteur) et d'y glisser le rosier, sans autre forme de procès.

Il en ira de même pour les pivoines, les iris et les hémérocailles, si l'on veut les voir fleurir rapidement.

Il faut accorder autant de soin au semis d'une pelouse qu'au reste du jardin, et parfois semer différents mélanges en fonction de l'exposition : un gazon fin près de la maison, un autre pour exposition à l'ombre là où il y en a plusieurs heures par jour, et encore un autre sous les arbres du verger. Conseillons à tous ceux qui vont bientôt emménager dans une maison neuve et dont le terrain à l'entour a été mis à nu par les travaux de semer leur pelouse avant l'hiver, et surtout de ne pas laisser le terrain nu, lequel se transformerait vite en une bouillasse qui colle aux semelles et serait difficile à travailler au printemps, sans compter que s'il est en pente l'eau va le raviner.

Pourquoi se hâter ainsi et ne pas attendre le mois de novembre, peuvent interroger quelques jardiniers en soulevant les sourcils, voire en les fronçant. C'est simple, c'est vérifiable : les plantes mises en terre au début de l'automne auront le temps de faire des racines avant les premiers vrais froids.

Bien humidifier les racines

Que ce soit en automne, en hiver ou au printemps, les arbustes vendus en conteneur seront mis à tremper dans l'eau pendant une ou deux heures afin d'être certain que les racines soient bien humidifiées. Ensuite la motte sera désagrégée sur tout son pourtour de façon à ne laisser qu'un tiers de son volume initial. Après quoi, ils seront plantés dans un trou dont la taille fera environ le double du volume du pot de plastique dans lequel l'arbuste a été acheté. On prendra garde à ne pas trop enterrer : il faut s'assurer que la base des branches ou du tronc soit au même niveau que dans le pot. Exception faite des rosiers dont le point de greffe sera enterré, et à l'exception de certaines variétés botaniques qui ont une fâcheuse tendance à dragonner. Les plantes de terre de bruyère (rhododendrons, camélias, bruyères, azalées du Japon) seront seulement mises à tremper, et on ne griffera que le pourtour de la masse racinaire si le feutrage est important.

Le pralinage des racines n'est pas indispensable si la plantation est faite avant l'hiver : il suffit de les faire tremper dans un seau d'eau pendant une heure ou deux.

Il est un peu tôt pour parler de la plantation des rosiers ? Un peu, oui, mais les premiers ne vont pas tarder à apparaître dans les jardinerie. Autant s'y préparer et éviter de les planter au printemps partout où il y a un risque de sécheresse, et tout particulièrement les variétés remontantes, qui auront à fleurir tout l'été suivant leur plantation au jardin, et les grimpants, qui doivent produire du bois en quantité.

Septembre est également le mois idéal pour semer les pelouses : l'herbe germe vite et bénéficie des pluies d'automne qui la font s'enraciner solidement. Les graines seront choisies soigneusement en fonction de l'usage et plus encore de l'exposition - au soleil ou à l'ombre. Le Label rouge est venu, qui garantit la composition des mélanges et l'origine des semences. Prendre garde à ne pas acheter les mélanges en promotion, ceux du genre « mélange prairie », « terrain de jeux », qui ne sont pas labellisés, en se disant : « De toute façon, c'est de l'herbe ! »

Les plantes mises en terre au début de l'automne feront des racines avant les premiers froids

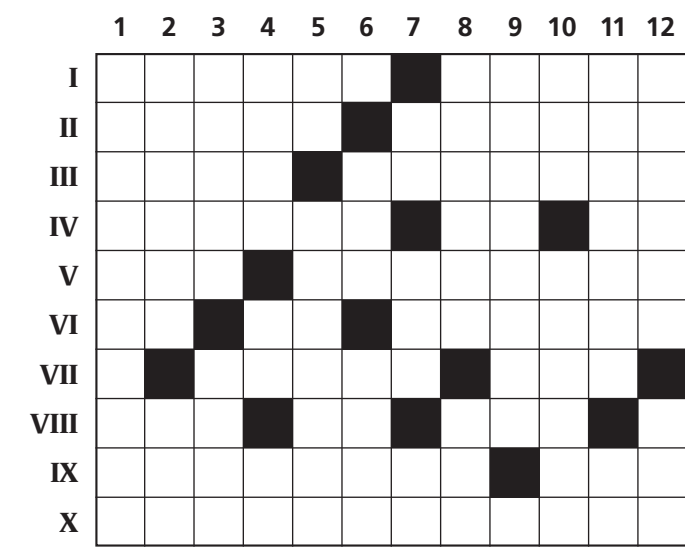
A tout prendre, il vaut mieux semer l'herbe avant de songer à planter une haie et à se barricader derrière, et surtout avant de commencer à couper tous les arbres, comme le font tant de nouveaux propriétaires dès qu'ils prennent possession de leur maison. On en a ainsi vu faire fonctionner la tronçonneuse pendant que les meubles entraient dans la maison.

Alain Lompech

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 215

Retrouvez nos grilles sur www.4monde.fr



HORIZONTALEMENT

I. Les pages du temps qui passe. Font passer le temps à rythme régulier. - II. Mauvais ton. Trompée sur toute la ligne. - III. A laissé ses œufs au passage. Doit l'être quand il arrive à l'hôpital. - IV. Bail à reprendre l'année prochaine. Points en opposition. Marque de dédain. - V. Prête à être croquée. Un rendez-vous tous les vingt-quatre mois. - VI. Droit sur la planche. Dans la gamme. Racine en fit une tragédie. - VII. Maison close. Piégée. -

VIII. Ouverture sur mer. Fin de dictée. Soutient la coque. - IX. Bien en place. Touche ceux qui touchent beaucoup. - X. Bien pris.

VERTICALEMENT

1. Assure un joli service. - 2. A inspiré Toulouse-Lautrec. Descend des Alpes. - 3. Apporte du plaisir. La bonne mesure en toute chose. - 4. Fais du tort. Renforce l'affirmation. En rodage. - 5. Roule au hasard. Fait du propre au passage. - 6. Bâtisseur de

pyramides. Assure la stabilité. - 7. Bout de baguette. Zone d'échange. Blanc et dur. - 8. Rapportent en cas de présence. Pour un ami mais pas pour un copain. - 9. Mise sur la voie. - 10. Accroche le lecteur. Interdite. - 11. Plus épaisse par endroits. Personnel. - 12. Mesure sans commune mesure. Droits au cimetière.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 214

Horizontalement

I. Renard. Poutle. - II. Evaporées. In. - III. Ti. Economies. - IV. Octroi. Nonne. - V. Ut. Cuti. Se. - VI. Cité. Urgente. - VII. Hoover. Tan. - VIII. Envolée. BA. - IX. II. Crampe. - X. Reproducteur.

Verticalement

1. Retoucheur. - 2. Eviction. - 3. Na. Tovip (pivot). - 4. Apercevoir. - 5. Rocou. El. - 6. Droiture. - 7. En. Ir. Ecu. - 8. Péon. Go. RC. - 9. Osiose. Bât. - 10. Inentamé. - 11. Lien. Ta. Pu. - 12. Ensemencer.

BRIDGE

N° 1961

DES CARTES TRANSPARENTES

Le Polonais Cezari Balicki a été très brillant aux Olympiades d'Albuquerque. Voici l'une des donnes où, même en voyant les quatre jeux sur la table, on ne sait comment gagner.

♠ D	♥ A 10 7 6	♦ R V 10	♣ A V 10 8 6
♠ 4 2	♥ R V 9 8 5	♦ A D 9 8 4	♣ R
♠ N	♥ 10 9 6 5	♦ 4 3	♣ 10 9 6 5
♠ O	♥ 7 6	♦ 7 6	♣ D 9 7 5 2
♠ A R V 8 7 3	♥ D 2	♦ 5 3 2	♣ 4 3

Ann. : S. don. Pers. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♠	2 ♥	3 ♠	4 ♥
2 ♠	3 ♥	4 ♠	5 ♥
3 ♠	4 ♥	5 ♠	6 ♥

Ouest a entamé le 9 de Carreau pris par le 10 du mort. Quelle carte

Balicki, en Sud, a-t-il joué pour gagner TROIS SANS ATOUT ?

Réponse

A moins de trouver 10 9 secs ou troisièmes dans une des mains adverses, il n'y avait pas d'espoir de faire quatre Piques (en tirant la Dame de Pique, puis en jouant le 6 de Cœur du mort), car Ouest, qui avait surenché à « 2 Cœurs », avait certainement le Roi de Cœur. Il fallait donc essayer d'exploiter les Trèfles, mais de quelle façon ?

Balicki a joué le 6 de Trèfle en espérant un honneur second ou un partage 3-3 pour faire trois levées dans la couleur. Après avoir fait le Roi de Trèfle sec, Ouest tira l'As de Carreau et continua Carreau, qui en fait squeezea Est, obligé de garder quatre Piques et quatre Trèfles. Il défaussa donc un Cœur. Alors Balicki tira l'As de Trèfle (sur lequel Ouest ne fournit plus) et il joua à « cartes ouvertes » : il tira l'As de Cœur (pour éliminer le dernier Cœur d'Est), puis joua le Valet de Trèfle. Si Est refuse de prendre, il sera mis en main au quatrième tour à Pique et livrera à Trèfle la neuvième levée.

UNE CONVENTION INTÉRESSANTE

En regardant les jeux de cette donne distribuée au Cavendish de New York, vous réussirez sans mal le petit chelem à Pique. Mais les déclarants ne voyaient pas les jeux

adverses... Faites comme eux, en cachant les mains d'Est-Ouest.

♠ 8 7 5 4	♥ A 10 9 7 6	♦ 6	♣ A D 8
♠ V	♥ V 4	♦ 10 8 4 2	♣ V 10 9 6 5 3
♠ N	♥ E	♦ D 5 3 2	♣ A R D 9 2
♠ O	♥ S	♦ A R D V 7	♣ R 8
♠ 9 5 3	♥ R 7 4	♦ 9 5 3	♣ R 7 4

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♠	2 ♥	3 ♠	4 ♥
2 ♠	3 ♥	4 ♠	5 ♥
3 ♠	4 ♥	5 ♠	6 ♥

Ouest a entamé le Valet de Trèfle pour le 2 d'Est. Comment jouer pour gagner ce PETIT CHELEM À PIQUE contre toute défense ?

Note sur les enchères

Le saut à « 4 Carreaux » était un splinter promettant un singleton à Carreau, au moins quatre cartes à Pique et environ 14 points DH. A cette convention, très employée aux Etats-Unis, les champions français préfèrent souvent les fragments bids, plus compliqués et d'un emploi plus rare.

Philippe Brugnion

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

Le Monde
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

MUSIQUE Après un silence de cinq ans, le groupe de rock Noir Désir publie son sixième album *Des visages des figures*. Ce nouvel opus apparaît comme un disque de rupture qui délais-

se l'efficacité rock pour s'orienter vers des expérimentations sonores. ● « *IL N'Y AURAIT PAS EU DE NOUVEL ALBUM S'IL N'Y AVAIT PAS EU CE DÉSIR DE NOUVEAU TERRITOIRE À TRAVERSER* », explique

Bertrand Cantat au *Monde*. ● **DANS CET ENTRETIEN**, le groupe bordelais, qui publie chez Barclay (filiale de Vivendi-Universal), évoque ses rapports avec l'industrie du disque :

« *Nous sommes au centre de quelque chose de symptomatique. Qui, aujourd'hui, est indépendant du point de vue du financement ?* » ● **ET REVIENT** sur ses divers engagements « citoyens » :

« *La lutte antimondialisation, ce sont d'abord des mouvements éclatés, des gens différents. Il n'y a pas de dogme. Nous, nous sommes prêts à assumer ce que nous pouvons assumer.* »

Noir Désir, un groupe libertaire au cœur de la mondialisation

Le quatuor publie un nouvel album, « *Des visages des figures* », qui délaisse l'efficacité rock pour s'orienter vers des expérimentations sonores. Les Bordelais s'en expliquent dans un entretien au « *Monde* » et reviennent sur leurs divers engagements « citoyens »

PRÈS DE CINQ ANS après 666.667 Club, Noir Désir publie un nouvel album, *Des visages des figures*. Composé des trentenaires Bertrand Cantat (chant, guitare), Serge Teyssot-Gay (guitare), Denis Barthe (batterie) et Jean-Paul Roy (basse), le groupe bordelais, devenu, en quinze ans et six albums, un ténor du rock français (plus de deux millions et demi de disques vendus), s'y dépouille de la rage électrique qui consumait ses précédents opus pour s'ouvrir à de nouvelles sonorités. Ils s'en expliquent pour *Le Monde* avant d'évoquer leurs rapports avec l'industrie du disque et leurs engagements « citoyens ».

« *Des visages des figures* apparaît comme un disque de rupture. Votre image de groupe de rock devenait-elle encombrante ?

— Bertrand Cantat : Encombrante, non, mais restrictive. Il fallait surtout ne pas céder à nos réflexes : cogner fort, vite et bien, ce qui risque de bousiller une chanson. Le disque *One Trip/One Noise* [des titres de Noir Désir remixés à leur demande par divers artistes] a affirmé ce souhait d'ouverture par la dépossession. Il n'y aurait pas eu d'album s'il n'y avait pas eu ce désir de nouveau territoire à traverser.

— Serge Teyssot-Gay : C'est plus un besoin qu'un désir, ce n'est pas intellectualisé. On savait ce qu'on ne voulait pas refaire, sans savoir où on allait.

— **Le titre *L'Europe* est une improvisation free de vingt-quatre minutes. Quelle a été la réaction de votre maison de disques, Barclay, à cette provocation ?**

— Bertrand Cantat : *L'Europe*, c'est trois heures et demie de musique réduites à vingt-quatre minutes. Si ce titre n'avait pas figuré sur l'album, je pense que personne n'aurait pleuré. Mais on a insisté. Barclay a compris à quel point on y tenait, sans évidemment militer pour qu'on fasse des choses comme ça.

— Serge Teyssot-Gay : S'il n'y avait eu que des morceaux comme *L'Europe* sur ce disque, on l'aurait



Au premier plan, de gauche à droite : Serge Teyssot-Gay (guitare) et Bertrand Cantat (chant, guitare). Au second plan : Jean-Paul Roy (basse) et Denis Barthe (batterie).

senti passer. Mais la vérité, c'est que notre maison de disques n'a jamais eu à se plaindre de nous.

— Bertrand Cantat : Plus que ça. Noir Désir est une caution : « On ne peut pas être accusé de je-ne-sais-quoi, on a Noir Désir chez nous ». Barclay, c'est Barclay ; le gros « blob » au-dessus, c'est encore autre chose. Ce qu'on reconnaît, c'est qu'on travaille avec Barclay.

— **Le gros « blob » en question s'appelle Vivendi-Universal, auquel Barclay appartient. Votre position — être contre le système, mais dans le système**

— **est-elle pas un peu schizophrénique ?**

— Bertrand Cantat : C'est une question, et je ne sais pas comment on va faire pour la résoudre. Quelle part, on sert la soupe à ces gens-là. Nous sommes au centre de quelque chose de symptomatique. Qui, aujourd'hui, est indépendant du point de vue du financement ? Vivendi regroupe tout. C'est du délire. Ça va peut-être finir par poser un problème, surtout si cela doit avoir la moindre incidence sur notre liberté de penser, de dire, de faire. Pour le moment, Barclay est un sacré tampon.

— Denis Barthe : Et puis nous sommes les propres garants de notre indépendance. Nous décidons s'il y a album ou non. Nous choisissons tout, du local de répétition au studio, de la pochette à la promo.

— **Vous avez créé un label, La Grosse Rose. Le développer vous permettrait de vous émanciper davantage...**

— Serge Teyssot-Gay : C'est un boulot énorme. On a monté ce label et un studio à Bègles pour dépanner des potes, c'est tout.

— Bertrand Cantat : On joue un peu les ambulances. Fiscalement, on se fait d'ailleurs taper sur les doigts. On nous dit : « Vous n'êtes pas une entreprise de prêt à taux zéro ! »

— **Le single *Le vent nous portera* est peu représentatif du contenu de l'album. Ne craignez-vous pas de créer un malentendu vis-à-vis de votre public, comme cela a pu être le cas avec *Aux sombres héros de l'amer* ?**

— Bertrand Cantat : On élimine ce genre de questions, qui sont de la pollution. Comment peut-on prétendre travailler et écrire librement si on se soucie des clients ? Nous n'en avons pas. Le meilleur moyen de respecter les gens qui écouteront ce disque est de nous respecter nous-mêmes dans nos désirs. On assume mieux cette

chanson-là qu'*Aux sombres héros*. On n'est plus aussi cons qu'avant : on ne va pas la foutre au feu parce que celle-ci risque de devenir un single ! On ne va pas se faire hara-kiri pour faire plaisir à certains protestants. Si vous saviez tout ce qu'on n'a pas publié !...

— **Cet album marque un éloignement par rapport à la culture rock anglo-saxonne des origines — notamment les Doors, que vous avez repris et auxquels on vous a souvent comparés.**

— Bertrand Cantat : Nous avons découvert le monde, qui n'est pas qu'anglo-saxon. Je crois qu'on a

Un art consommé du calembour

Bertrand Cantat a toujours cultivé un art sans complexe du calembour, cette « *fiente de l'esprit qui vole* », selon le mot de Victor Hugo. « *Ce n'est jamais gratuit, défend le parolier et chanteur de Noir Désir. Ça doit avoir un sens.* » L'amateur de jeux de mots appréciera ainsi, sur *Des visages des figures*, l'audacieux « *Troubles or not l'oubliés* » (*Bouquets de nerfs*) ou le basique « *C'est le raz de marée / Les rats peuvent plus se marrer* » (*Le Grand Incendie*). Dès le premier mini-album du groupe, *Où veux-tu qu'il regarde*, on découvrait le calamiteux « *Si je suis couché, je n'joins pas les debouts* » (*Toujours être ailleurs*). Mais c'est *Aux sombres héros de l'amer*, le tube de l'album suivant, *Veillez rendre l'âme* (à qui elle appartient), qui devait consacrer ce talent : « *Les naufragés et leur peine qui jetaient l'encre ici / Et arrêtaient d'écrire...* » Le groupe continue de distiller ses perles au fil des albums *Du ciment sous les plaines* (« *Tout passe, tout casse / Le joint, le cul lasent* », *Si rien ne bouge*) et *666.667 Club* (« *Il y avait Paul et Mickey / On pouvait discuter* », *Un jour en France*), épargnant toutefois la poésie abrupte et largement anglophone de Tostaky.

En route pour l'audace

DANS n'importe quel autre album de Noir Désir, un titre comme *Le Grand Incendie* aurait fait l'objet d'un hymne incandescent, avec coup de poing lyrique et guitare de feu. Dans *Des visages des figures*, le groupe attise la braise de ce morceau sans l'enflammer. Sur fond de boogie pète-sec, Bertrand Cantat déclame, impassible, en Jim Morrison janséniste. A deux occasions — *Son style 1*, *Lost* (seule chanson, cette fois, à référence anglophone) —, les Bordelais prouvent qu'ils savent encore emballer dans le bruit et la fureur. Mais à l'image de cet « incendie » sous la glace, ce nouvel album s'aventure avec audace dans le dépouillement et les tensions sous-jacentes.

Depuis toujours ingrédient de base de leurs cocktails explosifs, le blues demeure quand l'essentiel des clichés rock est évacué. Un blues décharné, primitif, capable de servir les pulsions, la narration et les chansons. Si le quatuor démontre à nouveau son homogénéité, ce disque met en valeur les performances particulières d'un chanteur et d'un guitariste.

Jamais, sans doute, Bertrand Cantat n'aura travaillé autant de registres. Jusque-là, son timbre faisait d'abord corps avec son charisme, quitte à parfois abuser des défis physiques. Ici, il prend le parti des modulations. Haute et délicate, sa voix rappelle, dans *L'Enfant roi*, les incantations des bluesmen fragiles Skip James ou Alan Wilson, la « chouette aveugle » de Canned Heat. Sauvagement ironique dans *Son style 1*, elle berce d'une douceur intense le single, *Le vent nous portera* ; choisit la gravité sans pathos dans *A l'envers à l'endroit*, pour marquer la résistance

fataliste du groupe face au bradage libéral du monde. Si, dans l'adaptation risquée, mais magnifique, de *Des armes*, un poème de Léo Ferré, Cantat ose le lyrisme sans trébucher, il dérape dans le chant, comme dans l'écriture, de *Bouquet de nerfs*, pénible exercice « poétique » et seule faute de goût de l'album.

GRÂCE FANTOMATIQUE

Seul membre du groupe à avoir tenté l'aventure solo, le guitariste Serge Teyssot-Gay en a ramené un sens de l'audace qui a sans doute été l'un des moteurs des changements de *Des visages des figures*. Des lumineux arpèges de *Le vent nous portera*, résonnant aux accords sautillants de Manu Chao, au jeu de larsen entêtant de *L'Appartement*, cet instrumentiste, aussi sobre qu'inventif, pose sa marque décisive sur chaque chanson.

Des effets électroniques grouillent parfois dans l'ombre. Des arrangements de cordes discrets (signés Romain Humeau, du groupe Eiffel) parent la chanson-titre d'une grâce fantomatique. La clarinette d'Akosh Szelevényi s'épanouit gracieusement dans *Le vent nous portera*, avant que ce complice hongrois laisse libre cours à sa furia free-jazz dans *L'Europe*, monstrueux final de vingt-quatre minutes. Aux déclamations de Cantat répondent, ici, les visions surréalistes de Brigitte Fontaine dont l'humour oxygène un peu ce maelström hypnotique et révolté, à vivre une fois plutôt qu'à réécouter.

Stéphane Davet

★ *Des visages des figures*, 1 CD Barclay/Universal.

La formation de rock français la plus populaire depuis Téléphone

GROS SON, charisme scénique et paroles énigmatiques à velléité littéraire pour la partie artistique ; intrinsèque vis-à-vis de l'industrie du disque et engagements « citoyens » pour l'aspect militant. En quinze ans, Noir Désir a imprimé sa marque sur la scène rock française, jusqu'à devenir le groupe le plus populaire depuis Téléphone. En 1987, lorsque paraît le premier essai discographique du quatuor bordelais, Jean-Louis Aubert et Louis Bertignac ont divorcé, laissant des millions d'adolescents orphelins. Aucun groupe fédérateur n'est parvenu à s'extraire d'une scène alternative pourtant en effervescence. Noir Désir sera celui-là. Si sa méfiance farouche à l'égard du « système » le rattache à cette mouvance, il fera rapidement preuve d'une ambition, d'un panache qui le distingueront du commun des punks musette.

Exemplaire, la genèse du groupe semble s'inscrire dans la mythologie

rock : rencontre de deux lycéens peu motivés, Bertrand Cantat et Serge Teyssot-Gay, qui évacuent dans le raffut l'ennui et la frustration provoquée par une cité bourgeoise ; bars, tremplin rock, première cassette présentée à Barclay par l'intermédiaire de Theo Hakola, chanteur américain exilé à Paris — Noir Désir lui renverra l'ascenseur lorsque ce dernier, sans maison de disques, sera accueilli sur leur label La Grosse Rose. Avec le temps, le mini-album *Où veux-tu qu'il regarde* a hélas mal vieilli. Les Bordelais tentent alors, avec beaucoup de maladroites adolescentes, d'apprivoiser le spleen de la new wave britannique (Cure, Joy Division).

Veillez rendre l'âme (à qui elle appartient), en 1989, est d'un tout autre tonneau. Cantat cite ses sources (Lautréamont, Maïakovski) et le groupe s'approprie l'apport du country-punk américain (Gun Club). La presse se focalise sur ces

« Doors du Sud-Ouest » avant d'accueillir froidement le désordonné et sous-estimé *Du ciment sous les plaines* (1991). Le groupe réagit mal aux critiques et se retrouve une première fois au bord de la rupture.

TOURNEE CHAOTIQUE

Il revient en force avec le bruyant *Tostaky* (1992), dans la lignée des groupes de fusion américains les plus extrémistes (Fugazi, Rage Against The Machine). La tournée est cahotante. Cantat s'est brisé la voix à force de hurler, doit subir une opération. Le bassiste Fred Vidalenc met les voiles, au sens propre. Un roadie, Jean-Paul Roy, le remplace.

Avec *666.667 Club* (1996), le groupe se maintient au sommet : meilleur groupe et meilleur single (*L'Homme pressé*) aux Victoires de la musique. Le message se fait plus explicitement politique, *Un jour en France* citant nommément le Front national. Noir Désir monte en pre-

toujours évité, contrairement à pas mal de nos copains, d'être des ersatz d'anglo-saxons, dans la posture et dans le son. Quant à la comparaison avec les Doors, c'était plus pour des histoires de physique. On a aussi repris les Beatles et personne n'a dit que Serge ressemblait à McCartney !

— **L'empreinte de Ferré est forte sur ce disque. Avec *Des armes*, c'est la première fois que vous gravez une reprise d'auteur français sur un de vos albums.**

— Bertrand Cantat : L'empreinte la plus forte, c'est encore la nôtre. La prétention a toujours été dans l'humilité. Enfin, Ferré, vous n'avez pas tort. On a été contactés par une revue de poésie de Chartres, *21.3*, pour participer à un disque, *Quai 213*. Il y avait des textes inédits que la famille Ferré avait donnés. Nous avons rencontré Mathieu Ferré ; il nous a donné *Des armes* en nous disant simplement d'en faire bon usage. Nous avons évité de tomber dans le côté relique, religieux. On était si contents du résultat qu'on l'a repris sur le disque.

— **Soutien aux travailleurs immigrés, à José Bové, au sous-commandant Marcos, au Tibet... Vous êtes sur tous les fronts de la lutte antimondialisation.**

— Bertrand Cantat : La lutte antimondialisation, ce sont d'abord des mouvements éclatés, des gens différents. Il n'y a pas de dogme. Nous, nous sommes prêts à assumer ce que nous pouvons assumer. Le problème, c'est que tout fonctionne aujourd'hui sur l'imagerie. Même Bové s'en sert. Quand il échange sa pipe avec Marcos, on est dans le spectaculaire. L'important, c'est qu'il y a derrière un discours intéressant, différent. J'ai commencé à m'intéresser à l'histoire de Bové en lisant des interviews. Au début, je me demandais ce qu'était cette énième spectacularisation, bien que j'aie trouvé excellent qu'ils aillent démonter le McDo.

— **Etes-vous toujours proches politiquement des anarchistes de la Confédération nationale du travail ?**

— Bertrand Cantat : Il faut que l'étoile libertaire soit toujours là. Evidemment, sa limite est la proposition concrète. L'anarchie est la formulation politique du désespoir. Elle n'est pas dans la course au pouvoir, puisqu'elle tape sur lui. Un anarchiste commence toujours par s'engueuler avec lui-même. D'autant plus que la situation est complexe et l'ennemi pas si simple à définir. Comme l'écrivait Georges Hyvernaud, en parlant de la seconde guerre mondiale : « *Tout le monde est dans le coup.* »

Propos recueillis par Grégoire Allix et Bruno Lesprit

MERCREDI 12 SEPTEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS	
21.00 Pour l'amour des jardins.	Forum
22.00 Art et nature, le désamour ?	Forum
23.00 Sauver la forêt, un rêve d'écolo ?	Forum
MAGAZINES	
20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Sigmund Freud, l'invention de la psychanalyse [2/2] : La conquête, 1914-1960.	Arte
20.55 Des racines et des ailes. Spécial Istanbul.	France 3
21.05 Strip-tease. Repas de famille. Pizza americana. La vie sexuelle des bêtes. Paris-Nice.	TV 5
22.30 Ça se discute. Acné, eczéma, psoriasis, mélancolie : Comment être bien dans sa peau ?	France 2
23.50 La Route. Invités : Diane Tell et Yann Moix.	Canal Jimmy
0.10 Vol de nuit. La rentrée littéraire. Invités : Amélie Nothomb ; Daniel Picouly ; Vincent Ravalec ; Raphaëlle Billetdoux.	TF 1
0.25 Les Dossiers de l'Histoire. La Cagoule : Enquête sur une conspiration d'extrême droite.	France 3
1.00 Des mots de minuit.	France 2
DOCUMENTAIRES	
20.15 Reportage. Les Papy's top models.	Arte
20.30 Trous de mémoire.	Planète
20.35 Les Grandes Batailles. Rorke Drift.	La Chaîne Histoire

Le Monde TELEVISION

CINÉCINÉMAS 3

21.00 Piège mortel ■ ■ ■
Ce n'est pas un film d'épouvante, mais une machination criminelle très habile, avec retournements de situation, d'après une pièce d'Ira Levin (auteur de *Rosemary's Baby*). Les rapports entre les personnages (parmi lesquels une voisine extralucide sensible aux « mauvaises vibrations ») changent constamment, et le jeu pervers entre Michael Caine et Christopher Reeve mène le spectateur de surprise en surprise.

20.55 Océanide. La péninsule du Sinaï, le paradis du prophète.	Odyssee
21.00 La Gloire du Kirov.	Muzzik
21.00 Vietnam, la guerre du camouflage. [2° volet].	Histoire
21.25 Lonely Planet. Philippines.	Planète
21.30 Civilisations. Le secret de l'empire aztèque.	La Chaîne Histoire
21.45 Tribus d'Afrique. [3/5].	Odyssee
21.55 Watergate. [2/5]. Les mensonges du président.	Histoire
22.15 Le Mystère Lee Harvey Oswald. [2/2].	Planète
22.50 Profil. Jacques Lacan. La psychanalyse réinventée.	Arte
23.05 Biographie. Cléopâtre, reine du destin.	La Chaîne Histoire
23.10 Leclerc le libérateur.	Planète
23.55 La Lucarne. Déclinaisons du bonheur.	Arte
0.00 Pilot Guides. L'Arctique canadien.	Voyage
1.00 Vivere Ferrari. [2/3].	Canal Jimmy

SPORTS EN DIRECT

19.00 Volley-ball. Championnat d'Europe. France - Pologne.	Eurosport
20.45 Football. Ligue des champions. Barcelone - Lyon.	TF 1

DANSE

0.30 Mansouria. Chorégraphie de Josette Baiz. Musique d'Ibrahim Petliense. Par les enfants de l'école de La Bricarde de Marseille.	Mezzo
--	-------

MUSIQUE

21.00 Classic Archive. Avec Henryk Szeryng, violon ; Tasso Janopoulos, piano.	Mezzo
22.55 La Garde républicaine. Enregistré en 1999. dir. lieutenant-colonel François Boulanger.	Mezzo
0.25 Sarah Vaughan. Montréal, 1983.	Muzzik
0.50 Les Rita Mitsouko. Grenoble, décembre 2000.	Paris Première

TÉLÉFILMS

20.50 Maïmiti, l'enfant des îles. Serge Meynard.	France 2
20.50 Croisière. Karen Arthur. [1/3] O.	Téva
22.25 La Voix du sang. Colin Gregg.	Festival
22.30 L'Espoir dans le ciel. Ute Wieland O.	Téva
0.55 Mémoires en fuite. François Marthouret.	Arte

SÉRIES

20.30 Star Trek, Deep Space Nine. Ombres et symboles O.	Canal Jimmy
20.45 Suspect n°1. Opération Nadine O.	RTL 9
20.50 Le Lycée. Le syndrome de Stockholm O.	M 6
21.40 Brooklyn South. Devant les Juges O.	Série Club
0.55 Chapeau melon et bottes de cuir. L'homme transparent.	Série Club

FILMS

14.50 Coup de torchon ■ ■ ■ Bertrand Tavernier (France, 1981, 125 min) O.	Ciné Cinémas 3
15.00 Le Parrain 2 ■ ■ ■ Francis Ford Coppola (EU, 1974, 195 min) O.	Cinétoilette
15.35 American Graffiti ■ ■ ■ George Lucas (EU, 1973, 110 min) O.	Ciné Cinémas 2
17.05 La Famille Fenouillard ■ ■ ■ Yves Robert (France, 1960, 80 min) O.	Ciné Classics
18.15 Une étoile est née ■ ■ ■ ■ ■ George Cukor (EU, version courte, 1954, 150 min).	TCM
18.15 Le Parrain 3 ■ ■ ■ Francis Ford Coppola (EU, 1990, 165 min) O.	Cinétoilette
18.50 Murder of Crows ■ Rowdy Herrington (EU, 1998, 100 min) O.	Ciné Cinémas 2
20.30 Prisons de femmes ■ ■ ■ Roger Richébe (France, 1938, 100 min) O.	Ciné Classics
20.30 L'île aux baleines ■ ■ ■ Cleve Rees (GB, 1989, 100 min) O.	Ciné Cinémas 2
21.00 Piège mortel ■ ■ ■ Sidney Lumet (Etats-Unis, 1982, 115 min) O.	Ciné Cinémas 3



21.00 Tombe les filles et tais-toi ■ ■ ■ Herbert Ross. Avec Woody Allen, Diane Keaton, Tony Roberts (EU, 1971, 85 min) O.	Cinétoilette
22.25 Tom Jones ■ ■ ■ Tony Richardson (GB, 1963, v.o., 125 min) O.	Cinétoilette
22.45 La Bandera ■ ■ ■ Julien Duvivier (France, 1935, 95 min) O.	Histoire
0.20 Un si joli village ■ ■ ■ Etienne Périer (France, 1978, 115 min) O.	Ciné Cinémas 2
1.55 Pandora ■ ■ ■ Albert Lewin (EU, 1951, v.o., 120 min) O.	Cinétoilette
1.55 Contre-enquête ■ ■ ■ Sidney Lumet (EU, 1990, v.o., 125 min) O.	Cinéstar 2

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS	
21.00 Procès télévisés, pour l'exemple.	Forum
21.30 et 22.40, 23.35 Théma. Les Faces cachées de l'extrême droite en Europe. Invités : Marek Halter ; Pascal Perrineau ; Michael Knap ; Cornélie Sonntag-Wolgast.	Arte
22.00 Télévision, un service public, pour quoi faire ?	Forum
22.30 Bibliothèque Médicis. Trotski : qu'en reste-t-il aujourd'hui dans la tête des politiques ? Invités : Edwy Plenel, directeur de la rédaction du Monde ; Claude Askolovitch ; Serge Raffy ; Philippe Campinchi ; Roger Karoutchi ; Monique Canto-Sperber.	Public Sénat
23.00 Presse régionale et télévision de proximité.	Forum
MAGAZINES	
20.55 Envoyé spécial. Un été à Bataville. Quelle justice en Corse ? P.-S. : Demain, je serai champion du monde.	France 2
21.50 Boléro. Invitée : Nadine de Rothschild.	TMC
23.05 Campus, le magazine de l'écrit. L'engouement pour le bouddhisme en Occident.	France 2
23.10 Le Club. Invité : Michel Serrault.	Ciné Classics
0.10 Rien à cacher. Roger Hanin.	RTL 9
DOCUMENTAIRES	
17.00 Histoire de France. L'horrible invention du docteur Guillotin.	La Chaîne Histoire
17.00 Le Zoo, toute une aventure. Singapour.	Monte-Carlo TMC
17.00 Fenêtre sur. Le Brésil. La Cinquième	
17.20 Ortiz, général sans Dieu ni maître. [1/2]. Nosotro.	Histoire
17.30 Les Légendes marines. [5/13]. La quête du roi Lambo.	TMC
17.35 Tribus d'Afrique. [3/5]. Les Wodabbe et les Touareg du Niger.	Odyssee
18.00 Sous la mer. La Grande Barrière de corail.	Voyage
18.00 Les Grandes Batailles. Hastings 1066.	La Chaîne Histoire
18.05 Le Monde secret des mammifères européens. [4/4]. Une histoire de loup.	La Cinquième
18.15 Valéry Giscard d'Estaing. [1/4]. L'héritage.	Histoire
18.30 Un regard sur la tradition japonaise. [3° volet]. Les friandises de Kyoto.	Odyssee
19.00 Voyages, voyages. Estrémadure.	Arte
19.10 Vietnam, la polémique.	Histoire

19.10 Loin d'Asmara.	Planète
20.00 Les Aventuriers de l'altitude. [5/6]. Les montagnes roses de Wadi Rum.	Muzzik
20.00 Pilot Guides. La Norvège.	Voyage
20.05 Watergate. [1/5]. Les plombiers.	Histoire
20.15 Reportage. Dessine-moi la guerre.	Arte
20.46 Théma. « ... et demain le monde entier ». Arte	
21.20 Au fil du fleuve Amazone.	Planète
21.35 Août 1942, raïd sur Dieppe.	La Chaîne Histoire
21.45 Huit secondes en enfer.	Odyssee
22.00 Un autre regard. Bénin, Espagne et Turquie.	Voyage
22.15 Trous de mémoire.	Planète
22.15 Journal d'un globe-trotter. Le Laos.	Odyssee
22.25 L'Invincible Armada. [1/3]. La dernière croisade.	Histoire
22.30 Biographie. Le destin de Laszlo Rajk.	La Chaîne Histoire
22.30 Correspondances. Aux frontières du sport.	Voyage
22.40 Jean-Claude Casadesus. Symphonie en cœur majeur.	Mezzo
23.05 Evasion. Jura : la petite Ecosse du Jura.	Odyssee
23.05 L'Actor's Studio. Billy Crystal.	Paris Première
23.05 Théma. Tout le monde peut se tromper.	Arte
23.10 Lonely Planet. Philippines.	Planète
23.35 Les Bébé animaux. [3/4]. Les bébés des plaines africaines.	Odyssee
23.40 Sujet tabou. L'homme par qui le scandale arrive.	France 3
23.45 Le Dossier Aïda.	Mezzo
0.00 Le Mystère Lee Harvey Oswald. [2/2].	Planète
0.40 Michel Vaillant. Une histoire de familles.	Canal Jimmy

SPORTS EN DIRECT

14.30 Cyclisme. Tour d'Espagne (6 ^e étape) : Cangas de Onis - Torrelavega (178 km).	Eurosport
16.30 Football. Coupe de l'UEFA. FC Pribram (Rtc) - Sedan.	Canal +
19.00 Football. Coupe de l'UEFA. Bordeaux - Debrecen VSC.	Eurosport
21.00 Football. Coupe de l'UEFA. Paris SG - Rapid Bucarest.	Eurosport
22.30 Golf. Championnat du monde professionnel. 3 ^e manche (1 ^{er} jour).	Canal + vert

DANSE

18.55 Roméo et Juliette. Chorégraphie d'Angelina Preljocaj. Musique de Serge Prokofiev. Par le Lyon Opéra ballet.	Mezzo
---	-------

19.15 Roméo et Juliette. Chorégraphie d'Angelina Preljocaj. Musique de Serge Prokofiev. Par le ballet Preljocaj.	Muzzik
--	--------

MUSIQUE

17.45 et 20.35, 23.30 Mozart. Sonate pour piano en mi bémol majeur KV 282. Daniel Barenboïm, piano.	Mezzo
20.20 Mascagni. Intermezzo de « L'Amico Fritz ». Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan.	Mezzo
21.00 Voice of Firestone. Concert. Archives en noir et blanc de Jussi Björling, Ferruccio Tagliavini, Lauritz Melchior, Nicolaï Gedda, Richard Tucker, James McCracken et Franco Corelli.	Muzzik
21.30 Le Voyage à Lille. Enregistré en 1998. Par l'Orchestre national de Lille, dir. Jean-Claude Casadesus.	Mezzo
23.05 Brahms. Sonate pour violon et piano n°3. Avec Ju-Jung Baek, violon ; Yoko Kanako, piano.	Mezzo
0.15 Elvin Jones Jazz Machine. Jazz à Vienne 2000.	Muzzik
1.00 Bach. Variations Goldberg BWV 988. Enregistré en 1985. Avec Dmitry Sitkovetsky, violon ; Misha Maisky, violoncelle ; Gérard Caussé, alto.	Mezzo

TÉLÉFILMS

19.05 Ma sœur est une extraterrestre. Steve Boyum.	Disney Channel
20.50 Soleil de sang. Harley Koksik O.	Canal +
21.50 Acte de vengeance. John Mackenzie.	Festival
22.25 Une proie idéale. Howard McCain O.	TF 1
23.20 Sous le sceau du secret. Kelley Cauthen O.	TF 6

SÉRIES

17.25 Beverly Hills. Le défilé.	TF 1
17.30 Mariés, deux enfants. Une énième vie de chien O.	M 6
17.50 L'Homme de l'Atlantide. [1/2]. La disparition.	Série Club
18.10 Hartley, cœurs à vif.	France 2
18.30 Les Simpson. Les escrocs.	Canal +
18.55 Les Compagnons de Jésus.	Festival
18.55 Le Caméléon. [2/2]. Donoterose O.	M 6
19.25 Hill Street Blues. Des gâteaux indigestes O.	TMC
20.00 Les Anges du bonheur. Les deux femmes de ma vie O.	Téva
20.50 Les Cordier, juge et flic. Née en prison O.	TF 1
21.40 Outsiders. Breaking the Maiden. Mirror images (v.o.).	Série Club
22.15 La Crèche. La faute des autres. Une place en crèche.	TV 5
0.55 Chapeau melon et bottes de cuir. L'oiseau qui en savait trop.	Série Club

CINÉTOILE

22.30 Le Coup de l'escalier ■ Sur le scénario assez classique de la préparation et de l'exécution d'un cambriolage, Robert Wise a greffé une remarquable étude de caractères et de comportements. Le racisme à l'égard des Noirs (tel qu'on l'envisageait alors à la fin des années 1950 aux Etats-Unis) trouve sa condamnation dans une catastrophe finale haussant cette œuvre au niveau d'une fable tragique. Les interprètes sont, tous, excellents.

JEUDI 13 SEPTEMBRE

FILMS

13.25 Un si joli village ■ ■ ■ Etienne Périer (France, 1978, 115 min) O.	Ciné Cinémas 1
14.00 L'Orgueil des marines ■ ■ ■ Delmer Daves (Etats-Unis, 1945, v.o., 120 min).	TCM
15.40 Piège mortel ■ ■ ■ Sidney Lumet (Etats-Unis, 1982, 115 min) O.	Ciné Cinémas 3
16.00 La Grande Course autour du monde ■ ■ ■ Blake Edwards (Etats-Unis, 1965, 150 min).	TCM
16.05 Beau-père ■ ■ ■ Bertrand Blier (France, 1981, 120 min) O.	Cinéfaz
17.40 Mamma Roma ■ ■ ■ Pier Paolo Pasolini (It., 1962, v.o., 105 min) O.	Cinétoilette
18.25 Deux ■ ■ ■ Claude Zidi (France, 1988, 95 min) O.	Ciné Cinémas 3
20.30 Le Temps retrouvé ■ ■ ■ Raoul Ruiz (Fr. - It. - Port., 1999, 160 min) O.	Ciné Cinémas 1
20.45 Merci la vie ■ ■ ■ Bertrand Blier (France, 1991, 115 min) O.	Cinéfaz
20.45 Cocoon ■ ■ ■ Ron Howard (Etats-Unis, 1985, 125 min).	RTL 9
20.50 La Fille seule ■ ■ ■ Benoît Jacquot (France, 1995, 90 min) O.	Cinéstar 1
20.55 Le Maître de guerre ■ ■ ■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1986, 130 min) O.	France 3
22.10 Tout l'Or du Monde ■ ■ ■ René Clair (France, 1961, 105 min) O.	Disney Channel
22.20 Je suis un évadé ■ ■ ■ Mervyn LeRoy (Etats-Unis, 1932, v.o., 100 min).	TCM



22.30 Le Coup de l'escalier ■ ■ ■ Robert Wise. Avec Harry Belafonte, Robert Ryan (Etats-Unis, 1959, v.o., 95 min) O.	Cinétoilette
22.35 La Motocyclette ■ ■ ■ Jack Cardiff (Grande-Bretagne, 1968, 90 min) O.	Canal Jimmy



22.40 Un, deux, trois, soleil ■ ■ ■ Bertrand Blier. Avec Anouk Grinberg, Myriam Boyer, Olivier Martinez (France, 1995, 105 min) O.	Cinéfaz
0.00 L'Intrus ■ ■ ■ Clarence Brown (Etats-Unis, 1949, v.o., 90 min).	TCM
0.05 Mille milliards de dollars ■ ■ ■ Henri Verneuil (France, 1982, 125 min) O.	Cinétoilette

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

16.35 Passions.
17.25 Beverly Hills.
18.15 et 1.10 Exclusif.
18.55 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.35 Football. Ligue des champions. FC Barcelone (Esp.) - Lyon (Fr.). 20.45 Coup d'envoi. Lille (Fr.) - Deportivo La Corogne (Esp.).
0.10 Vol de nuit. La rentrée littéraire.
1.40 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

17.40 Le Groupe.
18.10 Hartley, cœurs à vif O.
19.00 On a tout essayé.
19.50 Un gars, une fille.
19.55 et 20.45 Tirage du Loto.
20.00 et 0.35 Journal, Météo.
20.50 Maïmiti, l'enfant des îles. Téléfilm. Serge Meynard.
22.30 Ça se discute.
1.00 Des mots de minuit.

FRANCE 3

17.50 C'est pas sorcier.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Tout le sport.
20.20 Tous égaux.
20.55 Des racines et des ailes.
23.00 Météo, Soir 3.
23.30 Héros vinaigrette.
0.25 Les Dossiers de l'Histoire.
1.20 La Loi de Los Angeles. Il y a toujours un singe qui trinque.

CANAL +

16.45 Eddy Time.
► En clair jusqu'à 20.45
18.15 Divers et variés. Avec Gad El Maleh.
18.55 + de cinéma.
19.30 Le Journal.
19.45 Le Zapping.
19.55 Les Guignols de l'info.
20.05 Burger Quiz.
20.45 Encore + de cinéma.
21.00 Personne n'est parfait(e) Film. Joel Schumacher O.
22.50 Les Frères Falls ■ Film. Michael Polish (v.o.) O.
0.35 Midnight +.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

14.45 Les Soupçons d'une mère. Téléfilm. Eric Laneuville O.
16.35 Passions.
17.25 Beverly Hills.
18.15 Exclusif.
18.55 Le Bigdil.
19.50 Vivre com ça.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Les Cordier, juge et flic O.
22.35 Une proie idéale. Téléfilm. Howard McCain O.
0.25 Exclusif.

FRANCE 2

14.40 Commissaire Lea Sommer O.
15.35 Mort suspecte O.
16.20 Un livre.
16.30 Des chiffres et des lettres.
17.00 Qui est qui ?
17.40 Le Groupe.
18.10 Hartley, cœurs à vif O.
19.00 On a tout essayé.
19.50 Un gars, une fille.
20.00 Journal, Météo, Point route.
20.55 Envoyé spécial. Quelle justice en Corse ? Un été à Bataville. P.-S. : Demain, je serai champion du monde.
23.05 Campus, le magazine de l'écrit. L'engouement pour le bouddhisme en Occident.
0.40 Journal, Météo.

FRANCE 3

15.00 Un choix délicat. Téléfilm. S. Pillsbury.
16.30 MNK.
17.35 A toi l'actu@.
17.50 C'est pas sorcier. L'or, c'est l'or !
18.15 Un livre un jour.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.15 Tout le sport.
20.25 Tous égaux.
20.55 Le Maître de guerre ■ ■ ■ Film. Clint Eastwood O.
23.05 Météo, Soir 3.
23.40 Sujet tabou. L'homme par qui le scandale arrive.
0.15 La Loi de Los Angeles. Une victoire dangereuse.

CANAL +

14.10 Guinevere ■ Film. Audrey Wells O.
15.50 H. Une histoire de voyage.
16.20 Football. En direct. Coupe de l'UEFA. FC Pribram - Sedan. 16.30 Coup d'envoi.
► En clair jusqu'à 20.44
18.30 Les Simpson O.
18.55 + de cinéma.
19.30 Le Journal.

Les virgules noires

par Pierre Georges

IL Y A ce témoignage parmi tant d'autres. Et cette image extraordinaire, cette métaphore employée par un courtier en bourse new-yorkais, James Ronnie Whitney. Il travaille, travaillait, normalement dans la Tour A du World Trade Center. Mais hier matin, à neuf heures, il se trouvait dans son appartement, sur sa terrasse, à proximité immédiate des tours jumelles. Il prenait son petit déjeuner, en lisant son journal lorsque tout a commencé, par une énorme et première explosion.

Dès lors ce fut l'horreur. Un deuxième avion, une deuxième cible, une deuxième explosion gigantesque. Et toute l'horreur du monde peut tenir en peu de mots. En ces trois mots même : « les virgules noires ». « *Tout ce que je peux vous dire, raconte James Whitney à notre correspondante Afsané Bassir Pour, c'est que je ne pourrai plus jamais fermer les yeux sans voir les Virgules tombant du ciel, ces corps courbés, comme des virgules noires, sautant par douzaines des fenêtres du bâtiment, face à mon loft. J'étais sûr que j'allais mourir moi aussi ; c'est à ce moment-là que j'ai vu les virgules, les virgules qui parfois se tenaient la main et qui tombaient des fenêtres en face de moi. C'était sauter ou brûler vif. Et c'est à ce moment-là que je me suis dit moi aussi, je dois sauter avant d'être...* »

James Whitney, courtier en bourse, ne sautera pas, ne mourra pas, n'oubliera pas. Jamais sans doute, puisqu'aussi bien cela ne pourra jamais plus être comme avant les virgules. Pour lui, pour l'Amérique et pour nous tous qui avons pu assister à l'écroulement d'un monde lui aussi métaphorique, à l'effacement par le plus fou et le plus

sanglant des correcteurs de militants de vies-virgules, à ce ciel terroriste tombé sur la tête du géant.

Nous avons tous, en direct, en live si ce mot a encore un sens télévisuel, été les propres reporters de notre propre stupéfaction horrifiée, de notre compassion impuissante, de nos angoisses, peurs et dégoûts, et fureurs devant ce qui est arrivé là-bas et qui n'a guère d'autre nom que celui d'une guerre sans nom. Nous avons tous, accrochés à nos écrans, à ces caméras du plus médiatique des mondes pratiquant l'endoscopie tremblante de ses propres entrailles de poussières, de feu et de mort, découvert, redécouvert la terreur, cette voisine de siècle désormais.

Nous avons vu vraiment ce que même la fiction, notre pain et fantôme quotidiens, peut avoir de déraisonnablement naïf et amateur par comparaison à la plus crue, la plus insensée, la plus incroyable des réalités, un film-vérité du temps en grandeur et horreur réelles. Ne cherchons pas trop les mots pour décrire cela. Et moins encore pour l'écrire. Il n'y en a pas. Ou, alors, des mots de convention. Un pauvre bouclier de mots bien impuissant face à la guerre des météorites humains suicidaires et fous.

Nous savons maintenant que le pire est possible, ce pire-là comme les autres, plus coutumiers. Nous ne savons pas qui a fait cela. Ni pourquoi. Ni au nom de quelle cause pervertie et démente des humains ont pu verser ainsi dans une inhumanité des ténèbres et de l'apocalypse. Voyez. Même cette terreur n'a pas de nom. Et cela nous glace pour le monde à venir, déjà là.

Les ONG réduisent leurs personnels en Afghanistan par crainte de représailles massives américaines

Incertitude sur le sort du commandant Massoud

KABOUL

de notre envoyée spéciale

Dans la crainte de massives représailles américaines après le carnage provoqué par les attentats aux Etats-Unis, les étrangers présents à Kaboul commencent à évacuer la ville. Ce mercredi 12 septembre, un premier convoi d'expatriés des ONG (organisations non gouvernementales) allemandes a pris la route en direction du Pakistan. L'essentiel du personnel expatrié des Nations unies devrait, pour sa part, être évacué par voie aérienne jeudi sur Islamabad, au Pakistan.

Les ONG présentes en Afghanistan n'ont pas encore toutes décidé de la marche à suivre, mais beaucoup envisageaient de partir. Les trois diplomates américains, australien et allemand envoyés à Kaboul pour assister leurs ressortissants, membres de l'organisation caritative allemande Shelter Now international (SNI), emprisonnés il y a cinq semaines pour prosélytisme chrétien, ont en revanche décidé de rester. Le procès de ces huit expatriés – deux Américaines, deux

Australiens et quatre Allemands – a commencé il y a plus d'une semaine, mais aucune date n'a été avancée pour sa conclusion.

Le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) a pour sa part décidé de réduire ses activités, de regrouper son personnel et d'attendre de voir la suite des événements. Traditionnellement, le CICR, qui jouit d'une aura particulière en Afghanistan, où il a près de 70 expatriés, est le dernier à quitter les lieux. Près de 250 expatriés, pour la plupart travailleurs humanitaires, vivent en Afghanistan.

INQUIÉTUDE À KABOUL

En 1998, les bombardements massifs américains – 70 missiles Tomahawk –, mais aux effets très limités, sur les camps abritant des fidèles de Ben Laden, en représailles aux attaques contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, avaient provoqué la mort d'un expatrié, un officier italien de la mission de l'ONU à Kaboul, tué par deux Pakistanais enrégés par ces bombardements.

Un diplomate français avait été blessé dans la même opération. Plusieurs bureaux de l'ONU avaient été attaqués et deux de ses employés locaux avaient été tués à Jalalabad. Cette action avait provoqué le retrait des expatriés de l'ONU pendant au moins six mois.

La crainte est aussi visible chez les Afghans, qui, depuis mardi soir, ont l'oreille vissée à leur poste de radio. Partout à Kaboul, on voit des petits rassemblements d'une dizaine de personnes écoutant et commentant les dernières nouvelles. Les explosions qui ont secoué Kaboul à 2 heures et demie du matin ont encore fait monter la tension, même si elles n'ont rien à voir avec ce qui s'est passé aux Etats-Unis. Ceux-ci ont d'ailleurs immédiatement démenti être responsables de l'attaque qu'a revendiquée plus tard un des commandants des forces anti-talibans. « Deux de nos hélicoptères de combat ont pris part à cette opération », a déclaré Bismillah Khan, un des hauts commandants des forces loyales au commandant

Ahmed Shah Massoud. Les roquettes étaient dirigées contre l'aéroport de Kaboul, sur lequel trois avions, dont un Boeing de la compagnie Ariana et deux jets militaires, ont été détruits.

Un dépôt de munitions appartenant aux talibans a aussi pris feu. Selon Bismillah Khan, cette attaque était une réponse aux violents bombardements aériens effectués par les talibans ces derniers jours sur la vallée du Panshir. Elle pourrait être aussi une réponse à l'attentat qui a visé dimanche le commandant Massoud, dont l'état de santé demeure toujours incertain. Selon le Dr Abdullah, vice-ministre des affaires étrangères du gouvernement déchu de Bahranuddin Rabbani et un proche de Massoud, celui-ci serait vivant, sous surveillance médicale. Jusqu'à maintenant, aucun témoin indépendant n'a vu ou parlé avec Massoud. Plusieurs sources continuent d'affirmer qu'il serait mort.

Françoise Chipaux

► www.lemonde.fr/afghanistan

Dix tués palestiniens lors d'incursions israéliennes à Jénine

JÉRUSALEM. Neuf Palestiniens ont été tués mercredi matin 12 septembre par des tirs de soldats israéliens lors d'incursions de l'armée dans des localités autour de la ville autonome palestinienne de Jénine (nord de la Cisjordanie), selon un bilan établi de sources palestiniennes. Ces nouveaux décès portent à 795 le nombre de personnes tuées depuis le début de l'Intifada, dont 608 Palestiniens et 164 Israéliens. Un Palestinien avait été tué et quarante-neuf autres Palestiniens blessés au cours d'une première incursion effectuée dans la nuit au centre de la ville même de Jénine, qui a pris fin mercredi à l'aube avec le retrait de l'armée israélienne de la ville. Les chars israéliens ont entièrement détruit un bâtiment abritant une station de la police palestinienne et incendié une maison, ont indiqué des sources palestiniennes. D'après un porte-parole de l'armée israélienne, le bâtiment servait « à envoyer des terroristes commettre des attentats en territoire israélien ». – (AFP.)

Huit morts en Algérie

ALGER. Huit personnes ont été tuées lundi 10 septembre en Algérie dans des violences attribuées aux groupes armés islamistes, ont rapporté mardi les journaux. Trois gardes communaux ont été tués dans une embuscade tendue par un groupe armé à Boughedir, près de Jijel, sur la côte à l'est d'Alger, alors que l'un des assaillants était abattu au cours de l'accrochage. Dans la même région, un islamiste repent et sa fille de huit ans ont été assassinés dans le village touristique d'El Aouana. Un policier a été tué par un commando et un autre grièvement blessé à Tizi Ouzou alors qu'ils surveillaient les épreuves de la session de rattrapage du baccalauréat. Enfin, un militaire a été tué à Kadiria, en Kabylie, dans l'explosion d'une bombe. D'autre part, selon *Le Quotidien d'Oran*, une vingtaine de bombes auraient été désamorçées la semaine dernière à Alger, où près de 80 alertes à la bombe ont été enregistrées. Depuis trois semaines, l'Algérie connaît un regain de violence qui a fait plus de 180 morts, selon un décompte établi à partir de bilans de presse. – (AFP.)

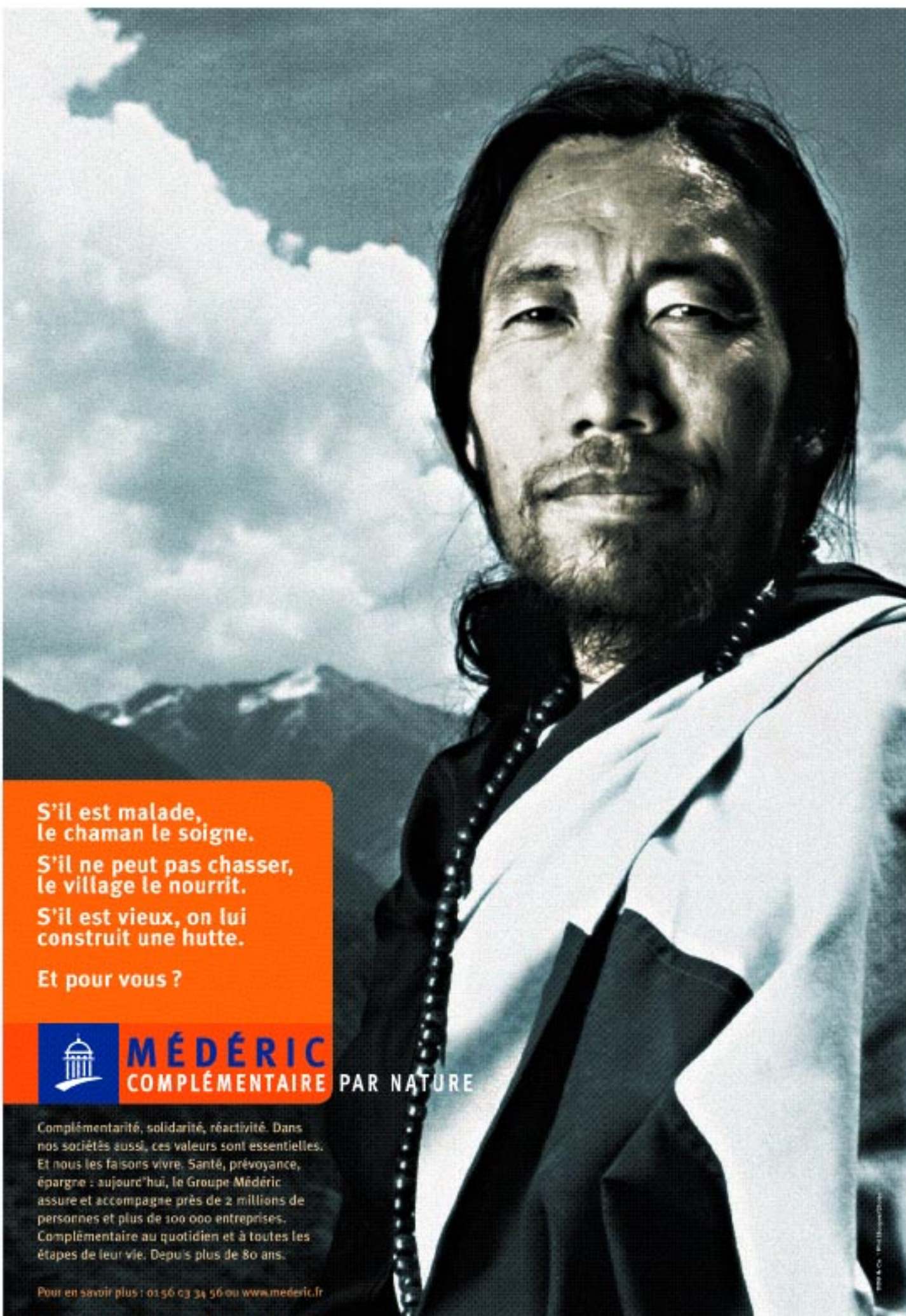
DÉPÊCHES

■ **MAROC** : le roi Mohammed VI a décidé d'écourter sa visite d'Etat en Mauritanie, à la suite des attentats aux Etats-Unis, a-t-on appris dans la soirée de mardi. Cette visite avait commencé lundi après-midi et devait se poursuivre mercredi, mais le souverain chrétien devrait finalement rentrer dans son pays mercredi matin, a précisé la même source. – (AFP.)

■ **CORSE** : un homme a été assassiné, mardi 11 septembre à Bastia (Haute-Corse), par deux hommes à moto. Pierre Rocchi, trente-trois ans, originaire de Penta di Casinca, était connu des services de police pour des délits de droit commun. Treize étuis de balles de 9 mm ont été retrouvés au sol.

■ **A NOS LECTEURS.** En raison des contraintes de l'actualité, nous sommes dans l'impossibilité de publier nos pages de cotations boursières. Notre cahier spécial de seize pages sur l'enseignement des langues étrangères à l'école primaire sera publié ultérieurement.

Tirage du Monde daté mercredi 12 septembre 2001 : 552 760 exemplaires. 1-3 Nos abonnés Paris-Ile de France trouveront associé au numéro d'aujourd'hui le supplément Aden.



S'il est malade, le chaman le soigne.
S'il ne peut pas chasser, le village le nourrit.
S'il est vieux, on lui construit une hutte.

Et pour vous ?

MÉDÉRIC
COMPLÉMENTAIRE PAR NATURE

Complémentarité, solidarité, réactivité. Dans nos sociétés aussi, ces valeurs sont essentielles. Et nous les faisons vivre. Santé, prévoyance, épargne : aujourd'hui, le Groupe Médéric assure et accompagne près de 2 millions de personnes et plus de 100 000 entreprises. Complémentaire au quotidien et à toutes les étapes de leur vie. Depuis plus de 80 ans.

Pour en savoir plus : 01 56 03 34 56 ou www.mederic.fr